



INTEGRATING &
ADVANCING THE REGION

RAPPORT ANNUEL ET ÉTATS FINANCIERS 2020



EASTERN AND SOUTHERN AFRICAN
TRADE & DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE COMMERCE ET DE DÉVELOPPEMENT
DE L'AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE

RAPPORT ANNUEL ET ÉTATS FINANCIERS 2020

TABLE DES MATIÈRES

LETTRE DE TRANSMISSION	4
DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	5
MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DU GROUPE	6
GOVERNANCE	8
RAPPORT SUR LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE	8
NOS ACTIONNAIRES	12
RECONNAISSANCES	14
PRIX	14
ENQUÊTE DE SATISFACTION DES CLIENTS ET DES PARTENAIRES	14
DÉVELOPPEMENT DURABLE	15
RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE	15
RESPONSABILITE SOCIALE D'ENTREPRISE	16
PARTENARIATS	17
ENVIRONNEMENT OPÉRATIONNEL	18
ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL	18
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	18
ZONES DE COUVERTURE	18
PERFORMANCE FINANCIÈRE	20
PRODUIT	20
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	22
DÉPRÉCIATIONS	23
RENTABILITÉ	23
ACTIFS	24
PASSIFS	25
CAPITAUX PROPRES	25
INDICATEURS DE LA SOLIDITÉ FINANCIÈRE	27
OPÉRATIONS COMMERCIALES ET FILIALES	28
OPÉRATIONS DE PRÊTS	28
SYNDICATIONS	29
ZONES DE COUVERTURE	29
PORTEFEUILLE	30

OPÉRATIONS COMMERCIALES ET FILIALES [SUITE]	
GESTION DES ACTIFS	33
SERVICES CONSULTATIFS	33
FONDS POUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT (TDF)	34
MOBILISATION DES RESSOURCES	35
MOBILISATION DES OBLIGATIONS	35
MOBILISATION DE FONDS PROPRES	35
GESTION INSTITUTIONNELLE	37
COMPLEXE DE RISQUE	37
RESSOURCES HUMAINES	38
ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS 2020	40





Crédits photo: TDB

LETTRE DE TRANSMISSION

Le Président

Conseil des Gouverneurs

Banque de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe pour le Commerce et le Développement

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 35(2) des Statuts de la Banque, j'ai l'honneur de vous transmettre, au nom du Conseil d'Administration, le Rapport Annuel de la Banque pour l'exercice allant du 1er janvier au 31 décembre 2020.

Le Rapport couvre les activités de l'année sous revue ainsi que les états financiers audités pour la même période.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

M. JUSTE RWAMABUGA

PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'année 2020, qui a marqué le 35ème anniversaire de la Banque pour le Commerce et le Développement, a sans conteste été une année où l'agilité, les systèmes et l'esprit d'innovation des institutions publiques et privées du monde entier ont été mis à rude épreuve.

Au-delà de graves chocs sanitaires, la demande mondiale s'est contractée, les chaînes d'approvisionnement ont été perturbées, les prix des matières premières ont connu une forte volatilité et le flux des liquidités s'est resserré en raison des contraintes macro-prudentielles accrues. Cette situation a exercé une forte pression sur tous les États membres du Groupe TDB, les appelant à agir rapidement dans la gestion de leurs espaces fiscaux tout en répondant de la meilleure manière possible aux demandes urgentes en matière de santé, d'économie, de société et d'environnement.

Lorsque la Covid-19 a frappé, le Groupe TDB a pris des mesures d'urgence, démontrant sa résilience, sa capacité et sa dextérité à évaluer et s'adapter de manière innovante à la situation. Le Groupe TDB a redéfini les priorités de ses opérations, mettant désormais l'accent sur l'assistance aux États membres pour atténuer les chocs sanitaires et économiques. Le Groupe TDB a travaillé avec diligence pour répondre équitablement aux besoins urgents des pays à court terme tout en œuvrant à leur tracer une trajectoire de croissance durable à long terme.

En plus de soutenir ses employés et les communautés à travers son Programme de riposte d'urgence à la Covid-19 (CERP), le Groupe TDB s'est immédiatement repositionné pour répondre aux besoins nouveaux et actuels de ses clients, notamment les clients souverains, les institutions financières, les grandes entreprises, ainsi que les MPME, tout en renforçant la confiance des partenaires financiers pour accroître la disponibilité du financement axé sur les effets dans les régions où la Banque opère en ces temps difficiles.

Alors que le Groupe TDB continue d'aligner ses interventions sur les Objectifs de développement durable (ODD), l'Accord de Paris et l'Agenda 2063 de l'Union africaine, les institutions financières du monde entier se tournent de plus en plus vers le Groupe pour engager leur capital dans le financement d'investissements porteurs dans ses États membres, inspirés par ses précédentes réussites. En 2020, la TDB a mobilisé un montant inédit de 2 milliards USD en nouveaux financements, partage des risques et autres types de partenariats de financement.

Soulignant la confiance indéfectible de la communauté des investisseurs institutionnels dans la capacité du Groupe TDB à assurer des profits commerciaux et conformes aux ODD, la Banque a accueilli en 2020 son 18ème actionnaire de catégorie B, la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) de Djibouti. En outre, comme preuve de sa confiance dans le Groupe TDB, le Fonds

d'investissement danois pour les pays en développement (IFU) a injecté 20 millions USD supplémentaires dans le capital-risque de la TDB, portant ainsi sa participation dans le Groupe à 40 millions USD.

En 2020, les actionnaires existants du Groupe TDB, par l'intermédiaire du Conseil des Gouverneurs, ont également marqué leur soutien et leur confiance indéfectible en la capacité du Groupe à atteindre le triple bilan. Ils ont approuvé un programme historique d'augmentation du capital de 1,5 milliard USD, doublant le montant du capital social autorisé de la Banque de 3 à 6 milliards USD. Ils ont en outre validé l'émission, à hauteur de jusqu'à 1 milliard USD, d'un nouveau segment d'actions de catégorie C en vue d'attirer des investissements en actions d'un nombre encore plus élevé d'investisseurs non traditionnels porteurs et d'autres types d'investisseurs.

Parmi ses innovations institutionnelles majeures au cours de l'exercice sous revue, le Groupe TDB a créé le Fonds pour le Commerce et le Développement (TDF), une filiale à but non lucratif axée sur l'octroi de subventions, de dons, d'assistance technique et financière à des conditions non commerciales, ainsi que la mise en œuvre d'activités éducatives, notamment des activités de formation et de renforcement des capacités. La création du TDF a permis au Groupe TDB de consolider sous une structure de gouvernance unique divers programmes que la Banque prépare depuis plusieurs années, tels que le Programme PME et la TDB Academy.

Les progrès remarquables du Groupe en termes de croissance, de performance, de qualité et d'impact ne sont pas passés inaperçus, même en pleine pandémie de Covid-19. En 2020, entre autres récompenses, la TDB a été sacrée « Banque africaine de l'année » lors des African Bankers Awards.

Au nom du Conseil d'Administration, je tiens à saluer les efforts qui ont permis cette année de brillantes performances de notre Groupe malgré les vents contraires provoqués par la pandémie de Covid-19. Je tiens également à saluer les femmes et les hommes du Groupe TDB, qui, grâce à leur professionnalisme, leur agilité et leur esprit d'innovation constants, nous ont permis de grandir et de continuer à avoir un impact sur la vie des populations que nous servons.

Alors que nous devons tous rester constants dans notre détermination à contrer les effets néfastes de cette terrible pandémie, je reste convaincu que le bilan exceptionnel du Groupe TDB au cours des 35 dernières années, notamment en 2020 contre toute attente, servira de tremplin pour 35 autres années de succès à venir.

M. JUSTE RWAMABUGA

PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU GROUPE TDB



Crédits photo: TDB

MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DU GROUPE

En 2020, dans un contexte mondial d'incertitude, le Groupe TDB a su montrer ses vraies couleurs, dans un timing parfait pour immortaliser son 35ème anniversaire.

Alors que le monde entier subissait les graves effets de la pandémie de Covid-19, le Groupe TDB s'est rapidement adapté à l'environnement. La TDB a non seulement poursuivi ses activités, mais a également défini les pistes nécessaires à la mise en œuvre du programme « construire un avenir meilleur ».

Tout d'abord, le Groupe TDB a mis en place un programme complet de priorité sur la sécurité et la continuité des activités pour le personnel. Ensuite, le Groupe a lancé le Programme de riposte d'urgence à la Covid-19 (CERP), par le biais duquel il a offert du matériel de protection individuelle et médical acheté au niveau régional aux communautés de la région, répondant ainsi aux impératifs sanitaires pressants tout en soutenant le secteur privé et l'emploi dans la région.

Parallèlement, le Groupe TDB a interrogé ses clients pour comprendre leurs besoins les plus immédiats et s'est assuré que, face à la crise mondiale des liquidités, il continuait à mettre à disposition des ressources financières pour répondre aux attentes de ses clients, en termes d'échanges et de financement à court et à long terme, conformément à ses engagements de triple bilan.

Dans ces interventions, la Banque a privilégié la fourniture de solutions en devises fortes pour minimiser les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, soutenir le commerce et les affaires en général, renforcer la résilience des systèmes de santé, et relever les défis liés aux devises étrangères et à la productivité par la promotion des exportations et l'importation d'intrants, d'équipements et de produits stratégiques essentiels, notamment les denrées alimentaires. Sur le marché des syndications où le Groupe TDB a continué d'être l'un des principaux acteurs en Afrique, les interventions de la Banque ont permis à ses États membres d'avoir une marge de manœuvre budgétaire, leur permettant de rester sur la bonne voie dans leurs projets d'infrastructure et de faire face aux chocs externes liés à la Covid-19. À la suite de toutes ces interventions, en 2020, malgré le contexte extrêmement difficile, le portefeuille brut de financement des projets et infrastructures de la TDB a augmenté de 7 % en glissement annuel pour atteindre 2,3 milliards USD, tandis que son portefeuille brut de financement du commerce au bilan a augmenté de 8 % en glissement annuel pour se chiffrer à 3,2 milliards USD.

Devenue en 2019 la première institution africaine de financement du développement à mener une transaction de financement du commerce en utilisant la blockchain, en 2020, la TDB a conclu la première transaction de financement du commerce intra-africain grâce à la même technologie. Cette intégration réussie de la technologie de blockchain dans les opérations de la Banque lui a permis de financer et d'exécuter des transactions commerciales internationales importantes pour des clients, malgré l'incapacité des documents papier à circuler entre les différentes parties en raison des perturbations logistiques à l'échelle mondiale liées à la Covid-19.

L'agilité du Groupe TDB dans l'exécution des transactions de financement du commerce international a été récompensée au cours de l'année sous revue par divers prix du secteur, dont celui de « Meilleur financier du commerce en Afrique » décerné

par Trade Finance Global et « Meilleure banque de financement du commerce » au Kenya et en Éthiopie par Global Trade Review.

Contre toute attente, le Groupe TDB a mobilisé un montant record de ressources en capital en 2020. Le Groupe TDB a pu lever près de 30 millions USD de nouveaux apports de fonds propres. En ce qui concerne la dette, le Groupe TDB a mobilisé environ 2 milliards USD sous forme de financement, de partage des risques, de transactions garanties par des ACE et d'autres partenariats impliquant des institutions financières de développement multilatérales et bilatérales ainsi que des banques commerciales. Il s'agissait d'environ 500 millions USD consacrés à des transactions visant à traiter la question du changement climatique et à étendre les facilités aux PME. Les nouveaux partenariats stratégiques comprennent également une première facilité de 415 millions USD sur 19 ans de l'Association internationale de développement de la Banque mondiale, destinée à financer les infrastructures, en particulier les énergies renouvelables, et une garantie révolutionnaire de 334 millions d'euros de la MIGA sur 10 ans pour un prêt accordé par des banques commerciales pour soutenir le commerce.

L'année 2020 est désormais derrière nous et le Groupe TDB est fier de publier son deuxième Rapport sur le développement durable et l'impact du développement, qui retrace ses efforts visant à laisser une empreinte notable, créer des emplois et aligner ses flux financiers sur les ODD, l'Accord de Paris et l'Agenda 2063. Guidée par son cadre, ses politiques et la robustesse de ses normes ESG, la dette durable intègre davantage d'exigences axées sur l'impact dans le déploiement de capitaux dans la région et conduit à une réorientation du portefeuille de la TDB vers plus d'actions en faveur des ODD et du climat. En effet, 74 % de l'exposition du portefeuille de la TDB cette année concernait des transactions présentant un faible ou une absence de risque environnemental ou social.

Afin de renforcer davantage son impact, en 2020, le Groupe TDB a officialisé l'intégration du programme PME, de la TDB Academy, et des programmes d'assistance technique dans le cadre de sa nouvelle filiale à but non lucratif, le Fonds pour le commerce et le développement (TDF). En 2020, le TDF a accordé des prêts et des

garanties pour soutenir les groupes marginalisés, en mettant l'accent sur les MPME dirigées par des femmes ; il a créé des opportunités de leadership éclairé et de formation au personnel du Groupe TDB et aux pairs du secteur ; enfin, il a tiré parti de l'assistance technique pour se préparer à un meilleur impact.

Les résultats financiers atteints en 2020 témoignent de la résilience du Groupe TDB face à la pandémie de Covid-19. Les actifs ont augmenté de 8 %, le portefeuille de prêts de 6 %, les bénéfices nets de 4 %, les capitaux propres de 12 % et le résultat d'exploitation de 12 %, tandis que le rendement des capitaux propres est resté supérieur à 10 % et les prêts non performants inférieurs à 3 %, soulignant l'excellente qualité des actifs. Par ailleurs, les notations de qualité supérieure de crédit de la TDB ont été confirmées en 2020 malgré une détérioration de la qualité de crédit de certains de ses clients souverains.

Le Groupe TDB en a fait du chemin depuis sa création. La mise en œuvre de réformes et de politiques prospectives, la mise en place de complexes de gestion des risques, des opérations, de la trésorerie et des ressources humaines de classe mondiale, une approche centrée sur le client et la mise en place de systèmes innovants ont permis au Groupe TDB de continuer à apporter de la valeur et des solutions adaptées aux actionnaires, partenaires, clients et communautés en 2020, au moment même où ils en avaient le plus besoin.

Il me plaît qu'à la veille de notre 36ème anniversaire, alors que nous clôturons l'année la plus mouvementée que notre région ait connue depuis la création de la Banque, le Groupe TDB reste fort, il continue de croître, d'innover et est prêt pour plus d'impact. Avec notre communauté grandissante de parties prenantes qui partagent notre vision, il nous tarde de continuer à nous développer, à travailler plus vite et à créer des synergies pour construire un avenir meilleur.

M. ADMASSU Y. TADESSE
DIRECTEUR GÉNÉRAL DU GROUPE
ET PRÉSIDENT ÉMÉRITE



Crédits photo: TDB

GOVERNANCE

RAPPORT SUR LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

La Banque de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe pour le Commerce et le Développement (TDB ou la Banque) est une entité juridique multilatérale créée conformément au chapitre 9 du Traité portant création de la Zone d'échanges préférentiels des États de l'Afrique orientale et australe (le Traité de la ZEP). La désignation Groupe de la Banque de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe pour le Commerce et le Développement (Groupe TDB ou le Groupe) fait référence à la TDB et à ses filiales.

Les axes clés de l'approche de gouvernance d'entreprise de la TDB sont les suivants :

NORMES DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

En tant qu'institution multilatérale de financement du développement (IFD), la Banque observe des principes de bonne gouvernance et des normes éthiques rigoureuses inscrits dans ses Statuts.

Les principes et les normes de gouvernance d'entreprise validés par le Conseil ont été élaborés sur la base des directives acceptées par d'autres IFD internationales jouissant d'une excellente cote.

Pour confirmer son attachement à une gouvernance d'entreprise saine, la TDB a signé une déclaration d'approche conjointe sur la gouvernance d'entreprise avec 30 IFD internationales en octobre 2007, ce qui a conduit à l'élaboration du Cadre commun pour le développement de la gouvernance d'entreprise (CGDF). L'objectif du CGDF est de promouvoir la coopération entre les institutions signataires afin de contribuer à la mise en œuvre de réformes institutionnelles clés dans le cadre des meilleures pratiques internationales en matière de transparence, de reddition des

comptes et de bonne gouvernance. Le CGDF offre également une plateforme commune en vue d'évaluer et d'améliorer les pratiques de gouvernance parmi les institutions signataires. En outre, la TDB collabore étroitement avec d'autres institutions multilatérales pour s'assurer qu'elle suit la tendance des meilleures pratiques de gouvernance d'entreprise.

STRUCTURE DE GOUVERNANCE

LES STATUTS

La TDB est une entité juridique multilatérale établie conformément au chapitre 9 du Traité portant création de la Zone d'échanges préférentiels des États de l'Afrique orientale et australe (le Traité de la ZEP). Le Traité de la ZEP a ensuite été remplacé par le Traité instituant le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (le Traité du COMESA). L'article 174 du Traité du COMESA reconnaît la TDB comme l'une des institutions établies dans le cadre du Traité de la ZEP qui ont été considérées et désignées comme des institutions du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), qui continueraient d'être régies par les Statuts respectifs les établissant. La TDB est par conséquent réglementée et régie par ses Statuts. Les Statuts, qui lient tous les membres de la TDB, définissent les objectifs, la composition, la structure du capital et l'organisation de la Banque. Les Statuts déterminent également les types de transactions que la TDB peut entreprendre. Ils définissent également les immunités, exemptions et privilèges dont jouissent la TDB et ses filiales. En outre, les Statuts comportent des dispositions régissant la structure des souscriptions au capital. Les Statuts sont révisés régulièrement afin d'assurer l'harmonie avec la croissance de la TDB, la stratégie d'entreprise, les intérêts des actionnaires et les meilleures pratiques de gouvernance. Les dernières modifications apportées aux Statuts de la TDB ont été approuvées par le Conseil

des Gouverneurs lors de sa 35^{ème} Réunion annuelle en août 2019.

CONSEIL DES GOUVERNEURS

Tous les pouvoirs du Groupe TDB sont dévolus au Conseil des Gouverneurs. Chaque Membre du Groupe TDB nomme un Gouverneur et un Suppléant, le suppléant ne vote qu'en l'absence de son titulaire. Le Gouverneur ou le suppléant exerce les droits de vote au nom du Membre pour qui le Gouverneur ou le suppléant a été nommé. Chaque Gouverneur est habilité à exprimer le nombre de voix de l'Etat Membre ou du Membre qui l'a nommé et qu'il représente, sauf disposition contraire des Statuts, toutes les questions soumises au Conseil des Gouverneurs sont déterminées par la majorité des droits de vote des membres présents à la réunion.

Le Conseil des Gouverneurs se compose généralement des Ministres des Finances ou Ministres de la Planification Economique des Etats Membres, ainsi que toute personne nommée par les Membres autres que les Etats Membres. Le Conseil des Gouverneurs nomme le Directeur général du Groupe et les Administrateurs Non-Exécutifs (NED) du Conseil d'Administration. Il délègue d'autres pouvoirs au Conseil d'Administration. Il se réunit normalement une fois par an. Quoiqu'il délègue d'autres pouvoirs au Conseil d'Administration, certains pouvoirs bien spécifiques tels que l'augmentation ou la diminution du capital autorisé du Groupe, les amendements aux Statuts et l'approbation finale des comptes consolidés audités du Groupe, relèvent de la compétence exclusive du Conseil des Gouverneurs.

En 2020, un nouvel actionnaire a rempli les formalités d'adhésion au Groupe TDB et au Conseil des Gouverneurs du Groupe ; il s'agit de la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale de Djibouti.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Composition du Conseil

Les Statuts du Groupe TDB définissent les rôles et responsabilités spécifiques du Conseil d'Administration. L'article 27 (6) des Statuts du Groupe dispose que le Conseil d'Administration est responsable de la conduite des opérations générales du Groupe. Les Statuts prévoient que le Conseil est constitué d'au plus 10 Administrateurs non-exécutifs (en plus du Directeur général du Groupe qui agit en qualité d'Administrateur exécutif), ou tout autre nombre qui peut être désigné par le Conseil des Gouverneurs de temps à autre. Cinq des 10 Administrateurs non-exécutifs représentent les cinq groupes des circonscriptions d'Etats Membres. Chaque circonscription d'Etats Membres dispose également d'un Administrateur non-exécutif suppléant. En outre, chacune des catégories d'actionnaires ci-après dispose d'un siège au Conseil d'Administration : i) Etats non-Africains ; ii) Institutions africaines ; et iii) tous les autres actionnaires institutionnels non représentés par les Institutions Africaines. Les deux autres sièges du Conseil d'Administration sont réservés aux Administrateurs non-exécutifs indépendants, dans le respect de la bonne gouvernance d'entreprise.

Lors de sa 2^{ème} Réunion annuelle, le Conseil des Gouverneurs du Groupe a fixé le principe de rotation en ce qui concerne la nomination des membres du Conseil d'Administration. Sur la base de ce principe, le Conseil d'Administration et le Conseil d'Administration Suppléant du Groupe alternent entre les Etats Membres de la circonscription tous les trois ans. Ce principe donne à chaque actionnaire la possibilité de nommer ses propres ressortissants/candidats au Conseil d'Administration, à condition que l'Etat Membre n'ait pas d'arriérés sur ses souscriptions au capital.

Dans le cadre du Conseil d'Administration, le Conseil des Gouverneurs, réuni en sa 35^{ème} Réunion annuelle, a reconstitué le Conseil pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} octobre 2019. Conformément à la bonne gouvernance d'entreprise, le mandat du Conseil d'Administration du Groupe est de trois ans, celui du précédent Conseil d'Administration ayant pris fin par prescription le 30 septembre 2019.

Au 31 décembre 2020, le Conseil d'Administration, y compris le Directeur général du Groupe, était composé de 11 membres.

Réunions du Conseil

Les réunions du Conseil se tiennent dans l'un des bureaux du Groupe ou à tout autre endroit indiqué dans la lettre de convocation à la réunion. Les membres du Conseil d'Administration élisent deux Administrateurs qui assumeront les fonctions de Président et de Vice-président du Conseil respectivement pour une période d'un an. Le Directeur général du Groupe travaille en collaboration avec le Président et le Vice-président du Conseil. Le rôle et les responsabilités du Président du Conseil et ceux de Directeur général du Groupe sont distincts et sont exercés séparément, tel que clairement précisé dans les Statuts. Afin d'aider les membres du Conseil à s'acquitter de leurs responsabilités, la Banque a défini un règlement intérieur qui régit la conduite des réunions ainsi qu'un Code de conduite pour les administrateurs. Le quorum pour toute réunion du conseil est constitué de la majorité du nombre total d'administrateurs représentant au moins les deux tiers des droits de vote de la TDB. En 2020, toutes les réunions du Conseil ont satisfait à ce critère de quorum.

Comités du Conseil

Le Comité d'audit et des risques (ARCO) a pour mandat d'assister le Conseil d'Administration dans l'exercice de ses fonctions en rapport avec l'identification et la gestion des principaux risques auxquels la Banque fait face pour autant qu'ils sont liés au contrôle et à l'analyse du Cadre de Gestion des Risques d'Entreprise du Groupe, au contrôle interne et aux pratiques d'information financière. Il joue un rôle consultatif auprès du Conseil d'Administration. L'ARCO veille également à ce que les actifs du Groupe TDB sont protégés, que des contrôles internes adéquats sont en place et que les risques importants sont efficacement gérés. Le Comité d'Investissement et de Crédit (INVESCO) a pour mandat d'assurer un contrôle sur les questions relatives aux missions d'investissement et de crédit du

Groupe. Il conseille la Direction sur la mise en œuvre des initiatives d’investissement, assiste le Conseil dans la prise des décisions importantes concernant les investissements, et assure le suivi des politiques d’investissement du Groupe TDB.

Le Comité des Rémunérations et des Nominations (REMCO) a pour mission d’analyser, de recommander et d’améliorer la politique générale du Groupe en matière de gestion des ressources humaines, notamment la rémunération, les incitations ou toute autre question ayant un impact sur les conditions de travail. Il donne des avis et formule des recommandations au Conseil sur la performance d’entreprise et les questions touchant les conditions de travail du personnel en général. Le REMCO agit également en tant que comité de référence pour toutes les questions relatives au Code de conduite du Conseil.

Le Comité des finances et des capitaux (FINCO) a pour mission de conseiller le Conseil d’administration sur des questions relatives à la gestion financière, à la gestion de la trésorerie et à la levée de capitaux, entre autres. Chaque Comité du Conseil comprend au moins quatre Administrateurs. Conformément aux pratiques de la Banque, les Comités du Conseil sont reconstitués chaque année. Le Directeur général du Groupe est membre des Comités FINCO, INVESCO et REMCO et participe au Comité ARCO en qualité de membre de droit.

Le tableau ci-dessous montre la participation des membres du Conseil d’Administration aux réunions tenues en 2020.

	Réunions du Conseil	Réunions du Comité ARCO	Réunions du Comité INVESCO	Réunions du Comité REMCO	Réunions du Comité FINCO
M. Mohamed Kalif	4/4	4/4			4/4
Dr Abdel Rahman Taha	4/4			4/4	4/4
M. Mingzhi Liu	3/3		3/3		3/3
Mme Shuo Zhou	1/1		1/1		1/1
M. Said Mhamadi	4/4	4/4	4/4		
M. Juste Rwamabuga	4/4		4/4	4/4	
M. Veenay Rambarassah	3/3	3/3		3/3	
M. Gerard Bussier	4/4		4/4		4/4
M. Peter Simbani	4/4		3/4		4/4
M. Peter Molu Ibrae	2/2		2/2		2/2
Mme Isabel Sumar	4/4	4/4		4/4	
M. Admassu Tadesse	4/4		4/4	4/4	4/4
Mme Busisiwe Alice Dlamini	4/4	4/4	4/4		

DIRECTION GÉNÉRALE DU GROUPE

En octobre 2020, le Conseil d’Administration a renforcé le Comité Exécutif du Groupe TDB et l’a transformé en une Direction Générale, partant du principe qu’un comité exécutif renforcé serait en mesure d’unir formellement les différents comités de direction des constituants du Groupe et d’améliorer la coordination et la préparation des soumissions de la direction au Conseil d’Administration. Ainsi, le Direction Générale fait office d’organe de coordination sous l’autorité du Directeur Général du Groupe qui le préside.

DIRECTEUR GÉNÉRAL DU GROUPE

Conformément aux Statuts de la TDB, le Directeur Général doit être une personne intègre et hautement compétente pour toutes les questions concernant les activités, la gestion et l’administration du Groupe TDB. Le Directeur Général du Groupe dirige les affaires du Groupe TDB et agit en tant que représentant légal du Groupe.

LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

Conformément aux Statuts de TDB, le Président-directeur général de la Banque doit être une personne d’une intégrité avérée et hautement compétente dans les activités commerciales et institutionnelles relatives à sa fonction. Le président-directeur général travaille en étroite collaboration avec le Directeur Général du Groupe dans la gestion des affaires courantes de la Banque sous la direction du Conseil d’Administration et est assisté dans son rôle par une équipe de direction.

DOUBLE DOMICILIATION

Le Groupe TDB dispose de deux bureaux principaux, au Burundi et à Maurice. Maurice a été choisie par le Conseil des Gouverneurs pour accueillir un deuxième bureau principal du Groupe à compter du 31 décembre 2016, en reconnaissance de la domiciliation existante des fonds à vocation spéciale du Groupe à Maurice tels que le Fonds pour le commerce en Afrique orientale et australe (ESATF) et de la domiciliation antérieure du Fonds pour les infrastructure du COMESA. Maurice abrite également des deux

nouvelles filiales du Groupe TDB créées en 2020, à savoir le Fond pour le commerce et le développement (TDF) et la Compagnie d’assurance captive de la TDB (TCIC).

L’établissement d’une deuxième domiciliation à Maurice visait à renforcer le positionnement du Groupe TDB avec un siège situé dans l’État membre du COMESA jouissant d’une forte cote de crédit et d’une domiciliation bien établie pour les fonds internationaux et les institutions financières en Afrique. Le bureau principal du Groupe à Maurice servira de plaque tournante et d’adresse pour la gestion de fonds, la gestion des actifs, les structure d’accueil ainsi que les opérations sous régionales du Groupe. En outre, il sert de siège social et de centre de soutien aux entreprises, ainsi que de point de continuité des opérations pour l’ensemble du Groupe. En plus de ses deux sièges principaux, le Groupe TDB dispose également d’un centre pour les opérations régionales et mondiales à Nairobi (Kenya) et de deux bureaux régionaux à Harare (Zimbabwe) et à Addis-Abeba (Ethiopie). Conformément à sa stratégie de sensibilisation et de partenariat pour mieux desservir la vaste région dans laquelle il opère et renforcer ses capacités de gestion de portefeuille, le Groupe TDB a créé un nouveau bureau national à Kinshasa (République démocratique du Congo), en partenariat avec deux autres institutions du COMESA, ZEP- RE (PTA Reinsurance Company) et African Trade Insurance Agency (ATI).

NOS ACTIONNAIRES

ÉTATS MEMBRES



République du Burundi



Union des Comores



République Démocratique
du Congo



République de Djibouti



République Arabe d'Egypte



État d'Erythrée



Royaume d'Eswatini



République fédérale
démocratique d'Éthiopie



République du Kenya



République de Madagascar



République du Malawi



République de Maurice



République du Mozambique



République du Rwanda



République des Seychelles



République fédérale
de Somalie



République du Soudan
du Sud



République du Soudan



République-Unie de
Tanzanie



République d'Ouganda



République de Zambie



République du Zimbabwe

PAYS MEMBRES



JSC Development Bank de
la République de Biélorussie



Banque populaire de Chine

MEMBRES INSTITUTIONNELS



Banque africaine de
développement (BAD)



Consortium pour la
recherche économique en
Afrique (CRÉA)



African Reinsurance
Corporation (Africa-Re)



Banque arabe pour le
développement économique
en Afrique (BADEA)



Banco Nacional de
Investimento (BNI,
Mozambique)



Caisse Nationale de
Sécurité Sociale (Djibouti)



Eagle Insurance (Maurice)



Fonds d'investissement pour
les pays en développement
(IFU, Danemark)



Caisse nationale de retraite
(NPF, Maurice)



Caisse nationale de sécurité
sociale d'Ouganda (NSSF,
Ouganda)



Fonds de l'OPEP pour le
développement international
(Fonds de l'OPEP)



Société de réassurance de la
ZEP (ZEP-RE)



Office Rwandais de Sécurité
Sociale (RSSB)



Sacos Insurance Group
(Seychelles)



Seychelles Pension Fund
(SPF)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

RAPPORT SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'engagement envers les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) continue de servir de cadre au programme de développement durable basé sur les valeurs de la TDB, son appétit global pour le risque, mais plus encore l'ambition de la Banque d'investir de manière responsable. En interne, la Banque a traduit son engagement en actions concrètes à travers l'amélioration et l'intégration effectives de son système de gestion environnementale et sociale (ESMS), de sa politique de responsabilité sociale des entreprises (RSE) et du système de suivi de l'impact sur la viabilité et le développement (SDIMS). Depuis 2015, la Banque intègre systématiquement l'ESG et le développement durable dans ses processus de crédit internes et, surtout, elle améliore les critères d'évaluation des risques et opportunités liés à l'ESG dans ses activités d'investissement. Ces progrès portent principalement sur l'intégration des aspects sociaux et environnementaux dans les principales activités de la Banque et sur l'intégration des principes internationaux des meilleures pratiques en matière de banque et finance durables dans ses activités d'investissement. Ces efforts ont permis à la Banque de mieux soutenir les économies africaines et de contribuer au bien-être général des populations de ses États Membres.

Ainsi, en 2020, la Banque s'est évertuée à aligner ses procédures ESG sur les tendances mondiales. Ces efforts ont débouché sur les avancées suivantes :

- l'élaboration de directives sur la violence sexiste visant à fixer des orientations spécifiques en faveur de l'analyse des risques, des mesures de contrôle et d'atténuation en matière d'exploitation et abus sexuels (EAS) et de harcèlement sexuel (HS) dans toutes les activités financées par la TDB ;
- l'élaboration de nouvelles directives environnementales et sociales pour la sélection des projets d'énergie solaire hors réseau afin de garantir que les risques découlant des prêts à ce sous-secteur sont gérés conformément aux normes et meilleures pratiques mondiales ; et
- l'amélioration des procédures d'engagement des parties prenantes : elle vise à s'assurer que la Banque exige désormais de tous ses emprunteurs la conception et la mise en œuvre d'un plan d'engagement et de divulgation des informations afin de garantir que toutes les parties concernées par le projet participent efficacement au processus de mobilisation et de consultation des parties prenantes.

Conformément à la proposition des facteurs ESG sur la création de valeur, la Banque a développé un cadre de développement durable visant à identifier, enregistrer, surveiller et analyser les impacts de ses activités d'investissement sur le développement. Ce processus implique une théorie du changement, qui décrit comment les activités de la TDB ambitionnent intentionnellement de générer de bons résultats en matière de développement. Les résultats représentent les produits tangibles des activités de la TDB, tels que les prêts et d'autres instruments financiers. Les réalisations représentent les effets que les interventions de la TDB ont sur les paramètres de développement social et économique, tel qu'illustré ci-dessous :



Crédits photo: Lake Turkana Wind Power Project



AFRICAN BANKER
AWARDS 2020

Crédits photo: African Banker Awards

DISTINCTIONS

PRIX



La TDB a été élue « Banque africaine de l'année 2020 » lors des African Banker Awards. Selon les African Banker Awards, « ce prix est décerné à la banque en Afrique qui a fait preuve d'une bonne performance à travers divers indicateurs. C'est une banque qui a considérablement changé le paysage bancaire en s'adressant à de nouveaux clients, en proposant de nouveaux services, en encourageant l'inclusivité à travers l'intégration de personnes non bancarisées dans l'espace bancaire, en utilisant les nouvelles technologies et en contribuant à la dynamisation de la croissance grâce à un secteur financier plus fort ».

La TDB a également reçu le prix du Meilleur financier du commerce en Afrique aux International TFG Awards 2020, en reconnaissance de sa contribution exceptionnelle au commerce international sur le continent africain.



L'excellence et l'impact palpable du travail de financement du commerce de la TDB dans la région ont également été reconnus par la Global Trade Review (GTR) en 2020, qui lui a décerné le prix de « Meilleure banque de financement du commerce au Kenya » et de « Meilleure banque de financement du commerce en Éthiopie » pour l'année 2020.

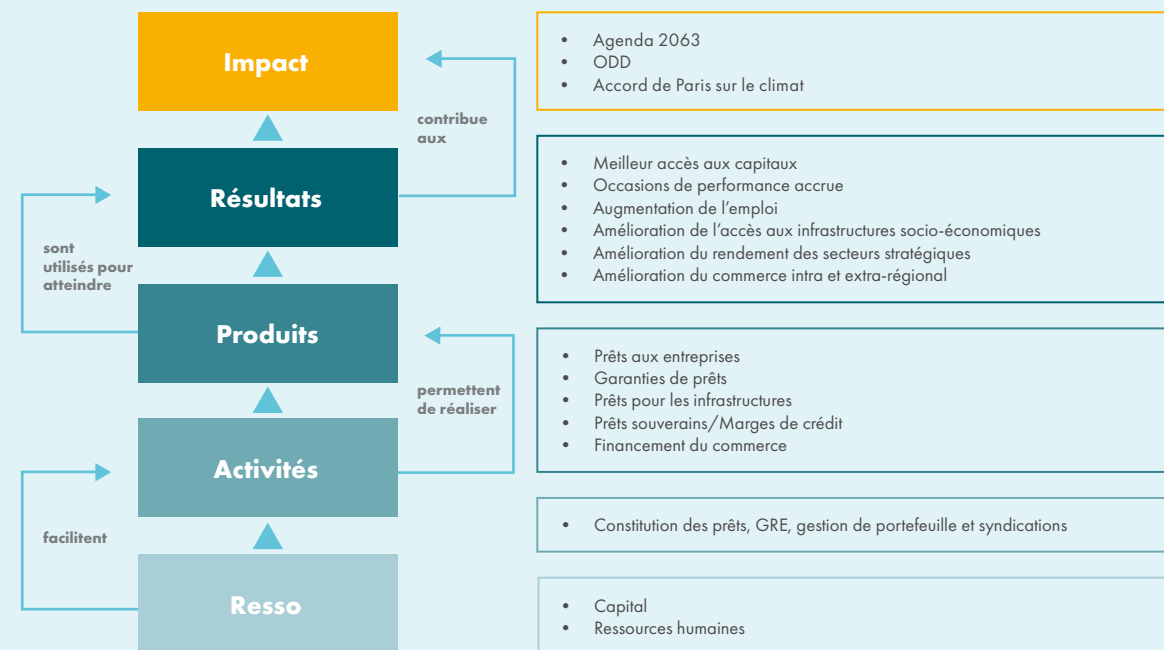
La TDB a été reconnue par Outstanding Crisis Leadership du magazine Global Finance en 2020, dans la catégorie Finance et Entreprises, comme l'une des « banques et entreprises qui se sont surpassées pour répondre à la pandémie mondiale - celles qui se sont surpassées pour aider leurs clients, protéger leurs employés et apporter un appui essentiel à la société dans son ensemble ».

**Global Finance
Outstanding
Crisis Leadership**

ENQUÊTE DE SATISFACTION DES CLIENTS ET DES PARTENAIRES

La TDB mène une enquête sur la satisfaction des clients et des partenaires (CPSS) chaque année pour mieux comprendre les points de vue, les attitudes, les opinions, les perceptions et le niveau de satisfaction des partenaires, clients et actionnaires du Groupe vis-à-vis de son offre envers chaque segment de parties prenantes en particulier. L'enquête formule des recommandations à l'attention des services concernés, dans le but d'améliorer continuellement le service client et le niveau de satisfaction concernant les offres de la Banque.

L'enquête de 2020 a relevé que les parties prenantes avaient un fort penchant pour la TDB sur le marché, ainsi que la présence numérique accrue de la Banque et ses délais d'exécution rapides. L'enquête a également souligné une meilleure connaissance des produits et services de la TDB, ainsi qu'une perception de plus en plus courante sur l'innovation et l'efficacité de l'approche de la Banque en matière d'activités et de solutions. L'année 2020 a également connu une hausse des descriptions positives de la TDB. Le rapport 2020 a déterminé une note globale de 4,34 sur un maximum de 5.



La TDB a soutenu ses États Membres dans leurs efforts de lutte contre la pandémie de Covid-19, notamment par le biais de son Programme de riposte d'urgence à la Covid-19 (CERP), décrit plus en détail dans la section ci-dessous.

De même, pour atténuer l'effet de la pandémie sur ses emprunteurs, la Banque a accédé, au cas par cas, à diverses demandes de modification de prêt. La Banque avait la conviction que de telles mesures aideraient à retenir la main-d'œuvre, entre autres considérations.

RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES

La vision de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) de la TDB est de promouvoir le bien-être social et économique de ses parties prenantes dans ses domaines d'activité, grâce à une série d'interventions qui améliorent le développement économique et la prospérité dans la région qu'elle dessert.

Dans le cadre de ses initiatives de RSE, la TDB a lancé son Programme de riposte d'urgence à la Covid-19 (CERP) à la suite de la crise sanitaire, dans le but de renforcer le niveau de préparation de ses États Membres et des Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique) pour combattre et prévenir la propagation de la pandémie, ainsi qu'atténuer ses effets socio-économiques négatifs les plus urgents.

Plus concrètement, en collaboration avec des partenaires stratégiques, le CERP a financé l'achat de matériels sanitaires et d'assainissement d'urgence dans le but de prévenir la propagation du virus, limiter les décès, et, au bout du compte réduire la pression sur les systèmes de santé de la région. Il s'agissait d'équipements médicaux tels que les kits de test et les moniteurs de patient et d'équipements de protection individuelle (EPI) tels que les masques, les lunettes et les combinaisons de protection contre les risques biologiques). À travers le CERP, la TDB a également financé la pose d'installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) pour fournir de l'eau aux communautés mal desservies et a accordé une subvention au CDC Afrique.

Pour faire face aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement provoquées par la pandémie et dans la mesure du possible, la TDB a veillé à ce que le matériel acheté dans le cadre du CERP provienne d'entreprises de ses États Membres, afin de soutenir le secteur privé, notamment les PME, et protéger les emplois, en particulier ceux des jeunes et des femmes au niveau local. Ces efforts ont contribué à renforcer la résilience des filières de l'approvisionnement et de la fabrication dans les États Membres de la TDB.

En 2020, à travers le CERP, la TDB a soutenu environ la moitié de ses États Membres et le CDC Afrique. Le programme se poursuivra en 2021.



PARTENARIATS

Les partenariats restent un élément essentiel de la stratégie de base du Groupe TDB. Par conséquent, le Groupe TDB développe et entretient des relations clés avec des partenaires et des réseaux influents qui sont mis à profit pour lui permettre d'apporter des prêts, des capitaux propres, de l'assistance technique et d'autres solutions importantes.

En 2020, des partenariats clés ont été concrétisés par des protocoles d'accord avec des institutions internationales, notamment Currency Exchange Fund (TCX), Cassa Depositi e Prestiti (CDP) d'Italie, l'Agence américaine pour le commerce et le développement (USTDA), Etihad Credit Insurance (ECI) des Émirats arabes unis, Turk Eximbank de Turquie et Power Bank of Qatar du Qatar. Le partenariat avec TCX offre une opportunité inédite à la TDB dans les domaines de l'atténuation du risque de change et du financement des transactions en monnaie locale. D'autres partenaires permettront au Groupe d'explorer davantage des opportunités de financements, de cofinancements, d'assurance-crédit, de prises de participation, d'assistance technique et d'autres opportunités dans les secteurs éligibles.

Dans sa zone d'opération, la TDB a également signé des protocoles d'accord avec le Centre de la SADC pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (SAREEE) et l'Agence zambienne de développement (ZDA) qui devraient renforcer la collaboration en ce qui concerne les opportunités de cofinancement et l'assistance technique de la TDB en Afrique australe. Un autre protocole d'accord signé avec l'Institut de gestion macroéconomique et financière de l'Afrique orientale et australe (MEFMI) est envisagé en vue d'une collaboration dans le renforcement des capacités grâce à des programmes de formation en financement du commerce, en prêts souverains et en gestion de la dette pour certains États Membres.



Crédits photo: Kwale International Sugar Company

ENVIRONNEMENT OPÉRATIONNEL

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

L'économie mondiale continue de subir les contrecoups de la Covid-19, plus d'un an après le début de la pandémie mondiale à la fin de 2019. Des signes, certes lents, de reprise et de sortie de la pire récession jamais vécue depuis de nombreuses décennies, commencent à être observés. Les perspectives de croissance ont été stimulées par la disponibilité de vaccins, qui a donné de l'espoir dans la lutte contre la pandémie, en plus de l'amélioration des mesures d'adaptation et de relance budgétaire accrue dans certains pays. Selon un rapport de la Banque mondiale, estimé à -4,3 % en 2020 et projeté à 4,0 % en 2021, le PIB mondial est de plus de 5 % inférieur aux projections d'avant la pandémie¹. L'efficacité des vaccins ainsi que la rapidité et la couverture des efforts de vaccination joueront un rôle clé pour contenir le virus et soutenir la reprise ultérieure de l'économie mondiale. Un déploiement plus rapide des vaccins permettrait à davantage de pays de lever les restrictions liées aux déplacements et d'améliorer les dépenses et la confiance des consommateurs. Par contre, un déploiement plus lent du vaccin et une résurgence de nouvelles souches et variantes de la Covid-19 pourraient freiner la reprise et exacerber la détresse des entreprises à l'échelle mondiale. Les perspectives de reprise sont encore plombées par les perturbations des chaînes d'approvisionnement et de nouvelles pressions sur les coûts en raison de la reprise de la demande, notamment sur les marchés des matières premières. Au niveau national et international, il convient d'adopter des réformes structurelles et des politiques budgétaires et monétaires efficaces afin de relancer les activités économiques et créer des opportunités pour une reprise économique mondiale solide, inclusive et durable.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

L'Afrique subsaharienne a connu le pire impact de la pandémie, avec une contraction de son PIB de 3,7 % en 2020 et une reprise économique projetée à 2,7 % en 2021². Le chômage a atteint des niveaux record dans de nombreux pays fortement dépendants du

secteur informel et où les petites et moyennes entreprises (PME) représentent une part importante de l'économie. Par conséquent, les effets de la pandémie creuseront davantage les disparités sociales et aggraveront la pauvreté en Afrique. En plus des difficultés économiques auxquelles le continent fait déjà face, la crise de la dette dans de nombreux pays africains s'est intensifiée ; trois des cinq pays africains les plus endettés sont les États Membres de la TDB (le Mozambique, le Soudan et la Zambie), avec des niveaux de dette extérieure rapportée au revenu national brut de 140,8 %, 121,8 % et 120,1 %, respectivement.

ZONES DE COUVERTURE

Les pays des zones couvertes par la TDB ont affiché des niveaux de croissance variables en 2020, principalement en raison de l'impact de la pandémie de Covid-19, mais également de facteurs spécifiques aux pays.

ZONE DE COUVERTURE AFRIQUE DU NORD

L'Afrique du Nord a enregistré le taux de croissance moyen du PIB le plus élevé en 2020, soit 2,65 %, bien qu'il soit susceptible de diminuer à 0,45 % en 2021, la baisse étant principalement attribuable au PIB de l'Éthiopie qui devrait rester statique, contre une estimation de 6,10 % pour 2020³. Selon la Banque africaine de développement⁴, les secteurs de l'hôtellerie, des transports et des communications en Éthiopie ont été les plus durement touchés par la pandémie, et les perspectives pour 2021 dépendent en grande partie de la réponse du pays à la crise de Covid-19 ainsi que de la solution aux troubles civils et aux effets de chocs climatiques qui menacent la reprise économique. Stimulé par ses fortes dépenses de consommation, l'Égypte est l'un des rares pays à ne pas être entré en récession malgré l'impact de la pandémie sur le tourisme, secteur clé de son économie. La croissance en 2021 restera modérée en raison de la fragilité des exportations nettes, notamment du tourisme. L'invasion de criquets, la pandémie de Covid-19 et les inondations ont porté un coup dur à la reprise économique du Soudan du Sud, qui augurait de bonnes perspectives en raison de l'Accord de

paix revitalisé de 2018 et des effets induits de l'augmentation de la production et des prix du pétrole. L'impact de la pandémie sur l'économie soudanaise a été prononcé en raison de la baisse des prix des matières premières, des échanges, des voyages et des flux financiers. Les perspectives pour 2021 prévoient une récession, malgré une possible stimulation des flux financiers suite au retrait du Soudan de la liste des États dits parrains du terrorisme (SSTI) par les États-Unis. Djibouti a connu un ralentissement de son économie en 2020 en raison de la chute de la demande et des dépenses de consommation à la suite de la pandémie de Covid-19. Les prévisions annoncent une reprise en 2021, car les activités portuaires devraient reprendre avec la relance du commerce international.

ZONE DE COUVERTURE AFRIQUE DE L'EST

Avec une croissance moyenne de 6,85 % en 2019, la croissance de la région de l'Afrique de l'Est devrait se contracter à une moyenne de 1,05 % en 2020, pour rebondir à 5,23 % en 2021, le Kenya et le Rwanda contribuant à la plus forte proportion de cette croissance⁵. Bien que l'industrie des services ait été la plus touchée, l'activité économique du Kenya devrait rebondir, portée par l'agriculture et la potentielle réouverture complète de l'économie en 2021, couplée à l'impact de la Stratégie de relance économique du pays en cours de mise en œuvre, ainsi qu'à un flux de liquidités externes. Les secteurs du commerce, du tourisme et des transports du Rwanda ont été durement affectés par la pandémie de Covid-19 en 2020. Une croissance positive est prévue en 2021, soutenue par d'importantes dépenses en infrastructures pour l'aéroport de Bugesera et une reprise du tourisme. L'impact de la Covid-19 sur les secteurs du tourisme et de l'hôtellerie en Ouganda et sur les secteurs de la construction, de la fabrication et de l'investissement en Tanzanie a contribué à la faible activité économique dans ces pays en 2020. Tandis que les perspectives pour la Tanzanie en 2021 sont positives compte tenu de la reprise du tourisme et du commerce, la relance en l'Ouganda est discutable même si la consommation des ménages pourrait augmenter avec l'assouplissement des mesures de confinement.

ZONE DE COUVERTURE AFRIQUE FRANCO-LUSOPHONE

La zone Afrique franco-lusophone présentait le taux de croissance moyen du PIB le plus faible en 2020, soit -5,56 %. Dominée par les nations insulaires dépendantes du tourisme qui ont été les plus durement touchées par la pandémie, la région se remet lentement de cette phase de déclin et les projections pour 2021 estiment le PIB moyen à 4,20 %⁶. Maurice et les Seychelles devraient atteindre une croissance positive en 2021 avec un redressement du secteur du tourisme sur fond de recul de la pandémie. La baisse de la production dans les industries extractives et d'autres secteurs tels que la fabrication, les infrastructures et les services a encore freiné la croissance de la RD Congo, mais un rebond est attendu à mesure

que la demande mondiale se redresse et que la pandémie est contenue. Avec un taux de croissance du PIB de 0,5 % en 2020, le Mozambique a connu sa première régression économique en 28 ans, entraînée par le déclin des secteurs de la construction, du tourisme et des transports ainsi que par la baisse de la demande d'exportations de matières premières⁷. Le pays a également subi les effets de la guerre civile dans la province septentrionale de Cabo Delgado. La croissance pour 2021 devrait être positive en raison des investissements dans le secteur gazier. Les secteurs minier, manufacturier et des services de Madagascar ont été fortement touchés par la pandémie, freinant la croissance du PIB en 2020. L'activité économique devrait rebondir en 2021, bien que le pays reste sensible aux chocs météorologiques, tels que les sécheresses, les cyclones et les inondations⁸. L'impact de la pandémie sur l'économie du Burundi a conduit à une récession générale de l'économie du pays. Cependant, les projections annoncent une croissance positive de 3,5 % en 2021, sous réserve d'un flux d'aide constant et d'une demande mondiale de café soutenue. L'île des Comores a subi les effets du cyclone Kenneth en 2020, ce qui a exacerbé davantage la croissance négative causée par la pandémie de Covid-19. Le PIB du pays devrait rebondir en 2021, tiré par les secteurs du tourisme et des services, si la pandémie recule en 2021.

ZONE DE COUVERTURE AFRIQUE AUSTRALE

Le taux de croissance moyen du PIB de la région Afrique australe en 2020 a été estimé à -4,18 %, le Zimbabwe enregistrant la pire baisse avec -10,0 %. Selon les prévisions, la région devrait connaître une reprise en 2021, avec un taux de croissance moyen projeté du PIB de 2,4 %⁹. L'activité économique de la Zambie s'est détériorée dans tous les secteurs clés en 2020, plongeant le pays dans la récession. Une croissance en 2021 est attendue, tirée par les secteurs minier et touristique, bien que le risque reste élevé en raison du fardeau de la dette du pays ainsi que du risque général de l'incapacité à mettre en œuvre le programme de relance économique. Le Zimbabwe plie également sous le poids du surendettement associé à des interruptions de production dans les secteurs des mines et de l'industriel, des coupures de courant et les effets de la sécheresse, qui pourraient tous ralentir la reprise en 2021. La pandémie de Covid-19 a eu un impact négatif sur les secteurs de tourisme, de l'hôtellerie, des transports et de l'agriculture au Malawi, entraînant un ralentissement de son économie en 2020. Une reprise est prévue en 2021, tirée par le tourisme, l'agriculture, les exportations, les IDE et les investissements publics dans les infrastructures, bien qu'il subsiste des risques liés à une météo défavorable et de faibles recettes. Les perspectives de croissance pour le Royaume d'Eswatini pour 2021 sont positives dans tous les secteurs et en particulier dans l'agriculture, la fabrication et la construction, qui avaient souffert des effets de la pandémie en 2020. La croissance pourrait être freinée par des dépassements budgétaires et une baisse des recettes prévues de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU).

¹ Banque mondiale. Perspectives économiques mondiale - janvier 2021

² Ibid

³ Compilation par la TDB sur la base des Perspectives économiques mondiales de la Banque mondiale pour 2021

⁴ Document de pays -Banque africaine de développement - mars 2021

⁵ Compilation par la TDB sur la base des Perspectives économiques mondiales de la Banque mondiale pour 2021

⁶ Ibid

⁷ Document de pays -Banque africaine de développement - mars 2021

⁸ Document de pays -Banque africaine de développement - mars 2021

⁹ Compilation par la TDB sur la base des Perspectives économiques mondiales de la Banque mondiale pour 2021



Crédits photo: Sapmer Group

PERFORMANCE FINANCIÈRE

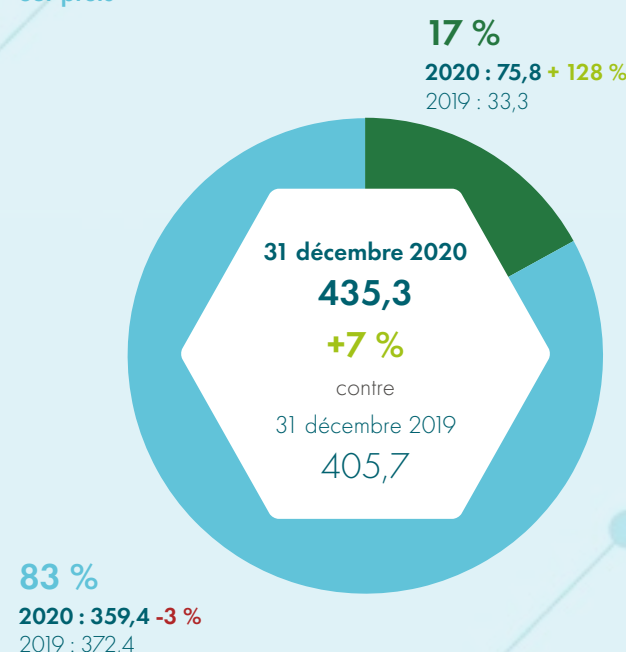
PRODUITS

En 2020, les produits d'intérêt bruts du Groupe ont augmenté de 7 %, se chiffrant à 435,28 millions USD contre 405,73 millions USD en 2019. Cette augmentation est attribuable à la hausse de 128 % des revenus d'investissement ainsi qu'à la croissance de 7 % des portefeuilles de prêts pour le financement des projets et des infrastructures (PIF) et le financement du commerce (TF). Le financement du commerce a contribué pour 43 % du produit d'intérêt.

PRODUITS D'INTÉRÊTS BRUTS

En millions USD

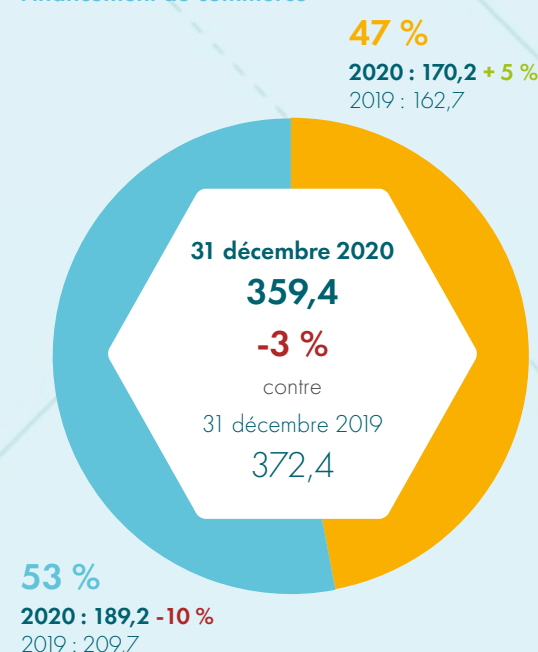
Sur placements
Sur prêts



PRODUITS SUR PRÊTS

En millions USD

Financement de projets
Financement du commerce



Les charges d'intérêts et les coûts sur les emprunts ont diminué de 9 %, passant de 226,64 millions USD en 2019 à 205,73 millions USD en 2020, principalement en raison d'une baisse de 12 % des charges d'intérêts totales qui sont passées de 221,57 millions USD en 2019 à 194,15 millions USD en 2020. La baisse du total des charges d'intérêts résultait de la diminution du coût moyen des fonds, reflétant une réduction du LIBOR et du coût d'emprunt sur les nouvelles facilités. Les autres coûts d'emprunt ont plus que doublé, passant de 5,06 millions USD en 2019 à 11,58 millions USD en 2020, reflétant les frais de facilité, de gestion et d'engagement ainsi que les coûts connexes sur les facilités levées pour soutenir la croissance des actifs de prêt.

HONORAIRES ET COMMISSIONS

En millions USD



Par conséquent, les produits d'intérêts nets ont augmenté de 28 %, pour se situer à 229,56 millions USD contre 179,09 millions USD en 2019.

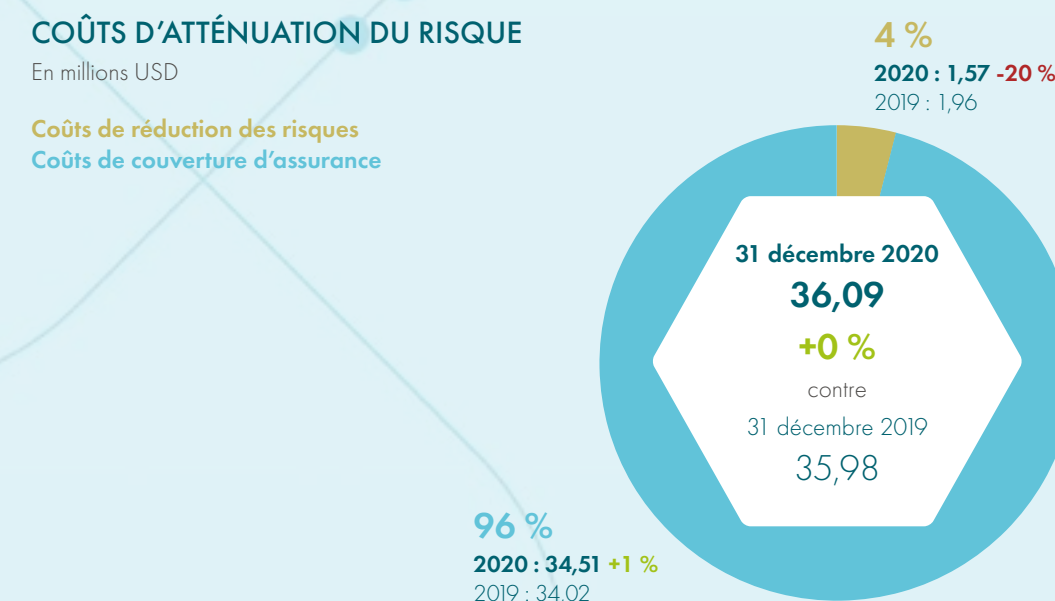
Les revenus nets des frais et commissions ont connu une baisse de 28 %, se situant à 51,77 millions USD en 2020 contre 72,39 millions USD en 2019. Cette baisse reflète les défis et les retards auxquels le Groupe est confronté dans la conclusion des transactions en raison de la pandémie de Covid-19 dans l'environnement opérationnel du Groupe. De plus, l'on a noté une diminution de la valeur des transactions souveraines conclues au cours de la période. Les frais sur le financement des projets et infrastructures ont chuté de 53 %, passant de 35,42 millions USD en 2019 à 16,65 milliards USD, tandis que les frais sur le financement du commerce ont baissé de 5 %, passant de 36,97 millions USD en 2019 à 35,12 millions USD en 2020.

Les coûts d'atténuation des risques (coûts de réduction des risques et d'assurance) se sont élevés à 36,09 millions USD en 2020, contre 35,98 millions USD en 2019, une baisse marginale de 30 points de base. Les coûts de réduction des risques représentent les commissions versées aux acquéreurs d'actifs de prêts distribués via le marché secondaire. Le paiement de ces coûts résulte des activités de négociation de prêts secondaires et de distribution d'actifs du Groupe, afin de gérer les limites prudentielles des débiteurs, des secteurs et des régions.

COÛTS D'ATTÉNUATION DU RISQUE

En millions USD

Coûts de réduction des risques
Coûts de couverture d'assurance



La vente à la baisse permet au Groupe de réserver de nouveaux actifs et de générer des commissions supplémentaires. L'assurance permet au Groupe d'obtenir un allègement du capital, tout en servant de facteur d'atténuation des risques liés à la convertibilité du crédit et des devises et les risques d'externalisation. Depuis décembre 2016, le Groupe assure 60 % de son capital exigible, contribuant ainsi à sa valorisation et à l'amélioration effective du crédit et de la notation moyenne de ses principaux actionnaires. Les mesures d'atténuation des risques sont considérées comme partie intégrante des initiatives positives globales du Groupe en matière de crédit ; elles contribuent à l'atteinte et la conservation de la notation de qualité supérieure du Groupe.

BÉNÉFICE D'EXPLOITATION

En millions USD



Le résultat d'exploitation a augmenté de 12 %, se situant à 266,25 millions USD en 2020 contre 237,79 millions USD en 2019. Cette augmentation découle principalement de la croissance des produits d'intérêts en 2020, tel qu'indiqué ci-dessus.

Le tableau ci-dessous illustre les produits d'intérêts bruts et les commissions du Groupe sur une période de 10 ans.

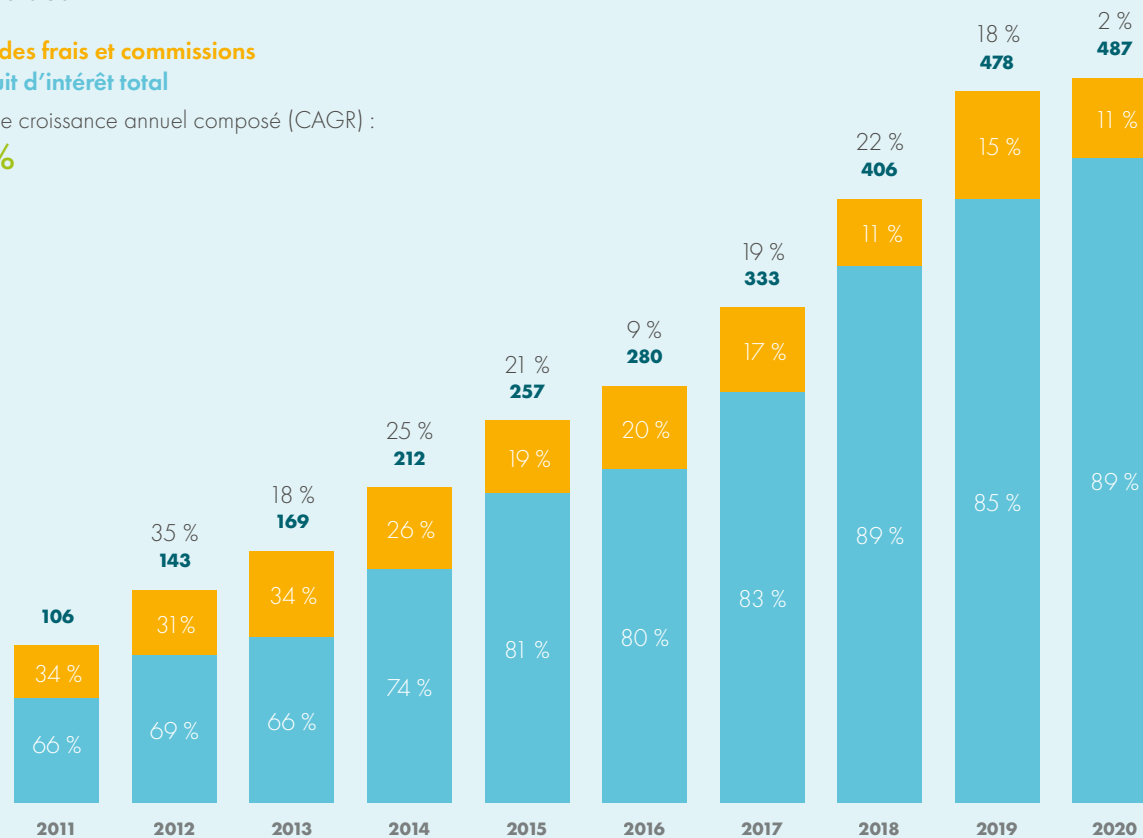
TENDANCE DU REVENU (2011-2020)

En millions USD

Total des frais et commissions
Produit d'intérêt total

Taux de croissance annuel composé (CAGR) :

18 %



DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 8 points de pourcentage, passant de 41,08 millions USD en 2019 à 44,46 millions USD en 2020. Alors que la plupart des coûts ont diminué en raison de la baisse des activités opérationnelles du Groupe suite à la Covid-19, les dépenses de personnel ont augmenté de 6,83 millions USD en 2020 du fait des recrutements de personnel prévus en cours d'année. Le soutien aux entreprises a quant à lui

augmenté de 67 % grâce aux actions du Groupe dans le cadre du Programme de riposte d'urgence à la Covid-19 (CERP) visant à fournir aux États Membres des équipements médicaux (par exemple, des équipements de protection individuelle (EPI), des masques faciaux et médicaux, des ventilateurs, des thermomètres électroniques/numériques, etc.) pour la lutte contre la pandémie. Les charges d'amortissements ont augmenté de 18 % en raison de la capitalisation d'un certain nombre de logiciels et de matériel informatique.

DÉPRÉCIATIONS

Les frais de dépréciations sur les prêts pour le PIF et le TF ont augmenté de 46 %, passant de 41,49 millions USD en 2019 à 60,60 millions USD en 2020. Cette hausse résulte de l'escalade du risque de crédit sur le portefeuille de prêts du Groupe en raison de l'impact de la pandémie de Covid-19. Pour 2020, les provisions pour dépréciation sont basées sur une révision complète du portefeuille réalisée par le Groupe en décembre 2020 en utilisant le modèle de « perte de crédit attendue (ECL) » pour calculer ces provisions conformément à la Norme internationale d'information financière 9 (IFRS 9).

RENTABILITÉ

Pour l'année 2020, le Groupe a réalisé un bénéfice net de 157,62 millions USD, ce qui représente une augmentation de 4 % par rapport aux 151,53 millions USD de 2019. Ce résultat est plus avantageux que le budget annuel de 149,34 millions USD. La croissance de 4 % de la rentabilité par rapport à 2019 est principalement attribuable à la hausse des revenus d'intérêts, freinée par l'impact de la pandémie de Covid-19 sur les opérations du Groupe. Le ROE a légèrement diminué, passant de 11,03 % en 2019 à 10,28 % en 2020, tandis que le ROA est passé de 2,55 % en 2019 à 2,27 % en 2020 en raison de l'augmentation significative des frais de dépréciation.

La légère baisse du ROE du Groupe au cours des dernières années s'explique par une combinaison de facteurs :

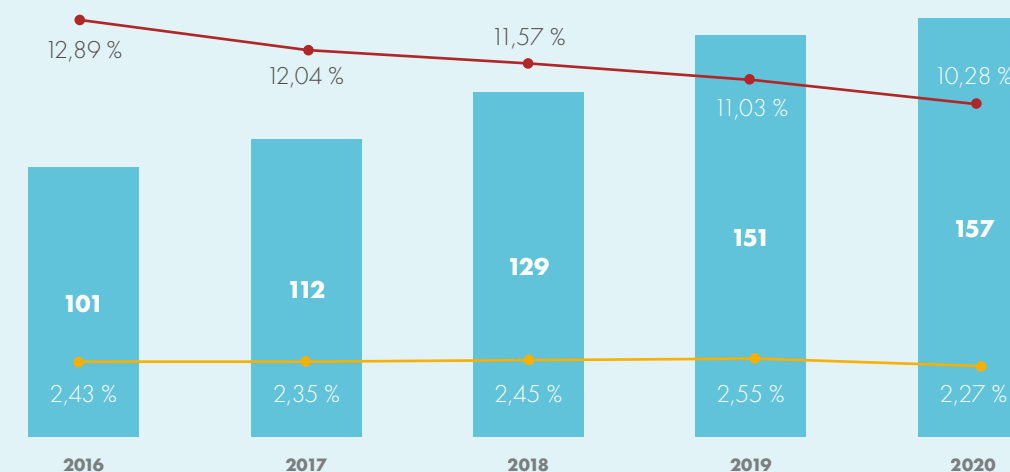
- des investissements relatifs aux capacités dans le Groupe à travers le recrutement de nouveaux personnel ;
- des investissements stratégiques dans l'atténuation des risques via l'assurance partielle du portefeuille de prêts, le rehaussement de crédit du capital exigible du Groupe, et le partage des risques et la baisse des ventes ; et
- l'augmentation des provisions en 2020 en réponse à l'escalade du risque de crédit posé par la pandémie de Covid-19. Les investissements du Groupe dans l'atténuation des risques participent d'un effort concerté de renforcement du profil de risque et des notations de crédit du Groupe. Ces dernières ont en conséquence été rehaussées au cours de ces dernières années et se sont maintenues en 2020 malgré l'environnement opérationnel difficile créé par la Covid-19. Conformément à ce qui précède, en 2020, le Groupe a dépensé 36,09 millions USD en atténuation des risques.

Le graphique ci-dessous illustre la rentabilité et les ratios de rentabilité du Groupe entre 2016 et 2020.

RENTABILITÉ

En millions USD

Bénéfice net
Retour sur actifs
Rendement des capitaux propres



ACTIFS

Le Groupe TDB a augmenté son actif total de 8 % par rapport à 2019 pour atteindre 7,25 milliards USD. Au titre de la croissance de l'actif de 557,04 millions USD en 2020, 219,47 millions USD résultent de prêts pour le financement du commerce, dont le solde net a augmenté pour atteindre 3,08 milliards USD, soit une hausse de 8 % par rapport à 2,87 milliards USD en 2019, due à de nouveaux décaissements déduits des remboursements effectués au cours de l'exercice. Les prêts bruts pour le financement du commerce ont légèrement augmenté de 8 %, passant de 2,94 milliards USD en 2019 à 3,18 milliards USD. Les prêts nets pour le financement de projets ont augmenté de 6 %, passant à 2,22 milliards USD contre 2,11 milliards USD en 2019, en raison de 118,44 nouveaux décaissements déduits des remboursements. Le portefeuille de prêts nets du Groupe¹⁰ a augmenté de 7 % en glissement annuel.

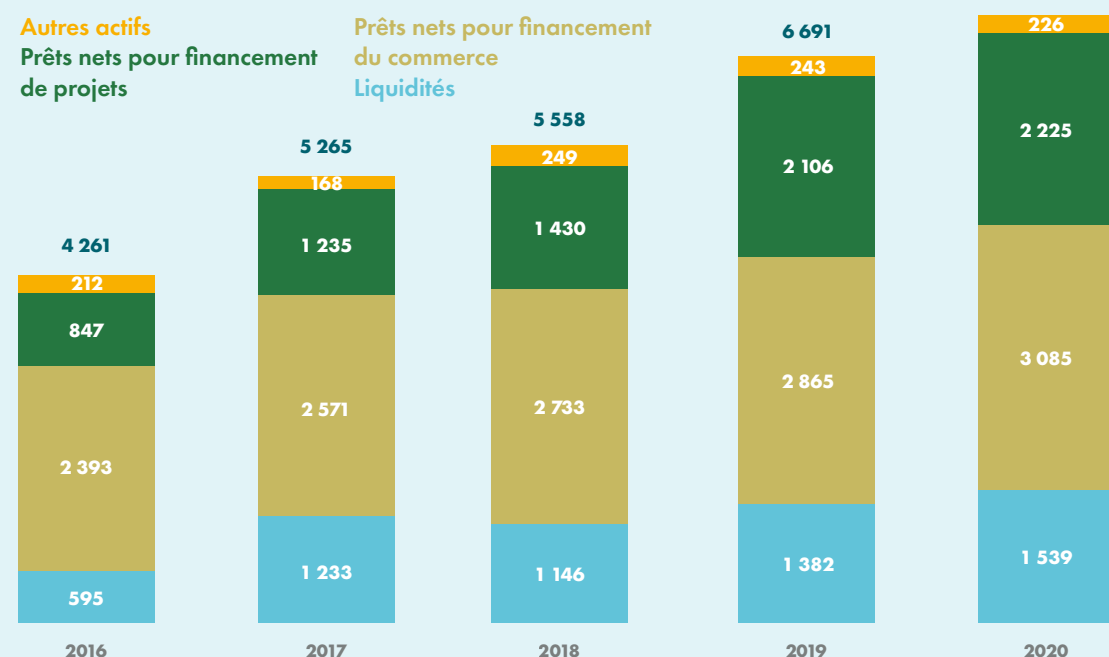
Les liquidités et soldes bancaires ont augmenté de 11 %, passant de 1,38 milliard USD en 2019 à 1,54 milliard USD en raison de nouveaux investissements en titres publics à hauteur de 76,03 millions USD. Les autres créances ont augmenté de 24 %, pour se situer à 136,89 millions USD en 2020 contre 120,52 millions USD en 2019. Les instruments de couverture dérivés ont diminué de 81,38 millions USD, passant d'un actif de 40,05 millions USD en 2019 à un passif de 41,33 millions USD, en raison des fluctuations des taux de change. Les investissements en capitaux propres (qui incluent les investissements dans des coentreprises), situés à 54,30 millions USD, ont enregistré un gain net de juste valeur de 2,85 millions USD par rapport aux 51,45 millions USD de l'année précédente. Les immobilisations, comprenant les immobilisations corporelles, les droits d'utilisation et les immobilisations incorporelles, ont atteint 34,68 millions USD en 2020, contre 30,59 millions USD en 2019, principalement en raison de la construction en cours de l'immeuble de bureaux de Nairobi.

Le graphique ci-dessous présente la croissance des prêts pour PIF et TF nets du Groupe, des liquidités (espèces et placements), des autres actifs et du total des actifs au cours des cinq dernières années.

¹⁰ Le portefeuille de prêts du Groupe renvoie uniquement aux expositions au bilan. Les prêts bruts sont déduits des provisions pour dépréciation afin d'obtenir les prêts nets.

RÉPARTITION DE L'ACTIF

En millions USD



PRÊTS NETS

En milliards USD



PASSIFS

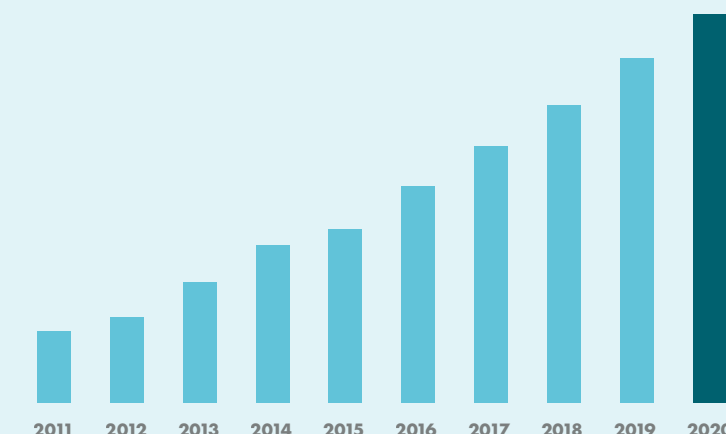
Le total du passif du Groupe a augmenté de 7 % pour s'établir à 5,69 milliards USD contre 5,30 milliards USD en 2019. Les emprunts à court terme ont légèrement baissé de 2 %, passant de 2,47 milliards USD en 2019 à 2,41 milliards USD en 2020. Les emprunts à long terme quant à eux ont augmenté de 460,00 millions USD, se chiffrant à 3,05 milliards USD en 2020, soit une augmentation de 18 % par rapport à 2,59 milliards USD en 2019. Ainsi, globalement, le Groupe a rallongé la durée de ses emprunts. Des emprunts ont été reçus de divers prêteurs et contreparties au cours de l'exercice, permettant ainsi de financer les activités du Groupe et de maintenir un volant de liquidités optimal, alors que les paiements programmés ont été versés aux facilités à échéance.

Les dépôts dans le compte de recouvrement ont connu une faible baisse de 2,55 millions USD, pour s'établir à 93,28 millions USD, principalement en raison de la réduction des fonds dans certains comptes en monnaie locale. Les comptes de recouvrement représentent les espèces incluses dans les soldes de trésorerie du Groupe, déposés par les clients tournés vers le financement du commerce dans le cadre de la structure des facilités des paiements échus. Le risque de change sur de tels comptes est supporté par les clients. Les autres passifs, soit 97,06 millions USD, comprenant les autres dettes et créanciers, les provisions pour salaires et congés payés et les obligations locatives, étaient inférieurs de 35 % par rapport à l'année précédente, principalement en raison d'une diminution des soldes détenus en tant que dépôts sur les facilités des clients.

CAPITAUX PROPRES

FONDS PROPRES

31 décembre 2020
1,56 G USD
+12 %
contre
31 décembre 2019
1,39 G USD

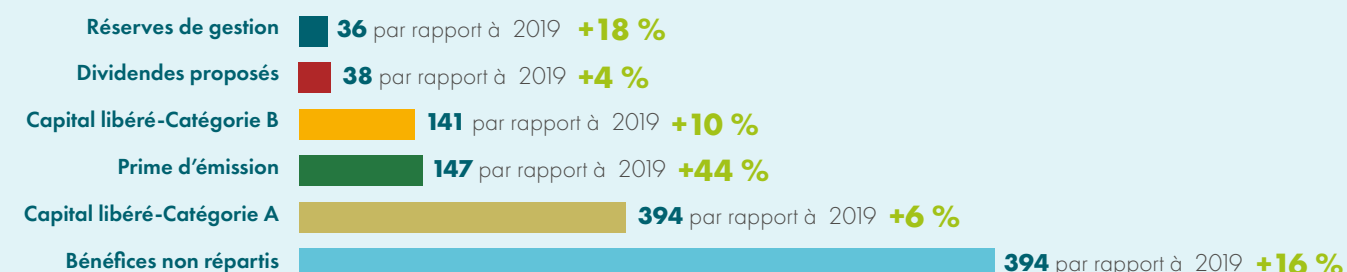


Les fonds propres du Groupe ont augmenté de 12 % pour atteindre 1,56 milliard USD contre 1,39 milliard USD en 2019. Sur l'augmentation de 167,78 millions USD des capitaux propres en 2019, 80,96 millions USD étaient sous forme de souscriptions au capital, dont les primes d'émission, tandis que 157,05 millions USD provenaient du bénéfice de l'exercice, 5,58 millions USD de la plus-value sur investissements, déduction faite du paiement de 36,31 millions USD de dividende en 2019 et du dividende spécial de 40,04

millions USD. Une distribution de dividendes de 37,69 millions USD est proposée pour 2020, représentant un taux de distribution de 24 % du bénéfice net de 2020. Des sommes supplémentaires de 19,82 millions USD et 16,29 millions USD sont respectivement détenues dans les réserves de gestion et les réserves de juste valeur, créées en 2018. La part des actionnaires sans contrôle s'est chiffrée à 0,45 million USD.

FONDS PROPRES

En millions USD, au 31 décembre 2020



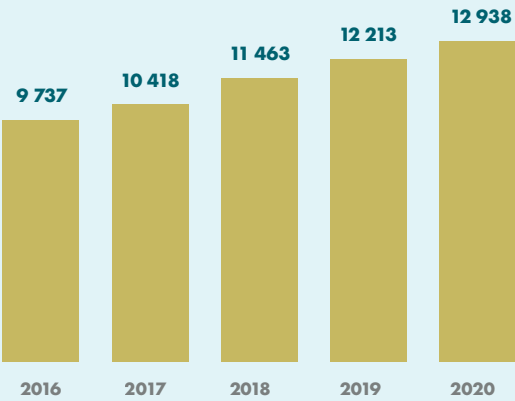
La réserve de juste valeur, en ce qui concerne les placements en actions, découle de l'adoption de l'IFRS 9 par le Groupe, tandis que la réserve de gestion a été créée sur approbation du Conseil d'Administration pour amortir les incidents entraînant des pertes importantes.

Les graphiques ci-dessous présentent la croissance des fonds propres du Groupe entre 2016 et 2020.

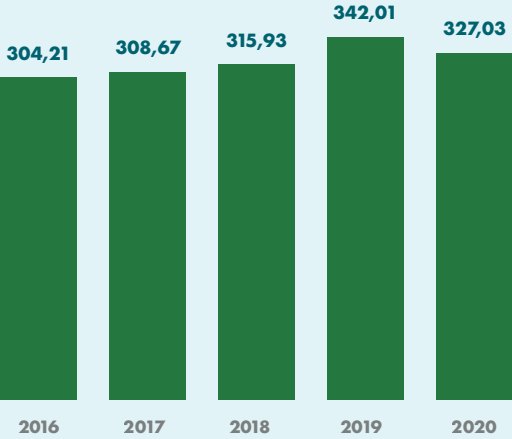
RENDEMENT DE L'ACTIONNAIRE

Le bénéfice net et le dividende proposé sont en millions USD, le bénéfice dilué par action et le ratio sont en %

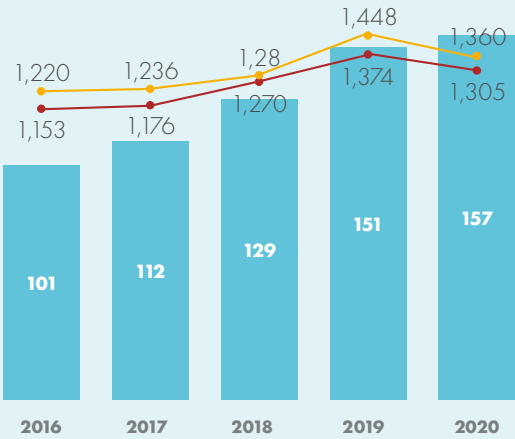
Valeur liquidative (NAV)
Catégorie B



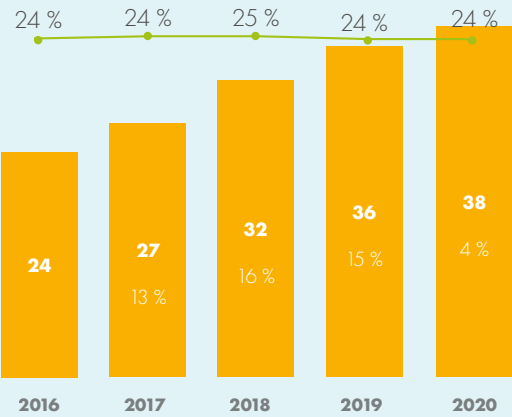
Dividende par action (DPS)



Bénéfice de base par action (EPS)
Bénéfice dilué par action (EPS)
Bénéfice net



Ratio de distribution
Dividendes proposés



INDICATEURS DE LA SOLIDITE FINANCIERE

Le tableau ci-dessous présente les principaux ratios du Groupe pour l'exercice 2020 par rapport à 2019.



RATIOS FINANCIERS

Ratios de rentabilité

Rendement des capitaux propres
10,28 %
contre 11,03 %
-7 %

Retour sur actifs
2,27 %
contre 2,55 %
-11 %

Ratios d'efficacité

Coefficient d'exploitation (Charge de dépréciation incluse)
21,29 %
contre 17,05 %
+25 %

Coefficient d'exploitation (Sans charge de dépréciation)
9,00 %
contre 8,48 %
+6 %

Ratios d'endettement

Total dettes / capitaux propres
350,60 %
contre 363,97 %
-4 %

Total du capital et réserves / Actif total
21,48 %
contre 20,77 %
+3 %

Ratio d'adéquation du capital
35,80 %
contre 36,10 %
-1 %

Qualité de l'actif

Ratio de liquidité
22,91 %
contre 21,33 %
+7 %

Ratio des prêts non performants (PNP) bruts
2,88 %
contre 2,33 %
+24 %



Crédits photo: Kwale International Sugar Company

OPÉRATIONS COMMERCIALES ET FILIALES

OPÉRATIONS DE PRÊTS FINANCEMENT DU COMMERCE

En 2020, la pandémie de Covid-19 a eu un impact négatif sans précédent sur le commerce et les chaînes d'approvisionnement ; une situation exacerbée par diverses mesures de confinement et restrictions de voyage mises en œuvre par les pays pour endiguer la propagation du virus. Ces mesures de confinement ont mis à rude épreuve les activités des acteurs économiques, notamment les institutions de financement du développement, provoquant l'arrêt temporaire des échanges avec la fermeture des frontières et des ports. Le financement structuré des matières premières en a également fait les frais en raison de la position prudente de réduction des risques adoptée par certains financiers, à cause de la volatilité des prix des matières premières et des présumés cas de fraude en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique.

Malgré les sérieux chocs liés à la demande et l'offre dans la plupart des secteurs et les défis économiques qui en résultent en 2020, et conformément aux valeurs fondamentales du Groupe que sont l'adaptabilité et l'innovation, la Banque a pu pérenniser son activité de financement du commerce en tirant parti des relations établies avec ses clients au fil des ans. Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie en matière d'institutions financières, la Banque a injecté des liquidités en dollars et orienté des capitaux vers les principaux secteurs productifs des économies de ses États Membres. Les activités de financement du commerce de la Banque ont également facilité l'importation de produits de base essentiels et stratégiques dans la région. Par ailleurs, les précédents investissements de la Banque en matière de technologie et d'innovation, notamment dans le domaine de la technologie de blockchain, ont permis au Groupe de continuer à financer et à conclure des transactions commerciales internationales pour ses clients malgré l'impossibilité pour les documents papier de passer d'une partie à l'autre en raison des restrictions liées à la Covid-19.

Malgré la pandémie, la Banque a terminé l'année sur une importante dynamique de son activité de financement du commerce, qui a enregistré une croissance de 9 % des volumes d'activités (constitués de décaissements en espèces et des lettres de crédit) et de 8 % de croissance des actifs.

FINANCEMENT DES PROJETS ET DES INFRASTRUCTURES (PIF)

Dans le cadre du guichet de financement de projets et d'infrastructures (PIF), le Groupe propose des financements à long terme dans divers secteurs à fort impact. L'activité de PIF de la Banque promeut l'innovation et le développement en finançant des projets catalytiques dans divers secteurs tels que l'énergie, la fabrication et les infrastructures.

L'année 2020 a été difficile pour l'activité de PIF de la Banque, en grande partie à cause de la pandémie de Covid-19, qui a entraîné l'annulation ou le report de la majorité des transactions qui devaient être conclues au cours de l'exercice. Malgré le climat difficile, la TDB a signé près d'un demi-milliard de dollars de nouveaux engagements en 2020, couvrant divers secteurs, notamment le financement souverain de projets d'infrastructure dans l'un des États Membres du Groupe, un projet sur le transport ferroviaire, ainsi que des opportunités dans l'exploitation minière, la construction et l'hôtellerie.

La Banque dispose d'un solide portefeuille de produits de PIF, avec de nouvelles potentielles opportunités, notamment dans le financement d'un projet routier majeur en PPP, la logistique de la chaîne de valeur agricole, un pipeline, des projets d'énergie renouvelable (sur réseau et hors réseau) et des projets dans les secteurs de la santé et l'hôtellerie. En finançant ces secteurs, la TDB continuera à jouer un rôle important dans la création d'emplois et le développement économique des États membres du Groupe. Le Groupe continue de générer de nouvelles potentielles opportunités de prêts pour le PIF à partir de nouveaux marchés en pleine

croissance tels que Djibouti, Madagascar, le Mozambique et la République démocratique du Congo.

SYNDICATIONS

L'année 2020 connu un ralentissement du marché des prêts syndiqués, les éventuels clients étant devenus prudents envers les emprunts, suite à la décélération de la croissance du PIB mondial causée par la pandémie de Covid-19. Selon Reuters, le total des prêts syndiqués en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique s'est chiffré à 144 milliards USD au cours des trois premiers mois de 2020, le volume le plus bas enregistré pour un trimestre depuis une décennie, car la plupart des emprunteurs ont ressenti l'impact des effets de crise sanitaire.¹¹ À la fin de 2020, les volumes de prêts pour la région Afrique étaient passés de 39 milliards USD (2019) à 65 milliards USD (2020), soit une hausse de 67 %, bien que le nombre de transactions ait diminué de 171 (2019) à 167 (2020). L'augmentation des volumes est attribuable à un accroissement des transactions de financement du commerce pour soutenir les efforts de lutte contre la Covid-19. 34 % des prêts syndiqués de l'Afrique en 2020 provenaient de la région Afrique orientale et australe, qui compte certaines des économies les plus dynamiques du continent.¹²

En 2020, le Groupe, agissant en tant qu'arrangeur principal mandaté, a conclu avec succès une transaction syndiquée de 300 millions d'euros pour le gouvernement de l'Ouganda afin de financer son budget de développement et d'infrastructure pour l'exercice 2019/2020. L'un des objectifs stratégiques du service des syndications est d'accompagner la croissance du Groupe à travers une participation maîtrisée et marquée sur de nouveaux marchés porteurs. Le Groupe a participé à deux transactions sur ses marchés porteurs que sont l'Égypte et la Tanzanie. Le Groupe a participé à un prêt à terme syndiqué de 2 milliards USD pour la République arabe d'Égypte agissant par l'intermédiaire du ministère des Finances, avec

¹¹ <https://www.reuters.com/article/emea-loans-hit-hard-by-pandemic-idUSL8N2BP2T6>

¹² Bloomberg League Tables 2020

un montant de participation de 100 millions USD. Pour la Tanzanie, le Groupe a participé pour un montant de 100 millions USD à la facilité de crédit syndiqué du gouvernement tanzanien de 1,64 milliard USD pour financer la construction du chemin de fer à voie normale.

Afin d'améliorer la qualité et l'efficacité de ses actions, le service des syndications a mis à jour et amélioré ses directives opérationnelles. Par ailleurs, il a poursuivi ses discussions avec les investisseurs institutionnels dans le but de mettre en place une plateforme de distribution des prêts du Groupe sur les marchés obligataires. Avec un intérêt accru pour les investissements porteurs à l'échelle mondiale, les liquidités des investisseurs institutionnels continuent d'être une source clé pour le financement des infrastructures et du développement, encore largement inexploité en Afrique. Le service des syndications approfondira la réflexion dans ce sens avec l'intention de tester le concept avec une transaction en 2021.

En 2020, la TDB a continué d'être considérée par le classement Bloomberg Africa Syndicated Loans League Table comme l'un des meilleurs arrangeurs, teneurs de livres et agents mandatés en Afrique.

ZONES DE COUVERTURE

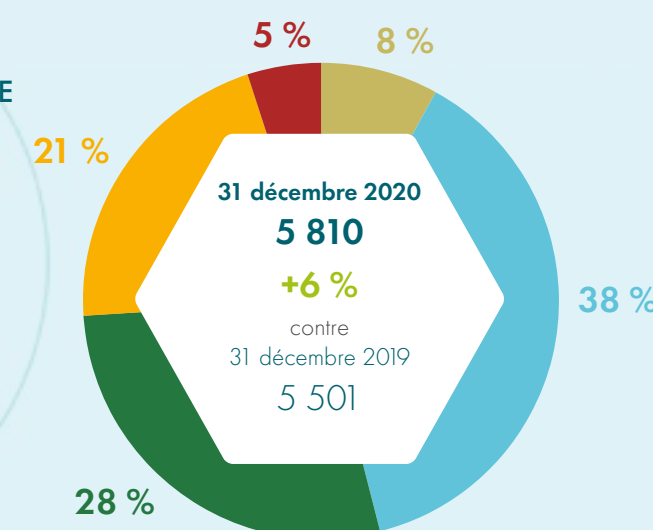
En 2020, la TDB a continué d'affiner le modèle opérationnel hybride couverture-produit, mis en œuvre pour la première fois en janvier 2018. La République démocratique du Congo (RDC) a été détachée de la région franco-lusophone pour former une zone de couverture autonome, gérée depuis le bureau de Kinshasa. La RDC devrait ancrer l'expansion sélective des zones de couverture du Groupe pour inclure plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest.

Les zones de couverture continuent de travailler en collaboration avec les équipes de spécialistes sur les produits pour le financement du commerce, le financement de projets et d'infrastructures et les services consultatifs, logées dans le Complexe des opérations de prêt.

VENTILATION DU PORTEFEUILLE DE PRÊTS BRUTS AU BILAN ET HORS BILAN PAR RÉGION DE COUVERTURE

En millions USD

Groupe multilatéral
Afrique de l'Est
Afrique australe
Afrique du Nord-Est
Afrique Franco-lusophone



PORTEFEUILLE

RÉPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

L'exposition au bilan et hors bilan du Groupe¹³ a augmenté de 6 % pour atteindre 5,8 milliards USD (contre 5,5 milliard USD en 2019). Par principal type de produit, le portefeuille de prêts pour le financement de projets (PF) a augmenté de 7 % (contre 2,3 milliards USD en 2019), tandis que le portefeuille de prêts pour le financement du commerce a progressé de 5 % pour s'établir à 3,5 milliards USD (contre 3,3 milliard USD en 2019). La croissance des portefeuilles

¹³ L'exposition hors bilan comprend les prêts bruts, les lettres de crédit et les garanties.

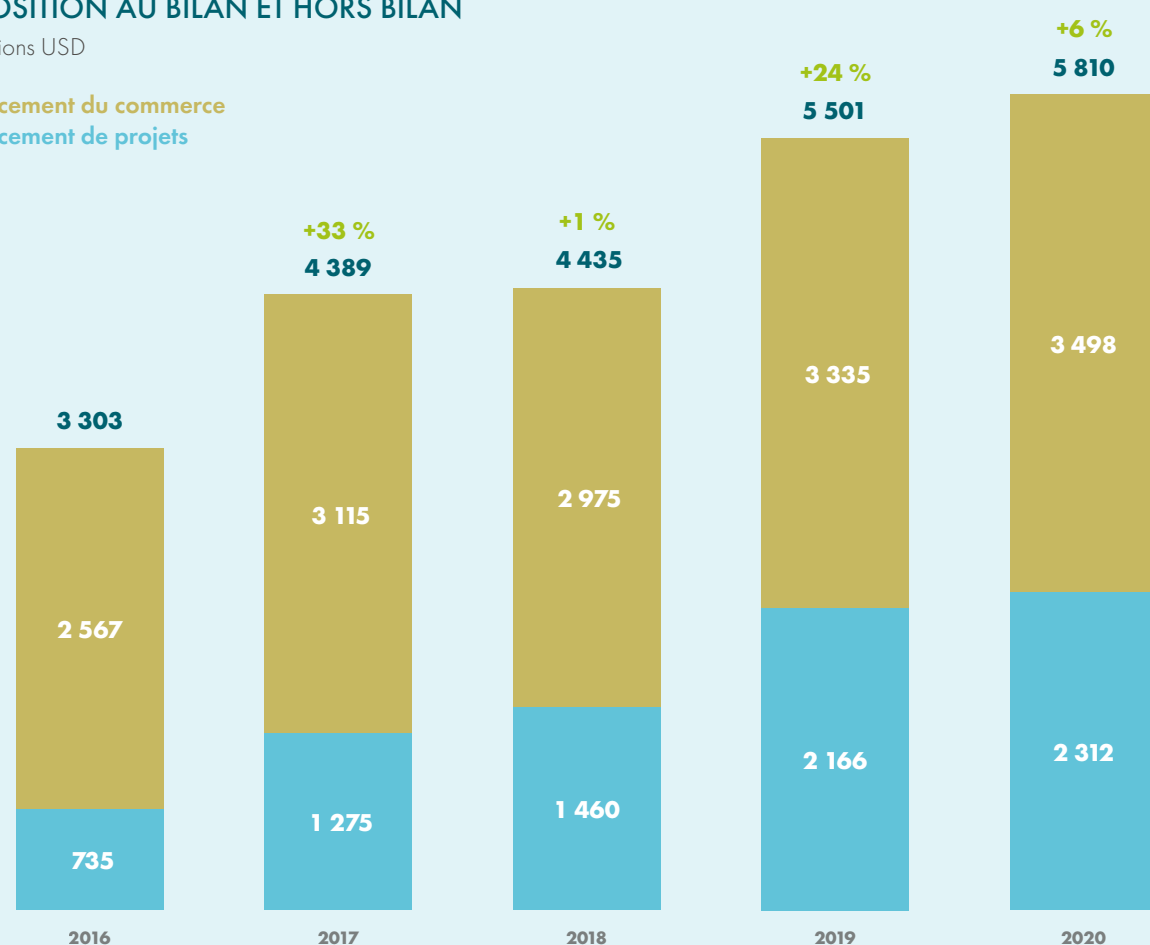
de PIF et TF a été stimulée par les décaissements aux secteurs des infrastructures, de banque et de finance. Le portefeuille s'est montré en grande partie résilient malgré les perturbations causées par la Covid 19 sur les marchés couverts par le Groupe. Cela reflète la solide surveillance du portefeuille fondée sur les risques du Groupe, sa connaissance du marché et les avantages de son statut de créancier privilégié.

Le graphique ci-dessous montre l'évolution des portefeuilles de PIF et TF au bilan et hors bilan entre 2016 et 2020 :

EXPOSITION AU BILAN ET HORS BILAN

En millions USD

Financement du commerce
Financement de projets



RÉPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR CLIENTS

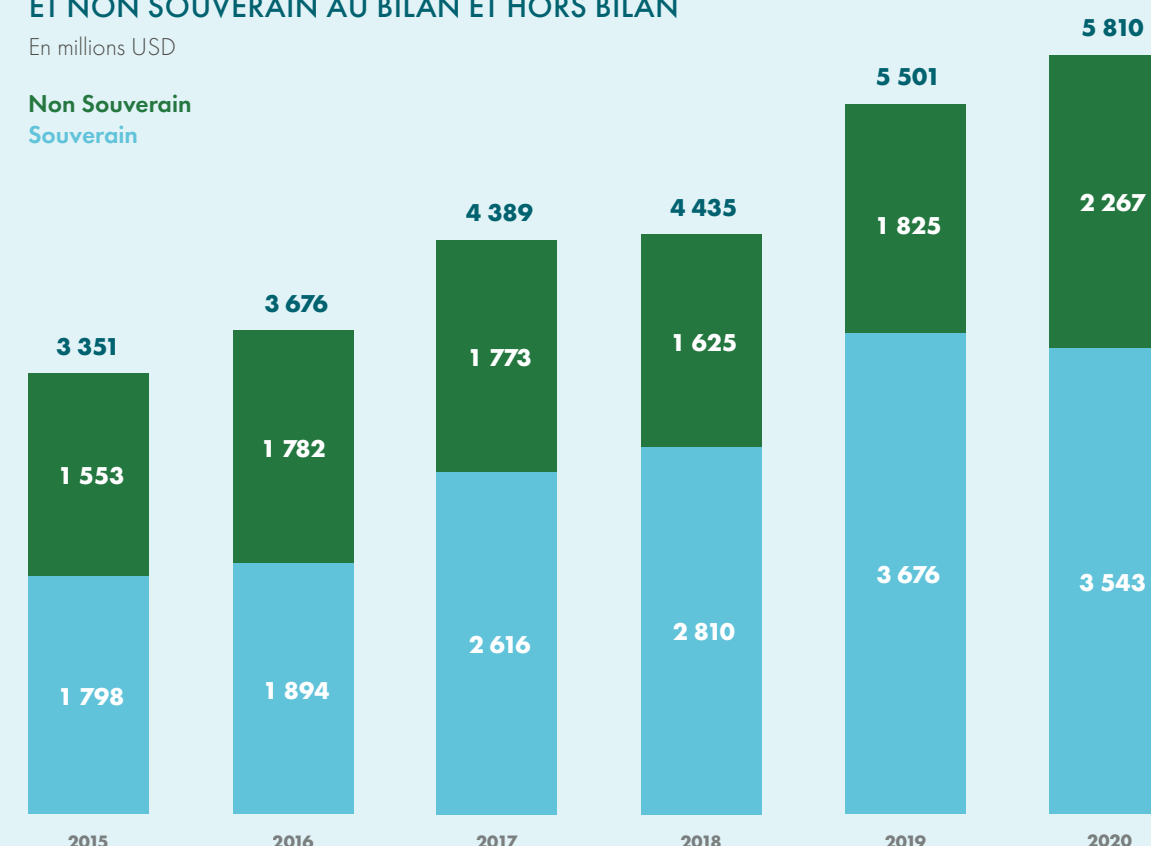
Au 31 décembre 2020, les prêts aux clients souverains (y compris les entreprises publiques) représentaient 61 % du portefeuille (contre 67 % en 2019), avec une exposition de 3,5 milliards USD (contre 3,7 milliard USD en 2019). Les prêts non souverains totalisent 39 % du portefeuille (contre 33 % en 2019). L'augmentation des prêts aux acteurs non-souverains a été motivée par l'augmentation des

prêts aux institutions financières de financement du commerce, en grande partie par le biais de transactions structurées financées et non financées, destinées aux importations de produits de base essentiels. Les prêts et charges assimilées ont augmenté de 36 %, passant de 332,6 millions USD en 2020 à 668,2 millions USD (contre 335,6 millions USD en 2019).

TENDANCE DE L'EXPOSITION DU PORTEFEUILLE SOUVERAIN ET NON SOUVERAIN AU BILAN ET HORS BILAN

En millions USD

Non Souverain
Souverain

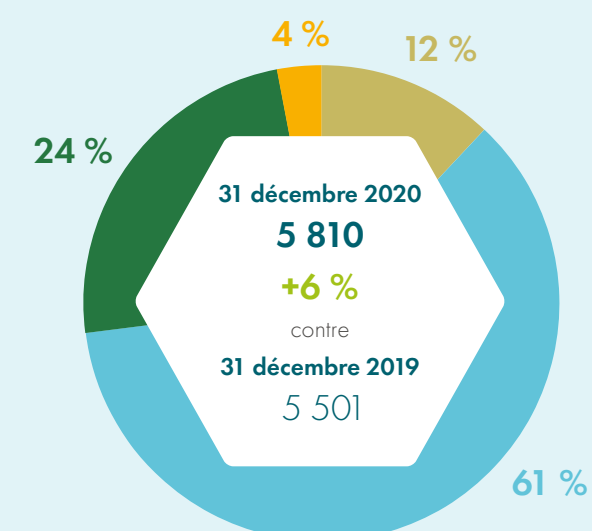


Les prêts aux grandes entreprises et aux PME se sont chiffrés respectivement à 23 % et 4 % du portefeuille. Le principal changement a été constaté sur les prêts aux institutions financières qui ont bondi de 6,1 % à 11,5 % du portefeuille. Le graphique ci-dessous présente la composition du portefeuille au bilan et hors bilan du Groupe au 31 décembre 2020.

COMPOSITION DU PORTEFEUILLE

En millions USD

Banques et institutions financières
Gouvernements et entreprises publiques
Grandes sociétés et entreprises
Petites et moyennes entreprises



RÉPARTITION DU PORTEFEUILLE PAR SECTEUR

Le Groupe reste concentré sur la diversification du portefeuille par pays, par secteur et par produit. Les trois principales expositions sectorielles pour 2020 restent les mêmes que celles de 2019. Il s'agit de : pétrole et gaz à 27 % (contre 29 % en 2019); infrastructures à 22,4 % (contre 21 % en 2019) ; et agroalimentaire à 18 % (contre 22 % en 2019). Le secteur pétrolier et gazier est crucial pour faciliter les activités économiques telles que les transports et la production d'électricité industrielle, entre autres, dans de nombreux États membres. Le financement des infrastructures a augmenté en termes absolus de 135,0 millions USD pour atteindre 1,3 milliard USD (contre 1,2 milliard USD en 2019). Le déficit en infrastructures

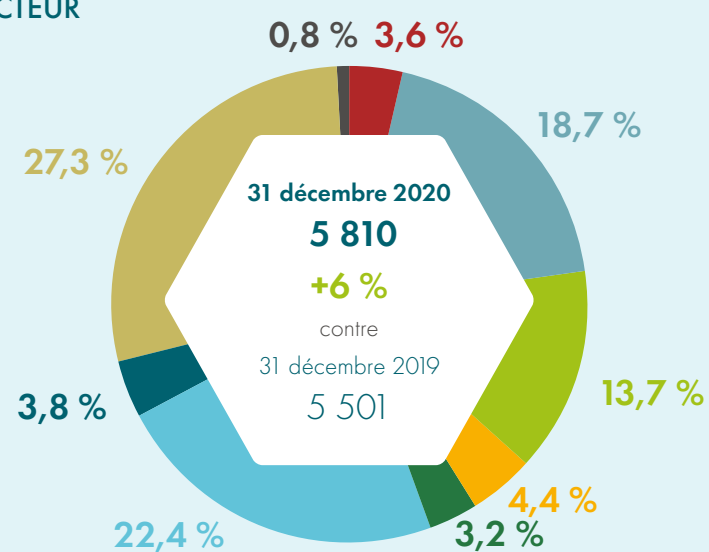
reste un obstacle majeur pour permettre à l'Afrique d'exploiter pleinement son potentiel de croissance économique. Ce défi représente une opportunité intéressante à saisir pour les investisseurs en termes de financement des infrastructures physiques telles que des infrastructures immatérielles (formations sanitaires, éducation) et des infrastructures matérielles (ports, voies ferrées, routes à péage, centrales électriques). Le secteur de l'agroalimentaire reste une composante majeure du portefeuille, car la plupart des économies des États Membres dépendent fortement de l'agriculture.

Le graphique ci-dessous présente la répartition du portefeuille au bilan et hors bilan par secteur en 2020.

EXPOSITION DU PORTEFEUILLE PAR SECTEUR

En millions USD

Transport
Agroalimentaire
Services bancaires et financiers
Énergie
TIC
Infrastructure
Secteur manufacturier
Pétrole et gaz
Autre



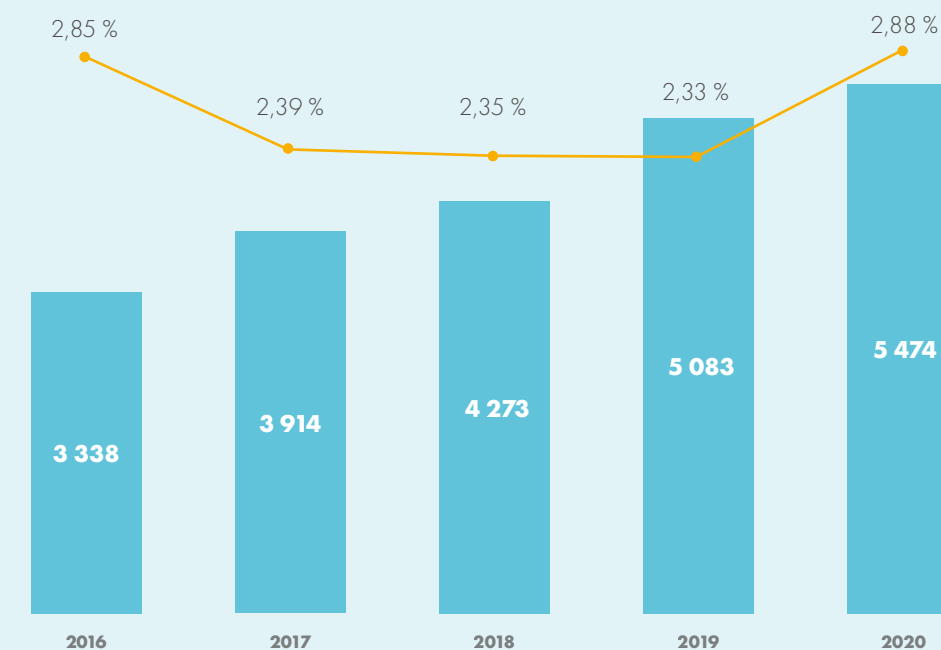
QUALITÉ DE L'ACTIF

Malgré les perturbations induites par la Covid-19, la qualité du portefeuille est restée dans les seuils fixés d'appétence au risque. Dans le but de préserver sa valeur, le Groupe a réagi rapidement à la pandémie en mobilisant de manière proactive les clients et en proposant des solutions pour la conservation des liquidités destinées à financer les opérations et assurer la continuité des activités tout en atténuant les potentielles défaillances. Les contrecoups de la Covid-19 ont entraîné des arrêts de production et des perturbations

de la chaîne d'approvisionnement en raison des confinements, provoquant des effets d'entraînement dans tous les États Membres. La pandémie a affecté la performance opérationnelle de nombreuses sociétés du portefeuille. Toutefois la réponse rapide du Groupe à la gestion des risques a atténué l'impact sur l'ensemble de son portefeuille. Par conséquent, le niveau des prêts non performants reste autour de 3 %, avec une légère augmentation à 2,88 % en 2020 (contre 2,33 % en 2019), comme le montre le graphique ci-dessous :

QUALITÉ DE L'ACTIF PAR RAPPORT À LA CROISSANCE DES PRÊTS

En millions USD, ratios en %



GESTION DES ACTIFS

En 2020, le point culminant des opérations de gestion d'actifs du Groupe a été la conclusion d'une année complète de transactions réussies par le Fonds pour le commerce en Afrique orientale et australe (ESATF) malgré un contexte économique trouble en raison de la Covid-19. Cette réussite faisait suite au lancement en douceur de l'ESATF le 1er août 2019, ancré par le Groupe avec un investissement initial de 50 millions USD.

Depuis son lancement, l'Eastern and Southern African Trade Advisors Limited (ESATAL), un gestionnaire de fonds en coentreprise établi entre la Banque (avec un peu plus de 50 % des parts) et la société londonienne GML Capital (avec un peu moins de 50 % des parts), gère l'ESATF de manière à réaliser les retours sur investissements réguliers espérés. Plus concrètement, le fonds a réalisé une performance annuelle de 3,29 % en USD (net de tous frais et dépenses) et un rendement absolu de 5,86 % en USD depuis son lancement, tandis que le gestionnaire de fonds en coentreprise a déclaré et versé ses premiers dividendes à la Banque.

Pour l'avenir, les principaux domaines d'intervention pour les opérations de gestion d'actifs du Groupe sont les suivants : (1) faciliter la croissance de l'ESATF en attirant de nouveaux investisseurs ; et (2) développer d'autres fonds et rechercher des opportunités commerciales connexes par le biais de partenariats et de réseaux.

SERVICES CONSULTATIFS

L'unité TDB Advisory Services (TDB Advisory) se concentre sur les services consultatifs aux membres souverains et aux promoteurs de projets dans les quatre domaines prioritaires suivants, le cas échéant :

- financement d'infrastructures,
- planification du développement et restructuration de la dette souveraine,
- structuration des opérations de financement spécialisées pour les acteurs souverains, et
- développement de projets.

Dans le financement des infrastructures, la TDB Advisory établit la connexion entre les projets d'infrastructure et les investisseurs, en veillant à ce que les projets obtiennent le financement dont ils ont besoin. Parallèlement, elle assure aux prêteurs et aux investisseurs la confiance nécessaire pour prendre les bonnes décisions tout en garantissant une « valeur de l'argent » et en traitant les questions « d'abordabilité ».

En 2020, les activités de la TDB Advisory ont consisté à conseiller un consortium impliqué dans les travaux préparatoires au développement éventuel d'un important projet hydroélectrique à l'échelle régionale.

FONDS POUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT (TDF)

Le Fonds pour le commerce et le développement (TDF) est une entité à but non lucratif axée sur l'octroi de subventions, de dons, d'assistance technique et financière à des conditions non commerciales, ainsi que la mise en œuvre d'activités éducatives, notamment des activités de formation et de renforcement des capacités.

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME)

Depuis le lancement du Programme des petites et moyennes entreprises (PME) à la fin de l'année 2018, le programme est parvenu à investir la majeure partie du capital de la phase pilote de 3 millions USD qui lui avait été alloué.

Dans le cadre du programme, la Banque a investi dans un certain nombre de transactions par le biais de garanties partielles de risque et de prêts directs, en collaboration avec divers partenaires opérationnels. Après l'investissement, des efforts sont en cours pour mettre en œuvre la composante d'assistance technique du programme auprès des entreprises bénéficiaires. Un montant de 30 000 USD est alloué à chacune des interventions de renforcement des capacités et d'assistance technique.

Le programme PME fonctionne désormais en tant que démembrement du Fonds pour le commerce et le développement. Pour 2021, le Groupe entend lever les fonds nécessaires afin de faire passer le capital du Programme des 3 millions USD d'origine à 30 millions USD. Les fonds supplémentaires permettront au programme d'étendre sa portée sur le marché à davantage de pays et d'accorder des prêts plus efficaces dans les secteurs qui stimulent la création d'emplois et la croissance des entreprises dans la région.

TDB ACADEMY

En tant que l'un des piliers du TDF, l'objectif principal de la TDB Academy est d'offrir une plateforme de formation spécialisée semblable à un institut professionnel en mettant l'accent sur la

promotion du capital humain et institutionnel, à la fois en interne au sein du Groupe TDB et en externe dans la région.

Au cours de l'année sous revue, la TDB Academy a lancé son plan stratégique quinquennal d'expansion de ses activités. La stratégie décline l'orientation future de l'Académie, la stratégie d'exécution, les résultats attendus et un plan de mise en œuvre pour réaliser sa vision.

En 2020, l'Académie a dispensé seize (16) formations en présentiel malgré les effets de la Covid-19. Les formations offertes à environ 80 % du personnel de la TDB couvraient divers aspects des activités et du développement durable. L'Académie a réagi de manière innovante grâce à la technologie, elle a changé sa façon de dispenser des cours et adopté une formation virtuelle, en s'appuyant sur ses partenariats avec la Banque européenne d'investissement et la Digital Frontiers Institute.

Au cours de l'année, dix-sept (17) sessions d'échange de connaissances à l'échelle de la banque, communément appelées « brown bags », ont été organisées par le personnel de la TDB et des partenaires externes. Dans le cadre du perfectionnement et du renforcement des capacités du personnel interne, un total de douze (12) employés a participé au programme de coaching et de mentorat.

Par ailleurs, Percipio, la plateforme de formation en ligne du Groupe, lancée début 2020, a dispensé plusieurs cours spécialisés et de développement personnel à tous les employés. Il a été noté que 91 % des employés utilisaient la plateforme.

En partenariat avec la BEI, le Groupe a organisé la première session virtuelle du Forum de banque en Afrique de l'Est, une conférence régionale annuelle précédemment organisée par la BEI. L'événement virtuel était le fruit d'un effort conjoint entre la BEI et la TDB. Il s'est tenu les 5 et 6 novembre 2020 avec plus de 300 participants et 45 panelistes. Cette conférence deviendra désormais un événement phare annuel de la TDB dans les années à venir.



Crédits photo: TDB

MOBILISATION DES RESSOURCES

MOBILISATION DES OBLIGATIONS

Le Groupe a amélioré sa stratégie de diversification du financement en s'engageant à renforcer le capital, les liquidités et les relations clés.

La stratégie de mobilisation ressources du Groupe visait principalement à mobiliser des financements à moyen et à long terme sur les marchés obligataires, à consolider et à renforcer les relations bilatérales existantes, et à nouer de nouvelles relations afin de diversifier davantage sa structure de financement.

Au nombre des transactions de financement notables clôturées en 2020 on peut citer : un crédit à long terme de 400 millions USD avec la Banque mondiale, un prêt syndiqué adossé à la MIGA pour un montant de 334 millions d'euros, un prêt syndiqué global d'un montant de 450 millions USD, un prêt syndiqué asiatique de 225 millions USD ; ainsi que des prêts de diverses institutions multilatérales d'un montant total de 400 millions USD, tels que CDC Group Plc, Cassa Depositi e Prestiti SpA (CDP), Oesterreichische Entwicklungsbank AG (OeEb), la Development Bank de Biélorussie (DBRB), l'Agence Française de Développement (AFD) entre autres. En outre, le Groupe a levé 160 millions USD supplémentaires auprès de diverses institutions pour ses opérations de financement du commerce. Le Groupe a réussi à structurer et à exécuter des transactions garanties par des ACE pour un montant d'environ 260 millions USD afin de soutenir les importations européennes dans la région où il opère. Les transactions ont été exécutées avec l'appui d'institutions financières réputées.

Pour l'avenir, le Groupe entend bénéficier d'une meilleure liquidité sur les marchés émergents, chercher à engager des partenaires de financement nouveaux et existants et anticiper une reprise des activités commerciales et des dépenses d'infrastructure en mettant l'accent sur l'éducation des investisseurs, la diversification des marchés et des produits.

MARCHÉS DE CAPITAUX

2020 a été une année mouvementée pour les marchés mondiaux des capitaux d'emprunt, avec une augmentation des capitaux alors que les émetteurs ont levé des capitaux pour relever les défis causés par la pandémie de Covid-19 ou pour refinancer des emprunts existants alors que les taux étaient souples.

Dans ce contexte, les activités de la Banque sur les marchés des capitaux reposaient sur les objectifs stratégiques mis en évidence dans son plan de financement. La priorité du plan est axée sur le refinancement des titres de créance arrivant à échéance, la diversification des sources de financement de la Banque à l'échelle mondiale ainsi que la poursuite du partenariat avec les clients pour proposer des solutions à leurs besoins de financement, conformément à la mission du Groupe TDB de renforcer les marchés des capitaux dans ses États Membres.

AGENCES DE CREDIT A L'EXPORTATION (ACE)

Le Groupe a continué de renforcer ses partenariats avec les principales agences de crédit à l'exportation dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et les marchés émergents, ainsi qu'avec des prêteurs

garantis par des ACE en Asie, en Europe et dans les Amériques, à travers des accords de facilité de crédit bilatérales à moyen et long terme. Cette stratégie agressive de développement commercial, tirant parti de la position unique du Groupe, de ses partenariats stratégiques et de son statut d'institution de « qualité supérieure », a entraîné un total de transactions garanties par les ACE de plus de 500 millions USD.

L'unité financière dédiée aux ACE du Groupe a deux principaux domaines d'intervention : la mobilisation des ressources et la structuration de transactions garanties par les ACE en collaboration avec des institutions financières mondiales de haute facture et respectables. Ainsi, le Groupe a signé plusieurs lignes de crédit garanties par des ACE, dont une ligne avec FMO garantie par Atradius (44 millions USD) et avec Korea Eximbank (100 millions USD).

MOBILISATION DE FONDS PROPRES

Malgré la crise mondiale des liquidités et les incertitudes découlant de la situation sanitaire mondiale, la TDB a réussi en 2020 à renforcer et à élargir sa base d'actionnaires.

Un temps fort a marqué l'histoire de la mobilisation de capital du Groupe cette année : l'approbation par le Conseil des Gouverneurs d'un programme inédit d'augmentation de capital de 1,5 milliard USD ainsi que la décision de doubler le capital social autorisé du Groupe de 3 milliards USD à 6 milliards USD. Les actionnaires de la TDB ont également autorisé l'émission de jusqu'à 1 milliard USD

d'un nouveau segment d'actions de catégorie C dans le but d'attirer des capitaux non traditionnels porteurs et d'autres investisseurs.

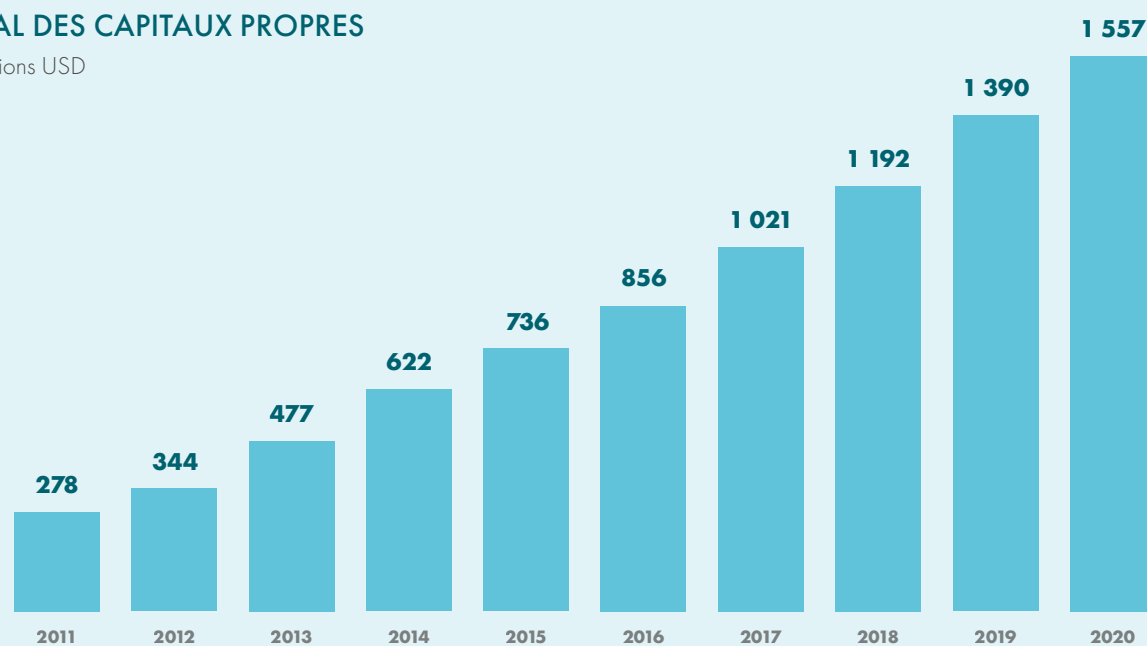
Associées aux récentes réformes au sein de la Banque et à une constante mobilisation de capitaux auprès d'actionnaires publics et privés, ces évolutions de la structure du capital de la TDB seront mises à profit pour accroître et diversifier davantage le financement du Groupe, élargir son portefeuille et réduire les risques y afférents et, à terme, assurer les rendements du triple bilan et un impact considérable.

En 2020, alors que les actionnaires souverains de catégorie A continuaient d'honorer leurs engagements malgré des défis budgétaires accrus, la TDB a accueilli son 18ème actionnaire institutionnel de catégorie B, la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) de Djibouti, témoignant de la confiance soutenue des institutions régionales dans la capacité du Groupe à assurer des profits commerciaux et conformes aux ODD, même en pleine pandémie de Covid-19. En outre, en 2020, preuve de sa confiance dans le mandat et la mission du Groupe, le Fonds d'investissement danois pour les pays en développement (IFU) a doublé sa prise de participation dans le Groupe, passant à 40 millions USD, plusieurs autres actionnaires ayant choisi de réinvestir leurs dividendes à la suite des bonnes performances du Groupe.

Le montant total des fonds propres à la fin de l'année 2020 s'élève à 1,56 milliard USD, soit une augmentation de 12 % en glissement annuel.

TOTAL DES CAPITAUX PROPRES

En millions USD



Crédits photo: TDB

GESTION INSTITUTIONNELLE

COMPLEXE DE RISQUE

APERÇU

Le Complexe de gestion des risques, sous la direction du Responsable de la gestion des risques, est composé d'une Unité de conformité, d'une Unité de la gestion des risques d'entreprise et de la Direction de la gestion du risque. Le Complexe de gestion des risques est chargé de la mise en œuvre du Cadre de gestion des risques (CGR), qui définit la politique de gestion du risque du Groupe dans l'ensemble de l'organisation. Le CGR identifie les processus, détient la propriété et est responsable de la surveillance des risques requise pour soutenir la mise en œuvre efficace de la gestion des risques au sein du Groupe.

Le Groupe évolue dans un environnement de risque et d'incertitude croissants. Le Complexe de gestion des risques met l'accent sur la gestion permanente de la volatilité, de l'incertitude, de la complexité et de l'ambiguïté, afin de contribuer à l'identification, l'évaluation et l'atténuation des risques pouvant menacer sa mission et éviter les surprises. La responsabilité globale de la gestion des risques au sein du Groupe incombe au Conseil d'Administration (le Conseil), tandis que la responsabilité quotidienne est déléguée à un Comité de gestion intégrée des risques (BIRMC) qui examine l'ensemble des risques. Le Conseil d'Administration délègue également les aspects liés aux risques particulièrement élevés au Comité d'audit et des risques (ARCO) et au Comité permanent d'investissement et de crédit (INVESCO), chaque comité se concentrant sur des aspects distincts de la gestion des risques.

Le modèle standard des « trois lignes de défense » du secteur est intégré dans le modèle opérationnel du Groupe. La première ligne de défense, la ligne managériale, est responsable de la gestion des risques. La fonction de gestion des risques représente la deuxième ligne de défense, qui est indépendante de la ligne managériale. Cette fonction consiste essentiellement dans la mise en place et dans le maintien du cadre de gestion des risques du Groupe, dans le contrôle des risques et dans les rapports indépendants sur les risques aux instances dirigeantes et au Conseil d'Administration. La troisième ligne de défense est composée d'auditeurs externes et internes qui donnent une évaluation indépendante de la pertinence et de l'efficacité du cadre de gestion. Les auditeurs internes rendent compte de façon indépendante au Comité d'audit et des risques du Conseil.

Le Cadre de gestion des risques d'entreprise à l'échelle du Groupe (ERM) met l'accent sur la reddition des comptes, la responsabilité, l'indépendance, le reporting, les communications et la transparence. L'approche du cadre de GRE par rapport à la gestion des risques adopte une vision holistique des risques inhérents à la stratégie, aux opérations et aux activités du Groupe. La gestion des risques est intégrée également dans le processus général de planification, de conduite des affaires et de prise de décision.

BILAN DE L'ANNÉE

2020 a été une année difficile au cours de laquelle le Groupe TDB s'est attelée à atténuer l'impact négatif de la pandémie de Covid-19 sur ses opérations et sur ses clients dans les États Membres.

Le Comité de gestion intégrée des risques de la Banque (BIRMC) a invoqué le plan de continuité des opérations pour privilégier la sécurité et le bien-être de son personnel et assurer

la continuité des opérations. La direction du Groupe a également lancé des initiatives réussies visant à aider les clients touchés à surmonter les effets de la pandémie, grâce à des reprofiliages de dette à court terme et à d'autres aménagements afin de protéger les activités des clients et la qualité des actifs de la TDB, ainsi que de mettre le Groupe dans une position de liquidité solide.

Malgré l'impact de la pandémie, le Groupe a maintenu ses notations auprès des trois agences de notation externes régulières, les principaux facteurs indiquant la satisfaction et le succès des initiatives entreprises pour pérenniser les opérations commerciales étant les suivants :

- l'adéquation du capital est restée solide, malgré les défis importants posés par la pandémie ;
- la position de liquidité raisonnablement solide soutenue par d'importantes réserves de liquidités et de nouvelles facilités d'institutions financières de développement bilatérales ou multilatérales pour appuyer les activités et le profil de liquidité et de financement ;
- la qualité de l'actif est résiliente malgré une hausse des indicateurs due à l'impact de la pandémie.
- l'atténuation du risque de crédit du portefeuille en plus de celui sur le capital exigible ;
- la résilience de la position de solvabilité.

En 2020, les interventions et avancées suivantes ont été axées sur l'amélioration de la capacité de gestion du risque de crédit dans un contexte économique peu favorable :

- a. Le Groupe a réalisé une enquête d'évaluation de l'impact sur les entreprises adaptée à des secteurs spécifiques et a en outre commandé un questionnaire ciblé sur l'impact du confinement sur les clients avec des questions spécifiques, dans le but d'évaluer les effets de la Covid-19. Ainsi, la Banque a mis en œuvre de manière sélective des prêts d'abstention et des modifications de transactions ciblées par secteur afin d'aider les emprunteurs à surmonter les difficultés temporaires et leur permettre de retrouver leur compétitivité.
- b. Le Groupe a mis en œuvre la stratégie de partage des risques à travers des accords de participation aux risques (RPA) avec des partenaires stratégiques, ce qui lui permet de rehausser ses crédits, diversifier son portefeuille et financer sa trésorerie. Cette approche renforcera davantage la capacité du Groupe à remplir son mandat et à garantir l'accès à un marché financier plus vaste à la région qu'il dessert.
- c. Renforcement de l'assurance-crédit sur capital exigible avec pour objectif d'améliorer la qualité de l'accompagnement des actionnaires dans un contexte de durcissement du marché de l'assurance. Cette initiative vise à garantir que les cotes de crédit de la TDB sont au moins maintenues, car le capital exigible est une considération importante.
- d. La mise en place d'une captive d'assurance par le Groupe TDB a été entreprise pour permettre à la Banque d'être plus efficace

dans la gestion des risques et de bénéficier des avantages de la souscription d'une assurance au Groupe.

- e. Amélioration et mise en œuvre d'outils de gestion du risque de crédit, notamment les outils de simulation de crise d'adéquation des fonds propres, les outils de notation du risque des emprunteurs et des facilités dans l'ensemble du portefeuille, afin de tirer davantage parti des avantages de l'identification, de la mesure, du suivi, du compte rendu et de la prise de décision optimale sur le risque de crédit.

Le Groupe TDB a également réalisé des progrès substantiels dans la gestion du risque opérationnel car une culture renforcée du risque s'implante progressivement dans l'ensemble de l'institution. On a noté une nette amélioration dans l'utilisation des outils de risque opérationnel, notamment, le tableau de bord de la situation liée à la Covid-19, les auto-évaluations de contrôle des risques (RCSA), pour surveiller les risques dans les domaines opérationnels et identifier et signaler efficacement les incidents en temps opportun. La culture du risque a également joué un rôle déterminant dans la conduite des opérations commerciales, car la majorité du personnel travaillait à domicile.

En outre, le Groupe a géré le risque de conformité grâce à des mesures proactives fondées sur des principes de gestion des risques nationaux et internationaux. L'unité de conformité a organisé une formation en ligne à l'échelle de la banque pour son personnel et une formation virtuelle du Conseil d'Administration pour assurer la sensibilisation et intégrer la culture de connaissance du client (KYC) dans toute l'organisation. En outre, l'Unité de conformité a amélioré le processus et les procédures d'émission et de règlement des lettres de crédit et affiné la liste de contrôle d'intégration du concept KYC qui a été insérée dans le Manuel révisé des opérations de prêt. L'Unité a l'intention de procéder à un examen externe de ses politiques de lutte contre le blanchiment d'argent (LBA) et de sanctions et d'améliorer davantage ses contrôles de KYC grâce à la mise à niveau et au renforcement des solutions de filtrage existantes, ainsi qu'à la collaboration et au partage d'informations via les plateformes pertinentes. Le suivi constant des objectifs de conformité du Groupe garantira qu'il exerce ses activités conformément aux lois et règlements applicables, aux directives du Conseil d'Administration et à ses politiques et procédures internes.

RESSOURCES HUMAINES

En 2020, diverses initiatives de renforcement des capacités institutionnelles ont été mises en œuvre afin d'attirer, développer et retenir une main-d'œuvre talentueuse et engagée nécessaire pour atteindre les objectifs commerciaux du Groupe et créer de la valeur pour les actionnaires conformément au sixième plan d'entreprise quinquennal 2018 2022 (FYCP-VI) de la TDB.

RECRUTEMENT DE TALENTS ET DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN

Au cours de l'année, le Groupe a poursuivi le renforcement de son capital humain et a recruté douze (12) employés. Le Programme Jeunes Professionnels et Programme pour professionnels en milieu de carrière restent un vivier de talents pour le Groupe. En 2020, six (6) jeunes professionnels ont suivi avec succès le programme et ont été retenus en tant qu'employés.

PROFIL DU PERSONNEL

Au 31 décembre 2020, le Groupe comptait un effectif permanent total de 164 personnes, dont 125 professionnels, soit 76,2 % des effectifs. Les femmes représentaient 45,12 % de l'ensemble du personnel. Le tableau ci-dessous présente une répartition détaillée :

Catégorie	Hommes	Femmes	Total	%
Professionnels	74	51	125	76.2
Cadres subalternes	5	12	17	10.4
Personnel d'appui	11	11	22	13.4
Total	90	74	164	100

En 2020, le Service des ressources humaines et de l'administration (HRA) a travaillé en étroite collaboration avec la TDB Academy pour mettre en œuvre des initiatives de formation et de perfectionnement et pour renforcer les capacités en termes de capital humain.

AMÉLIORATION DES PROCESSUS COMMERCIAUX GRÂCE À LEAN SIX-SIGMA

Après avoir lancé le programme Lean Six Sigma, baptisé Projet Wakanda, en avril 2018, le Groupe a continué à offrir un service d'excellence et les progrès sont effectifs grâce à une réduction importante du temps d'exécution global des transactions.

En termes de maîtrise du Six Sigma, le Groupe oscille autour du niveau 3 pour l'ensemble de ses processus. Au total, le Groupe a traversé quatre cycles de projets pour un total de 21 initiatives. Mieux encore, tout cela a été réalisé sans compromettre la qualité du portefeuille de prêts, ce qui s'est traduit par des avantages quantifiables substantiels.

BUREAUX

Le projet de construction de l'immeuble de bureaux à Nairobi a débuté au premier trimestre 2019 et devrait s'achever en décembre 2021.

Au cours de l'année, le Groupe a réalisé des progrès considérables dans ce projet malgré les différents obstacles liés à la pandémie de Covid-19. À la fin du mois de décembre 2020, l'ensemble des travaux de construction couvrant une superficie d'environ 20 041 mètres carrés soit 87 % des travaux de gros œuvre étaient achevés. Les travaux de conception et d'aménagement du bâtiment devraient commencer au troisième trimestre 2021 et le bâtiment devrait être opérationnel au quatrième trimestre 2021. Au cours de l'année, la construction a évolué conformément aux prévisions et sans dépassement de coûts.

Les travaux de conception et d'aménagement de l'immeuble du Groupe à Maurice, qui sert de deuxième bureau principal du Groupe, sont achevés et le bâtiment est désormais opérationnel et occupé par le personnel de la TDB depuis le troisième trimestre 2020.

SOMMAIRE

INFORMATIONS SUR L'ORGANISATION	42 - 44
RAPPORT DES ADMINISTRATEURS	45
DÉCLARATION DES RESPONSABILITÉS DES ADMINISTRATEURS	46
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES INDÉPENDANTS	47 - 51
ÉTATS FINANCIERS :	
État consolidé du compte de résultat et des autres éléments du résultat global	52
État séparé du compte de résultat et des autres éléments du résultat global	53
État consolidé de la situation financière	54
État séparé de la situation financière	55
État consolidé des variations des capitaux propres	56
État séparé des variations des capitaux propres	57
État consolidé des flux de trésorerie	58
État séparé des flux de trésorerie	59
Notes sur les États financiers	60 - 156

RAPPORT ANNUEL & ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS

INFORMATIONS SUR L'ORGANISATION

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

CONSEIL DES GOUVERNEURS

ACTIONNAIRES (CHAQUE ACTIONNAIRE EST REPRÉSENTÉ PAR UN GOUVERNEUR AU CONSEIL DES GOUVERNEURS)

ÉTATS MEMBRES

République du Rwanda
République-Unie de Tanzanie
République de Zambie
République de Maurice
République des Seychelles
République d'Ouganda
République du Burundi
Union des Comores
République Arabe d'Egypte
État d'Érythrée
République du Kenya
République du Malawi
République du Zimbabwe
République de Djibouti
République du Soudan
République fédérale démocratique d'Éthiopie
République Démocratique du Congo
République fédérale de Somalie
République du Sud-Soudan
Royaume d'eSwatini
République du Mozambique
République de Madagascar

MEMBRES NON RÉGIONAUX

République populaire de Chine (représentée par la Banque populaire de Chine)
République du Bélarus (représenté par la Banque de développement du Bélarus)

INSTITUTIONS

Banque africaine de développement
Caisse nationale de retraite - Maurice
Mauritian Eagle Insurance Company Limited
Office Rwandais de Sécurité Sociale
Banco Nacional de Investimento
Seychelles Pension Fund
Société africaine de réassurance
ZEP-RE (Société de réassurance de la ZEP)
Caisse nationale de sécurité sociale d'Ouganda
SACOS Group Limited
Fonds de l'OPEP
Fonds de prévoyance du personnel de la TDB
Fonds de prévoyance des administrateurs et des parties intéressées de la TDB
Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA)
Fonds d'investissement pour les pays en développement (IFU)
Consortium pour la Recherche Économique en Afrique (CREA)
Caisse Nationale de la Sécurité Sociale Djibouti

INFORMATIONS SUR L'ORGANISATION (SUITE)

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

ADMINISTRATEURS

M. Juste Rwamabuga	Administrateur non exécutif indépendant et Président du Conseil d'Administration
M. Gerard Bussier	Administrateur non exécutif pour le Zimbabwe, Maurice, le Rwanda, l'Erythrée et le Sud-Soudan
M. Peter Simbani	Administrateur non exécutif pour les Seychelles, l'Éthiopie, le Burundi, le Malawi et Madagascar
Mme Busisiwe Alice Dlamini-Nsibande	Administratrice non exécutive pour l'Égypte, la Tanzanie, Djibouti et l'Eswatini
M. Said Mhamadi	Administrateur non exécutif pour l'Ouganda, le Soudan, la RDC et les Comores
M. Peter Molu Ibrae	Administratrice non exécutive pour le Kenya, la Zambie, le Mozambique et la Somalie
Mme Shuo Zhou	Administratrice non exécutive pour les États non africains
M. Mohamed Kalif	Administrateur non exécutif pour les institutions africaines
TBC	Administrateur non exécutif pour tous les autres actionnaires
Dr. Abdel-Rahman Taha	Administrateur non exécutif indépendant
M. Admassu Tadesse	Président honoraire et Président-Directeur Général du Groupe
TBC	Administrateur non exécutif suppléant pour les institutions africaines
Mme Kampeta Sayinzoga	Administratrice non exécutive suppléante pour le Zimbabwe, Maurice, le Rwanda, l'Erythrée et le Sud-Soudan
TBC	Administrateur non exécutif suppléant pour les Seychelles, l'Éthiopie, le Burundi, le Malawi et Madagascar
Mme Isabel Sumar	Administratrice non exécutive suppléante pour le Kenya, la Zambie, le Mozambique et la Somalie
TBC	Administrateur non exécutif suppléant pour l'Ouganda, le Soudan, la RDC et les Comores
Dr. Natu Mwamba	Administrateur non exécutif suppléante pour l'Égypte, la Tanzanie, Djibouti et l'Eswatini
M. Veenay Rambarassah	Administrateur non exécutif suppléant pour tous les autres actionnaires
M. Liu Wenzhong	Administrateur non exécutif suppléant pour les États non africains
Mme Lynda Kahari	Administratrice non exécutive suppléante indépendante
M. Ayman Al Adl	Administrateur non exécutif suppléant indépendant

INFORMATIONS SUR L'ORGANISATION (SUITE)

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMMISSAIRES AUX COMPTES

DELOITTE & TOUCHE

Experts-comptables (Kenya)
Deloitte Place, Waiyaki Way, Muthangari
B. P. 40092, 00100
Nairobi, Kenya

SIÈGE

SIÈGE DE LA TDB EBENE

📍 Africa FI Place, Lot No. 13,
Wall Street
P.B. 43 Cybercity, Ebene, Mauritius
☎ +230 467 6021 / 467 6016
✉ official@tdbgroup.org

AUTRES REPRÉSENTATIONS

BUREAU RÉGIONAL DE LA TDB À NAIROBI AFRIQUE DE L'EST

📍 197 Lenana Place, 1st Floor
Lenana Road
B.P. 48596 - 00100 Nairobi, Kenya
☎ +254 (20) 271 2250
✉ info@tdbgroup.org

BUREAU RÉGIONAL DE LA TDB À ADDIS ABEBA CORNE DE L'AFRIQUE ET DE L'AFRIQUE DU NORD

📍 UNDP Compound,
Main Bole Rd, Olympia Roundabout, DRC St.
Kirkos Subcity, Kebele 01, House No. 119,
Addis Abeba, Éthiopie
☎ +251 11 518 1730/31
✉ info@tdbgroup.org

SIÈGE DE LA TDB BUJUMBURA

📍 Chaussee Prince Louis,
Rwagasore
P. B. 1750 Bujumbura, Burundi
☎ +257 (22) 4966 / 257 (22) 4625
✉ official@tdbgroup.org

BUREAU RÉGIONAL DE LA TDB À HARARE AFRIQUE AUSTRALE

📍 70 Enterprise Road,
Harare, Zimbabwe
☎ +263 (4) 788 330-3 / 788 336-9 / 788 317
FCT Line: +263 28 2 788 4955
✉ info@tdbgroup.org

BUREAU NATIONAL DE LA TDB À KINSHASA CONGO ET AFRIQUE DE L'OUEST

📍 Crown Tower Building, 3rd Floor, office 301 Avenue Batela,
Boulevard du 30 Juin
Gombe Commune, Kinshasa, République Démocratique du Congo
☎ +243 99 60 10 90 - 104
✉ info@tdbgroup.org

RAPPORT DES ADMINISTRATEURS

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les administrateurs ont le plaisir de présenter le rapport et les états financiers annuels de la Banque de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe pour le commerce et le développement (TDB - anciennement appelée Banque de la ZEP) pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

1. Principales Activités

L'activité principale du Groupe consiste à assurer le financement, si possible, de projets viables et d'activités commerciales susceptibles de rendre les économies des États membres de plus en plus complémentaires.
La Banque a été créée par des Statuts, conformément au Chapitre 9 du Traité portant création d'une zone d'échanges préférentiels (ZEP), par la suite abrogée et remplacée par le Traité pour le Marché commun des États d'Afrique orientale et australe (COMESA).

2. Résultats

Les résultats de l'année sous revue sont indiqués aux pages 52 et 53.

3. Dividende

Le Conseil a recommandé un dividende de 327,03 USD (contre 342,01 USD en 2019) par action, sous réserve de l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée générale annuelle.

4. Conseil des Gouverneurs

La page 42 présente les actuels actionnaires.
Conformément aux Statuts de la Banque, chaque membre nomme un gouverneur.

5. Administrateurs

La page 43 présente les membres actuels du Conseil d'administration.

Conformément aux Statuts de la Banque et sous réserve d'une nouvelle nomination par le Conseil des gouverneurs, les administrateurs sont nommés pour un mandat de trois ans et ne sont donc pas soumis au régime de retraite par rotation annuelle.

6. Commissaires aux Comptes

Les commissaires aux comptes de la Banque, Deloitte & Touche, ont été désignés pour un mandat de trois ans à compter de juillet 2018. Ils se sont dits disposés à poursuivre leur mission, conformément à l'article 26(2) (e) des Statuts de la Banque.

BY ORDER OF THE BOARD

Chairman

25 mars 2021

DÉCLARATION DES RESPONSABILITÉS DES ADMINISTRATEURS

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les Statuts de la Banque stipulent que les administrateurs doivent préparer, pour chaque exercice, des états financiers qui reflètent fidèlement la situation du Groupe et de la Banque en fin d'exercice et des résultats d'exploitation du Groupe et de la Banque pour cet exercice. Elle exige également aux administrateurs de veiller à ce que le Groupe et la Banque tiennent des états comptables en bonne et due forme, ces derniers révélant une exactitude raisonnable de la situation financière du Groupe et de la Banque. Ils sont également responsables de la protection des actifs du Groupe et de la Banque.

Les administrateurs acceptent la responsabilité de l'établissement et de la présentation des présents états financiers qui sont préparés à l'aide de méthodes comptables appropriées, appuyées par des jugements et estimations raisonnables et prudents, conformément aux Normes internationales d'information financière et aux exigences des Statuts de la Banque. Les administrateurs sont d'avis que les états financiers annuels donnent une image fidèle de l'état des affaires financières du Groupe et de la Banque et de leurs résultats d'exploitation. Les administrateurs acceptent en outre la responsabilité de la tenue des états comptables qui peuvent être utilisés dans la préparation des états financiers, ainsi que des systèmes adéquats de contrôle financier interne.

Après avoir procédé à une évaluation de la capacité de la Banque et de sa filiale à poursuivre leur activité, les administrateurs n'ont pas connaissance d'incertitudes significatives liées à des événements ou à des conditions susceptibles de jeter un doute sur la capacité de la Banque et de sa filiale à poursuivre leur activité.

Les administrateurs reconnaissent que la réalisation d'un audit indépendant des états financiers ne les dégage pas de leurs responsabilités



Director

25 Mars 2021



Director

25 Mars 2021

Deloitte.

Deloitte & Touche
Certified Public Accountants (Kenya)
Deloitte Place
Waiyaki Way, Muthangari
P.O. Box 40092 - GPO 00100
Nairobi
Kenya

Tel: (+254 20) 423 0000
Cell: (+254 20) 0719 039 000
Dropping Zone No. 92
Email: admin@deloitte.co.ke

www.deloitte.com

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES INDÉPENDANTS AUX MEMBRES DE LA BANQUE DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'AFRIQUE AUSTRALE POUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT (TDB - anciennement appelée Banque de la ZEP)

Rapport sur la Vérification des États Financiers

Opinion

Nous avons vérifié les états financiers consolidés et individuels de la Banque de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe pour le commerce et le développement (la « Banque ») et de sa filiale (collectivement, le « Groupe ») présentés aux pages 52 à 156, qui comprennent les états consolidés et individuels de la situation financière au 31 décembre 2020, les états consolidés et individuels du compte de résultat et des autres éléments du résultat global, les états consolidés et individuels des variations des capitaux propres, et les états consolidés et individuels des flux de trésorerie, pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes, dont un résumé des principales méthodes comptables.

De notre avis, les états financiers présentent une image fidèle de la situation financière du Groupe et de la Banque au 31 décembre 2020 ainsi que de leurs résultats financiers et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date conformément aux Normes internationales d'information financière et aux Statuts de la Banque.

Base de notre expression d'opinion

Nous avons procédé à la vérification des états conformément aux Normes internationales d'audit (ISA). Nos responsabilités en vertu de ces normes sont décrites plus en détail dans la section de notre rapport portant sur les responsabilités du commissaire aux comptes concernant la vérification des états financiers consolidés et individuels.

Nous sommes indépendants vis-à-vis de la Banque, conformément au Code de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (« Code IESBA »), ainsi qu'aux exigences éthiques pertinentes pour notre vérification des états financiers au Kenya, et nous avons respecté nos autres responsabilités éthiques conformément au Code IESBA.

Nous estimons que les éléments de preuve qui nous ont été fournis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Point clé de la vérification

Le point clé de vérification est celui qui, selon notre jugement professionnel, a été le plus important dans notre vérification des états financiers consolidés et individuels pour l'année en cours.

Ce point a été traité dans le contexte de notre vérification des états financiers consolidés et individuels dans leur ensemble et pour fonder notre opinion à ce sujet ; en outre, nous ne proposons pas d'opinion distincte sur ce point.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES INDÉPENDANTS
(SUITE)

Rapport sur la vérification des états financiers (suite)

Key Audit Matter	How the matter was addressed in the audit
Dépréciation des prêts et avances	
L'évaluation de la dépréciation des prêts à la fin de l'exercice implique d'importants jugements et estimations de la part de la direction et des administrateurs, ce qui pourrait avoir une incidence palpable sur la situation financière et les résultats du Groupe et de la Banque. Au 31 décembre 2020, le Groupe avait déclaré des prêts bruts pour le financement du commerce s'élevant à 3,18 milliards USD (contre 2,94 milliards USD en 2019) avec des provisions pour pertes de crédit attendues (ECL) de 96,86 millions USD (contre 70,48 millions USD en 2019), ainsi que des prêts bruts pour le financement de projets s'élevant à 2,29 milliards USD (contre 2,15 milliards USD en 2019) avec des provisions pour pertes de crédit attendues (ECL) de 67,48 millions USD 40,66 millions USD en 2019) de provisions ECL. Ces chiffres sont présentés dans les Notes 16 et 17 des états financiers consolidés et individuels. La mesure des ECL sur les prêts et les avances a été considérée comme un point clé de la vérification pour notre vérification de l'année en cours du fait des éléments suivants : • Les prêts pour le financement de projets et les prêts pour le financement du commerce revêtent une importance significative au regard des états financiers consolidés ; • Le degré de jugement subjectif exercé lorsqu'il s'agit de déterminer les ECL sur les prêts ; • L'incertitude relative à des tensions économiques sans précédent à l'échelle mondiale et locale ; et • L'effet des ECL sur la dépréciation des prêts et la gestion du risque de crédit du Groupe. Les secteurs qui impliquent un bon jugement managérial comprennent la méthode de modélisation appliquée aux expositions au stade 1 et au stade 2, notamment : • Le jugement exercé à l'égard des hypothèses et des méthodes utilisées pour estimer la probabilité de défaut (PD), l'exposition au moment du défaut (EAD) et la perte en cas de défaut (LGD) dans le cadre du calcul des ECL ; • L'intégration d'informations de nature prospective (FLI) et de données macroéconomiques dans l'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit (SICR) et dans le calcul des ECL ; • L'évaluation de l'existence d'une SICR entre la date initiale de l'exposition et la date de clôture (c'est-à-dire un événement déclencheur ayant entraîné une détérioration du risque de crédit, de sorte que le prêt est passé du stade 1 au stade 2), en tenant compte de l'impact de la COVID-19 ; et	Notre démarche de vérification de la perte de valeur des avances a porté, entre autres, sur les procédures de vérification suivantes, réalisées en collaboration avec nos experts en crédit et actuaires : i. Nous avons évalué la conception, la mise en œuvre et l'efficacité du fonctionnement des contrôles d'informations financières et des contrôles informatiques généraux et d'application informatisés associés aux processus utilisés pour le calcul des dépréciations, et vérifié les contrôles relatifs à la gouvernance des données et des modèles ; ii. Nous avons évalué le bien-fondé de la méthode des ECL, y compris les améliorations par rapport à l'expérience concrète et aux pratiques en vigueur dans le secteur ; iii. Nous avons évalué la qualité des données utilisées dans la gestion, l'évaluation et la modélisation du crédit pour déterminer si elles sont complètes et exactes par le biais d'une analyse de données, avec une attention toute particulière sur la pertinence des hypothèses formulées par la direction pour déterminer les données macroéconomiques applicables, les notations de crédit, l'exposition au moment du défaut, la probabilité de défaut, la perte en cas de défaut et l'évaluation des garanties dans le contexte économique actuel ; iv. Pour un exemplaire des avances, nous avons validé les données mises à disposition dans la documentation préparée dans ce cadre ; v. Nous avons vérifié que les informations prospectives les plus récentes ont été judicieusement intégrées dans les modèles de dépréciation en les comparant à nos propres statistiques actuarielles et aux données indépendantes sur le marché ; vi. Nous avons développé une opinion indépendante dans le but de mesurer l'impact de la COVID-19 compte tenu de l'incertitude inhérente à l'estimation de ce risque, en appliquant nos propres données indépendantes au modèle de la direction. Nous avons comparé la gravité par rapport aux situations de tensions réelles antérieures et à la capacité des modèles d'ECL à rendre compte d'une tension avec la même précision ; vii. Nous avons évalué les estimations des scénarios macroéconomiques du Groupe selon une pondération probabiliste et évalué la méthode décrite, les vues des scénarios et les probabilités associées au regard des principes de l'IFRS 9, en examinant notamment l'approbation de ces variables macroéconomiques à travers des structures de gouvernance appropriées. Nous avons également évalué la manière dont la direction a intégré l'impact de la COVID-19 dans les scénarios macroéconomiques ;

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES INDÉPENDANTS
(SUITE)

Rapport sur la vérification des états financiers (suite)

Key Audit Matter	How the matter was addressed in the audit
Dépréciation des prêts et avances	
• L'évaluation de l'impact de la COVID-19 sur les données économiques prospectives intégrées dans les différents modèles. • Évaluer l'impact de la COVID-19 sur les ECL enregistrées pour les créances restructurées, en cas de retard de la SICR sous la forme d'arriérés. Par ailleurs, pour les expositions au stade 3 : • Les hypothèses utilisées pour estimer les montants et l'échéancier des flux de trésorerie futurs recouvrables des différentes expositions classées en créances douteuses. Superpositions de gestion : Lorsqu'il est incertain que les modèles respectifs peuvent prendre en compte des tendances ou des conditions particulières en raison des limites propres à la modélisation sur la base des résultats précédents, de l'échéancier des versions actualisées du modèle et des événements macroéconomiques, d'autres dispositions sont prévues à travers des superpositions de gestion. La direction a posé un jugement important quant à la détermination de l'ajustement macroéconomique résultant de la pandémie de COVID-19 examiné plus haut. Les informations connexes sont incluses aux notes suivantes des états financiers consolidés : • Note 18 - Déductions pour perte de valeur ; • Note 3(s) - Jugements importants concernant l'application des méthodes comptables du Groupe ; • Note 3(t) - Principales sources d'incertitude relative aux estimations ; • Note 42 - Jugement important et estimations affectés par la COVID-19 ; et • Note 43 - Gestion des risques financiers - Risque de crédit.	viii. Nous avons sélectionné un exemplaire d'avances ne présentant aucun indicateur de SICR et déterminé si cela était raisonnable en nous formant une opinion impartiale qui s'appuie sur des informations accessibles au public sur l'existence éventuelle d'une augmentation significative du risque de crédit ; ix. Évaluation des hypothèses, des données et des formules utilisées dans les modèles d'ECL. Il s'agissait d'évaluer la pertinence de la conception du modèle et des formules utilisées, de vérifier les techniques de modélisation alternatives et de recalculer la probabilité de défaut, la perte en cas de défaut et l'exposition en cas de défaut. x. Examen de la pertinence des seuils utilisés pour déterminer la « SICR ». La Banque s'appuie sur des indicateurs quantitatifs et qualitatifs, qui ont servi de base à notre examen de la structure d'un échantillon de prêts ; et xi. Évaluation de l'exactitude et de l'intégralité des informations contenues dans les notes sur les états financiers consolidés et individuels. En ce qui concerne les avances au stade 3, nous avons testé l'efficacité des principaux contrôles concernant l'évaluation des garanties (le cas échéant), et examiné notamment des accords juridiques types et des documents de base afin d'évaluer le droit légal et l'existence des garanties ainsi que l'échéancier prévu des flux de trésorerie futurs. i. Évaluation du caractère raisonnable des ajustements postérieurs au modèle apportés par la direction (tels que les ajustements concernant la couverture dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 pour tenir compte de l'impact du report des arriérés), dont un examen indépendant tenant compte du risque spécifique au secteur et au client/portefeuille ; et ii. Réalisation par la direction de nouveaux calculs des superpositions en lien avec la COVID-19 pour les créances restructurées afin d'évaluer si les calculs sont exacts et s'ils ont été effectués conformément aux règles établies. Sur la base de ces diligences, nos informations probantes étaient conformes aux données saisies dans les ECL sur les avances aux sociétés qu'on considère comme une marge acceptable dans le cadre de la norme IFRS 9.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES INDÉPENDANTS (SUITE)

Rapport sur la vérification des états financiers (suite)

Autres informations

Les administrateurs sont responsables des autres informations, notamment les Informations sur l'organisation interne, le Rapport des Administrateurs et l'Énoncé des responsabilités des administrateurs, que nous avons obtenus avant la date de ce rapport du commissaire aux comptes et du Rapport annuel, la Déclaration du Président du Conseil d'administration, la Déclaration du Directeur Général du Groupe, la Déclaration sur la gouvernance d'entreprise, le Rapport sur le développement durable et les Informations sur l'environnement économique, la gestion financière et les opérations, qui devraient être mis à notre disposition après cette date. Les autres informations ne comprennent pas les états financiers consolidés et individuels et le rapport de notre commissaire aux comptes.

Notre opinion sur les états financiers ne couvre pas les autres informations et nous n'exprimons aucune opinion ni conclusion à leur sujet.

Dans le cadre de notre vérification des états financiers consolidés et individuels, nous sommes tenus de lire les autres informations et, par la même occasion, de déterminer si elles sont sensiblement incompatibles avec les états financiers consolidés et individuels ou avec nos connaissances acquises dans le cadre de la vérification ; ou si elles semblent comporter des inexactitudes importantes. Si, sur la base du travail que nous avons effectué sur les autres informations obtenues avant la date du présent rapport des commissaires aux comptes, nous concluons qu'il existe une inexactitude importante concernant cette autre information, nous sommes tenus de le signaler. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités des administrateurs à l'égard des états financiers

Les administrateurs sont responsables de la préparation des états financiers consolidés et individuels et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière et aux Statuts de la Banque. Ils sont également chargés du contrôle interne que les administrateurs jugent nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers qui ne comportent aucune anomalie importante, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs.

Dans la préparation des états financiers consolidés et individuels, les administrateurs doivent évaluer la capacité du Groupe et de la Banque à poursuivre leurs activités, en publiant, le cas échéant, des informations sur la poursuite des activités et en utilisant les données comptables sur ces activités, sauf si les administrateurs ont l'intention de liquider la Banque ou de cesser ses activités ou s'ils n'ont pas d'autre solution réaliste que de le faire.

Responsabilités du commissaire aux comptes à l'égard de la vérification des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés et individuels, dans leur ensemble, ne comportent pas d'inexactitude significative, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de produire un rapport d'audit qui intègre notre opinion. L'assurance raisonnable est un niveau d'assurance élevé, mais elle ne garantit pas qu'une vérification effectuée conformément aux normes ISA permette toujours de détecter une inexactitude significative lorsqu'elle existe. Les inexactitudes peuvent découler de fraudes ou d'erreurs et sont considérées comme significatives si, individuellement ou collectivement, elles pourraient raisonnablement avoir une incidence sur les décisions économiques prises par les utilisateurs, sur la base de ces états financiers consolidés et individuels.

Dans le cadre d'une vérification effectuée conformément aux normes ISA, nous faisons preuve de jugement professionnel et gardons notre scepticisme professionnel tout au long du processus. En outre, nous :

- identifions et évaluons les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers consolidés et individuels, qu'elles découlent de fraudes ou d'erreurs, concevons et exécutons des procédures de vérification adaptées à ces risques, et obtenons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de manquer une inexactitude significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer une collusion, une falsification, des omissions intentionnelles, des fausses déclarations ou l'annulation du contrôle interne.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES INDÉPENDANTS (SUITE)

Rapport sur la vérification des états financiers (suite)

Responsabilités du commissaire aux comptes à l'égard de la vérification des états financiers (suite)

- nous assurons d'une bonne compréhension du contrôle interne pertinent pour la vérification afin de concevoir des procédures adaptées à la situation, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe et de la Banque.
- évaluons la pertinence des conventions comptables utilisées et la crédibilité des estimations comptables et des informations connexes fournies par les administrateurs.
- décidons de la pertinence de l'utilisation de la méthode de poursuite des activités par les administrateurs et, sur la base d'éléments probants obtenus, de l'existence d'une incertitude significative liée à des événements ou de situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe et de la Banque à poursuivre leurs activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, notre rapport d'audit doit attirer l'attention sur les informations correspondantes dans les états financiers consolidés et individuels ou, si ces informations sont insuffisantes, nous devons changer notre opinion. Nos conclusions sont fondées sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Toutefois, des événements ou situations futurs pourraient amener le Groupe et/ou la Banque à cesser ses activités.
- évaluons la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers consolidés et individuels, y compris les informations à fournir, et déterminons si les états financiers consolidés et individuels représentent les transactions et les événements sous-jacents de manière à garantir une présentation fidèle.
- obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières de l'entité ou les activités commerciales du Groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsable de l'encadrement, de la supervision et de l'exécution de l'audit. Nous sommes entièrement responsables de l'expression de notre opinion.

Nous discutons de divers points avec les administrateurs, notamment la portée et le calendrier prévus de la vérification et les principales conclusions de la vérification, y compris les lacunes importantes du contrôle interne que nous avons relevées au cours de notre travail.

Nous informons également les administrateurs que nous avons respecté les exigences déontologiques pertinentes en matière d'indépendance et nous leur communiquons toutes les relations et autres questions qui pourraient raisonnablement remettre en cause notre indépendance et, le cas échéant, les garanties y relatives.

À partir des points évoqués avec les administrateurs, nous déterminons ceux qui ont eu le plus d'importance dans la vérification des états financiers consolidés et individuels pour la période en cours et constituent par conséquent les points clés de la vérification. Nous décrivons ces points dans notre rapport de vérification à moins que la loi ou la réglementation n'interdise la divulgation publique ou lorsque, dans de très rares cas, nous déterminons qu'une question ne devrait pas être mentionnée dans notre rapport parce que les conséquences défavorables l'emportent sur les avantages d'intérêt public d'une telle publication.



EXPERTS-COMPTABLES (KENYA)

25 March 2021

Nairobi, Kenya

EXPERT-COMPTABLE FREDRICK OKWIRI, CERTIFICAT D'EXERCICE N° 1699

Associé responsable de la signature du rapport d'audit indépendant

ÉTAT CONSOLIDÉ DU COMPTE DE RÉSULTAT ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Note	2020 USD	2019 USD
PRODUITS			
Produits d'intérêts	4	435,283,929	405,726,034
Charges d'intérêts	5	(194,147,067)	(221,574,428)
Autres coûts d'emprunt	6	(11,580,793)	(5,062,817)
Intérêts et charges assimilées		(205,727,860)	(226,637,245)
Produits d'intérêts nets		229,556,069	179,088,789
Produits d'honoraires et commissions	7(a)	51,767,366	72,390,670
Gains sur les passifs financiers désignés à la juste valeur par profit ou perte	15	14,200,217	16,006,006
Revenu net d'exploitation		295,523,652	267,485,465
Coûts d'atténuation du risque	7(b)	(36,085,713)	(35,979,543)
Autres produits	8	6,812,154	6,282,770
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION		266,250,093	237,788,692
DÉPENSES			
Dépenses d'exploitation	9	(44,461,783)	(41,084,135)
Dépréciation sur les autres actifs financiers	11	(363,754)	(3,755)
Perte de valeur des prêts		(60,598,738)	(41,485,622)
Perte nette de change		(3,211,459)	(3,682,121)
TOTAL DES DÉPENSES		(108,635,734)	(86,255,633)
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT		157,614,359	151,533,059
Crédit/(charge) d'impôt	12(a)	3,494	(3,494)
BÉNÉFICE POUR L'EXERCICE		157,617,853	151,529,565
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL			
<i>Éléments qui ne seront ultérieurement pas reclassés en compte de résultat :</i>			
Gains/(pertes) à la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global – Placements en actions	19	2,803,020	(465,000)
Gains à la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global – Financement du commerce	23	2,777,578	-
		5,580,598	(465,000)
TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL POUR L'EXERCICE REVENANT AUX ACTIONNAIRES		163,198,451	151,064,565
Le bénéfice de l'exercice est attribuable :			
aux actionnaires de la Banque		157,253,961	151,417,188
Actionnaires sans contrôle		363,892	112,377
		157,617,853	151,529,565
Le résultat global total est attribuable :			
aux actionnaires de la Banque		162,834,559	150,952,188
Actionnaires sans contrôle		363,892	112,377
		163,198,451	151,064,565
BÉNÉFICE PAR ACTION :			
Base	13	1,362	1,448
Dilué	13	1,306	1,374

ÉTAT SÉPARÉ DU COMPTE DE RÉSULTAT ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Note	2020 USD	2019 USD
PRODUITS			
Produits d'intérêts	4	435,283,929	405,726,034
Charges d'intérêts	5	(194,147,067)	(221,574,428)
Autres coûts d'emprunt	6	(11,580,793)	(5,062,817)
Intérêts et charges assimilées		(205,727,860)	(226,637,245)
Produits d'intérêts nets		229,556,069	179,088,789
Produits d'honoraires et commissions	7(a)	51,767,366	72,390,670
Gains sur les passifs financiers désignés à la juste valeur par profit ou perte	15	14,200,217	16,006,006
Revenu net d'exploitation		295,523,652	267,485,465
Coûts d'atténuation du risque	7(b)	(36,085,713)	(35,979,543)
Autres produits	8	6,197,848	6,009,802
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION		265,635,787	237,515,724
DÉPENSES			
Dépenses d'exploitation	9	(44,415,191)	(41,039,418)
Dépréciation sur les autres actifs financiers	11	(363,754)	(3,755)
Perte de valeur des prêts		(60,598,738)	(41,485,622)
Perte nette de change		(3,211,459)	(3,682,116)
TOTAL DES DÉPENSES		(108,589,142)	(86,210,911)
BÉNÉFICE POUR L'EXERCICE		157,046,645	151,304,813
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL			
<i>Éléments qui ne seront ultérieurement pas reclassés en compte de résultat :</i>			
Gains/(pertes) à la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global – Placements en actions	19	2,803,020	(465,000)
Gains à la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global – Financement du commerce	23	2,777,578	-
		5,580,598	(465,000)
TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL POUR L'EXERCICE REVENANT AUX ACTIONNAIRES		162,627,243	150,839,813
BÉNÉFICE PAR ACTION			
Base	13	1,360	1,448
Dilué	13	1,305	1,374

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Note	2020 USD	2019 USD
ACTIFS			
Espèces et soldes détenus sur les comptes d'autres banques	14	1,539,924,217	1,382,403,564
Instruments financiers dérivés	15	-	40,049,341
Prêts pour financement du commerce	16	3,084,634,815	2,865,166,921
Prêts pour financement de projets	17	2,224,776,722	2,106,337,583
Investissement dans des titres publics	22	120,928,084	44,897,636
Investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce	23	52,327,417	49,997,089
Autres créances	24	136,891,570	120,523,438
Placements en actions à la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global	19	53,987,118	51,135,850
Investissement dans les co-entreprises	20	317,010	317,010
Immobilisations corporelles	25	29,331,571	24,683,063
Droit d'utilisation des actifs	26	3,348,569	3,912,012
Immobilisations incorporelles	27	1,998,699	1,998,002
TOTAL DES ACTIFS		7,248,465,792	6,691,421,509
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
PASSIFS			
Dépôts sur compte de recouvrement	28	93,275,106	95,822,611
Instruments financiers dérivés	15	41,329,500	-
Passif locatif	29	1,087,250	1,520,467
Emprunts à court terme	30	2,407,476,876	2,465,247,997
Provision pour salaires et congés payés	33	9,957,779	8,551,510
Autres dettes	32	86,016,880	138,732,787
Emprunts à long terme	31	3,051,524,280	2,591,528,898
Impôts exigibles	12	-	3,494
TOTAL DES PASSIFS		5,690,667,671	5,301,407,764
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	34	534,933,840	499,107,472
Prime d'émission	34	146,999,927	101,867,839
Bénéfices non répartis		801,599,826	722,081,828
Dividende proposé		37,691,195	36,313,155
Réserve de juste valeur		16,294,397	10,713,799
Réserve de gestion	35	19,842,911	19,842,911
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Banque		1,557,362,096	1,389,927,004
Actionnaires sans contrôle		436,025	86,741
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		1,557,798,121	
TOTAL DES PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		7,248,465,792	6,691,421,509

Les notes figurant aux pages 60 à 156 font partie intégrante des présents états financiers.

Les états financiers ont été approuvés par le Conseil d'administration le 25 mars 2021 et ont été signés en son nom par :


Director


Director

ÉTAT SÉPARÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Note	2020 USD	2019 USD
ACTIFS			
Espèces et soldes détenus sur les comptes d'autres banques	14	1,539,158,445	1,382,110,581
Instruments financiers dérivés	15	-	40,049,341
Prêts pour financement du commerce	16	3,084,634,815	2,865,166,921
Prêts pour financement de projets	17	2,224,776,722	2,106,337,583
Investissement dans des titres publics	22	120,928,084	44,897,636
Investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce	23	52,327,317	49,996,989
Autres créances	24	136,817,961	120,416,110
Placements en actions à la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global	19	53,987,118	51,135,850
Investissement dans les co-entreprises	20	317,010	317,010
Investissement dans une filiale	21	69,984	69,984
Immobilisations corporelles	25	29,331,571	24,683,063
Droit d'utilisation des actifs	26	3,348,569	3,912,012
Immobilisations incorporelles	27	1,998,699	1,998,002
TOTAL DES ACTIFS		7,247,696,295	6,691,091,082
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
PASSIFS			
Dépôts sur compte de recouvrement	28	93,275,106	95,822,611
Instruments financiers dérivés	15	41,329,500	-
Passif locatif	29	1,087,250	1,520,467
Emprunts à court terme	30	2,407,476,876	2,465,247,997
Provision pour salaires et congés payés	33	9,957,779	8,551,510
Autres dettes	32	86,003,099	138,604,970
Emprunts à long terme	31	3,051,524,280	2,591,528,898
TOTAL DES PASSIFS		5,690,653,890	5,301,276,453
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	34	534,933,840	499,107,472
Prime d'émission	34	146,999,927	101,867,839
Bénéfices non répartis		801,280,135	721,969,453
Dividende proposé		37,691,195	36,313,155
Réserve de juste valeur		16,294,397	10,713,799
Réserve de gestion	35	19,842,911	19,842,911
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		1,557,042,405	1,389,814,629
TOTAL DES PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		7,247,696,295	6,691,091,082

Les notes figurant aux pages 60 à 156 font partie intégrante des présents états financiers.

Les états financiers ont été approuvés par le Conseil d'administration le 25 mars 2021 et ont été signés en son nom par :


Director


Director

ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

	NOTE	PRIME SOCIAL USD	PRIME D'ÉMISSION USD	BÉNÉFICES NON RÉPARTIS USD	DIVIDENDE PROPOSÉ USD	RÉSERVE DE JUSTE VALEUR USD	RÉSERVE DE GESTION* USD	TOTAL USD	ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE USD	TOTAL USD
Au 1er janvier 2019		461,742,558	60,500,611	606,977,795	31,684,721	11,178,799	19,842,911	1,191,927,395	-	1,191,927,395
Souscriptions au capital	34	37,364,914	-	-	-	-	-	37,364,914	-	37,364,914
Prise de contrôle	21	-	-	-	-	-	-	-25,636	-25,636	-25,636
Prime d'émission	34	-	41,367,228	-	-	-	-	41,367,228	-	41,367,228
Dividende proposé	34	-	-	(36,313,155)	36,313,155	-	-	-	-	-
Dividende déclaré et payé	34	-	-	-	(20,208,849)	-	-	(20,208,849)	-	(20,208,849)
Dividende déclaré et payé	32	-	-	-	(11,475,872)	-	-	(11,475,872)	-	(11,475,872)
Autres éléments du résultat global	19	-	-	-	-	-465	-	-465	-	-465
Bénéfice de l'exercice		-	-	151,417,188	-	-	-	151,417,188	112,377	151,529,565
Au 31 décembre 2019		499,107,472	101,867,839	722,081,828	36,313,155	10,713,799	19,842,911	1,389,927,004	86,741	1,390,013,745
Au 1er janvier 2020		499,107,472	101,867,839	722,081,828	36,313,155	10,713,799	19,842,911	1,389,927,004	86,741	1,390,013,745
Souscriptions au capital	34	35,826,368	-	-	-	-	-	35,826,368	-	35,826,368
Prime d'émission	34	-	45,132,088	-	-	-	-	45,132,088	-	45,132,088
Attribution d'actions* en vue de l'Augmentation Générale du Capital 2 (GCI-2)	34	-	-	(40,044,768)	-	-	-	(40,044,768)	-	(40,044,768)
Dividende proposé	34	-	-	(37,691,195)	37,691,195	-	-	-	-	-
Dividende déclaré et payé	34	-	-	-	(28,651,751)	-	-	(28,651,751)	-14,608	(28,666,359)
Dividende déclaré et payé	32	-	-	-	(7,661,404)	-	-	(7,661,404)	-	(7,661,404)
Autres éléments du résultat global	19	-	-	-	-	5,580,598	-	5,580,598	-	5,580,598
Bénéfice de l'exercice		-	-	157,253,961	-	-	-	157,253,961	363,892	157,617,853
Au 31 décembre 2020		534,933,840	146,999,927	801,599,826	37,691,195	16,294,397	19,842,911	1,557,362,096	436,025	1,557,798,121

* Augmentation Générale du Capital 2 (GCI-2) - En août 2019, le Conseil d'administration a approuvé le versement d'un dividende spécial aux actionnaires, qui existait au 31 décembre 2013. Le dividende spécial a été converti en une Augmentation Générale du Capital qui a été prélevée sur les réserves de la Banque.

ÉTAT INDIVIDUEL DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

	NOTE	PRIME SOCIAL USD	PRIME D'ÉMISSION USD	BÉNÉFICES NON RÉPARTIS USD	DIVIDENDE PROPOSÉ USD	RÉSERVE DE JUSTE VALEUR USD	RÉSERVE DE GESTION* USD	TOTAL CAPITAUX PROPRES USD
Au 1er janvier 2019		461,742,558	60,500,611	606,977,795	31,684,721	11,178,799	19,842,911	1,191,927,395
Souscriptions au capital	34	37,364,914	-	-	-	-	-	37,364,914
Prime d'émission	34	-	41,367,228	-	-	-	-	41,367,228
Dividende proposé	34	-	-	(36,313,155)	36,313,155	-	-	-
Dividende déclaré et payé	34	-	-	-	(20,208,849)	-	-	(20,208,849)
Dividende déclaré et payé	32	-	-	-	(11,475,872)	-	-	(11,475,872)
Autres éléments du résultat global	19	-	-	-	-	-465	-	-465
Bénéfice de l'exercice		-	-	151,304,813	-	-	-	151,304,813
Au 31 décembre 2019		499,107,472	101,867,839	721,969,453	36,313,155	10,713,799	19,842,911	1,389,814,629
Au 1er janvier 2020		499,107,472	101,867,839	721,969,453	36,313,155	10,713,799	19,842,911	1,389,814,629
Souscriptions au capital	34	35,826,368	-	-	-	-	-	35,826,368
Prime d'émission	34	-	45,132,088	-	-	-	-	45,132,088
Attribution d'actions* en vue de l'Augmentation Générale du Capital 2 (GCI-2)	34	-	-	(40,044,768)	-	-	-	(40,044,768)
Dividende proposé	34	-	-	(37,691,195)	37,691,195	-	-	-
Dividende déclaré et payé	34	-	-	-	(28,651,751)	-	-	(28,651,751)
Dividende déclaré et payé	32	-	-	-	(7,661,404)	-	-	(7,661,404)
Autres éléments du résultat global	19	-	-	-	-	5,580,598	-	5,580,598
Bénéfice de l'exercice		-	-	157,046,645	-	-	-	157,046,645
Au 31 décembre 2020		534,933,840	146,999,927	801,280,135	37,691,195	16,294,397	19,842,911	1,557,042,405

* Augmentation Générale du Capital 2 (GCI-2) - En août 2019, le Conseil d'administration a approuvé le versement d'un dividende spécial aux actionnaires qui existait au 31 décembre 2013. Le dividende spécial a été converti en une Augmentation Générale du Capital qui a été prélevée sur les réserves de la Banque.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Note	2020 USD	2019 USD
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Trésorerie nette générée par l'exploitation	36(a)	217,366,641	273,403,562
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	25	(5,716,336)	(4,323,518)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	27	(760,161)	(737,437)
Acquisition de titres de participation	19	(48,248)	(79,120)
Investissement dans des titres publics	22	(76,030,448)	(44,897,636)
Investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce	23	-	(49,996,989)
Rachat du fonds pour le commerce	23	447,250	-
Flux nets de trésorerie dégagés par les opérations d'investissement		(82,107,943)	(100,034,700)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Produit tiré des souscriptions au capital	34	23,638,328	37,364,914
Produit tiré de primes d'émission	34	25,865,600	41,367,228
Païement des dividendes	34	(28,651,751)	(20,208,849)
Règlement des dettes de location	29	(594,011)	(585,250)
Trésorerie nette générée par les activités de financement		20,258,166	57,938,043
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		155,345,679	231,306,905
Perte de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		2,174,974	5,178,281
TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE		1,382,403,564	1,145,918,378
TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	36(c)	1,539,924,217	1,382,403,564
FACILITÉS DISPONIBLES POUR PRÊT	36(d)	2,476,282,295	1,712,525,076

ÉTAT INDIVIDUEL DES FLUX DE TRÉSORERIE

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Note	2020 USD	2019 USD
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Trésorerie nette générée par l'exploitation	36(a)	216,722,667	273,110,579
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	25	(5,716,336)	(4,323,518)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	27	(760,161)	(737,437)
Acquisition de titres de participation	19	(48,248)	(79,120)
Investissement dans des titres publics	22	(76,030,448)	(44,897,636)
Investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce	23	-	(49,996,989)
Rachat du fonds pour le commerce	23	447,250	-
Flux nets de trésorerie dégagés par les opérations d'investissement		(82,107,943)	(100,034,700)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Produit tiré des souscriptions au capital	34	23,638,328	37,364,914
Produit tiré de primes d'émission	34	25,865,600	41,367,228
Païement des dividendes	34	(28,651,751)	(20,208,849)
Règlement des dettes de location	29	(594,011)	(585,250)
Trésorerie nette générée par les activités de financement		20,258,166	57,938,043
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		154,872,890	231,013,922
Perte de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		2,174,974	5,178,281
TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE		1,382,110,581	1,145,918,378
TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	36(c)	1,539,158,445	1,382,110,581
FACILITÉS DISPONIBLES POUR PRÊT	36(d)	2,476,282,295	1,712,525,076

NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. INFORMATIONS SUR L'ORGANISATION

L'activité principale du Groupe et de la Banque consiste à assurer le financement, si possible, de projets viables et d'activités commerciales susceptibles de rendre les économies des États membres de plus en plus complémentaires.

La Banque de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe pour le Commerce et le Développement a été créée par des Statuts, conformément au Chapitre 9 du Traité portant création d'une zone d'échanges préférentiels (ZEP), par la suite abrogée et remplacée par le Traité pour le Marché commun des États d'Afrique orientale et australe (COMESA).

2. APPLICATION DE NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE NOUVELLES ET RÉVISÉES - IFRS

Les politiques comptables adoptées sont en harmonie avec celles utilisées dans la préparation des états financiers annuels consolidés et individuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, à l'exception des nouvelles normes, modifications et interprétations entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2020. La nature et l'impact de chaque nouvelle norme/modification sont décrits ci-dessous. La nature et l'impact de chaque nouvelle norme/modification sont décrits ci-dessous :

Le Groupe n'a pris en compte que celles qui sont pertinentes pour ses opérations. Par conséquent, toutes les modifications non mentionnées dans la présente note n'ont aucune incidence sur le Groupe.

i. Nouvelles normes et modifications pertinentes aux normes publiées au 31 décembre 2020

Plusieurs normes et interprétations nouvelles et révisées sont entrées en vigueur au cours de l'exercice. Les administrateurs ont évalué l'impact de ces nouvelles normes et interprétations et aucune d'entre elles n'a eu une incidence importante sur les états financiers du Groupe.

Les normes IFRS révisées ci-après sont entrées en vigueur au cours de l'exercice à l'étude et la nature et l'incidence des modifications visées sont décrites ci-dessous.

A. INCIDENCE DE LA PREMIÈRE APPLICATION DES MODIFICATIONS D'IFRS 9 ET D'IFRS 7 DANS LE CADRE DE LA RÉFORME DES TAUX D'INTÉRÊT DE RÉFÉRENCE

En septembre 2019, l'International Accounting Standards Board (IASB) a publié la réforme des taux d'intérêt de référence (modifications d'IFRS 9, d'IAS 39 et d'IFRS 7).

Ces amendements modifient les exigences précises de comptabilité de couverture pour que la comptabilité de couverture continue de s'appliquer aux couvertures affectées durant la période d'incertitude avant que les éléments couverts ou les instruments de couverture touchés par les taux d'intérêt de référence actuels ne soient modifiés suite aux réformes en cours des taux d'intérêt de référence.

Les modifications n'ont pas eu d'incidence sur les états financiers de la Banque.

B. INCIDENCE DE LA PREMIÈRE APPLICATION DES MODIFICATIONS D'IFRS 16 DANS LE CADRE DE L'ALLÈGEMENT DE LOYER LIÉS À LA COVID-19

En mai 2020, l'IASB a publié le document Allègements de loyer liés à la COVID-19 (modification d'IFRS 16) qui libère les preneurs de l'obligation d'apprécier si un allègement de loyer accordé directement en lien avec la pandémie de COVID-19, en introduisant une mesure de simplification à l'IFRS 16. La mesure de simplification libère le preneur de l'obligation d'évaluer si un allègement de loyer offert en lien avec la pandémie de COVID-19 constitue une modification du contrat de location. Un preneur qui fait ce choix doit comptabiliser une modification apportée aux paiements de loyers résultant de l'allègement de loyer en lien avec la pandémie de COVID-19 de la même manière qu'il comptabiliserait la modification si celle-ci ne constituait pas une modification du contrat selon l'IFRS 16.

2. APPLICATION DE NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE NOUVELLES ET RÉVISÉES - IFRS (SUITE)

i. Nouvelles normes et modifications pertinentes aux normes publiées au 31 décembre 2020 (suite)

B. INCIDENCE DE LA PREMIÈRE APPLICATION DES MODIFICATIONS D'IFRS 16 DANS LE CADRE DE L'ALLÈGEMENT DE LOYER LIÉS À LA COVID-19 (SUITE)

La mesure de simplification s'applique uniquement aux allègements de loyer octroyés en tant que conséquence directe de la COVID-19, et seulement lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

- Le changement apporté aux paiements de loyer a pour résultat que la contrepartie révisée du contrat de location est pour l'essentiel identique, sinon inférieure, à la contrepartie du contrat de location immédiatement avant ce changement ;
- s'il y a réduction des paiements de loyers, celle-ci ne porte que sur les paiements originellement exigibles au plus tard le 30 juin 2021 (par exemple, répondrait à cette condition un allègement de loyer qui donnerait lieu à des paiements de loyers réduits au plus tard le 30 juin 2021 et accrus au-delà du 30 juin 2021) ; et
- Aucun changement de fond n'est apporté aux autres conditions du contrat de location.

Au cours de l'exercice à l'étude, le Groupe n'a pas appliqué la mesure de simplification comprise dans la modification à IFRS 16 (tel que publiée par l'IASB en mai 2020). Aucun allègement de loyer en lien avec la Covid-19 n'a été accordé au cours de l'exercice à l'étude et le Groupe n'a donc pas appliqué les amendements.

C. AMENDEMENTS DES RÉFÉRENCES AU CADRE CONCEPTUEL DANS LES NORMES IFRS

Le Groupe a adopté les amendements figurant dans le document Amendements des références au Cadre conceptuel dans les normes IFRS à la norme IAS 28 pour la première fois lors de l'année en cours. Les amendements comprennent des modifications corrélatives aux normes concernées de manière à ce qu'elles fassent référence au nouveau Cadre. Cependant, tous les amendements ne mettent pas à jour les normes visant les renvois et les citations du Cadre de manière à ce qu'elles fassent référence au Cadre conceptuel révisé. Certaines normes ne sont mises à jour que pour indiquer la version du Cadre à laquelle elles renvoient (le Cadre de l'IASB adopté par l'IASB en 2001, le Cadre de l'IASB de 2010 ou le nouveau Cadre révisé de 2018), ou pour indiquer que les définitions de la Norme n'ont pas été mises à jour afin de tenir compte des nouvelles définitions élaborées dans la version révisée du Cadre conceptuel.

Les normes modifiées sont IFRS 2, IFRS 3, IFRS 6, IFRS 14, IAS 1, IAS 8, IAS 34, IAS 37, IAS 38, IFRIC 12, IFRIC 19, IFRIC 20, IFRIC 22 et SIC-32. L'adoption des modifications n'a eu aucune incidence significative sur les informations à fournir ou sur les montants qui figurent dans les présents états financiers.

D. MODIFICATIONS À IAS 1 ET IAS 8 - DÉFINITION DU TERME « SIGNIFICATIF »

Le Groupe a adopté les modifications à IAS 1 et IAS 8 pour la première fois lors de l'exercice à l'étude. Les modifications facilitent la compréhension de la définition du terme « significatif » dans la norme IAS 1 et ne sont pas destinées à changer le concept sous-jacent d'importance relative dans les normes IFRS. Le concept d'obscurcissement des informations significatives par la communication d'informations non significatives a été inclus dans la nouvelle définition.

Le seuil de signification qui influence les utilisateurs a été modifié, passant de « peut influencer » à « on peut raisonnablement s'attendre à ce que [...] influence ». La définition du terme « significatif » dans IAS 8 a été remplacée par un renvoi à la définition du terme « significatif » d'IAS 1. En outre, l'IASB a modifié le Cadre conceptuel et d'autres normes qui contiennent une définition du terme « significatif » ou qui renvoient au terme « significatif » pour assurer l'uniformité.

L'adoption des modifications n'a eu aucune incidence significative sur les informations à fournir ou sur les montants qui figurent dans les présents états financiers.

2. APPLICATION DE NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE NOUVELLES ET RÉVISÉES - IFRS (SUITE)

ii. Incidence des normes et interprétations nouvelles et modifiées publiées mais non encore entrées en vigueur

À la date d'autorisation des présents états financiers, le Groupe n'avait pas encore appliqué les normes IFRS nouvelles et révisées ci-après, qui sont publiées mais non encore entrées en vigueur.

Réforme des taux d'intérêt de référence - Phase 2	Modifications à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16
IFRS 17	Contrats d'assurance
IFRS 10 et IAS 28 (modifications)	Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et son entreprise associée ou coentreprise
Modifications à IAS 1	Classement des passifs en courant ou non courant
Modifications à IFRS 3	Référence au Cadre conceptuel
Modifications à IAS 16	Immobilisations corporelles – Produit de la vente avant l'utilisation prévue
Modifications à IAS 37	Contrats déficitaires – Coûts d'exécution du contrat
Cycle 2018-2020 des améliorations annuelles des normes IFRS	Améliorations à IFRS 1 relative à la première adoption des normes internationales d'information financière, à IFRS 9 Instruments financiers, IFRS 16 Contrats de location et IAS 41 Agriculture

Les administrateurs ne prévoient pas que l'adoption des normes précitées aura un impact significatif sur les états financiers consolidés des exercices à venir du Groupe, sauf dans les cas décrits ci-après :

A. RÉFORME DES TAUX D'INTÉRÊT DE RÉFÉRENCE - PHASE 2 (MODIFICATIONS À IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 ET IFRS 16)

Les modifications à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 sont consacrées aux questions susceptibles d'influencer l'information financière après la réforme d'un taux d'intérêt de référence, y compris lorsque ce taux est remplacé par d'autres taux de référence.

Les changements apportés dans le cadre de la réforme des taux d'intérêt de référence - Phase 2 (Modifications à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16) portent sur la modification des actifs financiers, des passifs financiers et des passifs au titre de contrats de location, des exigences précises de comptabilité de couverture et des exigences en matière d'informations à fournir se rapportant aux amendements concernant les modifications et la comptabilité de couverture.

Lors de la modification des actifs financiers, des passifs financiers et des passifs au titre des contrats de location, une mesure de simplification a été prévue pour permettre que les modifications nécessaires découlant directement de la réforme et réalisées sur une base économiquement équivalente soient comptabilisées en actualisant le taux d'intérêt effectif de manière prospective. Toutes les autres modifications sont comptabilisées en appliquant les exigences actuelles. Une mesure de simplification similaire est prévue pour le traitement comptable adopté par un preneur qui applique l'IFRS 16. L'IFRS 4 a également été modifiée pour exiger des assureurs qui se sont prévalus de l'exemption temporaire de l'application d'IFRS 9 qu'ils appliquent les modifications proposées dans le cadre de la comptabilisation des modifications découlant directement de la réforme.

Concernant la comptabilité de couverture, certaines modifications ont été apportées pour prévoir en général l'application d'une comptabilité de couverture uniquement en raison de la réforme de l'IBOR, à condition que les relations de couverture modifiées répondent à tous les critères requis pour appliquer la comptabilité de couverture, y compris les exigences en matière d'efficacité.

2. APPLICATION DE NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE NOUVELLES ET RÉVISÉES - IFRS (SUITE)

ii. Incidence des normes et interprétations nouvelles et modifiées publiées mais non encore entrées en vigueur (suite)

A. RÉFORME DES TAUX D'INTÉRÊT DE RÉFÉRENCE - PHASE 2 (MODIFICATIONS À IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 ET IFRS 16) (SUITE)

Les modifications permettent aux entités de modifier la désignation et la documentation formalisées d'une relation de couverture pour refléter les changements requis par la réforme sans mettre fin à la relation de couverture ou désigner une nouvelle relation de couverture. Sont autorisées les modifications concernant la désignation d'un taux de référence alternatif (spécifié contractuellement ou non) comme risque couvert, la modification de la description de l'élément couvert, y compris celle de la partie des flux de trésorerie ou de la juste valeur désignée comme couverte, ou la modification de la description de l'instrument de couverture pour désigner un taux de référence alternatif, et pour les entités qui appliquent les normes IFRS 1 à 39, la modification de la description de la manière dont l'entité évaluera l'efficacité de la couverture.

Les modifications à l'IFRS 7 décrivent les exigences en matière d'informations à fournir pour permettre aux utilisateurs de comprendre la nature et l'étendue des risques découlant de la réforme de l'IBOR auxquels l'entité est exposée et la manière dont elle gère ces risques, et les progrès réalisés par l'entité pour achever la transition des taux de référence aux taux de référence alternatifs et la manière dont l'entité gère cette transition. Les modifications s'appliquent à toutes les entités et sont obligatoires. Elles entrent en vigueur aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2021, avec une adoption anticipée autorisée.

Les modifications doivent être appliquées de manière rétrospective, mais elles dispensent de l'obligation de retraiter les informations comparatives. Une entité peut retraiter les chiffres des périodes antérieures si, et seulement si, il lui est possible de le faire sans avoir recours à des connaissances a posteriori.

Les administrateurs poursuivent l'évaluation de l'incidence globale de ces modifications sur les états financiers de la Banque. Il s'avère impossible de fournir une estimation raisonnable de l'incidence financière tant que les administrateurs n'ont pas réalisé un examen détaillé.

Le Groupe prévoit d'appliquer les modifications à partir du 1er janvier 2021. L'application n'aura pas d'incidence sur les chiffres de 2020 ou des exercices précédents.

B. MODIFICATIONS À IFRS 10 ET IAS 28 – VENTE OU APPORT D'ACTIFS ENTRE UN INVESTISSEUR ET UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE OU UNE COENTREPRISE

Les modifications à IFRS 10 et IAS 28 s'appliquent dans les cas de vente ou d'apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise. Les modifications précisent particulièrement que les gains ou pertes résultant de la perte de contrôle d'une filiale qui ne contient pas de parts dans une opération avec une entreprise associée ou une coentreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, ne sont comptabilisés dans le résultat de la société mère qu'à concurrence des parts d'intérêt des investisseurs non liés dans cette entreprise associée. De même, les gains et pertes enregistrés suite au changement de valeur d'une participation conservée dans une ancienne filiale (devenue une entreprise associée ou une coentreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence) ne sont comptabilisés dans le résultat de l'ancienne société mère qu'à concurrence des parts d'intérêt des investisseurs non liés dans la nouvelle entreprise associée ou coentreprise.

La date d'entrée en vigueur des modifications n'a pas encore été fixée par l'IASB ; une adoption anticipée des modifications est toutefois autorisée. Les administrateurs du Groupe prévoient que l'adoption de ces modifications peut avoir un impact sur les états financiers consolidés des prochains exercices du Groupe si de telles opérations sont observées.

Cycle 2018-2020 des améliorations annuelles des normes IFRS

Les améliorations annuelles comprennent les modifications apportées aux normes suivantes.

2. APPLICATION DE NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE NOUVELLES ET RÉVISÉES - IFRS (SUITE)

Cycle 2018-2020 des améliorations annuelles des normes IFRS (suite)

A. IFRS 1 RELATIVE À LA PREMIÈRE ADOPTION DES NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

La modification prévoit un allègement supplémentaire pour une filiale qui devient un premier adoptant à une date ultérieure à celle de la société mère en ce qui concerne la comptabilisation des écarts de conversion cumulés. Par suite de la modification apportée, une filiale qui utilise l'exemption prévue au paragraphe D 16(a) de l'IFRS 1 peut désormais également choisir d'évaluer le montant cumulé des écarts de conversion sur toutes les opérations faites à l'étranger à la valeur comptable qu'il conviendrait d'intégrer aux états financiers consolidés de sa société mère, compte tenu de la date de transition de la société mère aux normes IFRS, en l'absence d'ajustements liés aux procédures de consolidation et aux incidences liées au traitement du regroupement d'entreprises au cours duquel la société mère a acquis la filiale. Un choix similaire est proposé à une entreprise associée ou une coentreprise qui utilise l'exemption prévue au paragraphe D 16(a) de l'IFRS 1.

Les modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022, avec une adoption anticipée autorisée.

B. IFRS 9 - INSTRUMENTS FINANCIERS

La modification précise qu'en appliquant le test des « 10 pour cent » pour évaluer s'il faut décomptabiliser un passif financier, une entité ne tient compte que des commissions payées ou reçues entre l'entité (l'emprunteur) et le prêteur, y compris les commissions payées ou reçues par l'entité ou le prêteur pour le compte de l'autre.

La modification est appliquée de manière prospective aux modifications et aux remplacements effectués à compter de la date à laquelle l'entité applique la modification pour la première fois.

Les modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022, avec une adoption anticipée autorisée.

C. IFRS 16 - CONTRATS DE LOCATION

La modification supprime le concept de remboursement des améliorations locatives.

Aucune date d'entrée en vigueur n'a encore été fixée puisque la modification à IFRS 16 ne concerne qu'un exemple illustratif.

Adoption anticipée de normes

Le Groupe n'a adopté aucune norme nouvelle ou modifiée par anticipation au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

À l'exception des modifications expliquées à la Note 2 (b), le Groupe a toujours appliqué les conventions comptables et méthodes de calcul suivantes pour tous les exercices évoqués dans les présents états financiers.

a. Base de préparation

Les états financiers sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) et les Statuts de la Banque. La base d'évaluation appliquée est le coût historique, sauf indication contraire dans les conventions comptables ci-dessous. La monnaie fonctionnelle et de présentation des comptes du Groupe est le dollar américain (USD).

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les états financiers du Groupe ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

Généralement, le Groupe présente l'état de sa situation financière en ordre de liquidité.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

b. Principes de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la Banque ainsi que ceux de ses filiales. La Banque détient le contrôle si trois conditions sont remplies :

- elle détient le pouvoir sur l'entité ;
- elle a droit ou est exposée aux rendements variables de sa participation dans l'entité ; et
- elle a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour influencer sur les rendements.

La Banque examine de nouveau si elle exerce ou n'exerce pas le contrôle sur une entité si des indices montrent que des modifications ont été introduites dans une ou plusieurs des trois conditions décrites ci-dessus.

Lorsque la Banque détient moins de la majorité des droits de vote d'une entité, elle a autorité sur l'entité détenue si les droits de vote sont suffisants pour lui donner la capacité pratique de diriger unilatéralement les principales activités de l'entité détenue. La Banque tient compte de tous les faits et circonstances pertinents afin d'évaluer si son droit de vote dans une entité détenue est suffisant pour lui conférer ce pouvoir, notamment :

- la taille de la détention du droit de vote de la Banque par rapport à la taille et à la répartition des avoirs des autres votants ;
- les potentiels droits de vote détenus par la Banque, d'autres votants ou d'autres parties ;
- les droits découlant d'autres accords contractuels ; et
- tout autre fait ou circonstance indiquant que la Banque a, ou n'a pas, actuellement la capacité de diriger les activités pertinentes au moment où des décisions doivent être prises, notamment en ce qui concerne les modes de vote lors des précédentes assemblées d'actionnaires.

La consolidation d'une filiale commence lorsque la Banque prend le contrôle de la filiale et se termine lorsque la Banque le perd. Plus précisément, les produits et charges d'une filiale acquise ou cédée au cours de l'exercice sont inclus dans l'état consolidé du résultat et des autres éléments du résultat global, de la date à laquelle la Banque prend le contrôle jusqu'à la date à laquelle elle cesse de contrôler la filiale.

Le compte de résultat et chaque composante des autres éléments du résultat global sont attribués aux actionnaires de la Banque et aux actionnaires avec une participation ne donnant pas le contrôle. Le résultat global total des filiales est attribué aux actionnaires de la Banque et aux actionnaires sans contrôle même si cela se traduit par un solde déficitaire de ces derniers.

Le cas échéant, les états financiers des filiales sont ajustés de manière à mettre leurs méthodes comptables en conformité avec les politiques comptables du Groupe.

Tous les actifs et passifs, capitaux propres, produits, charges et flux de trésorerie intragroupe liés aux transactions entre membres du Groupe sont totalement éliminés lors de la consolidation.

c. Comptabilisation des produits

I. PRODUITS D'INTÉRÊTS ISSUS DES PRÊTS ET PLACEMENTS

Les produits d'intérêts comprennent les intérêts sur les instruments financiers évalués au coût amorti qui représentent les prêts de financement de projets, les prêts pour le financement du commerce, les placements bancaires et les titres publics.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice en utilisant le taux d'intérêt effectif, selon la norme IFRS 9.

Taux d'intérêt effectif

Les produits issus de prêts et de placements sont comptabilisés en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le « taux d'intérêt effectif » représente le taux qui actualise avec précision les futurs paiements ou les estimations d'entrées tout au long de la durée de vie prévue de l'instrument financier pour :

- la valeur comptable brute de l'actif financier ; ou
- le coût amorti du passif financier.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

c. Comptabilisation des produits (suite)

I. PRODUITS D'INTÉRÊTS ISSUS DES PRÊTS ET PLACEMENTS (SUITE)

Lors du calcul du taux d'intérêt effectif pour les instruments financiers autres que les actifs dépréciés acquis ou créés, le Groupe estime les futurs flux de trésorerie en tenant compte de toutes les conditions contractuelles de l'instrument financier, mais pas de l'ECL. Pour les actifs financiers dépréciés acquis ou créés, un taux d'intérêt effectif ajusté en fonction de la qualité du crédit est calculé en utilisant les futurs flux de trésorerie estimés, y compris l'ECL.

Le calcul du taux d'intérêt effectif inclut les coûts de transaction, les frais et les points payés ou reçus qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif. Les coûts de transaction incluent les coûts différentiels directement imputables à l'acquisition ou à l'émission d'un actif ou d'un passif financier. Les intérêts sur les arriérés de capital payable sont portés aux produits lorsqu'ils sont reçus.

Coût amorti et valeur comptable brute

Le « coût amorti » d'un actif financier est le montant auquel il est évalué lors de la comptabilisation initiale diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif, de toute différence entre ce montant initial et le montant à l'échéance et, pour les actifs financiers, ajusté pour tenir compte de toute ECL (ou de toute provision pour dépréciation avant le 1^{er} janvier 2019).

La « valeur comptable brute d'un actif financier » est le coût amorti d'un actif financier avant ajustement afin d'intégrer toute provision pour perte sur créances attendue.

Calcul des produits d'intérêts

Le taux d'intérêt effectif d'un actif financier est calculé lors de sa comptabilisation initiale. Dans le calcul des produits d'intérêts, le taux d'intérêt effectif est appliqué à la valeur comptable brute de l'actif (lorsque l'actif ne fait pas l'objet d'une perte de crédit). Le taux d'intérêt effectif est révisé à la suite d'une ré-estimation périodique des flux de trésorerie des instruments à taux variable afin de refléter les fluctuations des taux d'intérêt du marché.

Pour les actifs financiers dépréciés lors de la comptabilisation initiale, les actifs financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur création (POCI), les produits d'intérêts sont calculés en appliquant le taux d'intérêt effectif ajusté en fonction du crédit au coût amorti de l'actif. Le calcul des produits d'intérêts ne revient plus à une valeur brute, même si le risque de crédit de l'actif s'améliore.

Pour les actifs financiers dépréciés après la comptabilisation initiale, les produits d'intérêts sont calculés en appliquant le taux d'intérêt effectif au coût amorti de l'actif financier. Si l'actif n'est plus déprécié, le calcul des produits d'intérêts est rétabli sur la valeur brute.

II. HONORAIRES ET COMMISSIONS

Les produits des honoraires et commissions sont perçus par le Groupe lorsqu'il propose des prestations de services aux clients et ne tiennent pas compte des montants collectés pour le compte de tiers.

Les produits des honoraires et commissions sont perçus lors de l'exécution d'une prestation importante, au fur et à mesure que la prestation progresse (au fil du temps) ou lorsque la prestation a été réalisée (à un moment précis).

Les honoraires et commissions sont généralement comptabilisés au fil du temps lorsqu'un mécanisme de financement est mis en place sur une période donnée. Il s'agit des frais de lettre de crédit, frais de confirmation, frais de garantie, frais d'engagement et autres frais.

Les autres frais et revenus de commissions comprennent les frais uniques relatifs à la mise en place de mécanismes de financement des clients du Groupe. Par exemple les frais de commissions de participation, les frais de prélèvements, les frais de restructuration qui ne font pas partie du taux d'intérêt réel des installations sont comptabilisés au moment où la transaction sous-jacente est achevée. Les autres frais sont comptabilisés lorsque le service est effectué ou qu'une action importante est posée.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

c. Comptabilisation des produits (suite)

II. HONORAIRES ET COMMISSIONS (SUITE)

Les commissions de participation sont comptabilisées en produit lorsque la syndication a été finalisée et que le Groupe n'a conservé aucune partie du prêt pour lui-même, ou en a retenu une partie au même taux d'intérêt effectif que pour les autres participants.

Les frais résultant de la négociation ou de la participation à la négociation d'une transaction pour un tiers, tels que l'arrangement pour un crédit ou l'acquisition d'actions ou d'autres titres ou encore l'achat ou la vente d'une entreprise, sont comptabilisés au moment où la transaction sous-jacente est achevée. Les commissions ou les éléments de commissions liés à une certaine performance sont comptabilisés après avoir rempli les critères correspondants.

d. Frais d'emprunt et de financement

Les frais d'emprunt sont les intérêts et autres coûts d'emprunt et de financement que le Groupe supporte dans le cadre d'un emprunt de fonds. Les charges d'intérêts sont comptabilisées en compte de résultat selon la méthode de la comptabilité d'exercice en tenant compte du taux d'intérêt réel. Les autres frais d'emprunt et de financement sont passés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont engagés. Les escomptes et les primes ou autres différences entre la valeur comptable initiale d'un instrument producteur d'intérêt et son montant à l'échéance sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

e. Devises étrangères

Les transactions en devises étrangères sont initialement enregistrées au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de clôture. Tous les écarts de conversion sont inscrits au compte de résultat. Les écarts de conversion résultant des activités non commerciales sont comptabilisés comme autres produits d'exploitation en résultat.

Les éléments non monétaires qui sont mesurés en termes de coût historique dans une devise étrangère sont convertis en utilisant les taux de change en vigueur à la date des transactions initiales. Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur dans une devise étrangère sont convertis en utilisant les taux de change en vigueur à la date où cette valeur est déterminée.

f. Immobilisations corporelles

Toutes les catégories d'immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique et ultérieurement au coût diminué des amortissements. Le coût historique comprend toute dépense directement imputable à l'acquisition des immobilisations.

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés comme un actif distinct le cas échéant, uniquement s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au Groupe et si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable. Tous les autres coûts de réparation et d'entretien sont portés au compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

La dépréciation sur les autres actifs est calculée à des taux estimés pour la radiation des immobilisations corporelles à leur valeur résiduelle estimée en versements annuels égaux sur leur durée de vie utile prévue. La durée de vie utile prévue de chaque catégorie d'actifs est la suivante :

Équipement informatique	3 à 5 ans
Véhicules à moteur	5 à 7 ans
Matériel de bureau	3 à 5 ans
Meubles et aménagements	5 à 10 ans
Bâtiments	50 ans

Les terrains et immeubles en pleine propriété ne sont pas amortis.
Les terrains loués sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée non expirée du bail.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

f. Immobilisations corporelles (suite)

Les actifs en cours de construction à des fins administratives sont comptabilisés au coût, déduction faite de toute perte de valeur comptabilisée. L'amortissement de ces actifs, au même titre que les autres actifs, commence lorsque les actifs sont prêts à l'utilisation.

Une immobilisation corporelle est décomptabilisée lors de sa cession ou lorsque aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa sortie. Tout gain ou perte résultant de la décomptabilisation de l'actif (calculé comme la différence entre le produit net de la sortie et la valeur comptable de l'actif) est inclus dans le compte de résultat de la période de décomptabilisation de l'actif.

Les valeurs résiduelles des actifs, les durées d'utilité et les modes d'amortissement sont revus à chaque date de clôture et modifiés de façon prospective, le cas échéant.

Les immobilisations corporelles sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent qu'il pourrait être impossible de recouvrer la valeur comptable. Une perte de valeur est comptabilisée à l'état du compte de résultat pour le montant de l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable correspond à la juste valeur la plus élevée d'un actif, diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité. Pour l'évaluation de la perte de valeur, les actifs sont regroupés par niveaux les plus bas pour lesquels il existe des flux de trésorerie identifiables de manière distincte (unités génératrices de trésorerie).

g. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles du Groupe sont liées à la valeur des logiciels. Une immobilisation incorporelle n'est comptabilisée que lorsque son coût peut être évalué de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques futurs attendus qui lui sont attribuables iront au Groupe. Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût diminué des amortissements cumulés et le cumul des pertes de valeur. L'amortissement est comptabilisé selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimée.

Une immobilisation incorporelle est décomptabilisée lors de sa cession ou lorsque aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa sortie. Tout gain ou perte résultant de la décomptabilisation de l'actif (calculé comme la différence entre le produit net de la sortie et la valeur comptable de l'actif) est inclus dans le compte de résultat de la période de décomptabilisation de l'actif.

Les durées d'utilité et les modes d'amortissement des actifs incorporels sont revus à chaque date de clôture et modifiés de façon prospective, le cas échéant.

h. Impôt

Conformément à l'alinéa 6 de l'article 43 de ses Statuts, la Banque est exonérée de tout impôt. Cependant, les revenus engrangés par la filiale enregistrée à Maurice sont soumis à un impôt sur ses revenus imposables à un taux fixe de 15 % (contre 15 % en 2019).

Impôt exigible et différé. Il est comptabilisé en résultat sauf dans la mesure où il se rapporte à un regroupement d'entreprises ou à des éléments comptabilisés directement en capitaux propres ou en autres éléments du résultat global.

L'impôt exigible est l'impôt à payer ou à recevoir attendu au titre de bénéfice ou la perte imposable de l'exercice, en utilisant les taux d'imposition adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et tout ajustement de l'impôt à payer au titre de l'exercice précédent.

i. Capital social

Conformément à l'article 7 des Statuts, pour les actions de catégorie A, les actions émises et appelées sont payées par acomptes par les membres. Le capital payable est crédité en tant que capital social et les acomptes non échus et dus mais non payés à la fin de la période sont déduits de ce capital. Pour les actions de catégorie B, le paiement du montant souscrit par les souscripteurs doit être payé intégralement dans les 90 jours à compter de la date de souscription.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

j. Instruments financiers

Un actif ou un passif financier est comptabilisé lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument (c'est-à-dire à la date de transaction). Cela comprend les transactions régulières : les achats ou les ventes d'actifs financiers qui nécessitent la livraison d'actifs dans le délai généralement établi par règlement ou convention sur le marché.

COMPTABILISATION ET ÉVALUATION INITIALES

À l'exception des créances clients n'ayant pas de composante de financement importante, lors de la comptabilisation initiale, une entité évalue un actif ou un passif financier à sa juste valeur, plus ou moins les frais de transaction directement imputables à l'acquisition ou à l'émission de l'actif ou du passif financier s'il s'agit d'un actif ou d'un passif non évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Les créances clients ne comportant pas de composante de financement importante sont évaluées à leur prix de transaction.

Le Groupe classe ses actifs financiers selon trois principales catégories en fonction des caractéristiques des flux de trésorerie de l'actif et de l'évaluation du modèle économique. Les instruments financiers sont évalués :

- au coût amorti ;
- à la juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global (FVOCI) ; et
- Juste valeur par le compte de résultat (FVTPL)

Coût amorti

Un actif financier est évalué au coût amorti s'il remplit les deux conditions suivantes et s'il n'est pas désigné comme FVTPL :

- il est détenu dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs pour collecter des flux de trésorerie contractuels ; et
- ses conditions contractuelles entraînent des flux de trésorerie qui représentent uniquement les remboursements du principal et des intérêts (SPPI) sur le principal restant dû à des dates déterminées.

Le Groupe comptabilise au coût amorti ses espèces et soldes détenus sur les comptes d'autres banques, les prêts et autres créances liés à des investissements dans des titres publics, le financement du commerce et le financement de projets. Par essence, le financement de projet est à long terme, tandis que le financement du commerce est à court terme. Ces instruments peuvent être dépréciés.

Juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global (FVOCI) - Actions

Lors de la comptabilisation initiale d'un placement en actions qui n'est pas détenu à des fins de transaction, le Groupe peut irrévocablement choisir de présenter les variations ultérieures en juste valeur dans les autres éléments du résultat global. Ce choix s'opère sur la base des investissements. Le Groupe a choisi de classer certains placements en actions qu'elle détient à la FVOCI.

Juste valeur par le compte de résultat (FVTPL)

Tous les actifs financiers non classés comme évalués au coût amorti ou à la FVOCI, tel que décrit ci-dessus, sont évalués à la FVTPL. En outre, lors de la comptabilisation initiale, le Groupe peut désigner de manière irrévocable un actif financier qui répond aux critères d'évaluation au coût amorti ou en FVOCI comme évalué à la FVTPL si cela élimine ou réduit de manière significative une asymétrie comptable, qui, en d'autres circonstances, résulterait de l'évaluation d'actifs ou de passifs ou de la comptabilisation de leurs gains et pertes sur différentes bases. Le Groupe classe à la FVTPL ses instruments financiers dérivés.

Déterminer si les flux de trésorerie contractuels sont uniquement des remboursements du principal et des intérêts

Afin de déterminer si un actif financier doit être classé comme évalué au coût amorti ou à la FVOCI, une entité détermine si les flux de trésorerie générés par cet actif financier représentent, à des dates spécifiées, uniquement des remboursements de principal et d'intérêts sur le principal restant dû, le critère SPPI. Un actif financier qui ne répond pas au critère SPPI est toujours évalué à la FVTPL, sauf s'il s'agit d'un instrument de capitaux propres pour lequel une entité peut choisir l'OCI.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

j. Instruments financiers (suite)

COMPTABILISATION ET ÉVALUATION INITIALES (SUITE)

Juste valeur par le compte de résultat (FVTPL) (suite)

Déterminer si les flux de trésorerie contractuels sont uniquement des remboursements du principal et des intérêts (suite)

Dans le cadre de la présente évaluation, le « principal » est défini comme la juste valeur de l'actif financier lors de la comptabilisation initiale. Les « intérêts » renvoient à une contrepartie de la valeur temps de l'argent, du risque de crédit associé au principal restant dû pendant une période donnée et aux autres risques et coûts de prêt de base (tels que le risque de liquidité et les charges administratifs), ainsi qu'une marge bénéficiaire.

Le Groupe a tenu compte des conditions contractuelles de l'instrument afin de déterminer si les flux de trésorerie contractuels constituaient uniquement des remboursements de principal et d'intérêts. Il s'agissait de déterminer si l'actif financier contenait une condition contractuelle susceptible de modifier le calendrier ou le montant des flux de trésorerie contractuels pouvant l'empêcher de remplir cette condition. Ainsi, le Groupe a pris en compte :

- d'éventuels événements susceptibles de modifier le montant et le calendrier des flux de trésorerie ;
- les caractéristiques du levier ;
- les conditions de paiement anticipé et de prolongation ;
- les conditions limitant les droits du Groupe sur les flux de trésorerie liés à des actifs spécifiés, par exemple les arrangements d'actifs sans recours ; et
- les caractéristiques qui modifient la contrepartie de la valeur temps de l'argent - par exemple le rajustement périodique des taux d'intérêt.

Les taux d'intérêt sur certains prêts consentis par le Groupe sont basés sur les taux variables standard (SVR) définis par le Groupe. Les SVR reposent généralement sur un taux interbancaire du marché et comprennent également un écart discrétionnaire. Dans ces cas, le Groupe déterminera si la caractéristique discrétionnaire est compatible avec le critère SPPI en tenant compte d'un certain nombre de facteurs, notamment si :

- les emprunteurs sont en mesure de rembourser par anticipation les emprunts sans grosses pénalités ;
- la concurrence du marché garantit la cohérence des taux d'intérêt entre les banques ; et
- les cadres réglementaires ou de protection de la clientèle en vigueur obligent les banques à traiter leurs clients de manière équitable.

Certains prêts du Groupe comportent des options de remboursement anticipé. L'option de remboursement anticipé respecte le critère SPPI si le montant du remboursement anticipé représente une partie importante des montants impayés du principal et des intérêts sur le montant restant dû, ce qui peut inclure une indemnité raisonnable en cas de résiliation anticipée du contrat. En outre, une option de remboursement anticipé est jugée conforme à ce critère si :

- un actif financier est acquis ou créé sur une prime ou un escompte par rapport à sa valeur nominale contractuelle ;
- le montant du remboursement anticipé représente une partie importante du montant nominal contractuel majoré des intérêts contractuels courus (mais non payés) (qui peut également être une indemnité raisonnable en cas de résiliation anticipée) ; et
- la juste valeur de l'option de remboursement anticipé est insignifiante lors de la comptabilisation initiale.

De Minimis

Une caractéristique du flux de trésorerie contractuel peut ne pas affecter le classement d'un actif financier si elle ne peut avoir qu'un effet de minimis sur les flux de trésorerie contractuels de l'actif financier. Pour prendre cette décision, le Groupe tient compte de l'éventuel effet de la caractéristique du flux de trésorerie contractuel pour chaque exercice et cumulativement sur la durée de vie de l'actif financier.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

j. Instruments financiers (suite)

COMPTABILISATION ET ÉVALUATION INITIALES (SUITE)

Juste valeur par le compte de résultat (FVTPL) (suite)

Évaluation du modèle économique

Le Groupe évalue l'objectif du modèle économique dans lequel un actif financier est détenu au niveau du portefeuille, car il reflète le mieux la manière dont les activités sont gérées et les informations sont fournies à la direction. Il s'agit notamment des informations suivantes :

- les politiques et objectifs définis pour le portefeuille et le fonctionnement de ces politiques dans la pratique, notamment si la stratégie de la direction est axée sur la génération de produits d'intérêts contractuels, le maintien d'un profil de taux d'intérêt particulier, l'adéquation entre la durée des actifs financiers et celle des passifs qui financent ces actifs ou la recherche des flux de trésorerie par la vente d'actifs ;
- la description de la manière dont la performance du portefeuille est évaluée et communiquée à la direction du Groupe ;
- les risques qui affectent la performance du modèle économique (et des actifs financiers détenus dans ce modèle) et la manière dont ces risques sont gérés ;
- une description de la rémunération des dirigeants de l'entreprise - par exemple si la rémunération est basée sur la juste valeur des actifs gérés ou des flux de trésorerie contractuels collectés ; et
- la fréquence, le volume et le calendrier des ventes des périodes précédentes, les raisons de ces ventes ainsi que les prévisions concernant les futures ventes. Toutefois, les informations relatives aux activités de vente ne sont pas utilisées de façon isolée, mais plutôt dans le cadre d'une évaluation globale de la manière dont l'objectif déclaré du Groupe en matière de gestion des actifs financiers est atteint et comment les flux de trésorerie sont réalisés.

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction et les actifs gérés dont la performance est évaluée à la juste valeur seront évalués à la FVTPL, car ils ne sont pas détenus pour collecter des flux de trésorerie contractuels ni pour collecter des flux de trésorerie contractuels et vendre des actifs financiers.

Décomptabilisation et modification

Le Groupe décomptabilise un actif financier lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à cet actif arrivent à expiration ou lorsqu'il transfère le droit de recevoir les flux de trésorerie contractuels sur l'actif financier dans le cadre d'une transaction pour laquelle la quasi-totalité des risques et avantages de la propriété des actifs financiers sont transférés. Toute participation créée ou conservée par le Groupe dans des actifs financiers transférés est comptabilisée en tant qu'actif ou passif distinct.

Toutefois, lorsque la modification d'un instrument financier non évalué à la FVTPL ne donne pas lieu à une décomptabilisation, le Groupe recalcule la valeur comptable brute de l'actif financier (ou le coût amorti du passif financier) en actualisant les flux de trésorerie contractuels modifiés au taux d'intérêt effectif initial, et comptabilisera tout ajustement qui en résulte comme un gain ou une perte en compte de résultat.

Le Groupe effectue des transactions pour lesquelles il transfère des actifs comptabilisés dans son état de situation financière, mais conserve la totalité ou la quasi-totalité des risques et avantages liés à l'ensemble ou une partie des actifs transférés.

Si la totalité ou la quasi-totalité des risques et avantages sont conservés, les actifs transférés ne sont pas décomptabilisés de l'état de la situation financière. Les transferts d'actifs avec retenue de la totalité ou de la quasi-totalité des risques et avantages comprennent, par exemple, les opérations de prêt et de rachat de titres.

Passifs financiers

Évaluation initiale des passifs financiers

Tous les passifs financiers des prêts, des créances et emprunts sont initialement comptabilisés à la juste valeur augmentée des coûts de transaction directement attribuables.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

j. Instruments financiers (suite)

COMPTABILISATION ET ÉVALUATION INITIALES (SUITE)

Passifs financiers (suite)

Évaluation ultérieure

Le Groupe classe tous les passifs financiers comme étant ultérieurement évalués au coût amorti, à l'exception des passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Ces passifs, y compris les dérivés qui sont des passifs, seront ultérieurement évalués à leur juste valeur. Les dépôts dans le compte de recouvrement, les emprunts à court terme, les emprunts à long terme et les autres dettes sont classés au coût amorti.

Le Groupe classe tous les passifs financiers comme étant ultérieurement évalués au coût amorti, à l'exception des passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Ces passifs, y compris les dérivés qui sont des passifs, seront ultérieurement évalués à leur juste valeur. Les dépôts dans le compte de recouvrement, les emprunts à court terme, les emprunts à long terme et les autres dettes sont classés au coût amorti.

Décomptabilisation

Le Groupe décomptabilise un passif financier si, et seulement si, ses obligations contractuelles spécifiées dans le contrat sont acquittées, annulées ou expirées.

Reclassement

Le Groupe ne reclasse les actifs financiers que lorsque la direction modifie le modèle économique de gestion des actifs financiers. Dans ce cas, tous les actifs financiers affectés sont reclassés. De tels changements devraient être extrêmement rares et sont déterminés par l'équipe dirigeante du Groupe suite à des réformes internes ou externes.

Une entité n'est pas autorisée à reclasser des passifs financiers.

Réduction de valeur

Le Groupe réduit directement la valeur comptable brute d'un actif financier lorsque l'entité n'espère raisonnablement pas récupérer en totalité ou en partie un actif financier. Une réduction de valeur est un événement de décomptabilisation. Les expositions sont imputées sur les dotations pour dépréciation des créances respectives. En effet, cela s'inscrit en conformité avec les dispositions des normes internationales d'information financière (IFRS) et la politique de la Banque, qui exigent que la Banque évalue régulièrement les créances très douteuses qui font l'objet d'une provision spécifique mais qui continuent de se détériorer.

Les actifs financiers qui ne sont pas portés au bilan peuvent néanmoins être visés par les mesures d'application afin d'appliquer les procédures de la Banque en matière de recouvrement des montants impayés. Les prêts passés en charges ne sont donc pas annulés. Des mesures appropriées sont prises par la suite dans le but de maximiser le recouvrement de ces créances, sauf dans les cas où les coûts de recouvrement prévus dépassent les montants que l'on s'attend à recouvrer et qu'ils sont donc considérés comme inefficaces.

L'Unité de recouvrement des prêts assure un suivi actif auprès des clients afin de récupérer tout solde résiduel après la réalisation de la garantie et après l'abandon de créance.

Compensation

Les actifs et les passifs financiers sont compensés et le montant net est présenté dans l'état de la situation financière si, et seulement si, le Groupe a le droit juridique de compenser les montants et a l'intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et régler le passif simultanément.

Les produits et les charges ne sont présentés sur une base nette que lorsque l'IFRS le permet, ou s'il s'agit de gains et pertes résultant d'un groupe de transactions similaires, telles que les activités de ventes du Groupe.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

j. Instruments financiers (suite)

COMPTABILISATION ET ÉVALUATION INITIALES (SUITE)

Dépréciation - Prêts pour le financement du commerce et le financement de projets, placements, autres créances, engagements de prêt et contrats de garantie financière

Le modèle de dépréciation s'applique aux instruments financiers suivants qui ne sont pas évalués à la FVTPL :

- les actifs financiers qui sont des titres de créance ;
- les clients et autres débiteurs ; et
- les engagements de prêt et les contrats de garantie financière souscrits (auparavant, la dépréciation était évaluée selon la norme IAS 37 Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels).

Aucune perte de valeur n'est comptabilisée sur les placements en actions. Le Groupe comptabilise une indemnité de perte correspondant à un montant égal aux ECL sur 12 mois ou à vie. Les ECL à vie résultent des ECL de toutes les éventuelles défaillances sur la durée de vie attendue d'un instrument financier, tandis que les ECL sur 12 mois résultent d'éventuelles défaillances sur une période de 12 mois (ou une période plus courte si la durée de vie attendue d'un instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérée par la probabilité que ce défaut se produise. Le Groupe comptabilise les provisions pour pertes d'un montant égal de l'ECL à vie, sauf dans les cas suivants, pour lesquels le montant comptabilisé renvoie à l'ECL sur 12 mois :

- les placements obligataires qui présentent un risque de crédit faible à la date de clôture. Le Groupe estime qu'un titre de créance a un faible risque de crédit lorsque sa cote de risque de crédit équivaut à la définition mondialement reconnue comme « qualité supérieure » ; et
- les autres instruments financiers (autres que les créances clients et les contrats de location) pour lesquels le risque de crédit n'a pas augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale.

Les exigences de dépréciation de l'IFRS 9 sont complexes et nécessitent des jugements, des estimations et des hypothèses de la part de la direction, en particulier dans les domaines décrits en détail ci-après :

- évaluer si le risque de crédit d'un instrument a augmenté de manière palpable depuis la comptabilisation initiale ; et
- intégrer des informations prospectives dans l'évaluation des ECL.

Évaluation des ECL

Les ECL sont une estimation non biaisée et pondérée en fonction des probabilités des pertes de crédit et seront évaluées comme suit :

- pour les actifs financiers non dépréciés à la date de clôture : la valeur actuelle de tous les déficits de trésorerie (c'est-à-dire la différence entre les flux de trésorerie dus à l'entité dans le cadre du contrat et les flux de trésorerie que le Groupe espère recevoir ;
- pour les actifs financiers dépréciés à la date de clôture : la différence entre la valeur comptable brute et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés ;
- pour les engagements de crédit non utilisés : la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels dus au Groupe en cas de réduction de l'engagement et les flux de trésorerie que le Groupe espère recevoir ; et
- pour les contrats de garantie financière : la valeur actuelle des paiements attendus pour rembourser le titulaire, déduction faite des montants que le Groupe espère recouvrer.

Un actif est déprécié si un ou plusieurs événements sont survenus et ont une incidence défavorable sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif. Citons, entre autres événements :

- de sérieuses difficultés financières pour l'émetteur ou l'emprunteur ;
- une rupture de contrat - par exemple une situation de défaut ou un actif en souffrance ;
- un prêteur ayant accordé une concession à l'emprunteur - pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur - que le prêteur n'envisagerait pas autrement ;
- la probabilité que l'emprunteur se déclare en faillite ou engagé dans une autre réorganisation financière est imminente ;
- la disparition d'un marché dynamique pour cet actif financier en raison de difficultés financières ; ou
- l'achat d'un actif financier avec une décote importante, reflétant ainsi les pertes de crédit subies.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

j. Instruments financiers (suite)

COMPTABILISATION ET ÉVALUATION INITIALES (SUITE)

Comptabilité de couverture

L'IFRS 9 introduit un nouveau modèle général de comptabilité de couverture qui harmonise mieux la comptabilité de couverture et les activités de gestion des risques. Toutefois, les exigences actuelles en matière de comptabilité de couverture en vertu de l'IAS 39 peuvent continuer à s'appliquer jusqu'à ce que l'IASB finalise son projet de comptabilité de macro-couverture. Le Groupe a choisi, dans la mesure du possible, de ne pas adopter les exigences de la comptabilité de couverture de l'IFRS 9 et de continuer à appliquer les exigences de la comptabilité de couverture de l'IAS 39. Le Groupe s'est toutefois conformé aux informations révisées fournies sur la comptabilité de couverture exigées par les modifications corrélatives apportées à l'IFRS 7.

Le Groupe utilise des instruments dérivés pour gérer l'exposition aux risques liés aux taux d'intérêt et de change. Afin de gérer ces risques, le Groupe applique la comptabilité de couverture pour les transactions qui répondent à des critères précis. Au début de la relation de couverture, le Groupe documente formellement le lien entre l'élément couvert et l'instrument de couverture, y compris la nature du risque, l'objectif et la stratégie de la couverture et la méthode utilisée pour évaluer l'efficacité de la relation de couverture.

De plus, au début de la relation de couverture, une évaluation officielle est effectuée pour s'assurer de la haute efficacité de l'instrument de couverture à compenser le risque désigné dans l'élément couvert. Les couvertures sont formellement évaluées chaque trimestre. Une couverture devrait être hautement efficace si les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie attribuables au risque couvert au cours de la période pour laquelle la couverture est désignée se situent entre 80 % et 125 %. Dans les cas où cet élément couvert est une transaction prévue, le Groupe évalue si la transaction est hautement probable et présente une exposition aux variations des flux de trésorerie qui pourraient en fin de compte affecter le résultat.

Couvertures de juste valeur

Pour les couvertures de juste valeur désignées et éligibles, la variation de la juste valeur d'un instrument de couverture dérivé est comptabilisée en profit ou perte dans les « autres produits ». Parallèlement, la variation de la juste valeur de l'élément couvert attribuable au risque couvert est comptabilisée comme faisant partie de la valeur comptable de l'élément couvert et est également comptabilisée en résultat dans les « autres produits ».

Si l'instrument de couverture a expiré, est vendu, résilié ou exécuté, ou si la couverture ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture, la relation de couverture est résiliée. Pour les éléments couverts comptabilisés au coût amorti, la différence entre la valeur comptable de l'élément couvert à la résiliation et la valeur nominale est amortie sur la durée restante de la couverture initiale en utilisant la méthode du Taux d'intérêt effectif (TIE). Si l'élément couvert est décomptabilisé, l'ajustement de juste valeur non amorti est immédiatement comptabilisé en résultat.

k. Droits des employés

Les droits des employés à un salaire et aux congés annuels sont comptabilisés lorsqu'ils leurs sont payés. Une provision est constituée au titre des charges prévisionnelles des indemnités de service acquis résultant des services rendus par les employés à la date de clôture. Les employés ont droit à un mois de salaire complet pour chaque année de service accomplie. Une provision est constituée au titre des charges prévisionnelles du congé annuel résultant des services rendus par les employés à la date de clôture.

l. Coûts des prestations de retraite

Le Groupe gère un fonds de prévoyance à cotisations définies pour ses salariés. Il reverse 21 % du salaire brut de chaque employé au fonds, et les employés peuvent choisir de contribuer à hauteur de 7 %, 14 % ou 21 %. Les cotisations du Groupe au régime à cotisations définies sont comptabilisées en résultat dans la période à laquelle elles se rapportent. Les fonds du régime sont détenus séparément des actifs du Groupe.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

m. Passif éventuel

Les lettres de crédit, les acceptations, les garanties et les obligations sont généralement émises par le Groupe pour appuyer le rendement des clients à des tiers. Le Groupe ne sera tenu de respecter ces obligations qu'en cas de défaillance des clients. Ces obligations sont comptabilisées séparément des opérations de l'état de la situation financière et présentées comme passif éventuel.

n. Espèces et quasi-espèces

Afin de déterminer la situation des flux de trésorerie, les quasi-espèces comprennent les placements liquides à court terme qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui étaient à trois mois de l'échéance lors de l'acquisition ; moins les avances des banques remboursables dans les trois mois à compter de la date de l'avance.

o. Contrats de location

Le Groupe détermine si, lors de sa signature, un contrat est ou contient un contrat de location. Le Groupe comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante pour tous les contrats de location dans lesquels il intervient en tant que preneur, sauf les contrats de location à court terme (définis comme des contrats de location dont la durée est de 12 mois ou moins) et les locations d'actifs de faible valeur. Pour ces contrats de location, le Groupe comptabilise les paiements de loyer en charges opérationnelles de façon linéaire sur la durée du contrat de location, à moins qu'une autre base systématique ne soit plus représentative du modèle temporel dans lequel les avantages économiques des actifs loués sont consommés.

L'obligation locative est évaluée initialement à la valeur actualisée des paiements de loyers qui ne sont pas versés à la date de début du contrat, calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location. S'il n'est pas facile de déterminer ce taux, le Groupe utilise son taux d'emprunt marginal.

Les paiements de loyers pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative comprennent les paiements de loyers fixes (y compris en substance), déduction faite des avantages incitatifs à la location.

Le passif locatif est présenté sous un poste distinct dans l'état de la situation financière. L'obligation locative est ultérieurement évaluée en augmentant la valeur comptable pour refléter les intérêts sur l'obligation locative (en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif) et en réduisant la valeur comptable pour refléter les paiements de loyers effectués.

Le Groupe réévalue l'obligation locative (et apporte un ajustement correspondant à l'actif au titre du droit d'utilisation connexe) :

- lorsqu'il y a une modification de la durée du contrat de location ou qu'il y a une modification de l'évaluation concernant l'exercice d'une option d'achat, auxquels cas l'obligation locative est réévaluée en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen d'un taux d'actualisation révisé ;
- lorsque les paiements de loyers changent en raison de la variation d'un indice ou d'un taux ou d'un changement des sommes qu'on s'attend à devoir payer au titre de la garantie de valeur résiduelle, auxquels cas l'obligation locative est réévaluée en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen du taux d'actualisation initial (à moins que le changement dans les paiements de loyers résulte de la fluctuation d'un taux d'intérêt variable auquel cas un taux d'actualisation révisé est appliqué) ;
- lorsqu'un contrat de location est modifié et que la modification n'est pas comptabilisée comme un contrat de location distinct, auquel cas l'obligation locative est réévaluée en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen d'un taux d'actualisation révisé.

Le Groupe n'a pas apporté de tels ajustements au cours des périodes présentées.

Le coût des actifs au titre de droits d'utilisation comprend le montant initial de l'obligation locative correspondante, les paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date, ainsi que les coûts directs initiaux. Ils sont évalués ultérieurement au coût, diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

o. Contrats de location (suite)

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont présentés sous un poste distinct dans l'état de la situation financière.

Le Groupe applique IAS 36 pour déterminer si un actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié et il comptabilise toute perte de valeur de la manière décrite à la méthode relative aux « Immobilisations corporelles ».

Les loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux ne sont pas pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative et de l'actif au titre du droit d'utilisation. Les paiements connexes sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle se produit l'événement ou la condition qui est à l'origine de ces paiements et sont inclus dans l'état du compte de résultat.

p. Provisions pour autres passifs

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'événements passés. Une sortie sera probablement nécessaire pour éteindre l'obligation et une estimation fiable du montant de l'obligation sera faite.

q. Dépôts dans les comptes de recouvrement

Les dépôts dans les comptes de recouvrement comprennent les montants perçus au nom des clients issus du produit des objets financés par le Groupe. Les fonds sont détenus jusqu'à l'échéance des prêts sous-jacents. Les comptes de recouvrement sont reportés au coût amorti. Ils sont décomptabilisés lorsque les actifs sous-jacents sont apurés.

r. Investissement dans les coentreprises

Une coentreprise est un type de partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'accord ont des droits sur l'actif net de la coentreprise. Le contrôle conjoint est le partage contractuellement convenu du contrôle d'un accord, qui n'existe que lorsque les décisions concernant les activités pertinentes exigent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

L'investissement de la Banque dans sa coentreprise est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, l'investissement dans une coentreprise est initialement comptabilisé au coût. La valeur comptable de l'investissement est ajustée pour tenir compte de l'évolution de la quote-part de la Banque dans l'actif net de la coentreprise depuis la date d'acquisition. Le goodwill relatif à la coentreprise est inclus dans la valeur comptable de l'investissement et n'est pas soumis à un test de dépréciation individuel.

L'état des résultats et des autres éléments du résultat global reflète la quote-part de la Banque dans les résultats d'exploitation de la coentreprise. Toute modification des autres éléments du résultat global de l'entité détenue est présentée dans le cadre des autres éléments du résultat global de la Banque. En outre, lorsqu'un changement survenu a été directement comptabilisé dans les capitaux propres de la coentreprise, la Banque comptabilise sa quote-part des changements, le cas échéant, dans l'état des variations des capitaux propres. Les gains et les pertes non réalisés résultant des opérations entre la Banque et la coentreprise sont éliminés à concurrence de la participation dans la coentreprise.

L'agrégat de la quote-part de la Banque dans le résultat d'une coentreprise, nul en 2020 (nul également en 2019), est présenté dans le compte de résultat et dans les autres éléments du résultat global en dehors du résultat opérationnel et représente le résultat de la coentreprise. Les états financiers de la coentreprise sont préparés pour la même période que ceux de la Banque. Au besoin, des ajustements sont faits pour aligner les méthodes comptables sur ceux de la Banque.

Après application de la méthode de la mise en équivalence, la Banque détermine s'il est nécessaire de constater une perte de valeur de son investissement dans sa coentreprise. À chaque date de clôture, la Banque détermine s'il existe une indication objective de dépréciation de l'investissement dans la coentreprise. S'il existe une telle preuve, la Banque calcule le montant de la dépréciation comme étant la différence entre la valeur recouvrable de la coentreprise et sa valeur comptable, puis comptabilise la perte en tant que « Part du bénéfice d'une coentreprise » dans l'état des résultats : perte et autres éléments du résultat global.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

s. Jugements importants concernant l'application des méthodes comptables du Groupe

Lors de l'application des méthodes comptables du Groupe, la direction a fait des estimations et émis des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés des actifs et des passifs, ainsi que sur la présentation des passifs éventuels au cours du prochain exercice. Les estimations et les jugements sont continuellement évalués et sont fondés sur l'expérience historique et d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs jugés raisonnables dans les circonstances de l'actif et du passif au cours du prochain exercice.

i. Juste valeur des instruments financiers

Lorsque les justes valeurs des actifs et des passifs financiers reportés dans l'état de la situation financière ne peuvent être déduites des marchés actifs, elles sont déterminées à l'aide des diverses techniques d'évaluation, notamment l'utilisation de modèles mathématiques. Les contributions de ces modèles sont dérivées de données de marché observables si possible, mais si elles ne sont pas disponibles, un jugement s'impose pour la détermination des justes valeurs. Au titre des jugements figurent les considérations de liquidité et des données de modèle, notamment la volatilité des dérivés et des taux d'actualisation « à plus longue échéance », les taux de remboursement anticipé et les hypothèses de taux de défaut pour les titres « adossés à des actifs ». Le Groupe évalue à la juste valeur les instruments financiers, tels que les dérivés et les actifs non financiers, à chaque date de clôture.

La juste valeur des instruments financiers est présentée plus en détail à la Note 37.

Lors de l'application des méthodes comptables du Groupe, la direction a fait des estimations et émis des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés des actifs et des passifs, ainsi que sur la présentation des passifs éventuels au cours du prochain exercice. Les estimations et les jugements sont continuellement évalués et sont fondés sur l'expérience historique et d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs jugés raisonnables dans les circonstances de l'actif et du passif au cours du prochain exercice.

Lorsque les justes valeurs des actifs et des passifs financiers reportés dans l'état de la situation financière ne peuvent être déduites des marchés actifs, elles sont déterminées à l'aide des diverses techniques d'évaluation, notamment l'utilisation de modèles mathématiques. Les contributions de ces modèles sont dérivées de données de marché observables si possible, mais si elles ne sont pas disponibles, un jugement s'impose pour la détermination des justes valeurs. Au titre des jugements figurent les considérations de liquidité et des données de modèle, notamment la volatilité des dérivés et des taux d'actualisation « à plus longue échéance », les taux de remboursement anticipé et les hypothèses de taux de défaut pour les titres « adossés à des actifs ». Le Groupe évalue à la juste valeur les instruments financiers, tels que les dérivés et les actifs non financiers, à chaque date de clôture.

La juste valeur des instruments financiers est présentée plus en détail à la Note 37.

ii. Pertes de valeur sur prêts - Financement du commerce et de projet

Le jugement est réalisé en mettant en place un critère permettant de déterminer si le risque de crédit lié à l'instrument financier a considérablement augmenté depuis la comptabilisation initiale, de déterminer la méthode d'intégration d'informations prospectives dans l'évaluation des pertes de crédit attendues (ECL) et de sélectionner et approuver les modèles utilisés pour évaluer l'ECL.

Les actifs comptabilisés au coût amorti et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont soumis à un test de dépréciation selon la méthodologie décrite dans la convention comptable 3(i).

Le Groupe comptabilise une provision pour perte correspondant à un montant égal aux pertes de crédit attendues (ECL) sur 12 mois ou à vie. Les ECL à vie résultent de toutes les éventuelles défaillances sur la durée de vie attendue d'un instrument financier, tandis que les ECL sur 12 mois résultent d'éventuelles défaillances sur une période de 12 mois après la date de clôture.

En ce qui concerne les expositions de crédit pour lesquelles il n'y a pas eu d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, le Groupe prévoit des ECL sur 12 mois. Celles-ci sont classées comme actifs de l'Étape 1.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

s. Jugements importants concernant l'application des méthodes comptables du Groupe (suite)

ii. Pertes de valeur sur prêts - Financement du commerce et de projet (suite)

Pour les expositions de crédit où le risque de crédit a considérablement augmenté depuis la comptabilisation initiale individuelle ou collective, une provision pour perte est nécessaire pour les ECL à vie. Celles-ci sont classées comme actifs de l'Étape 2.

Pour les expositions de crédit dépréciées et en défaut, comme pour les actifs de l'étape 2, une provision pour perte est nécessaire pour les ECL à vie. Toutefois, la probabilité de défaut de ces actifs est présumée être de 100 % moins le taux de recouvrement et de rétablissement déterminé.

La perte de valeur des prêts est présentée plus en détail aux notes 16, 17 et 18.

iii. Classement et évaluation des actifs financiers

Le jugement résulte du classement de l'évaluation des actifs financiers du modèle économique dans lequel les actifs sont détenus et de l'évaluation pour savoir si les conditions contractuelles des actifs financiers portent uniquement sur le remboursement du principal et des intérêts (SPPI) sur le principal restant dû.

Le Groupe détermine le modèle économique à un niveau qui reflète la manière dont des groupes d'actifs financiers sont conjointement gérés pour atteindre un objectif commercial particulier. Cette évaluation inclut un jugement reflétant toutes les preuves pertinentes, notamment la manière d'évaluer et de mesurer la performance des actifs, les risques qui affectent la performance des actifs, leur gestion et la rémunération de ceux qui les gèrent. Le Groupe surveille les actifs financiers évalués au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui sont décomptabilisés avant leur échéance, afin de comprendre le motif de leur cession et de déterminer si ces raisons sont compatibles avec l'objectif pour lequel l'entreprise détenait l'actif. Le suivi fait partie de l'évaluation continue du Groupe visant à déterminer si le modèle économique dans lequel les actifs financiers restants sont détenus est encore approprié, et dans le cas contraire, s'il y a eu un changement de modèle économique et donc un éventuel changement dans le classement de ces actifs.

iv. Augmentation significative du risque de crédit

Comme expliqué à la note 3 (j) ci-dessus, les ECL sont évalués comme provision égale à une ECL sur 12 mois pour les actifs de l'étape 1, ou à une ECL à vie pour les actifs de l'étape 2 ou 3. Un actif passe à l'étape 2 lorsque son risque de crédit a augmenté de manière considérable depuis sa comptabilisation initiale. L'IFRS 9 ne prévoit pas de définition de ce qui constitue une augmentation significative du risque de crédit. Par contre, afin de déterminer si le risque de crédit d'un actif a considérablement augmenté, le Groupe prend en compte des informations prospectives qualitatives et quantitatives qui sont raisonnables et justifiables.

v. Application de l'IFRS 16 - Contrats de location

L'application de la norme IFRS 16 a fait l'objet d'une évaluation qui consistait à :

- identifier si un contrat contient un contrat de location ;
- déterminer si l'on a la certitude raisonnable qu'une option de prorogation ou de résiliation sera exercée.

t. Principales sources d'incertitude relative aux estimations

i. Déterminer le nombre et la pondération relative des scénarios prospectifs pour chaque type de produit ainsi que les informations prospectives pertinentes pour chaque scénario :

Pour évaluer l'ECL, le Groupe utilise des informations prospectives raisonnables et justifiables, qui reposent sur des hypothèses concernant l'évolution future de différents facteurs économiques et la manière dont ces facteurs auront une incidence les uns sur les autres.

ii. Probabilité de défaut :

La PD constitue un élément clé dans l'évaluation de l'ECL. La PD est une estimation de la possibilité de défaut sur un horizon temporel donné, dont le calcul inclut les données, hypothèses et attentes concernant les conditions futures.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

t. Principales sources d'incertitude relative aux estimations (suite)

iii. Perte en cas de défaut :

La LGD est une estimation de la perte causée par un défaut. Elle repose sur la différence entre les flux de trésorerie contractuels dus et ceux que le prêteur peut espérer recevoir, en tenant compte des flux de trésorerie provenant des garanties et des rehaussements de crédit intégraux.

iv. Immobilisations corporelles

Les administrateurs procèdent à des estimations critiques afin de déterminer les taux d'amortissement des immobilisations corporelles.

v. Évaluation de la juste valeur et processus d'évaluation

Afin d'estimer la juste valeur d'un actif ou d'un passif financier, le Groupe a recours à des données observables sur le marché, si elles sont disponibles. Lorsque ces données de niveau 1 ne sont pas disponibles, le Groupe utilise des modèles d'évaluation pour déterminer la juste valeur de ses instruments financiers.

vi. Application de l'IFRS 16 - Contrats de location

Les principales sources d'incertitude relative aux estimations faites dans l'application de l'IFRS 16 étaient les suivantes :

- l'estimation de la durée du contrat de location ;
- la détermination du taux d'actualisation approprié des paiements de loyers ;
- l'évaluation de la dépréciation d'un actif au titre du droit d'utilisation.

u. Modèles et hypothèses utilisées

Le Groupe utilise divers modèles et hypothèses pour estimer l'ECL. La Banque exerce son jugement pour identifier le modèle le plus approprié pour chaque type d'actif, ainsi que pour déterminer les hypothèses utilisées dans ces modèles, notamment les hypothèses relatives aux principaux facteurs de risque de crédit. Veuillez consulter la note 2 pour plus de détails sur l'évaluation de l'ECL.

v. Réserve de gestion

Le Conseil d'administration a approuvé la création d'une réserve de gestion le 31 décembre 2018. Lorsque le 1er janvier 2018, le Groupe a adopté le modèle de pertes attendues (ECL) de la norme IFRS 9 - Instruments financiers, il s'est avéré que la politique de crédit du Groupe était plus prudente et affichait 19,84 millions USD de dépréciations excédentaires.

Le Conseil a par conséquent autorisé la création de la réserve de gestion afin de protéger le Groupe contre le risque de crédit et d'autres incidents susceptibles d'entraîner d'importantes pertes. La provision pour dépréciation excédentaire de 19,84 millions USD a été transférée à la réserve de gestion au 31 décembre 2019. Les mouvements de transfert vers et hors de cette réserve de gestion seront validés par le Conseil d'administration.

4. PRODUITS D'INTÉRÊTS

	GROUPE ET BANQUE	
	2020 USD	2019 USD
SUR PRÊTS ET FACILITÉS		
Prêts pour financement de projets	170 243 373	162 719 962
Prêts pour financement du commerce	189 196 103	209 703 194
	359,439,476	372,423,156
SUR PLACEMENTS		
Dépôts/détenus au coût amorti	75,844,453	33,302,878
	435,283,929	405,726,034

5. CHARGES D'INTÉRÊTS

INTÉRÊTS À PAYER SUR LES EMPRUNTS CONTRACTÉS AUPRÈS DES :		
Banques et institutions financières	100,408,688	128,757,528
Marchés obligataires régionaux et internationaux	70,363,933	60,100,100
Amortissement des frais d'émission d'emprunt reportés	11,905,932	11,796,360
Autres institutions	11,468,514	20,920,440
	194,147,067	221,574,428

6. AUTRES COÛTS D'EMPRUNT

Frais d'installation et de gestion	7,533,462	1,588,874
Frais d'engagement	1,044,955	2,409,744
Commission de la Banque	495,793	117,225
Frais et dépenses engagés au titre des subventions techniques	120,000	-
Frais de représentation	112,754	84,934
Autres frais	2,273,829	862,040
	11,580,793	5,062,817

7. (a) PRODUITS D'HONORAIRES ET COMMISSION

Frais initiaux dans le financement du commerce	20,266,335	15,946,793
Frais de gestion dans le financement du commerce	6,192,524	11,547,500
Frais d'engagement dans le financement de projets	5,199,852	2,922,739
Frais d'installation dans le financement de projets	5,163,349	31,113,074
Frais des lettres de crédit dans le financement du commerce	4,133,922	7,272,026
Frais des lettres de crédit dans le financement de projets	(14,805)	69,272
Frais de restructuration dans le financement de projets	3,741,180	43,950
Frais de restructuration dans le financement du commerce	1,604,264	-
Frais de garantie dans le financement du commerce	1,212,972	59,109
Commissions de syndication dans le financement du commerce	1,142,039	198,863
Frais de prélèvement dans le financement du commerce	1,049,971	745,362
Frais d'expertise dans le financement de projets	658,000	396,850
Frais de traitement de dossier dans le financement du commerce	457,178	472,132
Frais de garantie dans le financement de projets	371,250	170,000
Frais de gestion dans le financement de projets	309,623	345,748
Autres frais dans le financement du commerce	199,961	984,673
Autres frais relatifs aux projets	79751	102,579
	51,767,366	72,390,670

7. (b) COÛTS D'ATTÉNUATION DU RISQUE

	GROUPE ET BANQUE	
	2020 USD	2019 USD
Coûts de couverture d'assurance *	34,512,993	34,017,764
Coûts de réduction des risques * *	1,572,720	1,961,779
	36,085,713	35,979,543

* Il s'agit des primes sur la couverture d'assurance des prêts à divers emprunteurs. Au 31 décembre 2020, la couverture d'assurance s'élevait à 1,61 milliard USD (contre 1,74 milliard USD en décembre 2019). La couverture a été souscrite auprès de l'African Trade Insurance Agency Ltd, la Société Islamique d'Assurance à l'Investissement et aux Crédits à l'Exportation (ICIEC), Mar Risk Services Limited et Lloyds de Londres, qui sont toutes des sociétés bien cotées.

* * Ils représentent les coûts de réduction des risques liés aux commissions versées aux acquéreurs d'actifs de prêts distribués via le marché secondaire. Cela correspond aux activités secondaires de négociation de prêts et de distribution d'actifs du Groupe dans le cadre desquelles les prêts sont négociés de manière sélective afin de gérer les limites prudentielles des débiteurs, des secteurs et des régions, permettre la comptabilisation de nouveaux actifs et générer des revenus supplémentaires. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, le Groupe a vendu/distribué pour un total de 247 millions USD (contre 702 millions USD en décembre 2019).

8. AUTRES PRODUITS

	GROUPE		BANQUE	
	2020 USD	2019 USD	2020 USD	2019 USD
Actifs dépréciés recouvrés *	5,356,771	5,359,063	5,356,771	5,359,063
Frais de gestion	770,877	272,968	-	-
Revenus de dividendes	354,376	479,833	510,952	479,833
Revenus divers	275,252	135,107	275,247	135,107
Intérêts sur les prêts au personnel	165,052	35,481	165,052	35,481
(Pertes)/gains découlant de la cession d'immobilisations corporelles	(110,174)	318	(110,174)	318
	6,812,154	6,282,770	6,197,848	6,009,802

* Le compte des actifs dépréciés recouvrés concerne des prêts précédemment sortis du bilan qui ont été recouvrés au cours de l'exercice.

9. DÉPENSES D'EXPLOITATION

	GROUPE		BANQUE	
	2020 USD	2019 USD	2020 USD	2019 USD
Coûts de personnel (Note 10)	35,055,218	28,220,483	35,055,218	28,220,483
Promotion de l'entreprise	2,660,304	1,592,659	2,660,304	1,592,659
Consultants et conseillers	1,850,698	3,798,576	1,850,698	3,798,576
Dépenses générales de bureau	1,469,063	1,466,386	1,431,288	1,429,719
Amortissement des immobilisations corporelles	957,654	973,437	957,654	973,437
Amortissement des immobilisations incorporelles	759,464	593,179	759,464	593,179
Dépréciation des actifs au titre des droits d'utilisation	582,663	389,764	582,663	389,764
Missions officielles	407,658	2,423,127	407,658	2,423,127
Loyer à court terme	186,018	151,398	186,018	151,398
Réunion du Conseil d'administration	175,034	808,860	175,034	808,860
Réunion du Conseil des Gouverneurs	151,617	519,185	151,617	519,185
Charge d'intérêt sur la dette de loyer (Note 29)	141,575	83,031	141,575	83,031
Honoraires du vérificateur	64,817	64,050	56,000	56,000
	44,461,783	41,084,135	44,415,191	41,039,418

10. COÛTS DE PERSONNEL

	GROUPE ET BANQUE	
	2020 USD	2019 USD
Salaires et traitements	16,688,577	9,468,266
Système de récompense et reconnaissance au personnel	8,548,907	10,270,763
Frais de scolarité pour les personnes à charge	3,002,612	2,123,438
Cotisations du personnel à la Caisse de prévoyance - régime à cotisations définies	2,716,318	2,486,596
Frais médicaux	1,189,809	1,138,162
Provision pour salaires	1,098,668	1,099,332
Autres frais*	1,040,595	1,280,271
Dépenses au titre des congés payés	769,732	353,655
	35,055,218	28,220,483

* Les autres dépenses de personnel concernent principalement les frais de formation ainsi que les frais de déménagement et d'installation du personnel.

11. DÉPRÉCIATION SUR LES AUTRES ACTIFS FINANCIERS – GROUPE ET BANQUE

Autres créances (Note 24)	363,754	3,755
---------------------------	---------	-------

Il s'agit de commissions d'expertise sur des projets antérieurement reconnus comme produits à recevoir, désormais amortis.

12. IMPÔTS EXIGIBLES

	GROUPE		BANQUE	
	2020 USD	2019 USD	2020 USD	2019 USD
(A) CHARGE D'IMPÔT				
Impôts courants sur la base du résultat ajusté de 15 %	(3,494)	3,494	-	-
(B) RAPPROCHEMENT DE L'IMPÔT ATTENDU SUR LA BASE DU BÉNÉFICE COMPTABLE ET DE LA CHARGE D'IMPÔT				
Bénéfice comptable avant impôts	157,770,935	151,533,059	157,046,645	151,304,813
Impôt au taux applicable de 15 %	23,665,640	22,729,959	23,556,997	22,695,722
Incidence fiscale des charges non déductibles aux fins de l'impôt*	-	266	-	-
Incidence fiscale des pertes fiscales utilisées	-	(31,009)	-	-
Incidence fiscale des revenus non imposables**	(23,665,640)	(22,695,722)	(23,556,997)	(22,695,722)
	-	3,494	-	-
(C) IMPÔTS À PAYER				
Au 1er janvier	3,494	-	-	-
Charge de l'exercice	-	3,494	-	-
Reprise d'impôt***	(3,494)	-	-	-
Au 31 décembre	-	3,494	-	-

* Les charges non déductibles aux fins de l'impôt concernent les éléments de capital de la filiale.

** Les revenus non imposables concernent la Banque qui est exonérée de l'impôt sur les sociétés conformément aux Statuts de la Banque.

*** La Banque de Commerce et de Développement (« TDB ») est une institution multilatérale pleinement reconnue par la République de Maurice, qui est aussi le pays hôte du siège social de la TDB. La filiale (ESATAL) et le Fonds sont tous deux les produits des Statuts de la TDB en vigueur à Maurice, et étant détenus en majorité par la TDB, la Société bénéficie d'exemptions fiscales, d'immunités et de privilèges en vertu des Statuts de la TDB.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, la Société n'était pas assujettie à l'impôt (exercice clos le 31 décembre 2019 : une somme de 3 494 USD qui a fait l'objet d'une reprise en 2020).

13. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le calcul du bénéfice de base et dilué par action se fonde sur les données suivantes :

	GROUPE		BANQUE	
	2020 USD	2019 USD	2020 USD	2019 USD
BÉNÉFICE				
Bénéfice dans le cadre du calcul du résultat de base par action étant le bénéfice net attribuable aux actionnaires	157,253,961	151,417,188	157,046,645	151,304,813
Bénéfice dans le cadre du calcul du bénéfice dilué par action	157,253,961	151,417,188	157,046,645	151,304,813
Aucun gain ayant un effet dilutif potentiel au cours de l'exercice (nul en 2019).				
NOMBRE D'ACTIONS				
Nombre moyen pondéré d'actions dans le cadre du calcul du résultat de base par action :				
Catégorie A	86,207	79,115	86,207	79,115
Catégorie B	29,239	25,366	29,239	25,366
	115,446	104,481	115,446	104,481
Calcul du bénéfice de base par action	1,362	1,448	1,360	1,448
Nombre moyen pondéré d'actions dans le cadre du calcul du résultat dilué par action :	120,343	110,096	120,343	110,096
Calcul du bénéfice dilué par action	1,306	1,374	1,305	1,374

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation est calculé en fonction des versements en capital exigibles à la fin de l'exercice.

Le bénéfice dilué par action tient compte de l'effet dilutif des actions de catégorie A émises mais non libérées. Les actions en circulation de catégorie B sont entièrement libérées et n'ont donc aucun effet dilutif.

14. ESPÈCES ET SOLDES DÉTENUS SUR LES COMPTES D'AUTRES BANQUES

	GROUPE		BANQUE	
	2020 USD	2019 USD	2020 USD	2019 USD
Comptes courants – Note 14 (i)	156,760,578	531,494,818	155,994,806	531,201,835
Dépôts à vue et à terme auprès des banques - Note 14 (ii)	1,383,163,639	850,908,746	1,383,163,639	850,908,746
	1,539,924,217	1,382,403,564	1,539,158,445	1,382,110,581
(I) COMPTES COURANTS				
Montants en Dollars américains (USD)	134,055,178	329,789,005	133,289,406	329,496,022
Montants dans d'autres devises :				
Kwacha zambien	10,732,930	4,093,616	10,732,930	4,093,616
Shilling tanzanien	5,811,688	6,282,295	5,811,688	6,282,295
Kwacha malawite	3,198,035	59,262,988	3,198,035	59,262,988
Euro	2,028,034	129,319,511	2,028,034	129,319,511
Franc burundais	586,035	608,723	586,035	608,723
Birr éthiopien	141,042	341,662	141,042	341,662
Shilling kenyan	77,597	1,491,533	77,597	1,491,533
Dollar zimbabwéen	54,344	193,950	54,344	193,950
Roupie mauricienne	42,683	43,724	42,683	43,724
Rand sud-africain	14,783	12,220	14,783	12,220
Livre sterling	9,587	16,750	9,587	16,750
Yen japonais	6,515	33,945	6,515	33,945
Dirham émirati	1,922	124	1,922	124
Shilling ougandais	205	4,772	205	4,772
	22,705,400	201,705,813	22,705,400	201,705,813
	156,760,578	531,494,818	155,994,806	531,201,835
(II) DÉPÔTS À VUE ET À TERME AUPRÈS DES BANQUES				
Dollars américains (USD)	1,348,406,230	811,445,668	1,348,406,230	811,445,668
Montants dans d'autres devises :				
Livre soudanaise	29,369,779	34,098,184	29,369,779	34,098,184
Shilling ougandais	5,387,630	5,364,894	5,387,630	5,364,894
	34,757,409	39,463,078	34,757,409	39,463,078
Total des dépôts à vue et à terme	1,383,163,639	850,908,746	1,383,163,639	850,908,746

15. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Dans le cadre de la gestion de ses actifs et passifs, le Groupe utilise des dérivés à des fins de couverture afin de réduire son exposition aux risques de taux d'intérêt et de change. Pour y parvenir, elle s'engage dans des swaps de taux d'intérêt, de devises et des contrats de change à terme.

Les swaps de taux d'intérêt sont des contrats entre le Groupe et d'autres institutions financières pour lesquels le Groupe reçoit ou paie un taux d'intérêt variable en échange d'un paiement ou d'un versement, un taux d'intérêt fixe. Ces paiements sont généralement compensés les uns par rapport aux autres, la différence étant payée par une partie à l'autre.

Le Groupe couvre son exposition aux fluctuations défavorables des taux de change sur ses décaissements en euro en concluant des contrats de change à terme. Les contrats de change à terme sont des couvertures, puisque le Groupe préserve la parité USD/Euro, protégeant ainsi la valeur des actifs des fluctuations.

Le tableau ci-dessous présente les instruments financiers dérivés à leur juste valeur, comptabilisés comme actif et passif à la fin de l'année.

	GROUPE ET BANQUE	
	2020 USD	2019 USD
CONTRATS DE CHANGE À TERME		
Solde d'ouverture net au début de l'exercice	40,049,341	54,042,940
Contrats conclus au cours de l'exercice	68,125,922	37,548,455
Montants nets réglés	(163,704,980)	(67,548,060)
Gains de juste valeur par le compte de résultat	14,200,217	16,006,006
Solde net à la clôture à la fin de l'exercice	(41,329,500)	40,049,341

Au 31 décembre 2020 et au 31 décembre 2019, le Groupe ne possédait que des contrats de change à terme à titre d'instruments financiers dérivés.

16. PRÊTS POUR FINANCEMENT DU COMMERCE

	GROUPE ET BANQUE	
	2020 USD	2019 USD
Principaux prêts	2,593,587,582	2,621,167,722
Intérêts à recevoir	587,909,480	314,478,574
Prêts bruts	3,181,497,062	2,935,646,296
Dépréciation sur les prêts pour le financement du commerce (Note 18) *	(96,862,247)	(70,479,375)
Prêts nets	3,084,634,815	2,865,166,921
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT PAR ÉCHÉANCE		
Arrivant à échéance :		
Dans un an	1,056,073,385	1,573,903,790
Dans un à trois ans	1,435,549,642	1,305,713,451
Dans plus de trois ans	689,874,035	56,029,055
	3,181,497,062	2,935,646,296

* Charge de dépréciation incluse pour les engagements hors bilan.

Les prêts pour le financement du commerce non productifs bruts (Stade 3) étaient de 89 735 648 USD (contre 70 115 393 USD en décembre 2019). Les provisions pour dépréciation des prêts au stade 3 s'élevaient à 71 917 281 USD (contre 64 231 748 USD en décembre 2019), par conséquent la valeur comptable du prêt s'élevait à 17 818 367 USD (contre 5 883 645 USD en décembre 2019). Les provisions pour les prêts de financement du commerce aux stades 1 et 2 s'élevaient à 24 944 967 USD (contre 6 247 627 USD en décembre 2019).

17. PRÊTS POUR FINANCEMENT DE PROJETS

	GROUPE ET BANQUE	
	2020 USD	2019 USD
Prêts décaissés	4,225,163,924	3,484,215,531
Intérêts capitalisés *	74,649,100	116,695,511
Prêts remboursés	(2,057,830,433)	(1,508,489,914)
Solde s principaux prêts	2,241,982,591	2,092,421,128
Intérêts à recevoir	50,281,026	54,574,428
Prêts bruts	2,292,263,617	2,146,995,556
Dépréciation sur les prêts pour le financement de projets (Note 18)	(67,486,895)	(40,657,973)
Prêts nets	2,224,776,722	2,106,337,583

* Les intérêts capitalisés renvoient à des intérêts de retard sur des prêts restructurés et désormais capitalisés.

	GROUPE ET BANQUE	
	2020 USD	2019 USD
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT PAR ÉCHÉANCE		
Arrivant à échéance :		
Dans un an	398,862,679	424,572,300
Dans un à trois ans	692,703,243	648,868,236
Dans trois à cinq ans	708,447,718	476,764,089
Dans plus de cinq ans	492,249,977	596,790,931
	2,292,263,617	2,146,995,556

La proportion des prêts non productifs (Stade 3) pour le financement de projets étaient de 67 820 124 USD (contre 48 362 733 USD en décembre 2019). Les provisions pour dépréciation des prêts au stade 3 s'élevaient à 33 063 944 USD (contre 27 397 273 USD en décembre 2019), par conséquent la valeur comptable du prêt s'élevait à 34 756 180 USD (contre 20 965 460 USD en décembre 2019). Les provisions des prêts pour financement de projets aux stades 1 et 2 s'élevaient à 34 422 954 USD (contre 13 260 702 USD en décembre 2019).

18. ALLOCATION POUR DÉPRÉCIATION

	GROUPE ET BANQUE					
	PRÊTS POUR FINANCEMENT DE PROJETS AU BILAN USD	PRÊTS POUR FINANCEMENT DE PROJETS HORS BILAN USD	PRÊTS POUR FINANCEMENT DU COMMERCE AU BILAN USD	PRÊTS POUR FINANCEMENT DU COMMERCE HORS BILAN USD	TOTAL DE LA PROVISION POUR FINANCEMENT DU COMMERCE USD	ACTIFS PRÉSENTANT UN FAIBLE RISQUE DE CRÉDIT USD
Au 1er janvier 2019	29,820,960	407,153	79,985,093	1,601,793	81,586,886	115,834,768
Montants amortis	-	(407,153)	(34,390,012)	(1,601,793)	(35,991,805)	(36,398,958)
Charge de l'exercice	10,298,449	538,564	24,408,620	475,674	24,884,294	41,485,622
Au 31 décembre 2019	40,119,409	538,564	70,003,701	475,674	70,479,375	120,921,432
Au 1er janvier 2020	40,119,409	538,564	70,003,701	475,674	70,479,375	120,921,432
Montants amortis	-	(538,564)	(6,343,181)	(475,674)	(6,818,855)	(7,357,419)
Charge de l'exercice	25,811,784	1,555,702	32,775,939	425,788	33,201,727	60,598,738
Au 31 décembre 2020	65,931,193	1,555,702	96,436,459	425,788	96,862,247	174,162,751

19. PLACEMENTS EN ACTIONS

i. Participation au capital

	GROUPE ET BANQUE					RÉSERVE DE LA JUSTE VALEUR POUR L'EXERCICE USD
	COÛTS DE DÉPART USD	AUGMENTATIONS AU COÛT USD	COÛT TOTAL DE DÉPART USD	VALEUR COMPTABLE DE L'INVESTISSEMENT À LA FIN DE L'EXERCICE USD	VALEUR COMPTABLE DE L'INVESTISSEMENT EXERCICE PRÉCÉDENT USD	
À la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global :						
AU 31 DÉCEMBRE 2020						
African Export Import Bank	2,364,160	-	2,364,160	7,393,000	7,431,000	(38,000)
ZEP Reinsurance	31,938,654	-	31,938,654	42,496,000	39,191,000	3,305,000
Tononoka Steels Limited	628,653	-	628,653	194,000	519,000	(325,000)
Tanuss Investment Limited	1,755,000	-	1,755,000	168,000	213,000	(45,000)
Africa Trade Insurance Company	1,000,000	-	1,000,000	981,000	939,000	42,000
Gulf African Bank	1,978,734	-	1,978,734	2,448,000	2,086,000	362,000
Pan African Housing Fund	756,850	48,248	805,098	307,118	756,850	(497,980)
	40,422,051	48,248	40,470,299	53,987,118	51,135,850	2,803,020
AU 31 DÉCEMBRE 2019						
African Export Import Bank	2,364,160	-	2,364,160	7,431,000	6,589,000	842,000
ZEP Reinsurance	31,938,654	-	31,938,654	39,191,000	38,886,000	305,000
Tononoka Steels Limited	628,653	-	628,653	519,000	1,835,000	(1,316,000)
Tanuss Investment Limited	1,755,000	-	1,755,000	213,000	276,000	(63,000)
Africa Trade Insurance Company	1,000,000	-	1,000,000	939,000	1,015,000	(76,000)
Gulf African Bank	1,978,734	-	1,978,734	2,086,000	2,243,000	(157,000)
Pan African Housing Fund	677,730	79,120	756,850	756,850	677,730	-
	40,342,931	79,120	40,422,051	51,135,850	51,521,730	(465,000)

Les principaux placements en actions du Groupe sont effectués sur ZEP-RE (Société de réassurance de la ZEP), African Export-Import Bank, Tanuss, Africa Trade Insurance Agency et Gulf African Bank. En outre, le Groupe a souscrit aux fonds propres de divers projets dans ses États membres. La participation du Groupe est libellée en dollars américains. Au 31 décembre 2020, tous les placements étaient comptabilisés à la juste valeur conformément aux dispositions de la norme IFRS 9. Le Groupe n'a pas l'intention de céder les actions à court terme et aucune action n'a été décomptabilisée. Les dividendes tirés de ces placements, le cas échéant, sont présentés dans la Note 8.

19. PLACEMENTS EN ACTIONS (SUITE)

ii. Acomptes versés

	GROUPE ET BANQUE	
	2020 USD	2019 USD
Capital total souscrit *	41,865,201	41,865,201
Moins : Versements non dus – Note 19 (iii)	(1,394,902)	(1,443,150)
Acomptes versés à la fin de l'exercice – Note 19 (i) et (iv)	40,470,299	40,422,051

* * Le capital total souscrit comprend le capital libéré et les souscriptions non payées

iii. Les souscriptions non payées libellées en dollars américains aux taux de fin d'année étaient composées de

African Export-Import Bank *	1,200,000	1,200,000
Pan African Housing Fund *	194,902	243,150
* Les souscriptions impayées sont payables à vue.	1,394,902	1,443,150

iv. Mouvement des acomptes versés

Au début de l'exercice	40,422,051	40,342,931
Ajouts nets au coût - Note 19 (i)	48,248	79,120
À la fin de l'exercice	40,470,299	40,422,051

20. INVESTISSEMENT DANS LES COENTREPRISES

La Banque détient une participation de 50 % dans la Eastern and Southern African Trade Advisers Limited (ESATAL). La coentreprise a été constituée en 2016 et son principal établissement est à Ebene, en Ile Maurice. L'ESAIF servira à lever et gérer respectivement le Fonds pour les infrastructures. Les droits de vote de la Banque dans la coentreprise correspondent à sa participation. La participation de la Banque dans les coentreprises est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence dans les états financiers. Il n'existe aucune cotation de marché pour les investissements. L'ESAIF présente son rapport de fin d'exercice le 31 décembre.

Les informations financières résumées de la coentreprise sont présentées dans le tableau ci-dessous :

	GROUPE ET BANQUE	
	2020 USD	2019 USD
Actifs courants – espèces et quasi-espèces	634,021	634,021
TOTAL DES ACTIFS	634,021	634,021
Passifs	-	-
Capitaux propres	634,021	634,021
Valeur comptable de l'investissement de la Banque -50 %	317,010	317,010

L'ESAIF n'a pas encore démarré ses opérations. La coentreprise n'avait pas de passif éventuel ni d'engagement de capital au 31 décembre 2020. LESAIF ne peut pas distribuer ses bénéfices sans le consentement des parties à la coentreprise.

	GROUPE ET BANQUE	
	2020 USD	2019 USD
MOUVEMENT DES COENTREPRISES		
Au 1er janvier	317,010	386,994
Réduction des investissements *	-	(69,984)
Au 31 décembre	317,010	317,010

* Les variations concernent la qualification des placements dans l'Eastern and Southern African Trade Advisers Limited - ESATAL (consulter la Note 21) dans une filiale après la prise de contrôle de l'entité par la TDB. La participation de la TDB au capital de l'ESATAL s'élève à 69 984 USD.

21. COÛT D'UNE PARTICIPATION DANS UNE FILIALE

La Banque détient une participation de 50 % plus une action dans ESATAL (Eastern and Southern African Trade Advisers Limited). ESATAL a été constituée en 2015 sous la forme d'une coentreprise entre la TDB et GML Capital, chaque partie détient 50 % de la coentreprise. En août 2019, ESATAL est devenue une filiale de la TDB après être passée sous le contrôle de la Banque. Son principal établissement est à Ebene, en Ile Maurice. L'ESATAL est un gestionnaire de placements du Fonds pour le commerce en Afrique orientale et australe (ESATF). L'ESATAL présente son rapport de fin d'exercice le 31 décembre.

	BANQUE 2020		BANQUE 2019	
	NBRE D'ACTIONS	ACTION ORDINAIRE USD	NBRE D'ACTIONS	ACTION ORDINAIRE USD
Nbre total d'actions en circulation et entièrement libérées	139,967	139,967	139,967	139,967
Participation de la TDB : 50 % + 1 action	69,984	69,984	69,984	69,984

Les actions ordinaires jouissent des droits suivants :

- i. Une voix par action sur toutes les résolutions et questions relevant de la détermination et de l'approbation des actionnaires, en vertu de la Loi de 2001 sur les sociétés de l'Île Maurice et de la Constitution.
- ii. Le droit à une part égale des dividendes déclarés et payés par la société.
- iii. Le droit à une part égale dans la répartition des excédents d'actifs de la Société.

Le Conseil d'administration se prononce sur les activités pertinentes de la filiale sur la base d'un vote à la majorité simple, chaque administrateur disposant d'une voix. Ainsi, les administrateurs du Groupe ont conclu que le Groupe exerce un contrôle sur l'ESATAL et les résultats ont été consolidés dans les présents états financiers.

La synthèse des informations financières de la filiale avec une participation ne donnant pas le contrôle est présentée ci-dessous :

	BANQUE	
	2020 USD	2019 USD
RÉSUMÉ DE L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE		
Total actifs	839,480	400,411
Total passifs	(13,781)	(131,311)
Actif net	825,699	269,100
Actionnaires sans contrôle	50%	50%
RÉSUMÉ DE L'ÉTAT DU COMPTE DE RÉSULTAT ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL		
Résultat courant avant impôt	724,290	228,247
Charge d'impôt	3,494	(3,494)
	727,784	224,753
Le bénéfice de l'exercice est attribuable aux actionnaires de la Banque	363,892	112,376
Le bénéfice de l'exercice est attribuable aux actionnaires sans contrôle	363,892	112,377
Total du résultat global pour l'exercice	727,784	224,753
RÉSUMÉ DE L'ÉTAT DU FLUX DE TRÉSORERIE		
Flux de trésorerie nets résultant de l'activité d'exploitation	643,974	183,312
Trésorerie nette résultant de l'activité de financement	(171,185)	-
Hausse nette des espèces et quasi-espèces	472,789	183,312
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	292,983	109,671
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	765,772	292,983

22. INVESTISSEMENT DANS DES TITRES PUBLICS

	GROUPE ET BANQUE	
	2020 USD	2019 USD
DÉTENUS AU COÛT AMORTI		
Obligations du trésor et bons du trésor :		
Au 1er janvier	44,897,636	-
Augmentations : Bons du trésor *	47,801,418	44,897,636
Marge à recevoir	28,229,030	-
Au 31 décembre	120,928,084	44,897,636

* Dans le cadre du mandat de la Banque visant à approfondir les marchés de capitaux au sein de ses états membres, la TDB a continué à investir dans des bons du trésor zambien dont les rendements concurrentiels sont compris entre 26 et 33 %. Les obligations sont détenues sous forme de placement à leur équivalent en kwacha zambien.

23. INVESTISSEMENT DANS LES TITRES D'UN FONDS POUR LE COMMERCE

	GROUPE		BANQUE	
	2020 USD	2019 USD	2020 USD	2019 USD
PLACEMENTS DANS L'ESATF À LA JUSTE VALEUR À TRAVERS LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL				
Au 1er janvier	49,997,089	-	49,996,989	-
Ajouts au cours de l'exercice	-	49,997,089	-	49,996,989
Amortissements/échéances lors de l'exercice	(447,250)	-	(447,250)	-
Gains liés à la juste valeur	2,777,578	-	2,777,578	-
Au 31 décembre	52,327,417	49,997,089	52,327,317	49,996,989

L'investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce comprend des placements en action dans l'East and Southern African Trade Fund – « ESATF ». La durée du placement est de six mois et son coût se rapproche de la juste valeur.

24. AUTRES CRÉANCES

	GROUPE		BANQUE	
	2020 USD	2019 USD	2020 USD	2019 USD
Actifs vendus*	85,000,000	70,000,000	85,000,000	70,000,000
Remboursements anticipés et autres créances**	36,850,165	48,797,741	36,776,556	48,690,413
Prêts et avances au personnel***	14,123,916	1,047,994	14,123,916	1,047,994
Frais d'expertise****	917,489	677,703	917,489	677,703
	136,891,570	120,523,438	136,817,961	120,416,110
<i>Frais d'expertise à recevoir****</i>				
Au début de l'exercice	677,703	1,033,204	677,703	1,033,204
Produit à recevoir	1,201,581	396,850	1,201,581	396,850
Entrées	(598,041)	(748,596)	(598,041)	(748,596)
Montants amortis (Note 11)	(363,754)	(3,755)	(363,754)	(3,755)
À la fin de l'exercice	917,489	677,703	917,489	677,703
Montants dus dans un délai d'un an	126,004,800	120,330,250	125,931,190	120,222,922
Montants dus après un an	10,886,770	193,188	10,886,771	193,188
	136,891,570	120,523,438	136,817,961	120,416,110

* Les actifs vendus à la baisse représentent les actifs vendus aux contreparties du Groupe sans subvention. Le montant au 31 décembre 2020 et au 31 décembre 2019 représente les différentes facilités. La vente à la baisse de créances à recevoir ne produit pas d'intérêt.

** Les remboursements anticipés et autres créances comprennent principalement les coûts d'assurance sur les expositions du Groupe et les frais d'établissement payés en relation avec les facilités de crédit à court terme accordées au Groupe par les prêteurs.

*** Les prêts et avances au personnel sont accordés conformément au Statut et Règlement du Personnel approuvé par le Conseil d'Administration. Ces prêts et avances au personnel ont diverses échéances allant de 3 à 36 mois.

**** Les frais d'expertise sont constatés à titre de produit à recevoir lors de l'approbation d'une facilité auprès de l'emprunteur par le Groupe.

25. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	GROUPE ET BANQUE						
	TERRES FRANCHES USD	IMMEUBLE EN CONSTRUCTION USD	IMMEUBLES USD	VÉHICULES À MOTEUR USD	MOBILIER ET AMÉNAGEMENTS USD	MATÉRIEL DE BUREAU USD	TOTAL USD
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020							
COÛT							
Au 1er janvier 2020	140,400	4,770,891	26,598,015	864,665	1,865,267	2,477,509	36,716,747
Augmentations	-	5,346,357	87,446	120,499	7,537	154,497	5,716,336
Cessions	-	-	-	-	(132,567)	(14,756)	(147,323)
Au 31 décembre 2020	140,400	10,117,248	26,685,461	985,164	1,740,237	2,617,250	42,285,760
AMORTISSEMENT CUMULÉ							
Au 1er janvier 2020	-	-	8,250,390	563,148	1,141,595	2,078,551	12,033,684
Charge de l'exercice	-	-	508,828	104,434	133,523	210,869	957,654
Cessions	-	-	-	-	(24,342)	(12,807)	(37,149)
Au 31 décembre 2020	-	-	8,759,218	667,582	1,250,776	2,276,613	12,954,189
VALEUR COMPTABLE NETTE							
Au 31 décembre 2020	140,400	10,117,248	17,926,243	317,582	489,461	340,637	29,331,571

Immeuble en construction :

Le Groupe envisage la construction d'un immeuble pour abriter des bureaux à Nairobi, au Kenya. Des coûts relatifs aux services professionnels, notamment les honoraires des entrepreneurs et des consultants, ont été engagés et, conformément à la norme IAS 16 - Immobilisations corporelles, aucune dépréciation n'a été comptabilisée sur ces coûts jusqu'à ce que le bâtiment soit prêt à l'usage.

Aucun actif n'a été engagé en garantie des emprunts du Groupe (nul en décembre 2019).

25. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (SUITE)

	GROUPE ET BANQUE							
	TERRES FRANCHES USD	TERRES FRANCHES USD	IMMEUBLE EN CONSTRUCTION USD	IMMEUBLES USD	MOTOR VEHICLES USD	VÉHICULES À MOTEUR USD	MOBILIER ET AMÉNAGEMENTS USD	TOTAL USD
EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2019								
COÛT								
Au 1er janvier 2019	140,400	2,453,865	1,067,139	26,582,523	725,269	1,750,724	2,177,164	34,897,084
Augmentations	-	-	3,703,752	15,492	169,981	120,584	313,709	4,323,518
Cessions	-	-	-	-	(30,585)	(6,041)	(13,364)	(49,990)
Reclassement (Note 26)	-	(2,453,865)	-	-	-	-	-	(2,453,865)
Au 31 décembre 2019	140,400	-	4,770,891	26,598,015	864,665	1,865,267	2,477,509	36,716,747
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Au 1er janvier 2019	-	76,419	-	7,749,159	497,423	998,888	1,865,085	11,186,974
Charge de l'exercice	-	-	-	501,231	96,310	148,185	227,711	973,437
Cessions	-	-	-	-	(30,585)	(5,478)	(14,245)	(50,308)
Reclassement	-	(76,419)	-	-	-	-	-	(76,419)
Au 31 décembre 2019	-	-	-	8,250,390	563,148	1,141,595	2,078,551	12,033,684
VALEUR COMPTABLE NETTE								
Au 31 décembre 2019	140,400	-	4,770,891	18,347,625	301,517	723,672	398,958	24,683,063

Terres louées :

Les terres louées désignent les terres que le Groupe possède et sur lesquelles il détient un titre à bail de 99 ans. Cela a été transféré au poste « droit d'utilisation des actifs » en 2019 suite à l'adoption de l'IFRS 16 - Contrats de location.

Immeuble en construction :

Le Groupe envisage la construction d'un immeuble pour abriter des bureaux. Des coûts relatifs aux services professionnels, notamment les honoraires des entrepreneurs et des consultants, ont été engagés et, conformément à la norme IAS 16 - Immobilisations corporelles, aucune dépréciation n'a été comptabilisée sur ces coûts jusqu'à ce que le bâtiment soit prêt à l'usage.

26. DROIT D'UTILISATION DES ACTIFS

Le droit d'utilisation comprend les contrats de location portant sur des locaux à usage propre et les terrains que possède et exploite le Groupe en vertu d'un bail de 99 ans. Les informations relatives aux contrats de location conclus par le Groupe en tant que preneur figurent au tableau ci-dessous :

	GROUPE ET BANQUE	
	2020 USD	2019 USD
COÛT		
Au début de l'exercice	4,378,195	-
Actif loué comptabilisé	19,220	1,924,330
Reclassement (Note 25)	-	2,453,865
À la fin de l'exercice	4,397,415	4,378,195
AMORTISSEMENT CUMULÉ		
Au début de l'exercice	466,183	-
Reclassement (Note 25)	-	76,419
Charge de l'exercice	582,663	389,764
À la fin de l'exercice	1,048,846	466,183
VALEUR COMPTABLE NETTE		
À la fin de l'exercice	3,348,569	3,912,012
Montants comptabilisés dans le compte de résultats :		
Charge d'amortissement du droit d'utilisation	582,663	389,764
Charges d'intérêts	141,575	83,031
Charges relatives aux contrats de location de courte durée	53,273	60,405
	777,511	533,200

27. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	GROUPE ET BANQUE	
	2020 USD	2019 USD
COÛT		
Au début de l'exercice	3,618,920	4,276,392
Ajouts	760,161	737,437
Dépréciation	-	(1,394,909)
À la fin de l'exercice	4,379,081	3,618,920
AMORTISSEMENT		
Au début de l'exercice	1,620,918	2,422,648
Charge de l'exercice	759,464	593,179
Dépréciation	-	(1,394,909)
À la fin de l'exercice	2,380,382	1,620,918
VALEUR COMPTABLE NETTE		
À la fin de l'exercice	1,998,699	1,998,002

Les immobilisations incorporelles renvoient au coût des logiciels acquis.
Les logiciels sont amortis sur leur durée de vie utile estimée, qui est en moyenne de 5 ans.

28. DÉPÔTS SUR COMPTE DE RECOUVREMENT

	GROUPE ET BANQUE	
	2020 USD	2019 USD
Au début de l'exercice	95,822,611	119,576,580
Hausse	49,600,753	6,893,456
Baisse	(52,148,258)	(30,647,425)
À la fin de l'exercice	93,275,106	95,822,611

Les dépôts dans le compte de recouvrement représentent les dépôts collectés par le Groupe au nom des clients à partir du produit des produits financés par le Groupe qui seront appliqués sur les remboursements de prêts à leur échéance.

29. PASSIF LOCATIF

	GROUPE ET BANQUE	
	2020 USD	2019 USD
Au début de l'exercice	1,520,467	2,022,686
Nouveau passif locatif	19,219	-
Règlement des dettes de location	(594,011)	(585,250)
Intérêts relatifs aux dettes de loyer	141,575	83,031
À la fin de l'exercice	1,087,250	1,520,467
<i>Analyse des échéances des flux de trésorerie non actualisés</i>		
Exercice 1	551,599	558,110
Exercice 2	280,042	484,679
Exercice 3	255,609	477,678
Total des dettes de loyer actualisées	1,087,250	1,520,467

30. EMPRUNTS À COURT TERME

(A) CERTIFICATS DE DÉPÔTS		
African Trade Insurance Agency - Note 30 (b)	-	1,680,450

Les certificats de dépôts concernent des emprunts remboursables dans un délai d'un an.

30. EMPRUNTS À COURT TERME (SUITE)

	DATE DE RENOUVELLEMENT/ D'AVANCE	DATE D'ÉCHÉANCE	DEVISE	GROUPE ET BANQUE	
				USD	USD
(B) AUTRES EMPRUNTS À COURT TERME					
Prêt syndiqué - Middle First Abu Dhabi Bank PJSC	Déc-19	Déc-22	USD	468,989,865	451,471,994
Opérations de financement syndicataires mondiales 2020	Déc-20	Déc-22	USD	450,000,000	-
Prêt syndiqué - Asie (I)	Juin-19	Juin-22	USD	400,000,000	400,000,000
Opérations de financement syndicataires mondiales 2018	Oct-18	Oct-22	USD	260,000,000	460,000,000
Prêt syndiqué - Asie (II)	Déc-20	Déc-22	USD	225,000,000	-
The Bank of Tokyo Mitsubishi UFJ, Ltd	Juin-19	Juin-21	USD	150,000,000	150,000,000
Prêt syndiqué dit Samurai	Déc-18	Déc-21	USD	123,783,324	146,763,016
CDC Group	Déc-20	Déc-22	USD	100,000,000	-
NORFUND	Déc-20	Juin-21	USD	50,611,417	-
Nedbank	Déc-18	Nov-21	USD	50,000,000	50,000,000
Mizuho Bank Londres	Oct-20	Juill-21	USD	40,000,000	-
Financement de projets à travers Africa 50	Nov-20	Mar-21	USD	31,903,540	-
Standard Chartered Bank London	Juill-20	Mai-21	USD	21,653,436	-
KfW	Juin-20	Juin-21	USD	20,000,000	-
Citibank	Nov-20	Avr-21	USD	9,247,080	-
African Trade Insurance Agency - Retraite du personnel	Sep-19	Sep-21	USD	5,550,674	-
Prêt syndiqué - Asie (III)	Déc-17	Déc-20	USD	-	237,000,000
Mashreq Bank	Déc-19	Déc-20	USD	-	100,000,000
Citibank	Sep-19	Apr-20	USD	-	79,511,339
Mizuho Bank Londres	Déc-18	Nov-20	USD	-	75,000,000
Standard Bank Isle of Man	Déc-19	Nov-20	USD	-	56,015,000
Sumitomo Mitsui Banking Corporation Euro	Déc-19	Déc-20	USD	-	50,000,000
First Abu Dhabi Bank PJSC	Avr-19	Avr-20	USD	-	50,000,000
KfW	Déc-19	Déc-20	USD	-	46,500,000
Financement de projets à travers Africa 50	Oct-19	Mar-20	USD	-	31,446,755
NORFUND	Juin-20	Déc-20	USD	-	30,000,000
Bank One Ltd	Déc-19	Mar-20	USD	-	22,406,000
Standard Chartered Bank London	Jan-20	Oct-20	USD	-	14,149,861
BHF Bank	Oct-19	Mar-20	USD	-	8,233,539
African Trade Insurance Agency	Jan-19	Sep-20	USD	-	4,242,949
Sous-total pour autres emprunts à court terme				2,406,739,336	2,462,740,453
INTÉRÊT À PAYER				737,540	827,094
Certificat de dépôts (Note 30 (a))				-	1,680,450
TOTAL EMPRUNTS À COURT TERME				2,407,476,876	2,465,247,997

Les emprunts sont classés comme à court ou à long terme sur la base du portefeuille que le Groupe finance, c'est-à-dire des prêts pour financement du commerce ou de projets, et non sur la base de l'échéance contractuelle du passif.

31. EMPRUNTS À LONG TERME

	DATE DE RENOUVELLEMENT/ DE DÉCAISSEMENT	DATE D'ÉCHÉANCE	DEVISE	MONTANT EN DEVISE	MONTANTS AU 31 DÉCEMBRE 2020			MONTANTS AU 31 DÉCEMBRE 2019		
					SOLDE ENCOURS USD	MONTANT EXIGIBLE DANS UN DÉLAI DE UN AN USD	MONTANT D'UN AN APRÈS UN AN USD	SOLDE ENCOURS USD	MONTANT D'UN AN APRÈS UN AN USD	MONTANT D'UN AN APRÈS UN AN APRÈS UN AN EXERCICE USD
PRÊTEUR	Banque africaine de développement	Nov-08	USD	188,750,000	188,750,000	26,250,000	162,500,000	207,500,000	18,750,000	188,750,000
	Consortium pour la Recherche économique en Afrique	Nov-19	USD	2,993,975	2,993,975	-	2,993,975	2,993,975	-	2,993,975
PRÊTEUR	Programme d'émissions de bons européens à moyen terme pour un montant de 1 milliard de dollars américains : Troisième tranche*	Mai-19	USD	750,000,000	750,000,000	-	750,000,000	750,000,000	-	750,000,000
	Programme d'émissions de bons européens à moyen terme pour un montant de 1 milliard de dollars américains : Deuxième tranche*	Déc-13	USD	700,000,000	700,000,000	-	700,000,000	700,000,000	-	700,000,000
PRÊTEUR	Fonds de l'OCPEP pour le développement international	Mar-19	USD	60,000,000	60,000,000	20,000,000	40,000,000	20,000,000	2,925,278	17,074,722
	Development Bank of Southern Africa	Mar-07	USD	4,687,500	4,687,500	4,687,500	-	14,062,500	9,375,000	4,687,500
PRÊTEUR	Private Export Funding Corporation	Aou-11	USD	5,205,825	5,205,825	5,205,825	-	11,155,339	5,949,514	5,205,825
	KfW	Déc-13	USD	145,714,286	145,714,286	11,428,571	134,285,715	151,428,571	5,714,286	145,714,285
PRÊTEUR	KfW-IPEx	Sep-16	USD	96,382,577	96,382,577	13,364,622	83,017,955	109,747,199	13,364,622	96,382,577
	Banque européenne d'investissement	Aou-16	USD	70,496,000	70,496,000	11,749,333	58,746,667	82,239,046	11,749,333	70,489,713
PRÊTEUR	CDC Group	Oct-16	USD	59,469,697	59,469,697	17,424,242	42,045,455	72,727,273	16,267,380	56,459,893
	Standard Chartered Bank / USAID	Sep-17	USD	16,911,622	16,911,622	4,227,906	12,683,716	21,157,142	4,227,906	16,929,236
PRÊTEUR	Finnish Export Credit - Sumitomo	Juill-17	USD	53,921,901	53,921,901	5,226,373	48,695,528	-	-	-
	Mitsui Banking Corporation	Juill-17	USD	853,983	853,983	853,983	-	29,204,255	6,696,563	22,507,692
PRÊTEUR	Agence Française de Développement	Déc-17	USD	71,875,000	71,875,000	6,250,000	65,625,000	57,000,000	3,125,000	53,875,000
	The Exim - Import Bank of China	Déc-17	USD	250,000,000	250,000,000	250,000,000	-	250,000,001	-	250,000,001
PRÊTEUR	Industrial Development Corporation	Mar-18	USD	82,164,643	82,164,643	21,825,532	60,339,111	87,156,493	13,408,691	73,747,802

31. EMPRUNTS À LONG TERME (SUITE)

	DATE DE RENOUVELLEMENT/ DE DÉCAISSEMENT	DATE D'ÉCHÉANCE	DEVISE	MONTANT EN DEVISE	SOLDE ENCOURS USD	MONTANT EXIGIBLE DANS UN DÉLAI DE UN AN USD	MONTANT D'UN AN APRÈS UN AN USD	SOLDE ENCOURS USD	MONTANT D'UN AN APRÈS UN AN USD	MONTANT D'UN AN APRÈS UN AN APRÈS UN AN EXERCICE USD
PRÊTEUR (SUITE)	Banque arabe pour le développement économique en Afrique	Fév-18	USD	13,125,000	13,125,000	1,875,000	11,250,000	14,999,940	1,250,000	13,749,940
	Banque de développement de la Biélorussie	Juin-20	USD	15,677,754	15,677,754	1,789,433	13,888,321	-	-	-
PRÊTEUR (SUITE)	Oesterreichische Entwicklungsbank AG	Juin-20	USD	25,000,000	25,000,000	-	25,000,000	-	-	-
	Prêt syndiqué de l'AMGI	Juill-20	EUR	334,434,877	411,237,846	-	411,237,846	-	-	-
PRÊTEUR (SUITE)	Cassa Depositi e Prestiti	Juill-20	EUR	50,000,000	61,482,500	-	61,482,500	-	-	-
	Obligation à taux fixe libellée en devise locale de Tanzanie	Juin-15	TZS	2,242,404,954	-	-	-	982,821	982,821	-
PRÊTEUR (SUITE)	Obligation à taux variable libellée en devise locale de Tanzanie	Juin-15	TZS	2,240,669,845	-	-	-	980,815	980,815	-
	Oldenburgische Landesbank AG	Divers	USD	628,96	-	-	-	628,965	628,965	628,965
PRÊTEUR (SUITE)	Sous-total des emprunts à long terme				3,085,950,109	402,158,320	2,683,791,789	2,583,964,335	115,396,174	2,468,568,161
	Intérêt à payer				29,829,894	29,829,894	-	28,520,393	28,520,393	-
PRÊTEUR (SUITE)	Total des emprunts à long terme				3,115,780,003	431,988,214	2,683,791,789	2,612,484,729	143,916,567	2,468,568,161
	Dépenses différées				(64,255,723)	(10,545,083)	(53,710,640)	(20,955,831)	(8,677,535)	(12,278,296)
PRÊTEUR (SUITE)					3,051,524,280	421,443,131	2,630,081,149	2,591,528,898	135,239,032	2,456,289,865

Le Groupe rembourse ces emprunts en versements trimestriels ou semestriels. Le Groupe n'a donné aucune garantie pour les emprunts. Elle s'est acquittée de tous ces emprunts.

Les emprunts sont classés comme à court ou à long terme sur la base du portefeuille que le Groupe finance, c'est-à-dire des prêts pour financement du commerce ou de projets, et non sur la base de l'échéance contractuelle du passif.

32. AUTRES DETTES

	GROUPE		BANQUE	
	2020 USD	2019 USD	2020 USD	2019 USD
Fonds de prévoyance*	29,217,684	7,492,768	29,217,684	7,492,768
Autres créanciers**	18,871,780	102,089,407	18,857,999	101,961,590
Plan d'intéressement à long terme actualisé	10,282,849	4,939,849	10,282,849	4,939,849
Bénéfices reportés - Escompte de lettres de crédit	10,116,963	-	10,116,963	-
Dividendes à payer	7,661,404	11,475,872	7,661,404	11,475,872
Avantage à payer et comptabilisation	3,547,549	5,552,242	3,547,549	5,552,242
Commissions de syndication actualisées	2,308,386	2,507,304	2,308,386	2,507,304
Frais à payer- Financement du commerce	2,301,542	401,256	2,301,542	401,256
Charges à payer	1,640,962	4,197,989	1,640,962	4,197,989
Caution de loyer	51,622	51,622	51,622	51,622
Frais à payer - Financement de projets	16,139	24,478	16,139	24,478
	86,016,880	138,732,787	86,003,099	138,604,970
ANALYSE D'AUTRES DETTES PAR ÉCHÉANCES				
Montants dus dans un délai d'un an	46,516,347	134,555,523	46,502,566	134,427,706
Montants dus après un an	39,500,533	4,177,264	39,500,533	4,177,264
	86,016,880	138,732,787	86,003,099	138,604,970

*La Caisse de prévoyance concerne la contribution du Groupe au fonds qui n'a pas encore été versée.

**Les autres créanciers concernent principalement les dépôts en espèces par les clients.

33. PROVISION POUR SALAIRES ET CONGÉS PAYÉS

	GROUPE ET BANQUE	
	2020 USD	2019 USD
(I) PROVISION POUR SALAIRES		
Au début de l'exercice		6,040,190
Augmentation de la provision		1,099,333
Paiement de l'indemnité de départ		(539,372)
À la fin de l'exercice	93,275,106	95,822,611
(II) PROVISION POUR CONGÉS PAYÉS		
Au début de l'exercice	1,951,359	1,788,449
Augmentation de la provision	670,419	257,172
Paiement des congés payés	(115,941)	(94,262)
À la fin de l'exercice	2,505,837	1,951,359
TOTAL DE PROVISION POUR SALAIRES ET CONGÉS PAYÉS	9,957,779	8,551,510

Les droits des employés à un salaire et aux congés annuels sont comptabilisés lorsqu'ils leurs sont payés.

34. CAPITAL SOCIAL

	GROUPE ET BANQUE			
	AU 31 DÉCEMBRE 2020		AU 31 DÉCEMBRE 2019	
	ACTIONS DE CATÉGORIE 'A' USD	ACTIONS DE CATÉGORIE 'B' USD	TOTAL USD	ACTIONS DE CATÉGORIE 'A' USD
CAPITAL AUTORISÉ				ACTIONS DE CATÉGORIE 'B' USD
176 468 (contre 88 234 actions ordinaires de catégorie 'A' d'une valeur de 22 667 USD chacune en 2019)	4,000,000,156	-	4,000,000,156	-
220 584 actions ordinaires de catégorie 'B' d'une valeur de 4 533,42 USD chacune en 2019	-	1,000,000,000	1,000,000,000	1,000,000,000
MOINS : NON SOUSCRIT				
catégorie 'A'	(1,975,179,713)	-	(1,975,179,713)	-
catégorie 'B'		(859,400,500)	(859,400,500)	(872,565,554)
CAPITAL SOUSCRIT				
89 329 actions ordinaires de catégorie 'A' (contre 85 686 en décembre 2019) d'une valeur de 22 667 USD chacune	2,024,820,443	-	2,024,820,443	1,942,244,564
31 014 actions ordinaires de catégorie 'B' (contre 28 110 en décembre 2019) d'une valeur de 4 533,40 USD chacune	-	140,599,500	140,599,500	127,434,446
Moins : Capital sujet à appel	(1,619,856,354)	-	(1,619,856,354)	-
Capital payable	404,964,089	140,599,500	545,563,589	127,434,446
Moins : Montants non échus	(9,802,117)	-	(9,802,117)	-
Capital échu	395,161,972	140,599,500	535,761,472	127,434,446
Moins : souscriptions arriérées	(827,632)	-	(827,632)	-
Capital libéré	394,334,340	140,599,500	534,933,840	127,434,446
MOUVEMENT DU CAPITAL SOCIAL LIBÉRÉ				
Au début de l'exercice	371,673,026	127,434,446	499,107,472	104,717,477
Consortium pour la Recherche économique en Afrique	-	-	-	793,349
Banque africaine de développement	1,373,620	503,210	1,876,830	10,880,209
Société africaine de réassurance	-	113,336	113,336	-
BADEA - Banque arabe pour le développement économique en Afrique	-	258,405	258,405	-
Banco Nacional De Investment	-	131,469	131,469	-
Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) Djibouti	-	1,858,702	1,858,702	-
Fonds d'investissement pour les pays en développement	-	7,425,743	7,425,743	7,910,819
Mauritian Eagle Insurance Company	-	36,267	36,267	-
Caisse nationale de retraite - Maurice	-	698,147	698,147	-
Caisse nationale de sécurité sociale d'Ouganda	-	834,149	834,149	367,207
Fonds de l'OPEP pour le développement international	-	308,273	308,273	-

34. CAPITAL SOCIAL (SUITE)

	AU 31 DÉCEMBRE 2020			AU 31 DÉCEMBRE 2019		
	ACTIONS DE CATÉGORIE 'A' USD	ACTIONS DE CATÉGORIE 'B' USD	TOTAL USD	ACTIONS DE CATÉGORIE 'A' USD	ACTIONS DE CATÉGORIE 'B' USD	TOTAL USD
Office Rwandais de Sécurité Sociale	-	462,409	462,409	-	1,967,504	1,967,504
Seychelles Pension Fund	-	27,201	27,201	-	-	-
Sacos Group limited	-	149,603	149,603	-	13,600	13,600
Fonds de prévoyance des administrateurs et des parties intéressées de la TDB	-	(63,468)	(63,468)	-	693,613	693,613
Fonds de prévoyance du personnel de la TDB	-	(113,336)	(113,336)	-	90,668	90,668
Bélarus	158,669	-	158,669	122,402	-	122,402
Burundi	498,674	-	498,674	199,470	-	199,470
République populaire de Chine	1,523,221	534,944	2,058,165	553,075	-	553,075
Comores	31,734	-	31,734	22,667	-	22,667
RDC	843,212	-	843,212	680,010	-	680,010
Djibouti	770,68	-	770,68	45,334	-	45,334
Egypte	2,153,365	-	2,153,365	870,413	-	870,413
Erythrée	147,901	-	147,901	49,431	-	49,431
ESwatini	432,486	-	432,486	414,353	-	414,353
Ethiopie	3,162,500	-	3,162,500	1,870,481	-	1,870,481
Kenya	2,076,297	-	2,076,297	9,067	-	9,067
Madagascar	418,886	-	418,886	405,286	-	405,286
Malawi	521,341	-	521,341	213,070	-	213,070
Maurice	879,480	-	879,480	408,006	-	408,006
Mozambique	2,161,030	-	2,161,030	4,120,449	-	4,120,449
Rwanda	2,548,877	-	2,548,877	2,244,740	-	2,244,740
Seychelles	108,802	-	108,802	45,334	-	45,334
Somalie	195,969	-	195,969	65,496	-	65,496
Sud-Soudan	285,604	-	285,604	276,537	-	276,537
Tanzanie	1,813,360	-	1,813,360	99,735	-	99,735
Ouganda	1,249,218	-	1,249,218	699,504	-	699,504
Zambie	-	-	-	748,011	-	748,011
À la fin de l'exercice	22,661,314	13,165,054	35,826,368	14,647,945	22,716,969	37,364,914
	394,334,340	140,599,500	534,933,840	371,673,026	127,434,446	499,107,472

34. CAPITAL SOCIAL (SUITE)

Le capital à payer correspond au cinquième du capital souscrit en actions de catégorie « A ». Les quatre cinquièmes restants du capital souscrit constituent un capital exigible. Le Conseil des gouverneurs du Groupe peut, sur recommandation du Conseil d'administration, recommander un remboursement uniquement lorsque son montant est nécessaire pour rembourser des emprunts existants ou pour honorer des engagements garantis. La note 49 contient l'état des souscriptions au capital par les pays membres.

PRIME D'ÉMISSION	GROUPE ET BANQUE			
	NOMBRE D' ACTIONS	PRIME DE L' ACTION USD	PRIX PAYÉ USD	PRIME D' ÉMISSION USD
Au 31 décembre 2020:				
PRIME D'ÉMISSION - CATÉGORIE B				
Au 1er janvier 2020	28,110	127,434,446	219,143,494	91,709,048
Augmentations - Paiements versés	2,258	10,236,464	27,576,954	17,340,490
Augmentations - Attribution au titre de GCI	731	3,313,930	8,644,203	5,330,273
Cessions réalisées au cours de l'exercice - Note 40 (g)	(85)	(385,340)	(5,161,298)	(4,775,958)
Au 31 décembre 2020	31,014	140,599,500	250,203,353	109,603,853
PRIME D'ÉMISSION - CATÉGORIE A				
Au 1er janvier 2020	-	-	-	-
- Hors prime d'émission	84,220	-	-	-
- Avec prime d'émission	1,466	6,645,964	16,804,755	10,158,791
Augmentations - Paiements versés	1,732	7,641,064	27,088,271	13,301,067
Augmentations - Attribution au titre de GCI	1,911	8,874,112	22,810,328	13,936,216
Au 31 décembre 2020	89,329	23,161,140	66,703,354	37,396,074
Prime d'émission totale	120,343	173,919,431	316,906,707	146,999,927
Au 31 décembre 2019:				
PRIME D'ÉMISSION - CATÉGORIE B				
Au 1er janvier 2019	23,099	104,717,477	165,218,088	60,500,611
Ajouts au cours de l'exercice	5,011	22,716,969	53,925,406	31,208,437
Au 31 décembre 2019	28,110	127,434,446	219,143,494	91,709,048
PRIME D'ÉMISSION - CATÉGORIE A				
Au 1er janvier 2019	80,891	-	-	-
Ajouts - Sans prime d'émission	3,329	-	-	-
Ajouts - Avec prime d'émission	1,466	6,645,964	16,804,755	10,158,791
Au 31 décembre 2019	85,686	6,645,964	16,804,755	10,158,791
Prime d'émission totale	113,796	134,080,410	235,948,249	101,867,839

Actions de catégorie A et B

Au 31 décembre 2020, on comptait 89 329 actions ordinaires de catégorie « A » (contre 85 686 en décembre 2019) et 31 014 actions ordinaires de catégorie « B » (contre 28 110 en décembre 2019). Les actions de catégorie « A » ont une valeur nominale de 22 667 USD chacune (80 % sujettes à appel et 20 % exigibles) et ont été émises uniquement aux membres, tandis que les actions de catégorie « B » ont une valeur nominale de 4 533,40 USD chacune et sont émises à la fois aux Membres et à d'autres investisseurs institutionnels. Toutes les actions ordinaires peuvent recevoir des dividendes dans la proportion du nombre d'actions détenues par chaque membre, si le Conseil des gouverneurs juge la situation et le moment appropriés.

Nature et objet de la prime d'émission

Des actions de catégorie « B » sont émises avec une prime de 8 406,33 USD (contre 7 678,81 USD en décembre 2019) qui est fixée après une évaluation des actions du Groupe. La prime d'émission est utilisée pour financer les opérations du Groupe. La prime d'émission pour les actions de catégorie « A » a été introduite en 2019.

34. CAPITAL SOCIAL (SUITE)

	2020 USD	2019 USD
DIVIDENDES SUR ACTIONS ORDINAIRES DÉCLARÉS ET PAYÉS		
Dividende final pour 2019 : 342,01 USD par action (contre 315,93 USD par action en 2018)		
- Déclaré et payé	28,822,936	20,208,849
- Déclaré et non payé/à payer	7,661,404	11,475,872
	36,484,340	31,684,721
DIVIDENDES CONSENTIS SUR ACTIONS ORDINAIRES		
Dividende pour 2020 : 327,03 USD (contre 342,01 USD par action en 2019)	37,691,195	36,313,155

Les dividendes proposés sur les actions ordinaires sont soumis à l’approbation de l’Assemblée générale annuelle et ne sont pas comptabilisés en tant que passif financier au 31 décembre.

35. RÉSERVE DE GESTION

La réserve de gestion sert à comptabiliser les dotations provenant des bénéfices non distribués afin de protéger le Groupe contre le risque de crédit et d’autres incidents susceptibles d’entraîner d’importantes pertes. Les montants comptabilisés dans les réserves de gestion ne peuvent pas être reclassés en compte de résultat et les transferts vers et hors de cette réserve de gestion sont validés par le Conseil d’administration.

36. NOTES SUR LES ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE (SUITE)

(A) RAPPROCHEMENT DU BÉNÉFICE POUR L’EXERCICE AVEC LES FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D’EXPLOITATION

	GROUPE		BANQUE	
	2020 USD	2019 USD	2020 USD	2019 USD
Bénéfice de l’exercice	157,614,359	151,533,059	157,046,645	151,304,813
AJUSTEMENTS				
Amortissement des immobilisations corporelles (Note 25)	957,654	973,437	957,654	973,437
Amortissement du droit d’utilisation (Note 26)	582,663	389,764	582,663	389,764
Amortissement des immobilisations incorporelles (Note 27)	759,464	593,179	759,464	593,179
Perte/(gains) découlant de la cession d’immobilisations corporelles	110,174	(318)	110,174	(318)
Gain en devises étrangères	(2,174,974)	(5,178,281)	(2,174,974)	(5,178,281)
Intérêts reçus	(243,085,234)	(276,163,851)	(243,085,234)	(276,163,851)
Intérêts payés	181,021,188	212,690,235	181,021,188	212,690,235
Provision pour dépréciation	60,598,739	41,485,622	60,598,739	41,485,622
Augmentation de la provision pour salaires et congés	1,043,450	89,236	1,043,450	89,236
Dépréciation des éléments hors bilan	(2,011,016)	(6,778,553)	(2,011,016)	(6,778,553)
Intérêts relatifs aux dettes de loyer	141,575	83,031	141,575	83,031
Bénéfice avant la variation des actifs et passifs d’exploitation	155,558,042	119,716,560	154,990,328	119,488,314
VARIATIONS DU FONDS DE ROULEMENT				
Augmentation des autres créances	(16,368,132)	(3,355,301)	(16,401,851)	(3,280,080)
Diminution des instruments de couverture dérivés-Actifs	40,049,341	13,993,599	40,049,341	13,993,599
Augmentation des instruments de couverture dérivés-Passifs	41,329,500	-	41,329,500	-
Augmentation des prêts pour le financement du commerce	(251,226,695)	(156,130,658)	(251,226,695)	(156,130,658)
Augmentation des prêts pour le financement de projets	(145,268,062)	(687,077,238)	(145,268,062)	(687,077,238)
Diminution des dépôts dans les comptes de recouvrement	(2,547,505)	(23,753,969)	(2,547,505)	(23,753,969)
(Diminution)/Augmentation des autres dettes	(68,982,158)	51,054,792	(68,853,514)	54,270,135
Provision pour salaires et congés payés versés	362,818	633,634	362,818	633,634
Intérêts reçus	243,085,234	276,163,851	243,085,234	276,163,851
Intérêts payés	(181,021,188)	(212,690,235)	(181,021,188)	(212,690,235)
Augmentation nette des emprunts (Note 36 (b))	402,224,261	891,493,226	402,224,261	891,493,226
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d’exploitation	217,195,456	273,403,562	216,722,667	273,110,579

(B) ANALYSE DES VARIATIONS DES EMPRUNTS

	GROUPE ET BANQUE	
	2020 USD	2019 USD
EMPRUNTS À COURT TERME		
Au début de l'exercice	2,465,247,997	2,383,253,601
Prêts reçus	1,095,330,075	2,609,097,356
Remboursements	(1,153,101,196)	(2,527,102,960)
À la fin de l'exercice	2,407,476,876	2,465,247,997
Emprunts à long terme :		
Au début de l'exercice	2,591,528,898	1,782,030,068
Prêts reçus	739,994,679	1,055,979,537
Remboursements	(279,999,297)	(246,480,707)
À la fin de l'exercice	3,051,524,280	2,591,528,898
Total des emprunts à la fin de l'exercice	5,459,001,156	5,056,776,895
Augmentation du total des emprunts (Note 36(a))	402,224,261	891,493,226

Dans le cadre de l’état des flux de trésorerie, les emprunts reçus pour rétrocession sont traités comme des opérations normales du Groupe et, par conséquent, sont classés comme des flux de trésorerie liés aux opérations d’exploitation.

(C) ANALYSE DES ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES

	GROUPE		BANQUE	
	2020 USD	2019 USD	2020 USD	2019 USD
Encaisse et soldes avec d’autres banques - Note 14	1,539,924,217	1,382,403,564	1,539,158,445	1,382,110,581

Au 31 décembre 2020, le Groupe disposait des facilités suivantes pour les prêts :

(D) FACILITÉS DISPONIBLES POUR PRÊT

	GROUPE ET BANQUE		
FACILITÉS À COURT TERME	FACILITÉS DISPONIBLES USD	FACILITÉS UTILISÉES USD	FACILITÉS INUTILISÉES USD
PRÊTEUR			
Prêt syndiqué - Middle First Abu Dhabi Bank PJSC	468,989,865	468,989,865	-
Opérations de financement syndicataires mondiales 2020	450,000,000	450,000,000	-
Prêt syndiqué - Asie (I)	400,000,000	400,000,000	-
Opérations de financement syndicataires mondiales 2018	260,000,000	260,000,000	-
Prêt syndiqué - Asie (II)	225,000,000	225,000,000	-
ING Bank	150,111,327	-	150,111,327
Standard Chartered Bank London	150,000,000	50044309.9	99,955,690
The Bank of Tokyo Mitsubishi UFJ, Ltd	150,000,000	150,000,000	-
Prêt syndiqué dit Samurai	123,783,324	123,783,324	-
Citibank	120,000,000	25364349.03	94,635,651
CDC Group	100,000,000	100,000,000	-
Mashreq Bank	100,000,000	-	100,000,000
Société Générale	95,000,000	-	95,000,000
Mauritius Commercial Bank	90,000,000	-	90,000,000
Standard Bank South Africa	90,000,000	-	90,000,000
Mizuho Bank Londres	80,000,000	40,000,000	40,000,000
Groupe BNP Paribas	75,000,000	-	75,000,000

36. NOTES SUR LES ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE (SUITE)

(D) FACILITÉS DISPONIBLES POUR PRÊT (SUITE)

FACILITÉS À COURT TERME (SUITE)	GROUPE ET BANQUE		
	FACILITÉS DISPONIBLES USD	FACILITÉS UTILISÉES USD	FACILITÉS INUTILISÉES USD
PRÊTEUR (SUITE)			
NORFUND	50,611,417	50,611,417	-
Sumitomo Mitsui Banking Corporation Euro	50,000,000	-	50,000,000
Rand Merchant Bank	50,000,000	--	50,000,000
Nedbank	50,000,000	50,000,000	-
BHF Bank	36,889,500	-	36,889,500
Emirates NBD Group	35,000,000	-	35,000,000
Financement de projets à travers Africa 50	31,903,540	31903540	-
KBC Bank	30,741,250	2,410,702	28,330,548
Natixis	30,000,000	-	30,000,000
ABSA Bank	20,000,000	-	20,000,000
KfW IPEX	20,000,000	20,000,000	-
DZ Bank	15,158,226	-	15,158,226
Banque de Commerce de placement	8,828,500	-	8,828,500
African Trade Insurance Agency - Retraite du personnel	5,550,673	5,550,673	-
TOTAL	3,562,567,622	2,453,658,180	1,108,909,442

FACILITÉS À LONG TERME	GROUPE ET BANQUE		
	FACILITÉS DISPONIBLES USD	FACILITÉS UTILISÉES USD	FACILITÉS INUTILISÉES USD
PRÊTEUR			
Euro-obligation	750,000,000	750,000,000	-
Euro-obligation	700,000,000	700,000,000	-
Japan Bank for International Corporation (JBIC)	430,000,000	7,275,000	422,725,000
Mécanisme de la Banque mondiale	415,000,000	-	415,000,000
Prêt syndiqué de l'AMGI	391,673,407	391,673,407	-
Banque africaine de développement	330,000,000	330,000,000	-
The Exim -Import Bank of China	250,000,000	250,000,000	-
Agence Française De Développement (AFD)	225,000,000	75,000,000	150,000,000
Banque européenne d'investissement (BEI)	208,120,000	88,120,000	120,000,000
KfW	160,000,000	160,000,000	-
KfW- Ipex	133,135,287	133,135,287	-
Industrial Development Corporation (IDC)	100,565,184	100,565,184	-
Exim Bank India	100,000,000	75,000,000	25,000,000
CDC Group	100,000,000	100,000,000	-
Banque d'import-export de Corée (KEXIM)	100,000,000	-	100,000,000
Development Bank of South Africa (DBSA)	95,000,000	95,000,000	-
Banque de développement de la République du Bélarus (DBRB)	70,000,000	21,477,535	48,522,465
Cassa Depositi e Prestiti (CDP)	61,482,500	61,482,500	-
Private Export Funding Corporation (PEFCO)	60,000,000	60,000,000	-
Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID)	60,000,000	60,000,000	-
Finnish Export Credit (FEC) - Sumitomo Mitsui Banking Corporation (SMBC)	56,811,725	53,932,708	2,879,017
Oldenburgische Landesbank AG	51,403,510	36,854,139	14,549,371
Standard Chartered Bank / USAID	50,000,000	25,703,000	24,297000

36. NOTES SUR LES ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE (SUITE)

(D) FACILITÉS DISPONIBLES POUR PRÊT (SUITE)

FACILITÉS À LONG TERME (SUITE)	GROUPE ET BANQUE		
	FACILITÉS DISPONIBLES USD	FACILITÉS UTILISÉES USD	FACILITÉS INUTILISÉES USD
PRÊTEUR (SUITE)			
Nederlandse Financierings-Maatschappij voor Ontwikkelingslanden N.V (FMO)	44,400,000	-	44,400,000
Oesterreichische Entwicklungsbank AG	25,000,000	25,000,000	-
Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA)	15,000,000	15,000,000	-
Consortium pour la Recherche Économique en Afrique (CREA)	2,993,975	2,993,975	-
Exim Bank des États-unis	Illimité	-	-
	4,985,585,588	3,618,212,735	1,367,372,853
TOTAL DES FACILITÉS	8,548,153,210	6,071,870,915	2,476,282,295

Note:

Les facilités utilisées comprennent des lettres de crédit d'une valeur de 279 740 762 USD (contre 349 268 107 USD en décembre 2019) tel que décrit à la note 39(b).

Au 31 décembre 2019, le Groupe disposait des facilités suivantes pour les prêts :

FACILITÉS À COURT TERME	GROUP AND BANK		
	FACILITÉS DISPONIBLES USD	FACILITÉS UTILISÉES USD	FACILITÉS INUTILISÉES USD
PRÊTEUR			
Prêt syndiqué - Global	460,000,000	460,000,000	-
Prêt syndiqué - Moyen-Orient	451,471,994	451,471,994	-
Prêt syndiqué - Asie (I)	400,000,000	400,000,000	-
Prêt syndiqué - Asie (II)	237,000,000	237,000,000	-
AFREXIM	168,045,000	-	168,045,000
Standard Chartered Bank London	150,000,000	43,369,843	106,630,157
The Bank of Tokyo Mitsubishi UFJ, Ltd	150,000,000	150,000,000	-
Prêt syndiqué dit Samurai	146,763,016	146,763,016	-
ING Bank	136,762,266	136,762,266	-
Citibank	120,000,000	106,642,507	13,357,493
Mashreq Bank	100,000,000	100,000,000	-
Société Générale	95,000,000	-	95,000,000
Mauritius Commercial Bank	90,000,000	-	90,000,000
Standard Bank South Africa	90,000,000	-	90,000,000
Mizuho Bank Londres	89,913,143	89,913,143	-
Commercial Bank of Africa	80,000,000	-	80,000,000
Groupe BNP Paribas	75,000,000	-	75,000,000
Deutsche Bank	60,000,000	-	60,000,000
Standard Bank Isle of Man	56,015,000	56,015,000	-
First Abu Dhabi Bank PJSC	50,000,000	50,000,000	-
Sumitomo Mitsui Banking Corporation	50,000,000	50,000,000	-
Rand Merchant Bank	50,000,000	-	50,000,000
Nedbank	50,000,000	50,000,000	-
KfW IPEX	46,500,000	46,500,000	-
BHF Bank	33,609,000	8,422,990	25,186,010

36. NOTES SUR LES ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE (SUITE)

(D) FACILITÉS DISPONIBLES POUR PRÊT (SUITE)

FACILITÉS À COURT TERME (SUITE)	GROUPE ET BANQUE		
	FACILITÉS DISPONIBLES USD	FACILITÉS UTILISÉES USD	FACILITÉS INUTILISÉES USD
PRÊTEUR (SUITE)			
Financement de projets à travers Africa 50	31,446,755	31,446,755	-
Natixis	30,000,000	-	30,000,000
NORFUND	30,000,000	30,000,000	-
KBC Bank	28,007,500	-	28,007,500
Bank One	22,406,000	22,406,000	-
Barclays/Absa Bank	20,000,000	8,249,457	11,750,543
DZ Bank	15,158,226	-	15,158,226
Banque de Commerce de placement	9,686,500	-	9,686,500
African Trade Insurance Agency	5,923,399	5,923,399	-
TOTAL	3,628,707,799	2,680,886,370	947,821,429

FACILITÉS À LONG TERME (SUITE)	GROUPE ET BANQUE		
	FACILITÉS DISPONIBLES USD	FACILITÉS UTILISÉES USD	FACILITÉS INUTILISÉES USD
PRÊTEUR			
Euro-obligation	1,450,000,000	1,450,000,000	-
Japan Bank for International Corporation	430,000,000	7,275,000	422,725,000
Banque africaine de développement	330,000,000	330,000,000	-
Export Import Bank of China	250,000,000	250,000,000	-
Banque européenne d'investissement	208,120,000	88,120,000	120,000,000
KfW	160,000,000	160,000,000	-
KfW- Ipex	133,135,287	133,135,287	-
Industrial Development Corporation	100,565,184	100,565,184	-
Exim Bank India	100,000,000	75,000,000	25,000,000
CDC Group	100,000,000	100,000,000	-
Development Bank of South Africa	95,000,000	95,000,000	-
Agence Française de Développement	75,000,000	57,000,000	18,000,000
Banque de développement de la Biélorussie	72,000,000	-	72,000,000
Private Export Funding Corporation	60,000,000	60,000,000	-
Fonds de l'OPEP pour le développement international	60,000,000	20,000,000	40,000,000
Finnish Export Credit -Sumitomo Mitsui Banking Corporation	56,811,725	28,679,449	28,132,276
Oldenburgische Landesbank AG	51,403,510	36,854,139	14,549,371
Standard Chartered Bank / USAID	50,000,000	25,703,000	24,297,000
Obligation libellée en monnaie locale Shilling tanzanien	16,506,555	16,506,555	-
Banque arabe pour le développement économique en Afrique	15,000,000	15,000,000	-
Consortium pour la Recherche économique en Afrique	2,993,975	2,993,975	-
Exim Bank des États-unis	Illimité	-	-
TOTAL	3,816,536,236	3,051,832,589	764,703,647
TOTAL DES FACILITÉS : 31 décembre 2019	7,445,244,035	5,732,718,959	1,712,525,076

37. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur

La section ci-dessous décrit comment les justes valeurs sont déterminées pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'aide des techniques d'évaluation. Il s'agit entre autre des hypothèses du Groupe sur ce que ferait un intervenant du marché lors de l'évaluation des instruments.

Instruments financiers dérivés nets

Les swaps de devises, les swaps de taux d'intérêt et les contrats de change à terme sont des produits dérivés évalués selon une technique d'évaluation avec des données observables sur le marché. La technique d'évaluation la plus fréquemment utilisée est le modèle de swap utilisant les calculs de la valeur actuelle. Le modèle intègre diverses données, y compris les taux de change et les taux à terme.

Instruments financiers présentés à la juste valeur

La direction a estimé que la juste valeur des instruments financiers non évalués à la juste valeur avoisine leur valeur comptable.

Hiérarchie de la juste valeur

Le Groupe utilise la hiérarchie suivante pour déterminer et communiquer la juste valeur des instruments financiers par la technique d'évaluation :

- **Niveau 1:** prix cotés (non ajustés) sur des marchés dynamiques pour les actifs ou passifs identiques ;
- **Niveau 2:** autres techniques pour lesquelles toutes les données ayant un effet important sur la juste valeur comptabilisée sont directement ou indirectement observables ; et
- **Niveau 3:** techniques qui utilisent des données ayant un effet important sur la juste valeur comptabilisée et qui ne sont pas fondées sur des données de marché observablesdata.

	GROUPE ET BANQUE			
	NIVEAU 1 USD	NIVEAU 2 USD	NIVEAU 3 USD	NIVEAU 4 USD
Au 31 décembre 2020 :				
ACTIFS				
Instruments financiers dérivés nets	-	-	-	-
Investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce	-	52,327,417	-	52,327,417
Placements en actions à la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global	-	-	53,987,118	53,987,118
Investissement dans les co-entreprises	-	-	317,011	317,011
	-	52,327,316	54,304,129	106,631,546
PASSIFS				
Instruments financiers dérivés nets	-	41,329,500	-	-
Au 31 décembre 2019 :				
ACTIFS				
Instruments financiers dérivés nets	-	40,049,341	-	40,049,341
Investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce	-	49,997,089	-	49,997,089
Placements en actions à la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global	-	-	51,135,850	51,135,850
Investissement dans les co-entreprises	-	-	317,010	317,010
	-	90,046,430	51,452,860	141,499,290

Le Groupe et la Banque n'ont pas désigné de prêt, de créance ou d'emprunts et dettes à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Transferts entre niveaux 1, 2 et 3 :

Aux 31 décembre 2020 et 2019, il n'y avait pas de transferts entre les niveaux.

Évaluation des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur :

Le Groupe utilise des modèles d'évaluation largement reconnus pour déterminer la juste valeur des swaps de taux d'intérêt, des swaps de devises et des contrats de change à terme. Les techniques d'évaluation les plus fréquemment utilisées sont la fixation de prix à terme et le modèle de swap utilisant les calculs de la valeur actuelle.

37. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Les modèles intègrent diverses données, y compris des ajustements de la valeur de crédit et de débit pour le risque de contrepartie et le risque de crédit propre, les taux de change au comptant et à terme, et les courbes de taux d'intérêt. Pour ces instruments financiers, les intrants importants dans les modèles sont observables sur le marché et inclus dans le niveau 2. L'évaluation répond au Système de gestion de trésorerie dans lequel ces instruments sont gérés. Le Groupe investit dans des sociétés de capital-investissement qui ne sont pas cotées sur un marché actif. Les transactions sur de tels placements ne sont pas fréquentes. Le Groupe engage des experts pour évaluer ces placements. L'évaluation pour ces postes est effectuée conformément aux recommandations de l'International Private Equity Valuation Guidelines.

La Direction est chargée des évaluations des instruments financiers

L'évaluation des instruments financiers dérivés se fait sur une base quotidienne grâce au Système de gestion de trésorerie, tandis que celle des placements en actions se fait deux fois par an par des consultants recrutés par le Service de gestion financière. Ces évaluations sont également soumises au contrôle d'assurance-qualité réalisé par les commissaires aux comptes internes et externes du Groupe. Les experts testent aussi le degré de précision du calcul. La dernière évaluation est également comparée aux évaluations des périodes précédentes. Si les variations de la juste valeur (positives ou négatives) dépassent certains seuils, elles sont soumises à l'appréciation de la direction. La direction juge de la pertinence des méthodes et des données relatives à l'évaluation et peut demander que d'autres méthodes d'évaluation soient appliquées pour étayer l'évaluation découlant de la méthode choisie.

Variations nettes de la juste valeur des actifs et des passifs financiers - Niveau 3

	GROUPE ET BANQUE					
	Au 31 décembre 2020			Au 31 décembre 2019		
	RÉALISÉ USD	NON RÉALISÉ USD	TOTAL (PERTES) USD	RÉALISÉ USD	NON RÉALISÉ USD	TOTAL (PERTES) USD
ACTIFS						
Placements en actions - à la juste valeur par le biais les autres éléments du résultat global	-	2,803,020	2,803,020	-	(465,000)	(465,000)

Informations quantitatives sur les données non observables importantes - Niveau 3 :

	GROUPE ET BANQUE				
	ÉVALUATION TECHNIQUE	DONNÉE NON OBSERVABLE	PORTÉE (MOYENNE PONDÉRÉE)	2020 USD	2019 USD
Placements en actions - à la juste valeur par le biais les autres éléments du résultat global	Mise en équivalence - % de l'actif net	Évaluation des gestionnaires de placement agréés	s.o.	53,987,118	51,135,850

Analyse de sensibilité aux variations importantes des données non observables dans la hiérarchie de niveau 3 - Niveau 3 :

Les données non observables importantes utilisées dans l'évaluation de la juste valeur, classées au Niveau 3, ainsi qu'une analyse de sensibilité quantitative, sont présentées ci-dessous :

	GROUPE ET BANQUE			
	DONNÉE	SENSIBILITÉ UTILISÉE	2020 USD	2019 USD
Placements en actions - à la juste valeur par le biais les autres éléments du résultat global	Évaluation des gestionnaires de placement agréés	5%	2,699,356	2,556,793

D'importantes augmentations (diminutions) des capitaux propres des sociétés émettrices isolées se traduiraient par une juste valeur plus élevée (moins élevée).

37. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Rapprochement du Niveau 3

Le tableau suivant présente un rapprochement de tous les mouvements des instruments financiers catégorisés Niveau 3 entre le début et la fin de la période sous revue :

	GROUPE ET BANQUE	
	2020 USD	2019 USD
Au début de l'exercice	51,135,850	51,521,730
Gains et pertes à la juste valeur	2,803,020	(465,000)
Augmentations	48,248	79,120
À la fin de l'exercice	53,987,118	51,135,850

38. INFORMATION SECTORIELLE

The Group's main business is offering loan products, which is carried out in distinct geographic coverage areas. As such, the Group has chosen to organise the Group based on the loan products offered as well as coverage areas for segmental reporting. The main types of loan products are:

- Financement du commerce - Financement à court et à moyen terme structuré pour soutenir des activités commerciales telles que les importations et les exportations dans divers États membres.
- Financement de projets - Financement à moyen et à long terme de projets du secteur privé et investissements dans divers secteurs ou filières économiques.

Le Groupe a également diverses autres activités génératrices de recettes, tel que la location de bureaux, qui ne peuvent pas être directement associées à l'activité principale du Groupe. Il participe également à l'investissement dans des titres publics et d'autres placements en actions non cotés. Les transactions entre les secteurs d'activité sont effectuées sur la base de modalités commerciales normales. Les actifs et passifs sectoriels comprennent les actifs et passifs d'exploitation, qui constituent la majeure partie de l'état de la situation financière.

La Banque couvre principalement les régions ci-après :

- Afrique de l'Est : elle couvre le Kenya, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda.
- Afrique du Nord-Est : elle couvre Djibouti, Égypte, Éthiopie, Sud-Soudan et Soudan.
- Afrique australe : elle couvre le Malawi, le Swaziland, la Zambia et le Zimbabwe.
- Afrique Franco-lusophone : elle couvre les Comores, Maurice, Madagascar, le Mozambique, le Burundi, les Seychelles et la RD Congo.

La zone multirégionale comprend les conglomérats opérant dans les diverses régions couvertes, alors que le Siège social regroupe toutes les administrations de la Banque.

38. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

(A) ÉTAT DU COMPTE DE RÉSULTAT ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	AFRIQUE DE L'EST USD	AFRIQUE DU NORD-EST USD	AFRIQUE AUSTRALE USD	PAYS FRANCOPHONE/ LUSOPHONE USD	MULTIRÉGIONAL USD	TOTAL DES OPÉRATIONS DE PRÊTS USD	SIÈGE SOCIAL USD	FILIALE USD	CONSOLIDÉ/ TOTAL DE LA BANQUE USD
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020									
Produits d'intérêts	127 000,079	105 420,632	69 779,086	11 662,563	45 577,117	359 439,477	75 844,452	-	435 283 929
Charge d'intérêts et autres coûts d'emprunt	(60 450,946)	(48 653,462)	(34 038,636)	(5 642,840)	(21 095,680)	(169 881,564)	(35 846,296)	-	(205 727 860)
Produits d'intérêts nets	66 549,133	56 767,170	35 740,450	6 019,723	24 481,437	189 557 913	39 998,156	-	229 556 069
Produits d'honoraires et commissions	11 110,996	5 322,663	21 640,577	5 649,453	8 043,677	51 767 366	-	-	51 767 366
Profits liés à la juste valeur des actifs financiers - dérivés	-	-	-	-	-	-	14 200 217	-	14 200 217
Revenu net d'exploitation	77 660,129	62 089,833	57 381 027	11 669,176	32 525,114	241 325 279	54 198,372	-	295 523 652
Coûts d'atténuation du risque	(15 661 808)	(5 548,313)	(9 045,576)	-	-	(30 255,697)	(5 830,016)	-	(36 085 713)
Autres produits	4 490 627	-	866 144	-	-	5 356 771	684 501	770 882	6 812 154
Amortissements	-	-	-	-	-	-	(2 299 779)	-	(2 299 779)
Dépenses de fonctionnement	(915 832)	(660 234)	(745 965)	(702 042)	(3 495 126)	(6 519 199)	(35 596 213)	(46 592)	(42 162 004)
Perte de valeur des prêts	(19 343 091)	(10 507 415)	(19 745 055)	(6 293 034)	(4 710 143)	(60 598 738)	-	-	(60 598 738)
Dépréciation d'autres actifs	-	-	-	-	-	-	(363 754)	-	(363 754)
Perte nette de change	-	-	-	-	-	-	(3 211 459)	-	(3 211 459)
Résultat courant avant impôt	46 230 025	45 373 871	28 710 575	4 674,100	24 319 845	149 308 416	7 581 653	724 290	157 614 359
Charge d'impôt	-	-	-	-	-	-	-	3 494	3 494
BÉNÉFICE POUR L'EXERCICE	46 230 025	45 373 871	28 710 575	4 674,100	24 319 845	149 308 416	7 581 653	727 784	157 617 853

38. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

(A) ÉTAT DU COMPTE DE RÉSULTAT ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (SUITE)

	AFRIQUE DE L'EST USD	AFRIQUE DU NORD-EST USD	AFRIQUE AUSTRALE USD	PAYS FRANCOPHONE / LUSOPHONE USD	MULTIRÉGIONAL USD	TOTAL DES OPÉRATIONS DE PRÊTS USD	SIÈGE SOCIAL USD	FILIALE USD	CONSOLIDÉ TOTAL DE LA BANQUE USD
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2019									
Produits d'intérêts	119,335,164	102,046,112	91,043,323	5,598,800	54,399,757	372,423,156	33,302,878	-	405,726,034
Charge d'intérêts et autres coûts d'emprunt	(66,718,523)	(57,169,921)	(50,708,654)	(3,175,994)	(30,261,273)	(208,034,365)	(18,602,880)	-	(226,637,245)
Produits d'intérêts nets	52,616,641	44,876,191	40,334,669	2,422,806	24,138,484	164,388,791	14,699,998	-	179,088,789
Produits d'honoraires et commissions financiers liés à la juste valeur des actifs financiers - dérivés	34,447,645	3,629,308	20,611,034	8,483,507	5,219,176	72,390,670	-	-	72,390,670
	-	-	-	-	-	-	16,006,006	-	16,006,006
Revenu net d'exploitation	87,064,286	48,505,499	60,945,703	10,906,313	29,357,660	236,779,461	30,706,004	-	267,485,465
Coûts d'atténuation du risque	(13,535,724)	(2,759,791)	(15,742,527)	-	-	(32,038,042)	(3,941,501)	-	(35,979,543)
Autres produits	2,449,063	-	2,910,000	-	-	5,359,063	650,739	272,968	6,282,770
Amortissements	-	-	-	-	-	-	(11,956,380)	-	(11,956,380)
Dépenses de fonctionnement	(963,651)	(553,993)	(541,216)	(945,118)	(3,351,349)	(6,355,327)	(32,361,648)	(410,780)	(39,127,755)
Perte de valeur des prêts	(13,009,762)	(23,734,106)	(4,066,891)	(312,386)	(362,477)	(41,485,622)	-	-	(41,485,622)
Dépréciation d'autres actifs	-	-	-	-	-	-	(3,755)	-	(3,755)
Perte nette de change	-	-	-	-	-	-	(3,682,116)	(5)	(3,682,121)
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT	62,004,212	21,457,609	43,505,069	9,648,809	25,643,834	162,259,533	(10,588,657)	(137,817)	151,533,059
Impôt	-	-	-	-	-	-	-	(3,494)	(3,494)
BÉNÉFICE POUR L'EXERCICE	62,004,212	21,457,609	43,505,069	9,648,809	25,643,834	162,259,533	(10,588,657)	(137,817)	151,533,059

38. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

(A) ÉTAT DU COMPTE DE RÉSULTAT ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (SUITE)

	FINANCEMENT DU COMMERCE USD	FINANCEMENT DE PROJETS USD	AUTRE USD	FILIALE USD	TOTAL USD
Exercice clos le 31 décembre 2020					
Produits d'intérêts bruts	189,196,103	170,243,373	75,844,453	-	435,283,929
Charge d'intérêts et autres coûts d'emprunt	(6,800,636)	(120,827,274)	(78,099,950)	-	(205,727,860)
Produits d'intérêts nets	182,395,467	49,416,099	(2,255,497)	-	229,556,069
Produits d'honoraires et commissions	35,117,126	16,650,240	-	-	51,767,366
Profits liés à la juste valeur des actifs financiers - dérivés	14,200,217	-	-	-	14,200,217
Coûts d'atténuation du risque	(26,348,285)	(6,634,744)	(3,102,684)	-	(36,085,713)
Autres produits	-	-	684,501	770,882	1,455,383
Autres actifs amortis	(294,921)	(68,832)	-	-	(363,753)
Autres actifs récupérés	-	5,356,771	-	-	5,356,771
Dépenses d'exploitation	(34,665,539)	(7,449,873)	-	(46,592)	(42,162,004)
Amortissements	(1,928,297)	(371,482)	-	-	(2,299,779)
Dépréciation sur les actifs	(40,639,517)	(17,948,206)	(29,525)	-	(58,617,248)
Dépréciation sur les engagements hors bilan	(1,981,491)	-	-	-	(1,981,491)
Perte nette de change	(2,024,439)	-	(1,187,020)	-	(3,211,459)
Résultat courant avant impôt	123,830,321	38,949,973	(5,890,225)	724,290	157,614,359
Charge d'impôt	-	-	-	3,494	3,494
Bénéfice de l'exercice	123,830,321	38,949,973	(5,890,225)	727,784	157,617,853
Exercice clos le 31 décembre 2019					
Produits d'intérêts bruts	209,703,194	162,719,962	33,302,878	-	405,726,034
Charge d'intérêts et autres coûts d'emprunt	(85,902,669)	(107,030,332)	(33,704,244)	-	(226,637,245)
Produits d'intérêts nets	123,800,525	55,689,630	(401,366)	-	179,088,789
Produits d'honoraires et commissions	36,968,485	35,422,185	-	-	72,390,670
Profits liés à la juste valeur des actifs financiers - dérivés	-	-	16,006,006	-	16,006,006
Coûts d'atténuation du risque	(19,705,323)	(12,102,304)	(4,171,916)	-	(35,979,543)
Autres produits	-	-	650,739	272,968	923,707
Autres actifs amortis	(3,755)	-	-	-	(3,755)
Autres actifs récupérés	-	5,359,063	-	-	5,359,063
Dépenses d'exploitation	(18,571,804)	(20,145,171)	-	(410,780)	(39,127,755)
Amortissements	(908,477)	(1,018,846)	(29,057)	-	(1,956,380)
Dépréciation sur les actifs	(24,408,620)	(10,298,449)	(5,416,406)	-	(40,123,475)
Dépréciation sur les engagements hors bilan	(1,362,147)	-	-	-	(1,362,147)
Perte nette de change	(3,682,116)	-	-	(5)	(3,682,121)
Résultat courant avant impôt	92,126,768	52,906,108	6,638,000	(137,817)	151,533,059
Charge d'impôt	-	-	-	(3,494)	(3,494)
Bénéfice de l'exercice	92,126,768	52,906,108	6,638,000	(141,311)	151,529,565

38. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

(B) PRODUITS ISSUS DES PRINCIPAUX GROUPES

	GROUPE ET BANQUE	
	2020 USD	2019 USD
Groupes contribuant à 10 % ou plus des produits	179,686,861	196,183,199
Tous les autres clients	307,364,434	281,933,505
Total des produits	487,051,295	478,116,704

(C) ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	GROUPE ET BANQUE				
	FINANCEMENT DU COMMERCE USD	FINANCEMENT DE PROJETS USD	AUTRE USD	FILIALE USD	TOTAL USD
Au 31 décembre 2020					
ACTIFS					
Espèces et soldes détenus sur les comptes d'autres banques	29,369,779	-	1,509,788,666	765,772	1,539,924,217
Investissement dans des titres publics	120,928,084	-	-	-	120,928,084
Investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce	52,327,317	-	-	100	52,327,417
Autres créances	-	-	136,817,962	73,608	136,891,570
Prêts pour financement du commerce	3,084,634,815	-	-	-	3,084,634,815
Prêts pour financement de projets	-	2,224,776,722	-	-	2,224,776,722
Placements en actions à la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global	-	53,987,118	-	-	53,987,118
Investissement dans les coentreprises	-	317,010	-	-	317,010
Immobilisations corporelles	-	-	29,331,571	-	29,331,571
Droit d'utilisation de l'actif	-	-	3,348,569	-	3,348,569
Immobilisations incorporelles	-	-	1,998,699	-	1,998,699
Total actifs	3,287,259,995	2,279,080,850	1,681,285,467	839,480	7,248,465,792
PASSIFS					
Emprunts à court terme	2,407,476,876	-	-	-	2,407,476,876
Emprunts à long terme	-	3,051,524,280	-	-	3,051,524,280
Instruments financiers dérivés	41,329,500	-	-	-	41,329,500
Dépôts sur compte de recouvrement	93,275,106	-	-	-	93,275,106
Passif locatif	-	-	1,087,250	-	1,087,250
Provision pour salaires et congés payés	-	-	9,957,779	-	9,957,779
Autres dettes	-	-	86,003,099	13,781	86,016,880
Total passifs	2,542,081,482	3,051,524,280	97,048,128	13,781	5,690,667,671
Capitaux propres	-	-	1,557,362,096	-	1,557,433,080
Actionnaires sans contrôle	-	-	-	436,025	436,025
Total des capitaux propres	-	-	1,557,362,096	436,025	1,557,798,121
Total des passifs et capitaux propres	2,542,081,482	3,051,524,280	1,654,410,224	449,806	7,248,465,792

38. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

(C) ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (SUITE)

	GROUPE ET BANQUE				
	FINANCEMENT DU COMMERCE USD	FINANCEMENT DE PROJETS USD	AUTRE USD	FILIALE USD	TOTAL USD
Au 31 décembre 2019					
ACTIFS					
Espèces et soldes détenus sur les comptes d'autres banques	34,091,881	-	1,348,018,700	292,983	1,382,403,564
Investissement dans des titres publics	44,897,636	-	-	-	44,897,636
Investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce	49,996,989	-	-	100	49,997,089
Instruments financiers dérivés	40,049,341	-	-	-	40,049,341
Autres créances	-	-	120,416,110	107,328	120,523,438
Prêts pour financement du commerce	2,865,166,921	-	-	-	2,865,166,921
Prêts pour financement de projets	-	2,106,337,583	-	-	2,106,337,583
Placements en actions à la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global	-	51,135,850	-	-	51,135,850
Investissement dans les coentreprises	-	317,010	-	-	317,010
Immobilisations corporelles	-	-	24,683,063	-	24,683,063
Droit d'utilisation de l'actif	-	-	3,912,012	-	3,912,012
Immobilisations incorporelles	-	-	1,998,002	-	1,998,002
Total actifs	3,034,202,768	2,157,790,443	1,499,027,887	400,411	6,691,421,509
PASSIFS					
Emprunts à court terme	2,465,247,997	-	-	-	2,465,247,997
Emprunts à long terme	-	2,591,528,898	-	-	2,591,528,898
Dépôts sur compte de recouvrement	95,822,611	-	-	-	95,822,611
Passif locatif	-	-	1,520,467	-	1,520,467
Provision pour salaires et congés payés	-	-	8,551,510	-	8,551,510
Autres dettes	-	-	138,604,970	127,817	138,732,787
Impôts exigibles	-	-	-	3,494	3,494
Total passifs	2,561,070,608	2,591,528,898	148,676,947	131,311	5,301,407,764
Capitaux propres	-	-	1,389,814,629	112,375	1,389,927,004
Actionnaires sans contrôle	-	-	-	86,741	86,741
Total des capitaux propres	-	-	1,389,814,629	199,116	1,390,013,745
Total des passifs et capitaux propres	2,561,070,608	2,591,528,898	1,538,491,576	330,427	6,691,421,509

39. ÉVENTUALITÉS ET ENGAGEMENTS

	GROUPE ET BANQUE	
	2020 USD	2019 USD
(A) DÉPENSES D'INVESTISSEMENT APPROUVÉES		
Approuvées mais non contractées	20,374,471	22,883,600
Approuvées et contractées	983,312	508,418
(B) PRÊTS ENGAGÉS MAIS NON DÉBOURSÉS		
Prêts pour financement de projets	251,982,800	490,097,321
Prêts pour financement du commerce	248,476,824	184,214,397
	500,459,624	674,311,718

Conformément aux opérations bancaires normales, le Groupe effectue des acceptations, des garanties et des performances impliquant les entreprises. La majorité de ces facilités sont compensées par des obligations correspondantes de tiers.

39. ÉVENTUALITÉS ET ENGAGEMENTS (SUITE)

		GROUPE ET BANQUE	
		2020 USD	2019 USD
Lettres de crédit	- Prêts pour financement de projets	2,283,939	2,286,780
	- Prêts pour financement du commerce	277,456,823	346,981,327
		279,740,762	349,268,107
Garanties		39,258,744	69,186,744
		318,999,506	418,454,851

(C) CONTENTIEUX EN COURS

Les litiges sont fréquents dans le secteur bancaire en raison de la nature des activités. Le Groupe dispose de contrôles et de politiques pour gérer les réclamations légales. Une fois les conseils d'expert donnés et le montant de la perte raisonnablement estimé, le Groupe prend des dispositions pour se couvrir des effets négatifs que les réclamations pourraient avoir sur sa situation financière.

Au 31 décembre 2020, aucun litige important ne visait le Groupe (contre zéro litige en décembre 2019). Aucune provision n'a été constituée car, de l'avis des Administrateurs et des avocats du Groupe, il est peu probable qu'une perte significative se produise.

40. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

(A) COMPOSITION ET GOUVERNANCE

En tant qu'institution financière de développement supranationale composée d'actionnaires de Catégorie A (vingt-deux États africains - les « États membres ») du COMESA, deux États non africains et un membre institutionnel) et d'actionnaires de catégorie B (un État non africain et quatorze membres institutionnels), tous les membres du Groupe souscrivent au capital. Tous les pouvoirs du Groupe sont dévolus au Conseil des gouverneurs, composé des gouverneurs nommés par chaque membre du Groupe, qui exercent les droits de vote du membre nommé. Le Conseil d'Administration, composé de dix-neuf (19) Administrateurs élus par les Membres, conduit les opérations générales du Groupe et, à cette fin, exerce tous les pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil des Gouverneurs. Le Groupe accorde des prêts à certains de ses États membres. Il emprunte également des fonds auprès de certains de ses membres. Les prêts accordés aux États membres sont validés par le Conseil d'administration.

Le tableau ci-dessous présente les détails des opérations et les soldes avec les apparentés :

	GROUPE ET BANQUE	
	2020 USD	2019 USD
(B) PRÊTS AUX ÉTATS MEMBRES		
Encours des prêts au début de l'exercice	2,397,403,823	1,802,387,616
Prêts décaissés au cours de l'exercice	303,859,892	1,012,848,585
Prêts remboursés au cours de l'exercice	(171,517,284)	(417,832,378)
Solde des prêts en cours à la fin de l'exercice	2,529,746,431	2,397,403,823

Les prêts accordés à des apparentés font l'objet de négociations commerciales sur les conditions générales de divers taux d'intérêts et modalités. Les soldes à la fin de l'exercice sont garantis par des caution de dépôts en espèces, des engagements/garanties souverains et des assurances. Les prêts aux États membres sont en cours et le Groupe n'a pas constitué de provision spécifique pour créances douteuses relatives aux montants dus par des apparentés (contre nul en 2019). Des provisions générales ont été émises le cas échéant.

	GROUPE ET BANQUE	
	2020 USD	2019 USD
(C) EMPRUNTS AUPRÈS DES MEMBRES		
Encours des emprunts au début de l'exercice	207,499,999	158,746,264
Emprunts reçus au cours de l'exercice	5,014,284	69,807,613
Emprunts remboursés au cours de l'exercice	(23,764,284)	(21,053,878)
Solde impayés à la fin de l'exercice	188,749,999	207,499,999

40. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS (SUITE)

Les emprunts auprès des apparentés font l’objet de négociations commerciales sur les conditions générales. Les soldes impayés à la fin de l’exercice ne sont pas garantis et le Groupe n’a fourni aucune garantie pour les emprunts contractés auprès des membres. Les emprunts sont contractés pour une durée moyenne de dix ans.

	GROUPE ET BANQUE	
	2020 USD	2019 USD
(D) PRODUITS ET CHARGES		
Produits d’intérêts sur les prêts consentis au cours de l’exercice	228,237,210	180,127,858
Charges d’intérêts sur les emprunts contractés au cours de l’exercice	(9,067,346)	(9,367,901)
Honoraires et commissions perçus par les États membres au cours de l’exercice	14,794,113	20,406,465

(E) AUTRES APPARENTÉS

La rémunération des principaux dirigeants au cours de l’exercice s’est établie comme suit :

	GROUPE ET BANQUE	
	2020 USD	2019 USD
Salaires et autres avantages à court terme	4,508,747	4,340,442
Avantages postérieurs à l’emploi : Cotisations définies : Fonds de prévoyance	250,496	266,610
Indemnités des Administrateurs et du Conseil des gouverneurs	113,730	359,819
Autres avantages à long terme des employés	620,371	671,857
	5,493,344	5,638,728

(F) CAPITAL SOCIAL

Au cours de l’exercice, des actions de catégorie « B » d’une valeur de 4 161 680 USD (contre 1 176 054 USD en décembre 2019) ont été émises au Fonds de prévoyance du personnel et Fonds de prévoyance des administrateurs et des parties intéressées de la TDB, tandis que des actions de catégorie « B » d’une valeur de 4 338 483 USD (contre nul en décembre 2019) sont arrivées à échéance et ont été retirées.

41. DEVISE

Les états financiers sont présentés en dollars américains (USD).

À la date de clôture, les taux de conversion entre le dollar américain et d’autres devises ont été analysés et présentés dans le tableau ci-dessous :

	2020	2019
Livre sterling	0.7351	0.7623
Euro	0.8132	0.8926
Dirham émirati	3.6726	3.6729
Rand sud-africain	14.6928	14.1017
Kwacha zambien	21.1186	13.9600
Birr éthiopien	39.3369	31.9500
Roupie mauricienne	39.5010	36.4408
Livre soudanaise	55.2750	47.6100
Dollar zimbabwéen	81.7861	16.7394
Yen japonais	103.1371	108.8050
Shilling kenyan	109.1800	101.3950
Kwacha malawite	772.1772	732.7564
Franc burundais	1,923.0000	1,866.0000
Shilling tanzanien	2,319.0000	2,281.6000
Shilling ougandais	3,647.7950	3,662.2500

42. IMPACT DE LA COVID-19

Depuis le début de l’exercice 2020, l’économie mondiale subit les contrecoups de l’épidémie causée par le nouveau coronavirus de 2019 (« COVID-19 »), déclarée pandémie par l’Organisation mondiale de la Santé. La pandémie de la COVID-19 a entraîné un ralentissement économique mondial qui a eu un impact négatif sur les gouvernements, avec une baisse des recettes fiscales, une flambée des dépenses de santé, et une chute du commerce international affectant négativement les recettes publiques et le PIB. Par conséquent, le chômage ainsi que les ajustements des politiques budgétaires et monétaires pour répondre à la crise ont affecté les économies régionales.

Le Groupe a mis en œuvre des mesures pour soutenir les clients affectés par la Covid-19 en reportant les échéances de remboursement, ce qui est censé être un prolongement des prêts existants des clients, qui ont donc été comptabilisés comme des renégociations de prêts mineures. Les données et les hypothèses du modèle de crédit, y compris les hypothèses macroéconomiques de nature prospective, ont été établies en réponse à la pandémie de Covid-19. Les mécanismes fondamentaux du modèle de crédit et la méthode sous-tendant le calcul des ECL du Groupe sont stables par rapport à ceux des périodes précédentes.

En même temps, globalement, la solvabilité souveraine reste la même, mais la résilience pourrait diminuer à mesure que les taux de croissance économique baissent et que les objectifs en termes de recettes ne sont pas atteints. L’exposition brute du portefeuille de la Banque aux Fonds souverains, notamment les entreprises publiques, représente 61 % (3,5 milliards USD) contre 67 % (3,60 milliards USD en décembre 2019). Les secteurs affectés en 2020 sont les transports (aviation), l’hôtellerie, l’industrie agroalimentaire et le secteur manufacturier. Cette situation est attribuable aux retards pris sur le plan logistique, aux interdictions de voyager et aux confinements décidés par les gouvernements, qui ont pénalisé l’offre et la demande. Les prêts modifiés dans les secteurs touchés s’élèvent à 156,60 millions USD, soit 2,70 % de l’encours brut au 31 décembre 2020. Du point de vue du crédit, la Banque continue de recenser les secteurs et les clients touchés, ce qui a eu comme conséquence la modification de certains actifs de crédit. L’incidence de ces modifications est mentionnée dans la Note 43(a).

La Banque continue d’effectuer périodiquement des simulations de crise portant sur ses actifs de crédit pour évaluer les niveaux de préparation requis, l’ampleur et l’éventuelle incidence négative en vue de la surveillance continue des risques et des conséquences permanentes de la COVID-19 sur ses clients. À mesure que la pandémie évolue, des retards de remboursement et/ou des demandes de prolongation des remboursements de prêts en raison des effets négatifs sur les flux de trésorerie des emprunteurs sont prévisibles.

Il est prévu que la pandémie de la COVID-19 aura encore un impact sur la rentabilité de la Banque pour l’exercice clos le 31 décembre 2021 en ce qui concerne les produits d’intérêts, les coûts d’atténuation des risques, les dépenses d’exploitation et les pertes de modification découlant des exigences de la norme IFRS 9.

L’ampleur de l’impact de la COVID-19 sur les activités et les résultats financiers du Groupe dépendra largement de l’évolution de la situation et de nombreux facteurs, notamment la durée et la progression de la pandémie et l’impact connexe sur la confiance et les dépenses des consommateurs, qui sont tous très incertains et imprévisibles.

Jugement important et estimations affectés par la COVID-19

(A) PROVISIONS POUR PERTES DE VALEUR SUR AVANCES

Intégration d’informations de nature prospective

Des informations de nature prospective, notamment une explication détaillée des scénarios et des probabilités connexes pris en compte pour établir les hypothèses prospectives du Groupe aux fins du calcul des pertes de crédit attendues (ECL), ont été communiquées. Compte tenu du large éventail de scénarios et de résultats macroéconomiques possibles, et de l’incertitude relative concernant les répercussions économiques et sociales de la COVID-19, ces scénarios représentent des opinions prospectives raisonnables et justifiables à la date du présent rapport.

Augmentation significative du risque de crédit

Le Groupe n’a pas adopté une approche générique relativement à l’impact de la COVID-19 sur les ECL (lorsque la COVID-19 est perçue comme un facteur de déclenchement de l’augmentation significative du risque de crédit (SICR) qui fait passer l’ensemble du portefeuille des avances à la tranche du stade suivant). Une approche plus systématique et mieux ciblée dans l’examen de l’impact de la COVID-19 sur la clientèle est envisagée, conformément à la politique du Groupe en vigueur qui est consignée dans le dispositif de perte de valeur des prêts du Groupe.

42. IMPACT DE LA COVID-19 (SUITE)

(B) MESURES D'ALLÈGEMENT DE LA DETTE POUR LES CLIENTS DANS LE CONTEXTE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

En raison de la pandémie de COVID-19 et de son impact escompté sur les différentes économies, un grand nombre de clients du Groupe ont été touché par une crise de liquidité, comme mentionné dans la Note 43(b). Le Groupe a fourni diverses mesures d'allègement aux clients afin de les aider. Au niveau du financement du commerce et du financement de projets, ces mesures étaient les suivantes :

- restructuration des risques existants sans modifier la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés ; et
- restructuration des risques existants en modifiant la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés.

Afin de déterminer le traitement comptable approprié de la restructuration des lignes de crédit en cours et des informations supplémentaires à fournir, les principes prévus dans la Note 43(b) des normes comptables ont été appliqués.

(C) ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

es pratiques d'évaluation retenues pour l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers ont été évaluées par la Direction afin de déterminer les conséquences de la volatilité du marché en raison de la COVID-19 sur les évaluations à la juste valeur de ces instruments.

Lors de l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers au cours de cette période, la Direction a pris en compte des données qui reflètent les contributions des acteurs du marché plutôt que les contributions spécifiques au Groupe.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les objectifs et les politiques de gestion des risques financiers sont présentés ci-dessous :

(A) INTRODUCTION

Le risque est inhérent aux activités du Groupe, mais il est géré au moyen d'un processus permanent d'identification, de suivi d'évaluation et d'information, assorti de limites de risque et d'autres contrôles. Ce processus de gestion du risque est essentiel à la viabilité du Groupe et chaque personne au sein du Groupe doit gérer les risques auxquels le Groupe s'expose dans le cadre de ses responsabilités. Le Groupe est exposé au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché (risques non liés à la négociation). Elle est également soumise au risque pays.

Structure de gestion du risque

Le Conseil d'administration assume l'entière responsabilité de l'établissement et de la surveillance du cadre de gestion du risque du Groupe. Dans le cadre de sa structure de gouvernance, le Conseil d'administration a intégré un énoncé d'appétence au risque et un cadre complet de gestion du risque pour mesurer, surveiller, contrôler et atténuer les risques du Groupe. Les politiques sont intégrées dans les systèmes globaux d'information de la Direction du Groupe et complétées par une structure hiérarchique de gestion.

Les politiques et les systèmes de gestion du risque sont régulièrement révisés afin de refléter les changements dans les conditions du marché, ainsi que les produits et les services offerts. À travers ses normes et procédures de formation et de gestion, le Groupe vise à créer un environnement de contrôle discipliné et constructif, dans lequel tous les employés et autres parties prenantes comprennent leurs rôles et obligations.

Le Comité de la gestion intégrée du risque (BIRMC) du Groupe est chargé de surveiller le respect des politiques et procédures de gestion du risque du Groupe et d'examiner la pertinence du cadre de gestion des risques par rapport aux risques encourus par le Groupe. Le BIRMC procède à des examens réguliers et ad hoc des contrôles et procédures de gestion du risque, dont les résultats sont communiqués au Conseil.

Mesure du risque et système d'information

Les risques du Groupe sont mesurés à l'aide d'une méthode reflétant à la fois les pertes prévues dans des circonstances normales et les pertes imprévues, qui sont une estimation des pertes réelles ultimes basée sur des modèles statistiques. Les modèles utilisent des probabilités dérivées de l'expérience passée, ajustées pour refléter l'environnement économique. Le Groupe gère également les pires scénarios qui pourraient se produire si des événements extrêmes improbables survenaient.

Les risques liés à la surveillance et au contrôle sont principalement fonction des limites prudentielles fixées par le Groupe. Ces limites reflètent la stratégie commerciale et l'environnement de marché du Groupe ainsi que le niveau de risque que le Groupe est prêt à prendre. En outre, la politique du Groupe est de mesurer et de contrôler la capacité globale à supporter le risque par rapport à l'exposition globale au risque pour tous les types de risques et toutes les activités.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

(A) INTRODUCTION (SUITE)

Mesure du risque et système d'information (suite)

Les notes ci-dessous fournissent des informations détaillées sur chacun des risques susmentionnés et sur les objectifs, les politiques et les processus de mesure et de gestion du risque du Groupe, ainsi que sur la gestion du capital par le Groupe.

(B) RISQUE DE CRÉDIT

Le Groupe définit le risque de crédit comme le risque que des changements défavorables dans la qualité de crédit des emprunteurs aient une incidence négative sur la performance financière et la situation financière du Groupe. Le risque de crédit découle à la fois des risques déterminés pour le client et des risques déterminés pour le pays. À travers ses opérations de prêt aux entités du secteur privé et du secteur public de ses États membres et, dans une moindre mesure, à travers ses opérations de trésorerie, le Groupe est exposé au risque de crédit..

Appétit pour le risque de crédit

Le Groupe opte pour un appétit défini pour le risque de crédit, qui tient compte du maximum de pertes sur créances qu'il est disposé à absorber sur ses prêts afin d'atteindre ses objectifs.

L'énoncé d'appétence au risque de crédit définit également les mandats de prêt fondés sur le risque et les limites dans la gestion des concentrations de risque de crédit aux niveaux des emprunteurs individuels/en groupe, des pays et des secteurs avec pour objectif de minimiser les pertes de crédit inattendues.

Toutes les limites respectaient les seuils approuvés d'appétit pour le risque au 31 décembre 2020.

Politiques et processus de gestion du risque

Le Groupe gère le risque de crédit au moyen d'un cadre de politique intégrée de gestion du risque et de processus qui mettent l'accent sur une sélection rigoureuse des emprunteurs au moment de l'établissement du prêt.

Les politiques et les processus de gestion des risques sont conçus pour identifier, mesurer, gérer et contrôler le risque de crédit sur toute la durée du cycle de crédit. Le processus de prêt répond à un système formalisé de procédures et processus stricts ainsi que de processus de prise de décision fondés sur les comités. Une séparation des tâches est établie dans les différents processus décisionnels qui se distingue de ceux des équipes responsables des transactions pour renforcer l'indépendance des enquêtes préalables.

Risque déterminé pour le client

Le Groupe utilise des systèmes d'évaluation du crédit et de profilage des risques, notamment les modèles de notation de risques propres aux emprunteurs et aux facilités, afin d'évaluer le risque de crédit des demandes d'investissement à la date d'octroi du prêt et pendant la durée du prêt.

Dans ses opérations de prêt, le Groupe cherche à atténuer le risque de crédit et appelle à la mise en place de mesures de limitation des risques sous forme de sûretés réelles, de garanties personnelles et d'entreprises et autres rehaussements de crédit acceptables. Ces garanties sont réévaluées tous les trois ans ou plus tôt s'il y a des indices de perte de valeur.

Risque pour le pays

Le Groupe prend en compte les événements et facteurs politiques, sociaux et économiques propres au pays et susceptibles d'avoir un effet négatif sur la qualité de crédit de ses emprunteurs. Afin d'atténuer ces risques, le Groupe applique des politiques de gestion prudentes visant à limiter l'exposition au risque du pays. En outre, le Groupe prend en compte le profil économique, social et politique du pays dans lequel le projet d'investissement est domicilié avant toute validation. La proposition d'investissement comporte également une prime de risque qui reflète la cote de risque du pays hôte.

Les notes 47 et 48 des états financiers poussent plus loin l'analyse des encours par pays.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

(B) RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Risques liés aux engagements de crédit

Le Groupe met à la disposition de ses clients des garanties qui peuvent exiger qu’il effectue les paiements en leur nom. Le Groupe s’engage également à élargir les lignes de crédit pour répondre aux besoins de liquidité de ses clients. Les lettres de crédit et les garanties (y compris les lettres de crédit de soutien) engagent le Groupe à effectuer des paiements au nom des clients dans le cas d’un acte spécifique, généralement lié à l’importation ou à l’exportation de biens. De tels engagements exposent le Groupe à des risques similaires aux prêts et sont atténués par les mêmes processus et politiques de contrôle. Ils sont décrits plus en détail à la Note 35(b).

Qualité du crédit

es tableaux suivants fournissent des informations sur la qualité du crédit et l’exposition au risque de crédit des actifs financiers évalués au coût amorti et à l’égard des prêts et créances. Sauf indication contraire, les montants figurant dans les tableaux représentent les valeurs comptables brutes. En ce qui concerne les engagements de prêt, les montants figurant dans les tableaux représentent la tranche non utilisée des montants engagés. Les engagements de prêt, à l’instar des lettres de crédit, sont des facilités non décaissées. L’explication des termes « Étape 1 », « Étape 2 », « Étape 3 » et actifs financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur création (POCI) figure à la Note 3 (j).

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

(B) RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Qualité du crédit (suite)

	31 DÉCEMBRE 2020					31 DÉCEMBRE 2019				
	ÉTAPE 1 USD	ÉTAPE 2 USD	ÉTAPE 3 USD	TOTAL USD		ÉTAPE 1 USD	ÉTAPE 2 USD	ÉTAPE 3 USD	TOTAL USD	
PRÊTS POUR FINANCEMENT DE PROJET	1,871,236,148	-	-	1,871,236,148		1,927,357,463	-	-	1,927,357,463	
	Moyen/ Acceptable									
	Mention spéciale	353,207,345	-	353,207,345		-	171,275,360	-	171,275,360	
	Médiocre, douteux et perte	-	-	67,820,124	67,820,124	-	-	48,362,733	48,362,733	
Provision pour perte	1,871,236,148	353,207,345	67,820,124	2,292,263,617		1,927,357,463	171,275,360	48,362,733	2,146,995,556	
Valeur comptable	(2,697,363)	(31,725,588)	(33,063,944)	(67,486,895)		(4,611,448)	(8,649,252)	(27,397,273)	(40,657,973)	
	1,868,538,785	321,481,757	34,756,180	2,224,776,722		1,922,746,015	162,626,108	20,965,460	2,106,337,583	
PRÊTS POUR FINANCEMENT DU COMMERCE	2,899,754,462	-	-	2,899,754,462		2,711,660,871	-	-	2,711,660,871	
	Moyen/ Acceptable									
	Mention spéciale	-	192,006,952	192,006,952		-	153,870,032	-	153,870,032	
	Médiocre, douteux et perte	-	-	89,735,648	89,735,648	-	-	70,115,393	70,115,393	
Provision pour perte	2,899,754,462	192,006,952	89,735,648	3,181,497,062		2,711,660,871	153,870,032	70,115,393	2,935,646,296	
Valeur comptable	(18,082,726)	(6,862,240)	(71,917,281)	(96,862,247)		(1,387,516)	(4,860,111)	(64,231,748)	(70,479,375)	
	2,881,671,736	185,144,712	17,818,367	3,084,634,815		2,710,273,355	149,009,921	5,883,645	2,865,166,921	
ENGAGEMENTS NON DÉCAISSÉS	480,882,880	-	-	480,882,880		607,732,507	-	-	607,732,507	
	Moyen/ Acceptable									
	Mention spéciale	21,274,601	-	21,274,601		-	-	-	-	
	Provision pour perte	502,097,481	-	502,097,481		607,732,507	-	-	607,732,507	
Valeur comptable	(1,936,873)	-	-	(1,936,873)		(864,399)	-	-	(864,399)	
	500,160,608	-	-	500,160,608		606,868,108	-	-	606,868,108	
LETTRES DE CRÉDIT:	51,288,857	-	-	51,288,857		158,138,671	-	-	19,121,521	
	Moyen/ Acceptable									
	Provision pour perte	51,288,857	-	51,288,857		158,138,671	-	-	158,138,671	
	Valeur comptable	(44,617)	-	(44,617)		(149,839)	-	-	(149,839)	
	51,247,240	-	-	51,247,240		157,988,832	-	-	157,988,832	

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

(B) RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Qualité du crédit (suite)

	31 DÉCEMBRE 2020					31 DÉCEMBRE 2019				
	ÉTAPE 1 USD	ÉTAPE 2 USD	ÉTAPE 3 USD	TOTAL USD		ÉTAPE 1 USD	ÉTAPE 2 USD	ÉTAPE 3 USD	TOTAL USD	
TOTAL DES ÉLÉMENTS HORS BILAN										
Moyen/ Acceptable	532,171,737	-	-	532,171,737		765,871,178	-	-	765,871,178	
Mention spéciale	21,274,601	-	-	21,274,601		-	-	-	-	
Provision pour perte	553,386,338	-	-	553,386,338		765,871,178	-	-	765,871,178	
Valeur comptable	(1,981,490)	-	-	(1,981,490)		(1,014,238)	-	-	(1,014,238)	
	551,404,848	-	-	551,404,848		764,856,	-	-	764,856,	

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

(B) RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Exposition maximale aux risques de crédit avant garantie :

EXPOSITION AUX RISQUES DE CRÉDIT	GROUPE ET BANQUE			
	2020 USD	%	2019 USD	%
ÉLÉMENTS DE L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU BILAN				
Espèces et soldes détenus sur les comptes d'autres banques	1,539,924,217	21	1,382,403,564	20
Investissement dans des titres publics	120,928,084	2	44,897,636	1
Investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce	52,327,417	1	49,997,089	1
Autres créances	100,041,405	1	71,725,697	1
Instruments financiers dérivés	-		40,049,341	1
Prêts et avances	5,473,760,679	75	5,082,641,852	76
- Prêts pour financement de projets	2,292,263,617		2,146,995,556	
- Prêts pour financement du commerce	3,181,497,062		2,935,646,296	
Sous-total	7,286,981,802	100	6,671,715,179	100
ÉLÉMENTS DE L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE HORS BILAN				
Lettres de crédit	279,740,762	34	349,268,107	32
Engagements de prêt non déboursés	500,459,624	61	674,311,718	62
Garanties et cautions	39,258,744	5	69,186,744	6
Sous-total	819,459,130	100	1,092,766,569	100
Total des expositions au risque de crédit	8,106,440,931		7,764,481,748	

Les chiffres ci-dessus représentent le pire scénario d'exposition au risque de crédit pour les deux exercices sans tenir compte des garanties détenues ou d'autres rehaussements de crédit. Les prêts et avances et les éléments de l'état de la situation financière hors bilan ont augmenté de 77,63 % en 2020 (contre 79,54 % en décembre 2019) par rapport au risque de crédit maximum total.

En dehors des soldes en espèces et bancaires s'élevant à 1 539 924 217 USD (contre 1 382 403 564 USD en décembre 2019) et des investissements dans des titres publics de 120 928 084 USD (contre 44 897 636 USD en décembre 2019), et des investissements dans le fonds pour le commerce de 52 327 417 USD (contre 49 997 089 USD en décembre 2019), toutes les autres expositions au risque de crédit sont garanties par des sûretés sous forme de privilèges en espèces, hypothèques foncières et immobilières, garanties sur les installations et machines et garanties de tiers.

Au 31 décembre 2020, la juste valeur des garanties détenues pour les avances et prêts douteux était de 165 930 368 USD (contre 102 156 645 USD en décembre 2019) et l'exposition brute des prêts douteux était de 157 555 772 USD (contre 118 478 127 USD en décembre 2019).

Garanties détenues

En plus de ses évaluations strictes du risque de crédit, le Groupe cherche à protéger ses intérêts en cas de facteurs imprévisibles et extrêmes qui ont une incidence négative sur la capacité de l'emprunteur à rembourser le prêt du Groupe en exigeant des rehaussements de crédit. À cet égard, le Groupe exige des sûretés telles que des intérêts hypothécaires sur des biens, des titres enregistrés sur des actifs financés ou des actifs et des garanties de tiers, ainsi que le besoin d'assurance crédit. La couverture de sécurité requise est, d'au moins, une fois et un tiers le montant du prêt décaissé. Cette garantie fait l'objet de révisions régulières et, si nécessaire, d'une réévaluation tous les trois ans.

Le Groupe ne détient aucune garantie sur les dépôts effectués auprès d'autres banques ou institutions financières et les titres publics. Cependant, le Groupe place des dépôts auprès de contreparties sous contrôle et financièrement solides. En outre, le Groupe impose des limites aux expositions de contrepartie qui sont définies, surveillées et examinées par le Comité de la gestion intégrée du risque de la Banque.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

(B) RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

GARANTIES DÉTENUES POUR LE PORTEFEUILLE DE PRÊTS	GROUPE AND BANQUE	
	2020 USD	2019 USD
(I) TOTAL DU PORTEFEUILLE		
Hypothèques sur les propriétés	406,496,444	349,615,291
Charges fixes sur les installations et équipements	561,480,756	420,609,012
Dépôt de garantie en espèce	982,877,837	936,482,697
Entreprises souveraines	68,675,652	141,549,070
Assurances et garanties	2,564,069,192	2,494,249,874
Autre débenture flottante	905,229,843	601,852,034
Total de couverture des sûretés	5,488,829,724	4,944,357,978
Portefeuille brut	(5,473,760,679)	(5,082,641,852)
Couverture nette	15,069,045	(138,283,874)
(II) PRÊTS NON DÉPRÉCIÉS		
Hypothèques sur les propriétés	317,924,250	284,512,453
Charges fixes sur les installations et équipements	536,910,970	416,039,226
Dépôt de garantie en espèce	982,307,661	935,889,800
Entreprises souveraines	67,175,652	141,549,070
Assurances et garanties	2,513,581,778	2,462,358,750
Autre débenture flottante	904,999,044	601,852,034
Total de couverture des sûretés	5,322,899,355	4,842,201,333
Portefeuille brut	(5,316,204,907)	(4,964,163,725)
Couverture nette	6,694,448	(121,962,392)
(III) PRÊTS DÉPRÉCIÉS		
Hypothèques sur les propriétés	88,572,194	65,102,838
Charges fixes sur les installations et équipements	24,569,786	4,569,786
Assurances et garanties	570,176	31,891,124
Dépôt de garantie en espèce	1,500,000	592,897
Entreprises souveraines	50,487,414	-
Autre	230,798	
Total de couverture des sûretés	165,930,368	102,156,645
Portefeuille brut	(157,555,772)	(118,478,127)
Couverture nette	8,374,596	(16,321,482)

Données, hypothèses et techniques utilisées pour estimer la dépréciation

Augmentation significative du risque de crédit

Pour déterminer si le risque de crédit (c.-à-d. le risque de défaut) d'un instrument financier a augmenté de façon significative depuis la comptabilisation initiale, le Groupe prend en compte des informations raisonnables et justifiables, pertinentes et disponibles sans coûts ni efforts indus. Il s'agit d'informations à la fois quantitatives et qualitatives et des analyses basées sur les résultats passés du Groupe, une évaluation de crédit par des experts et des données prospectives.

Le Groupe utilise les critères suivants pour déterminer s'il y a eu une augmentation significative du risque de crédit :

- les facteurs quantitatifs ;
- les facteurs qualitatifs ;
- les prêts pour financement de projets et du commerce classés LCC 3 et 4 ; et
- un filet de sécurité de 30 jours de retard

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

(B) RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Classification du risque de crédit

Le Groupe classe chaque exposition dans une catégorie de risque de crédit en fonction des attributs du risque, de la juste valeur de ces expositions qui est déterminée avec précision et reflétée dans les livres comptables du Groupe, ainsi que du jugement expérimenté en matière de crédit. Le Groupe se réfère à ces classifications pour identifier les augmentations significatives du risque de crédit en vertu de l'IFRS 9. Les classifications des risques sont définies grâce aux jours de retard, et aux facteurs qualitatifs et quantitatifs qui indiquent le risque de défaut. Ces facteurs peuvent varier en fonction de la nature de l'exposition et du type d'emprunteur. Le Groupe procède à une évaluation du crédit et détermine la qualité de crédit de chaque exposition lors de la comptabilisation initiale en fonction des informations disponibles sur l'emprunteur. Les expositions font l'objet d'une surveillance permanente, ce qui peut entraîner le classement d'une exposition dans une autre catégorie de risque de crédit.

Le tableau ci-dessous fournit une cartographie indicative de la relation entre les niveaux internes de crédit du Groupe et la PD.

CLASSIFICATION :	PD MOYENNE PONDÉRÉE SUR 12 MOIS
PRÊTS POUR FINANCEMENT DU COMMERCE	
Très faible risque	0.11%
Faible risque	
Risque modéré	6.46%
Risque élevé	
Médiocre	100%
PRÊTS POUR FINANCEMENT DE PROJET	
Très faible risque	0.37%
Faible risque	
Risque modéré	19.61%
Risque élevé	
Médiocre	100%
Mauvais et douteux	
Perte	

Déterminer un cas d'augmentation significative du risque de crédit

À chaque date de clôture, le Groupe évalue si le risque de crédit a augmenté de manière considérable depuis la comptabilisation initiale. Le Groupe a mis en place un cadre intégrant des informations quantitatives et qualitatives afin de déterminer si le risque de crédit associé à un instrument financier donné a augmenté de manière considérable depuis sa comptabilisation initiale. Le cadre est aligné sur le processus interne de gestion du risque de crédit du Groupe. Les critères permettant de déterminer les augmentations significatives du risque de crédit varient d'un produit à l'autre et intègrent un filet de sécurité basé sur les niveaux de défaillance.

À l'heure actuelle, le Groupe estime que le risque de crédit d'une exposition particulière a considérablement augmenté depuis la comptabilisation initiale si un prêt est noté LCC 3 et LCC 4 ou en retard de paiement sur une période de 31 à 89 jours pour les entreprises et sur une période maximale de 179 jours pour les pays.

Le Groupe a mis en place un modèle de notation interne. En outre, l'évolution de la probabilité de défaut (PD) entre la date de clôture et la date de comptabilisation initiale / la date de première application de l'IFRS 9 du prêt constitue la base de l'augmentation significative du risque de crédit. Dans certains cas, faisant appel à son jugement d'expert en matière de crédit et, si possible, à ses résultats passés dans ce domaine, le Groupe peut déterminer qu'une exposition a subi une augmentation significative du risque de crédit si des facteurs qualitatifs spécifiques liés aux processus de gestion du risque du Groupe l'indiquent. Ces indicateurs peuvent ne pas être totalement pris en compte dans son analyse quantitative en temps opportun. En guise de garantie, et conformément à l'IFRS 9, le Groupe considère à priori qu'une augmentation significative du risque de crédit survient au plus tard lorsqu'un actif est arrivé à échéance depuis plus de 30 jours. Le Groupe détermine les arriérés en fonction du nombre de jours écoulés depuis la date d'échéance la plus proche à laquelle le remboursement intégral n'est pas effectif.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

(B) RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Définition du défaut

Le Groupe considère qu'un actif financier est déprécié lorsque :

- il est peu probable que l'emprunteur paye intégralement ses obligations de crédit au Groupe sans que celui-ci ait recours à des mesures telles que la réalisation d'une garantie (le cas échéant) ;
- la cote de risque de l'emprunteur est classée LCC 5, 6 et 7 ; ou
- l'emprunteur :
 - a un retard de paiement de plus de 90 jours sur une dette importante envers le Groupe pour les emprunteurs institutionnels.
 - a un retard de paiement de plus de 180 jours sur une dette importante envers le Groupe pour les emprunteurs souverains, tel que le Conseil d'administration l'a approuvé.

Afin de déterminer si un emprunteur est en situation de défaut, le Groupe tient compte des indicateurs :

- qualitatifs : par exemple des violations de contrat ;
- quantitatifs : par exemple le retard, la dégradation sensible de la probabilité de défaut, la couverture des flux de trésorerie depuis l'initiation et le non-paiement d'une autre obligation du même émetteur envers le Groupe ; et
- sur la base de données empiriques développées en interne et obtenues de sources externes.

Les données permettant de déterminer la défaillance d'un instrument financier et leur importance peuvent varier dans le temps, reflétant ainsi des changements de conditions.

Intégrer des informations prospectives

Le Groupe intègre des informations prospectives dans l'évaluation des ECL. Le Groupe formule trois scénarios économiques : un scénario de base, qui est le scénario moyen dans lequel une probabilité de survenance est de 50 %, et deux scénarios moins probables, l'un à la hausse et l'autre à la baisse, soit respectivement une probabilité de 20 % et de 30 %. Le scénario de base représente un résultat très probable et correspond aux informations utilisées par le Groupe pour déterminer les limites d'emprunt des pays ainsi que la planification stratégique. Les informations externes comprennent entre autres les données et prévisions économiques publiées par les organismes gouvernementaux et les autorités monétaires des différents pays dans lesquelles le Groupe exerce ses activités, des organisations supranationales telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, ainsi que certains prévisionnistes des secteurs privé et universitaire.

Le Groupe élabore un « scénario de base » déterminant l'orientation future des variables économiques pertinentes dans les différents pays dans lesquelles elle exerce ses activités, ainsi qu'un éventail représentatif d'autres scénarios possibles basés sur les avis du Comité de gestion des risques du Groupe et des experts économiques, ainsi que sur des informations externes réelles et prévisionnelles.

Les variables macroéconomiques appliquées sont celles utilisées dans le cadre de la définition des cotes de risque pour différents pays qui empruntent auprès du Groupe. Grâce aux informations macroéconomiques prévues, les cotes de risque-pays sont fixées pour une période de trois (3) ans. Les changements cumulés des cotes de risque, en glissement annuel à compter de l'année de référence (fin de l'exercice financier), sont utilisés comme informations prospectives.

Le Groupe a identifié et documenté les principaux facteurs de risque de crédit et de pertes de crédit pour chaque portefeuille d'instruments financiers et, à l'aide d'une analyse des données historiques, a estimé la relation entre les variables macroéconomiques et le risque de crédit et les pertes de crédit.

Ces facteurs clés sont le risque politique, la puissance et la performance économiques, le risque de transfert et de change, la gouvernance, la viabilité de la dette par rapport à la puissance financière et l'expérience du Groupe. Les cotes de risque-pays ont été élaborées sur la base de l'analyse de ces facteurs et l'ensemble des changements prévus pour ces cotes est considéré comme indicateur des futurs taux de défaut. Le Comité de crédit du Groupe valide les scénarios économiques utilisés.

Prêts restructurés et modifiés

Les termes d'un contrat de prêt peuvent être restructurés pour un certain nombre de raisons, notamment l'évolution des conditions du marché, la fidélisation des clients et d'autres facteurs non liés à une détérioration effective ou potentielle du crédit du client. Un prêt existant dont les conditions ont été modifiées peut être décomptabilisé et le prêt renégocié sera comptabilisé comme un nouveau prêt à la juste valeur.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

(B) RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Prêts restructurés et modifiés (suite)

Lorsque les conditions d'un actif financier sont modifiées et que cette modification n'entraîne pas de décomptabilisation, le fait de déterminer si le risque de crédit de l'actif a considérablement augmenté reflète la comparaison entre l'évaluation initiale du risque de crédit de l'emprunteur et l'évaluation actuelle au moment de la modification.

Lorsque la modification entraîne la décomptabilisation, un nouveau prêt est comptabilisé et affecté à l'Étape 1 (en supposant que le crédit n'a pas été déprécié à ce moment-là).

Le Groupe renégocie des prêts aux clients en difficulté financière (cela s'appelle une « restructuration ») afin de maximiser les possibilités de recouvrement et de minimiser le risque de défaut. Conformément à la politique de restructuration du Groupe, la restructuration des prêts est accordée sur une base sélective si le débiteur est en défaut de paiement à ce moment ou s'il existe un risque élevé de défaut de paiement. Elle s'applique également s'il apparaît que le débiteur a déployé tous les efforts raisonnables pour rembourser en vertu du contrat initial ou s'il est en mesure de respecter les nouvelles conditions révisées. Les conditions révisées comprennent généralement la prolongation de l'échéance, la modification du calendrier des paiements d'intérêts et la modification des conditions des clauses restrictives. Le Comité du crédit du Groupe examine régulièrement les rapports sur les activités de restructuration.

En ce qui concerne les actifs financiers modifiés dans le cadre de la politique d'indulgence du Groupe, l'estimation de la PD est fonction de l'amélioration ou du rétablissement de la capacité du Groupe de recouvrer les intérêts et le capital et des expériences antérieures du Groupe en matière d'indulgence. Lors de ce processus, le Groupe évalue la performance des paiements de l'emprunteur par rapport aux conditions contractuelles modifiées et tient compte de divers indicateurs de comportement.

En général, la restructuration est un indicateur qualitatif des situations de défaut et des dépréciations de crédit. Ainsi, les attentes en matière de restructuration sont importantes pour déterminer s'il existe une augmentation sensible du risque de crédit. À la suite d'une restructuration, un client doit systématiquement afficher un bon comportement de paiement sur une période donnée avant que l'exposition ne soit plus considérée comme étant en défaut / en perte de crédit ou que la PD soit jugée réduite afin que la provision pour perte soit à nouveau réévaluée à un montant égal aux ECL sur 12 mois.

Restructuration

Trouve son origine dans une situation de détresse, lorsqu'un risque accru de crédit affecte la génération de flux de trésorerie. La restructuration se caractérise particulièrement par une prorogation de l'échéance de 12 mois voire davantage, des taux d'intérêt inchangés pour la plupart des facilités, un moratoire de capital de 12 mois voire davantage.

Modification

Les prêts modifiés établis sont des prêts dont les performances sont satisfaisantes au 31 mars 2020 (avant la pandémie de Covid-19). Les modifications concernent le refinancement et la prorogation des échéances n'excédant pas six mois dans le cours normal des opérations, sans nécessairement changer la structure de base de la facilité et les principales conditions de la facilité. Les modifications se caractérisent principalement par la prorogation de l'échéance des obligations arrivant à terme de 3 à 6 mois dans le cours normal des opérations ; des prix inchangés ; pour les prêts à long terme, un moratoire de capital de 3 à 6 mois ou, dans certains cas, un moratoire sur le capital et les intérêts ; un report de crédit par la prorogation de l'échéance de 3 à 6 mois ou, dans certains cas, sans prorogation de l'échéance, et la renonciation à une clause restrictive, le cas échéant, au cas par cas.

En raison des perturbations attribuables à la pandémie de Covid-19, les emprunteurs ont pris l'initiative de contacter la Banque pour négocier le report des paiements afin d'éviter le défaut de paiement, de gérer leurs flux de trésorerie et de faire face aux contraintes de liquidité. Les retards de paiement découlant de facteurs systémiques temporaires qui touchent tous les emprunteurs ne sont pas considérés comme une raison valable pour un classement d'office en défaut, en forclusion ou en improbabilité de paiement ; l'improbabilité de paiement a été examinée au cas par cas. Les modifications sont généralement destinées à résoudre les problèmes de liquidités à court terme lorsque les fondamentaux du projet restent solides.

Les tableaux qui suivent portent sur les actifs financiers restructurés et modifiés lorsque la restructuration ou la modification n'entraîne pas de décomptabilisation.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

(B) RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Prêts restructurés et modifiés (suite)

	GROUPE ET BANQUE			2019
	2020			
	RESTRUCTURATION USD	COVID-19 MODIFIED USD	TOTAL USD	RESTRUCTURED USD
Valeur comptable brute avant la restructuration	36,525,112	216,055,980	252,581,092	78,998,101
Provision pour perte avant la restructuration	(1,104,339)	(874,338)	(1,978,677)	-
Coût net amorti avant la restructuration	35,420,773	215,181,642	250,602,415	78,998,101
Gains/(perte) nets causée par la restructuration	1,416,502	5,652,870	7,069,372	(159,793)
Coût net amorti après la restructuration	36,837,275	220,834,512	257,671,787	78,838,308
ANALYSE DES MONTANTS BRUTS PAR SECTEUR				
Secteur manufacturier	7,489,651	60,440,161	67,929,812	71,965,590
Agroalimentaire	-	88,507,215	88,507,215	-
Hôtellerie	3,288,129	5,718,683	9,006,812	-
Services bancaires et financiers	-	2,507,028	2,507,028	-
Transport	5,822,453	-	5,822,453	-
Construction	15,661,080	-	15,661,080	-
Pétrole et gaz	4,575,962	-	4,575,962	-
Autre	-	63,661,425	63,661,425	7,032,511
	36,837,275	220,834,512	257,671,787	78,998,101
ANALYSE DES MONTANTS BRUTS PAR PRODUIT				
Prêts pour financement de projets	16,600,234	138,898,077	155,498,311	71,965,590
Prêts pour financement du commerce	20,237,041	81,936,435	102,173,476	7,032,511
	36,837,275	220,834,512	257,671,787	78,998,101

Impact des modifications attribuables à la Covid-19 sur les ECL :

	SOLDE APRÈS MODIFICATION USD	VALEUR ACTUALISÉE DES FLUX DE TRÉSORERIE MODIFIÉS USD	GAIN APRÈS MODIFICATION USD	DÉPRÉCIATION AU 31 DÉCEMBRE 2020 USD	DÉPRÉCIATION AU 31 DÉCEMBRE 2019 USD
	211,162,326	220,834,512	9,672,186	14,414,360	2,476,080

La Banque a continué à accumuler des intérêts sur ces facilités.

À la date de clôture, aucune modification substantielle n’a entraîné la décomptabilisation et la comptabilisation de nouveaux actifs financiers.

Si les prêts qui ont été restructurés en raison de l’impact de la COVID étaient reclassés en prêts de stade 3, cela n’aura pas d’incidence sur la perte de valeur, car la valeur du bien garantissant les prêts dépasse l’encours des prêts de 102,95 millions USD.

Données permettant l’évaluation des ECL

Les principales données permettant l’évaluation des ECL sont les structures d’échéances des variables suivantes :

- Probabilité de défaut, (PD) ;
- Perte en cas de défaut (LGD) ; et
- Exposition en cas de défaut (EAD).

Ces paramètres sont tirés de modèles statistiques développés en interne et d’autres données historiques exploitant les modèles réglementaires. Ils sont rajustés en fonction de la notation du garant et de la nature de la garantie, le cas échéant, ainsi que des informations prospectives décrites ci-dessus.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

(B) RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Données permettant l’évaluation des ECL (suite)

Les estimations de PD pour les prêts et avances se font à une certaine date. Elles sont calculées à partir de matrices statistiques de migrations qui modélisent le risque de voir une exposition passer à un statut de défaut, et sont évaluées au niveau du portefeuille pour les portefeuilles d’actifs présentant des caractéristiques similaires. Ces modèles statistiques sont basés sur des données compilées en interne comprenant des facteurs quantitatifs et qualitatifs. Lorsqu’elles sont disponibles, des données de marché externes peuvent également être utilisées pour calculer la PD pour les contreparties de grandes entreprises. Si la catégorie de cote d’une contrepartie ou d’une exposition change, cela entraîne également un changement dans l’estimation de la PD y associée. Les PD à vie sont calculées en tenant compte des échéances contractuelles des expositions et des estimations des taux de remboursement anticipés. Les estimations du Groupe en matière de PD pour les autres expositions sont des estimations à une certaine date. Elles sont calculées sur la base d’informations externes liées aux cotes de crédit et évaluées à l’aide d’outils de notation adaptés aux différentes catégories de contreparties et d’expositions.

La LGD représente l’ampleur de la perte probable en cas de défaut. Le Groupe détermine les paramètres de LGD sur la base des garanties sur les expositions, du statut de créancier privilégié et de l’historique des taux de recouvrement des créances envers les contreparties ayant fait défaut. Les modèles de LGD prennent en compte la structure, la qualité de la garantie, le rang de la créance, le secteur dans lequel exerce la contrepartie et les coûts de recouvrement de toute garantie faisant partie intégrante de l’actif financier. Les estimations de la LGD sont étalonnées pour différents types de garanties en appliquant des décotes pour ajuster la valeur de marché des garanties afin de refléter au mieux les montants recouvrables. Les valeurs des garanties à prendre en compte sont calculées sur la base des flux de trésorerie actualisés en utilisant l’intérêt effectif.

L’EAD représente l’exposition attendue en cas de défaut. Le Groupe détermine l’EAD de l’exposition actuelle à partir de la contrepartie et des modifications éventuelles du montant actuel autorisé en vertu du contrat, y compris l’amortissement et les paiements anticipés. L’EAD d’un actif financier est la valeur comptable brute en défaut. Pour les engagements de prêt et les garanties non financières, l’EAD prend en compte le montant prélevé, ainsi que les éventuels futurs montants pouvant être prélevés ou remboursés en vertu du contrat. Ces derniers sont estimés sur la base d’observations historiques et de données prévisionnelles.

Comme la section ci-dessus le décrit, et sous réserve d’utiliser une PD sur un maximum de 12 mois pour les actifs financiers pour lesquels le risque de crédit n’a pas augmenté de manière considérable, le Groupe mesure les ECL en tenant compte du risque de défaillance sur la période contractuelle maximale (y compris les éventuelles possibilités de prolongation pour l’emprunteur) au cours desquelles elle est exposée à un risque de crédit, même si, aux fins de la gestion des risques, le Groupe envisage une période plus longue. La période contractuelle maximale est prolongée jusqu’à la date à laquelle le Groupe a le droit d’exiger le remboursement d’une avance ou de mettre fin à un engagement ou à une garantie d’emprunt. Pour les découverts, les facilités de garantie et autres facilités renouvelables qui comprennent à la fois un prêt et une composante d’engagement non utilisée, le Groupe mesure les ECL sur une période d’un an, à moins que la durée de vie attendue de l’exposition ne puisse être raisonnablement déterminée.

Lorsque la modélisation d’un paramètre est faite sur une base collective, les instruments financiers sont regroupés en fonction des caractéristiques de risque partagées, notamment :

- le type de produit et
- le secteur d’activité.

Les regroupements sont soumis à un examen régulier afin de s’assurer que les expositions au sein d’un groupe particulier restent bien homogènes.

Analyse de sensibilité des ECL

Si les prêts classés au stade 2 augmentent de 5 % en décembre 2020, les ECL augmenteront de 5,05 %.

Si tous les prêts renégociés sont considérés comme ayant subi une forte augmentation du risque de crédit et passent du stade 1 au stade 2, les ECL augmenteront de 0,29 %.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

(B) RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Montant découlant de l'ECL

Provision pour perte

Les tableaux suivants présentent les rapprochements entre le solde d'ouverture et le solde de clôture de la provision pour perte par segment .

	STADE 1 USD	STADE 2 USD	STADE 3 USD	TOTAL USD
Au 31 décembre 2020:				
PRÊTS POUR FINANCEMENT DE PROJETS				
Solde au 1er janvier	4,611,444	8,649,253	27,397,276	40,657,973
Transfert vers l'ECL sur 12 mois	2,070,496	(2,070,496)	-	-
Transfert vers l'ECL à vie non déprécié	(314,096)	314,096	-	-
Transfert vers l'ECL à vie déprécié	(242)	(600,377)	600,618	-
Réévaluation nette de la provision pour perte	(3,753,243)	25,433,112	11,257,399	32,937,268
Actifs financiers nets créés	85,918	-	-	85,918
Actifs financiers décomptabilisés*	(2,914)	-	(6,191,350)	(6,194,264)
Solde au 31 décembre	2,697,363	31,725,588	33,063,944	67,486,895
PRÊTS POUR FINANCEMENT DU COMMERCE				
Solde au 1er janvier	1,387,518	4,860,111	64,231,746	70,479,375
Transfert vers l'ECL sur 12 mois	-	-	-	-
Transfert vers l'ECL à vie non déprécié	(16,334)	16,334	-	-
Transfert vers l'ECL à vie déprécié	(15,665)	-	15,665	-
Déduction nette des actifs financiers créés	16,545,375	1,000,316	7,669,870	25,215,561
Réévaluation nette de la provision pour perte	183,181	1,160,799	-	1,343,980
Actifs financiers décomptabilisés	(1,349)	(175,320)	-	(176,669)
Balance	18,082,726	6,862,240	71,917,281	96,862,247
ENGAGEMENTS NON DÉCAISSÉS – FINANCEMENT DU COMMERCE				
Solde au 1er janvier	864,399	-	-	864,399
Transfert vers l'ECL à vie non déprécié	(53,653)	53,653	-	-
Réévaluation nette de la provision pour perte	(434,498)	1,276,417	-	841,919
Actifs financiers nets créés	331,274	-	-	331,274
Actifs financiers décomptabilisés	(100,719)	-	-	(100,719)
Solde au 31 décembre	606,803	1,330,070	-	1,936,873
LETTRES DE CRÉDIT – FINANCEMENT DU COMMERCE				
Solde au 1er janvier	149,839	-	-	149,839
Réévaluation nette de la provision pour perte	(2,095)	-	-	(2,095)
Actifs financiers nets créés	36,310	-	-	36,310
Actifs financiers décomptabilisés	(139,437)	-	-	(139,437)
Solde au 31 décembre	44,617	-	-	44,617
Total de la provision pour financement du commerce - au 31 décembre 2020	18,734,146	8,192,310	71,917,281	98,843,737

* Les prêts pour financement de projets qui ont été décomptabilisés du fait de la radiation s'élèvent à 11,36 millions USD, tandis que les ECL sur ces mêmes prêts s'élèvent à 6,19 millions USD. L'encours total des valeurs contractuelles des actifs financiers qui avaient été radiés au cours de l'exercice et qui sont encore visés par les mesures d'application s'élève à 11,36 millions USD.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

(B) RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Montant découlant de l'ECL (suite)

Provision pour perte (suite)

	STADE 1 USD	STADE 2 USD	STADE 3 USD	TOTAL USD
Au 31 décembre 2019:				
PRÊTS POUR FINANCEMENT DE PROJETS				
Solde au 1er janvier	1,584,648	4,627,035	24,147,841	30,359,524
Transfert vers l'ECL sur 12 mois	29,438	(29,438)	-	-
Transfert vers l'ECL à vie non déprécié	(24,014)	24,014	-	-
Transfert vers l'ECL à vie déprécié	-	(1,588,089)	1,588,089	-
Réévaluation nette de la provision pour perte	614,980	5,739,727	1,661,343	8,016,050
Actifs financiers nets créés	2,415,388	-	-	2,415,388
Actifs financiers décomptabilisés	(8,992)	(123,997)	-	(132,989)
Solde au 31 décembre	4,611,448	8,649,252	27,397,273	40,657,973
PRÊTS POUR FINANCEMENT DU COMMERCE				
Solde au 1er janvier	2,470,575	1,015,357	76,467,029	79,952,961
Transfert vers l'ECL sur 12 mois	-	-	-	-
Transfert vers l'ECL à vie non déprécié	(106,130)	106,130	-	-
Transfert vers l'ECL à vie déprécié	-	(85,884)	85,884	-
Déduction nette des actifs financiers créés	449,772	-	-	449,772
Réévaluation nette de la provision pour perte	(1,415,783)	3,824,508	22,923,190	25,331,915
Actifs financiers décomptabilisés*	(10,918)	-	(35,244,355)	(35,255,273)
Solde au 31 décembre	1,387,516	4,860,111	64,231,748	70,479,375
ENGAGEMENTS NON DÉCAISSÉS – FINANCEMENT DU COMMERCE				
Solde au 1er janvier	1,517,384	27,252	-	1,544,636
Réévaluation nette de la provision pour perte	157,340	-	-	157,340
Actifs financiers nets créés	345,194	-	-	345,194
Actifs financiers décomptabilisés	(1,155,519)	(27,252)	-	(1,182,771)
Solde au 31 décembre	864,399	-	-	864,399
LETTRES DE CRÉDIT – FINANCEMENT DU COMMERCE				
Solde au 1er janvier	62,613	-	-	62,613
Réévaluation nette de la provision pour perte	(59,410)	-	-	(59,410)
Actifs financiers nets créés	146,636	-	-	146,636
Actifs financiers décomptabilisés	-	-	-	-
Solde au 31 décembre	149,839	-	-	149,839

Les ECL sur les espèces et les soldes auprès d'autres banques, les prêts et engagements pour financement du commerce et de projets sont présentés dans les espèces et soldes détenus sur les comptes d'autres banques, les prêts et les autres passifs liés au financement de projets dans l'état de la situation financière.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

(B) RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Prêts et avances bruts

Les tableaux suivants présentent les rapprochements entre le solde d'ouverture et le solde de clôture des prêts bruts par segment.

	AU 31 DÉCEMBRE 2020					AU 31 DÉCEMBRE 2019				
	STADE 1 USD	STADE 2 USD	STADE 3 USD	TOTAL USD		STADE 1 USD	STADE 2 USD	STADE 3 USD	TOTAL USD	TOTAL USD
PRÊTS POUR FINANCEMENT DE PROJETS										
Solde au 1er janvier	1,927,357,463	171,275,360	48,362,733	2,146,995,556		1,254,771,124	180,999,353	24,147,841	1,459,918,318	
Transfert vers l'ECL sur 12 mois	31,933,404	(31,933,404)	-	-		2,868,676	(2,868,676)	-	-	
Transfert vers l'ECL à vie non déprécié	(213,975,257)	213,975,257	-	-		(36,445,833)	36,445,833	-	-	
Transfert vers l'ECL à vie déprécié	(643,676)	(21,367,414)	22,011,090	-		-	(33,878,560)	33,878,560	-	
Réévaluation nette de la provision pour perte	(153,140,664)	21,257,546	1,545,859	(130,337,259)		144,268,617	(2,272,590)	(9,663,668)	132,332,359	
Nouveaux actifs financiers créés	286,964,826	-	-	286,964,826		572,470,055	-	-	572,470,055	
Actifs financiers décomptabilisés*	(7259,948)	-	(4,099,558)	(11,359,506)		(10,575,176)	(7150,000)	-	(17,725,176)	
Solde à la fin de l'exercice	1,871,236,148	353,207,345	67820,124	2,292,263,617		1,927,357,463	171,275,360	48,362,733	2,146,995,556	
PRÊTS POUR FINANCEMENT DU COMMERCE										
Solde au 1er janvier	2,711,660,871	153,870,032	70,115,393	2,935,646,296		2,527,025,580	211,163,777	75,208,489	2,813,397,846	
Transfert vers l'ECL sur 12 mois	(23,696,096)	23,696,096	-	-		-	-	-	-	
Transfert vers l'ECL à vie non déprécié	(15,912,468)	-	15,912,468	-		(145,976,186)	145,976,186	-	-	
Transfert vers l'ECL à vie déprécié	137,508,514)	19,437,595	3,707,787	160,653,896		-	(29,529,122)	29,529,122	-	
Réévaluation nette de la provision pour perte	91,500,07	-	-	91,500,097		289,126,191	(173,740,809)	(636,405)	114,748,977	
Actifs financiers nets créés	(1,596,298)	(4,706,928)	-	(6,303,227)		75,496,336	-	-	75,496,336	
Actifs financiers décomptabilisés	-	-	-	-		(34,011,050)	-	(33,985,813)	(67,996,863)	
Solde à la fin de l'exercice	2,899,464,620	192,296,794	89,735,648	3,181,497,062		2,711,660,871	153,870,032	70,115,393	2,935,646,296	

*Les prêts pour financement de projets qui ont été décomptabilisés du fait de la radiation s'élèvent à 11,36 millions USD, tandis que les ECL sur ces mêmes prêts s'élèvent à 6,19 millions USD. L'encours total des valeurs contractuelles des actifs financiers qui avaient été radiés au cours de l'exercice et qui sont encore visés par les mesures d'application s'élève à 11,36 millions USD.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

(B) RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Prêts et avances bruts (suite)

	AU 31 DÉCEMBRE 2020					AU 31 DÉCEMBRE 2019				
	STADE 1 USD	STADE 2 USD	STADE 3 USD	TOTAL USD		STADE 1 USD	STADE 2 USD	STADE 3 USD	TOTAL USD	TOTAL USD
ENGAGEMENTS NON DÉCAISSÉS										
Solde au 1er janvier	607,732,507	-	-	607,732,507		566,479,040	2,457,056	-	568,936,096	
Transfert vers l'ECL à vie non déprécié	(22,238,934)	22,238,934	-	-		-	-	-	-	
Actifs financiers créés ou acquis nets	219,015,740	-	-	219,015,740		198,209,021	-	-	198,209,021	
Réévaluation nette de la provision pour perte	(239,883,753)	(964,333)	-	(240,848,086)		259,414,754	-	-	259,414,754	
Actifs financiers décomptabilisés	(83,802,410)	-	-	(83,802,410)		(416,370,306)	(2,457,056)	-	(418,827,362)	
Solde à la fin de l'exercice	480,823,150	21,274,601	-	502,097,751		607,732,509	-	-	607,732,509	
LETRES DE CRÉDIT										
Solde au 1er janvier	158,138,671	-	-	158,138,671		19,121,521	-	-	19,121,521	
Actifs financiers créés ou acquis nets	39,258,744	-	-	39,258,744		153,654,028	-	-	153,654,028	
Réévaluation nette de la provision pour perte	10,051,493	-	-	10,051,493		(14,636,878)	-	-	(14,636,878)	
Actifs financiers décomptabilisés	(156,160,051)	-	-	(156,160,051)		-	-	-	-	
Solde à la fin de l'exercice	51,288,857	-	-	51,288,857		158,138,671	-	-	158,138,671	

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

(B) RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Concentration du risque par secteur

	EXPOSITION BRUTE						AUTRE MESURES D'ATTÉNUATION USD	EXPOSITION NETTE USD	%
	AU BILAN DE LA SITUATION FINANCIÈRE USD	%	HORS BILAN DE LA SITUATION FINANCIÈRE USD	%	NANTISSEMENT EN ESPÈCES/ EN TRANSIT USD	ASSURANCE USD			
Au 31 décembre 2020									
Agroalimentaire	1,039,514,697	19	186,827,928	23	(56,917,187)	(495,815,175)	(75,301,730)	598,308,533	18
Services bancaires et financiers	563,884,220	10	246,496,727	30	(1,194,200)	-	-	-	-
Construction	16,723,249	0	-	-	-	-	-	16,723,249	1
Énergie	255,441,663	5	57,618,201	7	(8,243)	(6,249,864)	-	306,801,757	9
Services de santé	19,696,499	0	13,064,655	2	-	-	-	32,761,155	1
Hôtellerie	41,185,547	1	10,749,731	1	-	-	-	51,935,278	2
TIC	186,756,199	3	-	-	(40,303,986)	-	-	146,452,213	4
Infrastructure	1,299,281,154	24	161,491,943	20	-	(525,000,000)	(200,000,000)	735,773,097	22
Secteur manufacturier et industries lourdes	205,769,658	4	5,000,000	1	-	-	-	210,769,658	6
Pétrole et gaz	1,586,717,040	29	8,209,946	1	(924,604,236)	(347,676,675)	-	322,646,075	10
Autre	6,858,208	0	99,999,999	12	(16,161,816)	-	-	90,696,391	3
Secteur immobilier	14,281,411	0	-	-	-	-	-	14,281,411	0
Transport	208,122,014	4	30,000,000	4	-	(72,531,499)	(774,318)	164,816,197	5
Marchandises en gros	29,529,120	1	-	-	-	-	-	29,529,120	1
	5,473,760,679	100	819,459,130	100	(1,039,189,668)	(1,611,857,218)	(325,861,351)	3,316,311,574	100

** Les éléments de l'état de la situation financière hors bilan comprennent les prêts approuvés mais non décaissés, les litiges en cours et les garanties et cautions de bonne exécution, le cas échéant.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

(B) RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Concentration du risque par secteur (suite)

	EXPOSITION BRUTE						AUTRE MESURES D'ATTÉNUATION USD	EXPOSITION NETTE USD	%
	AU BILAN DE LA SITUATION FINANCIÈRE USD	%	HORS BILAN DE LA SITUATION FINANCIÈRE USD	%	NANTISSEMENT EN ESPÈCES/ EN TRANSIT USD	ASSURANCE USD			
Au 31 décembre 2019									
Agroalimentaire	1,169,535,433	23	159,975,844	15	(93,233,460)	(471,499,850)	(72,399,560)	692,378,407	22
Services bancaires et financiers	252,620,207	5	407,788,468	37	(3,249,878)	(149,703,601)	-	507,455,196	16
Construction	15,912,468	-	-	-	-	-	-	15,912,468	1
Éducation	585,293	-	-	-	-	-	-	585,293	0
Énergie	227,641,858	4	98,889,990	9	(607,837)	(13,320,937)	-	312,603,074	10
Services de santé	19,598,954	-	15,563,915	1	-	-	-	35,162,869	1
Hôtellerie	37,458,389	1	14,288,001	1	-	-	-	51,746,390	2
TIC	189,283,341	4	4,678,805	-	-	-	-	193,962,146	6
Infrastructure	1,163,859,598	23	55,591,053	5	-	(525,000,000)	(200,000,000)	494,450,651	16
Secteur manufacturier et industries lourdes	207,112,021	4	19,168,218	2	-	-	-	226,280,239	7
Pétrole et gaz	1,435,411,818	28	216,822,276	20	(747,351,883)	(496,091,494)	(151,675,409)	257,115,308	8
Autre	19,502,584	-	100,000,000	10	-	-	-	119,502,584	4
Secteur immobilier	27,920,827	1	-	-	-	-	-	27,920,827	1
Transport	281,963,011	6	-	-	-	(82,894,502)	(46,697,214)	152,371,295	5
Marchandises en gros	34,236,050	1	-	-	-	-	-	34,236,050	1
	5,082,641,852	100	1,092,766,570	100	(844,443,058)	(1,738,510,384)	(470,772,183)	3,121,682,797	100

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

(B) RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Concentration du risque par pays

	EXPOSITION BRUTE				NANTISSEMENT EN ESPÈCES/ EN TRANSIT USD	ASSURANCE USD	AUTRE MESURES D'ATTÉNUATION USD	EXPOSITION NETTE USD	%
	AU BILAN DE LA SITUATION FINANCIÈRE USD	%	HORS BILAN DE LA SITUATION FINANCIÈRE USD	%					
Au 31 décembre 2020									
Burundi	13,601,870	0	-	-	(570,176)	-	-	13,031,694	0
Comores	15,447,540	0	13,064,655	2	-	-	-	28,512,196	1
RDC	65,921,096	1	5,000,000	1	-	-	-	70,921,096	2
Djibouti	9,678,662	0	-	-	-	-	-	9,678,662	0
Egypte	79,663,684	1	-	-	-	-	-	79,663,684	2
ESwatini	6,421,664	0	18,586,851	2	-	-	-	25,008,515	1
Ethiopie	383,985,167	7	233,529,843	29	(149)	(150,000,000)	(50,327,574)	417,187,286	13
Kenya	678,901,765	12	99,999,999	12	(16,161,816)	(350,000,000)	(100,000,000)	312,739,948	9
Madagascar	10,498,098	0	7,078,256	1	-	-	-	17,576,355	1
Malawi	357,101,847	7	155,663,710	19	(27,546,076)	(250,500,000)	(75,301,730)	159,417,751	5
Maurice	155,805,562	3	-	-	(40,303,986)	-	-	115,501,576	3
Mozambique	101,115,539	2	41,367,266	5	-	-	-	142,482,805	4
Rwanda	637,244,307	12	3,631,499	0	(280,000,001)	(72,531,499)	(232,047)	288,112,259	9
Seychelles	52,686,913	1	749,731	0	-	-	-	53,436,644	2
Soudan	662,188,381	12	-	-	(152,894,320)	(245,315,175)	-	263,978,886	8
Tanzanie	601,378,046	11	119,121,247	15	(8,243)	(175,000,000)	(100,000,000)	445,491,051	13
Ouganda	358,214,439	7	63,130,079	8	-	-	-	421,344,519	13
Zambie	686,122,079	13	22,789,421	3	(1,523,572)	(347,676,675)	-	359,711,252	11
Zimbabwe	597,784,020	11	35,746,573	4	(520,181,329)	(20,833,869)	-	92,515,395	3
	5,473,760,679	100	819,459,130	100	(1,039,189,668)	(1,611,857,218)	(325,861,351)	3,316,311,574	100

** Les éléments de l'état de la situation financière hors bilan comprennent les prêts approuvés mais non décaissés, les lettres de crédit en cours et les garanties et cautions de bonne exécution, le cas échéant.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

(B) RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

Concentration du risque par pays (suite)

	EXPOSITION BRUTE				NANTISSEMENT EN ESPÈCES/ EN TRANSIT USD	ASSURANCE USD	AUTRE MESURES D'ATTÉNUATION USD	EXPOSITION NETTE USD	%
	AU BILAN DE LA SITUATION FINANCIÈRE USD	%	HORS BILAN DE LA SITUATION FINANCIÈRE USD	%					
Au 31 décembre 2019									
Burundi	13,633,604	-	-	-	(592,897)	-	-	13,040,707	1
Comores	12,769,196	-	15,563,915	1	-	-	-	28,333,111	
RDC	8,939,758	-	-	-	-	-	-	8,939,758	1
Djibouti	44,251,088	1	-	-	-	-	-	44,251,088	1
Egypte	29,529,122	1	-	-	-	-	-	29,529,122	1
ESwatini	7,029,752	-	18,000,000	2	-	-	-	25,029,752	1
Ethiopie	290,170,778	6	329,094,816	30	(149)	(100,000,000)	-	519,265,445	17
Kenya	760,886,817	15	104,678,805	10		(350,000,000)	(100,000,000)	415,565,622	13
Malawi	488,200,928	10	141,975,844	13	(59,172,497)	(248,000,000)	(72,399,560)	250,604,715	8
Maurice	133,818,935	3	-	-	-	-	-	133,818,935	4
Mozambique	34,360,071	1	245,549,618	22	-	-	(151,675,409)	128,234,280	4
Rwanda	446,646,316	9	2,522,267	1	(150,000,000)	(82,894,502)	(46,697,214)	169,576,867	5
Seychelles	55,934,659	1	4,288,001	1	(743)	-	-	60,221,917	2
Soudan	658,953,698	13	-	-	(180,031,669)	(223,499,850)	-	255,422,179	8
Tanzanie	683,182,864	13	22,025,508	2	(603,127)	(175,000,000)	(100,000,000)	429,605,245	14
Ouganda	160,337,315	3	81,905,926	7	-	-	-	242,243,241	8
Zambie	703,969,604	14	57961,870	5	(4,041,976)	(496,091,494)	-	261,798,004	8
Zimbabwe	550,027,347	11	69,200,000	6	(450,000,000)	(63,024,538)	-	106,202,809	3
	5,082,641,852	100	1,092,766,570	100	(844,443,058)	(1,738,510,384)	(470,772,183)	3,121,682,797	100

** Les éléments de l'état de la situation financière hors bilan comprennent les prêts approuvés mais non décaissés, les lettres de crédit en cours et les garanties et cautions de bonne exécution, le cas échéant.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

(C) RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque que le Groupe ait des difficultés à honorer ses obligations financières. La politique de liquidité du Groupe lui assure des ressources suffisantes pour s’acquitter de ses obligations en matière de décaissements nets et de service de la dette et lui permet de choisir le moment opportun pour faire appel aux marchés financiers.

Le Groupe détient suffisamment d’actifs liquides pour lui permettre de poursuivre normalement ses activités, même dans le cas improbable où elle serait dans l’impossibilité d’obtenir de nouvelles ressources auprès de ses prêteurs et des marchés des capitaux pendant une longue période. Pour atteindre cet objectif, le Groupe opère sur un niveau minimum prudentiel de liquidité, basé sur les besoins de trésorerie nets prévisionnels.

Ce niveau minimum est mis à jour tous les trimestres.

L’état de la situation de liquidité est présenté en prenant en compte la plus prudente des dates d’échéance. Les passifs sont classés en fonction de la date de remboursement la plus proche possible, tandis que les actifs sont classés selon la dernière date de remboursement possible.

Le Comité de la gestion intégrée du risque de la Banque (BIRMC) est chargé de veiller à ce que tous les engagements de financement prévisibles soient atteints à l’échéance, et que le Groupe n’aura aucune difficulté à honorer des engagements relatifs à ses passifs financiers au fur et à mesure qu’ils surviennent.

Le BIRMC s’appuie en grande partie sur la Direction de la Trésorerie pour coordonner et assurer la discipline, certifier l’adéquation des liquidités dans des conditions normales et inhabituelles, sans encourir de pertes inacceptables ou porter atteinte à la réputation du Groupe.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

(C) RISQUE DE LIQUIDITÉ (SUITE)

Les échéances des actifs et passifs financiers sont les suivants :

Au 31 décembre 2020 :	JUSQU'À 1 MOIS USD	2 À 3 MOIS USD	4 À 6 MOIS USD	6 À 12 MOIS USD	1 À 5 ANS USD	PLUS DE 5 ANS USD	TOTAL USD
ASSETS							
Espèces et soldes sur les comptes d'autres banques	1,056,710,876	-	-	5,387,630	477,825,711	-	1,539,924,217
Investissement dans des titres publics	-	-	-	-	120,928,084	-	120,928,084
Investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce	-	-	-	-	52,327,417	-	52,327,417
Autres créances	86,920,238	422,085	627,218	1,185,093	7888,659	2,998,112	100,041,405
Prêts pour financement du commerce	43,074,939	50,141,061	309,773,493	557,081,520	2,485,086,386	27803,773	3,472,961,172
Prêts pour financement de projets	94,034,241	77,010,741	105,165,554	270,698,883	1,726,875,559	546,576,138	2,820,361,116
Placements en actions à juste valeur dans les autres éléments du résultat global	-	-	-	-	53,987,118	-	53,987,118
Investissement dans les co-entreprises	-	-	-	-	317,010	-	317,010
Total actifs	1,280,740,294	127,573,887	415,566,265	834,353,126	4,925,235,944	577,378,023	8,160,847,539
PASSIFS							
Emprunts à court terme	10,846,242	45,919,030	232,030,405	415,393,927	1,703,287,272	-	2,407,476,876
Emprunts à long terme	38,097,710	38,329,519	29,535,753	315,480,149	1,942,786,358	687,294,791	3,051,524,280
Instruments financiers dérivés	-	-	41,329,500	-	-	-	41,329,500
Compte de recouvrement	93,275,106	-	-	-	-	-	93,275,106
Autres dettes	46,464,725	-	-	-	39,500,533	-	85,965,258
Total passifs	188,683,783	84,248,549	302,895,658	730,874,076	3,685,574,163	687,294,791	5,679,571,020
Écart net de liquidité	1,092,056,511	43,325,338	112,670,607	103,479,050	1,239,661,781	(109,916,768)	2,481,276,519
Écart cumulé	1,092,056,511	1,135,381,849	1,248,052,456	1,351,531,506	2,591,193,287	2,481,276,519	2,481,276,519

Le tableau ci-dessus analyse les actifs et passifs financiers du Groupe en les regroupant par classe d'échéance pertinente définie en fonction de la durée restant à courir à la date de clôture jusqu'à la date d'échéance contractuelle.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

(C) RISQUE DE LIQUIDITÉ (SUITE)

	JUSQU'À 1 MOIS USD	2 À 3 MOIS USD	4 À 6 MOIS USD	6 À 12 MOIS USD	1 À 5 ANS USD	PLUS DE 5 ANS USD	TOTAL USD
Au 31 décembre 2019 :							
ACTIFS							
Espèces et soldes sur les comptes d'autres banques	973,598,469	33,449,454	-	5,364,894	369,990,747	-	1,382,403,564
Investissement dans des titres publics	4,263,801	-	-	-	40,633,835	-	44,897,636
Investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce	49,997,089	-	-	-	-	-	49,997,089
Autres créances	71,092,371	103,093	136,482	200,563	193,188	-	71,725,697
Instruments financiers dérivés	40,049,341	-	-	-	-	-	40,049,341
Prêts pour financement du commerce	313,547,881	37,401,126	231,846,650	544,676,772	2,020,752,353	-	3,148,224,782
Prêts pour financement de projets	116,107,025	7,965,986	69,409,431	202,923,858	1,666,955,997	770,119,963	2,833,482,260
Placements en actions à juste valeur dans les autres éléments du résultat global	-	-	-	-	51,135,850	-	51,135,850
Investissement dans les co-entreprises	-	-	-	-	317,010	-	317,010
Total actifs	1,568,655,977	78,919,659	301,392,563	753,166,087	4,149,978,980	770,119,963	7,622,233,229
PASSIFS							
Emprunts à court terme	52,431,358	49,339,555	89,628,413	840,367,115	775,360,110	658,121,846	2,465,248,997
Emprunts à long terme	12,431,829	19,283,010	48,560,850	125,601,782	2,138,000,425	247,651,002	2,591,528,898
Compte de recouvrement	95,822,611	-	-	-	-	-	95,822,611
Autres dettes	128,421,795	260,343	390,514	781,028	4,421,508	4,405,977	138,681,165
Total passifs	289,107,593	68,882,908	138,579,777	966,750,525	2,917,782,043	910,178,825	5,291,281,671
Écart net de liquidité	1,279,548,384	10,036,751	162,812,786	(213,584,438)	1,232,196,937	(140,058,862)	2,330,951,558
Écart cumulé	1,279,548,384	1,289,585,135	1,452,397,921	1,238,813,483	2,471,010,420	2,330,951,558	2,330,951,558

Le tableau ci-dessus analyse les actifs et passifs financiers du Groupe en les regroupant par clusse d'échéance pertinente définie en fonction de la durée restant à courir à lu date de clôture jusqu'à la date d'échéance contractuelle.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

(C) RISQUE DE LIQUIDITÉ (SUITE)

Les échéances des engagements de prêt et des passifs financiers hors bilan sont les suivantes :

	JUSQU'À 1 MOIS USD	2 À 3 MOIS USD	4 À 6 MOIS USD	6 À 12 MOIS USD	1 À 5 ANS USD	PLUS DE 5 ANS USD	TOTAL USD
Au 31 décembre 2020 :							
Garanties							
Lettres de crédit	55,521,717	171,490,035	20,477,977	14,853,391	17,397,642	-	39,258,744
Engagements de prêt	50,045,962	100,091,925	150,137,887	200,183,850	-	-	500,459,624
Total	105,567,679	271,581,960	170,615,864	254,295,985	17,397,642	-	819,459,130
Au 31 décembre 2019 :							
Garanties							
Lettres de crédit	192,198,760	137,276,216	8,208,014	11,585,117	-	-	69,186,744
Engagements de prêt	67,431,172	134,862,344	202,293,515	269,724,687	-	-	349,268,107
Total	259,629,932	341,325,304	210,501,529	281,309,804	-	-	1,092,766,569

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

(C) RISQUE DE LIQUIDITÉ (SUITE)

(i) Gestion de la liquidité et du financement

Les politiques de liquidité et de financement du Groupe exigent de :

- Signer des contrats de prêt en fonction des fonds disponibles,
- Projeter les flux de trésorerie par principales devises et tenir compte du niveau des liquidités nécessaires à cet effet,
- Veiller à avoir une gamme diversifiée de sources de financement avec des facilités de soutien,
- Investir dans des instruments liquides à court terme qui peuvent être facilement vendus sur le marché en cas de besoin,
- Investir dans les immobilisations corporelles correctement budgétisées et réalisées lorsque le Groupe dispose de flux de trésorerie suffisants,
- Conserver des liquidités et financer des plans d'urgence. Ces plans doivent identifier les indicateurs précoces des conditions de stress et décrire les mesures à prendre en cas de difficultés découlant de crises systémiques ou d'autres crises, tout en minimisant les conséquences négatives à long terme.

(ii) Plans d'urgence

Le Groupe planifie le financement d'urgence au début de l'exercice. Ainsi, les mesures suivantes sont prises pour lutter contre la crise de liquidité :

- Lignes de crédit inutilisées, y compris les facilités de réserve, provenant de différentes contreparties.
- Dépôts à terme auprès des contreparties et perspectives de retrait et de transfert.
- Portefeuille d'investissement et sa période de défaisance.
- Montant des ressources à court terme assorti d'une période de temps nécessaire pour accroître ces ressources.
- Montant qui peut être obtenu auprès d'autres contreparties en fonction des relations passées du Groupe.

(D) RISQUE DE MARCHÉ

Le processus de gestion du risque de marché du Groupe vise à gérer et contrôler les expositions au risque de marché afin d'optimiser le rendement lié au risque. Le risque de marché est le risque que l'évolution des facteurs du marché, notamment les taux d'intérêt et les taux de change, réduise le produit ou la valeur du portefeuille.

Le BIRMC est chargé de la gestion du risque de marché. La Direction de la Trésorerie est responsable de l'élaboration de politiques détaillées de gestion des risques de marché et de la mise en œuvre quotidienne de ces politiques.

La gestion du risque de marché est complétée par le suivi de l'analyse de sensibilité des principales variables de risque de marché. Le Groupe utilise habituellement des modèles de simulation pour mesurer l'incidence des variations des taux d'intérêt sur le produit net d'intérêts.

Les principales hypothèses utilisées dans ces modèles comprennent les volumes de prêts, les prix et les variations dans les conditions du marché. Ces hypothèses se fondent sur les meilleures estimations des positions réelles. Les modèles ne permettent pas de prédire avec précision l'incidence réelle des variations des taux d'intérêt sur le produit, car ces hypothèses sont très incertaines. .

(i) Risque du taux d'intérêt

Le risque du taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. L'ampleur de l'exposition au risque de taux d'intérêt dépend en grande partie de la durée pendant laquelle le taux d'intérêt est fixé pour un instrument financier. L'objectif principal du Groupe en matière de gestion du risque de taux d'intérêt est de générer une marge nette d'intérêts appropriée en faisant correspondre respectivement la caractéristique de taux d'intérêt et le profil de réévaluation des actifs avec ceux des emprunts sous-jacents et des sources des capitaux propres.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

(D) RISQUE DE MARCHÉ (SUITE)

(i) Risque du taux d'intérêt (suite)

Le tableau ci-dessous résume l'exposition du Groupe au risque du taux d'intérêt

	JUSQU'À 1 MOIS USD	1 À 6 MOIS USD	6 À 12 MOIS USD	1 À 5 ANS USD	*TAUX D'INTÉRÊT FIXE USD	*SANS INTÉRÊTS USD	TOTAL USD
Au 31 décembre 2020 :							
ACTIFS FINANCIERS							
Espèces et soldes sur les comptes d'autres banques	1,027,341,097	-	5,387,630	-	477,825,711	29,369,779	1,539,924,217
Investissement dans des titres publics	-	-	-	-	120,928,084	-	120,928,084
Investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce	-	-	-	-	-	52,327,417	52,327,417
Autres créances	-	-	-	-	13,335,555	86,705,850	100,041,405
Prêts pour financement du commerce	4,576,960	1,486,979,558	-	-	1,593,078,297	-	3,084,634,815
Prêts pour financement de projets	16,936,067	1,849,807,659	-	-	357,695,629	337,367	2,224,776,722
Placements en actions à la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	53,987,118	53,987,118
Investissement dans les coentreprises	-	-	-	-	-	317,010	317,010
Total des actifs financiers	1,048,854,124	3,336,787,217	5,387,630	-	2,562,863,276	223,044,541	7,176,936,788
PASSIFS FINANCIERS							
Emprunts à court terme	308,963,383	2,095,201,182	248,119	-	3,064,192	-	2,407,476,876
Emprunts à long terme	295,842,692	856,539,210	25,000,000	-	1,874,142,378	-	3,051,524,280
Instruments financiers dérivés	-	-	-	-	-	41,329,500	41,329,500
Comptes de recouvrement	-	-	-	-	-	93,275,106	93,275,106
Autres dettes	-	-	-	-	-	85,965,258	85,965,258
Total des passifs financiers	604,806,075	2,951,740,392	25,248,119	-	1,877,206,570	220,569,864	5,679,571,020
Risque du taux d'intérêt net	444,048,049	385,046,825	(19,860,489)	-	685,656,706	2,474,677	1,497,365,768
Risque du taux d'intérêt cumulé	444,048,049	829,094,874	809,234,385	809,234,385	1,494,891,091	1,497,365,768	1,497,365,768

* Les éléments comportant un taux d'intérêt fixe et sans intérêts sont comptabilisés au coût, amorti ou à leur valeur comptable qui se rapproche de leur juste valeur

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

(D) RISQUE DE MARCHÉ (SUITE)
(i) Risque du taux d'intérêt (suite))

	JUSQU'À 1 MOIS USD	1 À 6 MOIS USD	6 À 12 MOIS USD	1 À 5 ANS USD	*TAUX D'INTÉRÊT FIXE USD	* SANS INTÉRÊTS USD	TOTAL USD
Au 31 décembre 2019 :							
ACTIFS FINANCIERS							
Espèces et soldes sur les comptes d'autres banques	939,500,285	33,449,454	5,364,894	-	369,990,747	34,098,184	1,382,403,564
Investissement dans des titres publics	-	-	-	-	44,897,636	-	44,897,636
Investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce	-	-	-	-	-	49,997,089	49,997,089
Autres créances	-	-	-	-	690,005	71,035,692	71,725,697
Prêts pour financement du commerce	-	-	-	-	-	40,049,341	40,049,341
Prêts pour financement de projets	3,758,885	1,191,501,334	-	-	1,669,034,053	872,649	2,865,166,921
Placements en actions à la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global	14,327,581	1,902,020,209	-	-	183,584,929	6,404,864	2,106,337,583
Investissement dans les coentreprises	-	-	-	-	-	51,135,850	51,135,850
Total des actifs financiers	957,586,751	3,126,970,997	5,364,894	-	2,268,197,370	317,010	6,612,030,691
PASSIFS FINANCIERS							
Emprunts à court terme	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts à long terme	510,827,029	1,460,111,114	237,246,880	-	257,062,974	-	2,465,247,997
Instruments financiers dérivés	435,961,050	601,351,708	100,239,343	-	1,453,976,797	-	2,591,528,898
Comptes de recouvrement	-	-	-	-	-	95,822,611	95,822,611
Autres dettes	-	-	-	-	10,389,542	128,163,806	138,681,165
Total des passifs financiers	946,788,079	2,061,462,822	337,486,223	-	1,721,429,313	224,114,234	5,291,280,671
Risque du taux d'intérêt net	10,798,672	1,065,508,175	[332,121,329]	-	546,768,057	29,796,445	1,320,750,020
Risque du taux d'intérêt cumulé	10,798,672	1,076,306,847	744,185,518	744,185,518	1,290,953,575	1,320,750,020	1,320,750,020

* Les éléments comportant un taux d'intérêt fixe et sans intérêts sont comptabilisés au coût amorti ou à leur valeur comptable qui se rapproche de leur juste valeur

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

(D) RISQUE DE MARCHÉ (SUITE)

(i) Risque du taux d'intérêt (suite)

Risque du taux d'intérêt - Analyse de sensibilité

Le Groupe surveille l'incidence qu'une potentielle augmentation ou baisse immédiate des taux d'intérêt de 100 points de base appliquée au début de la période aurait sur le produit net d'intérêts.

L'analyse de sensibilité ci-dessous a été établie en fonction du risque de taux d'intérêt pour les instruments non dérivés à la fin de la période. L'analyse a été préparée sur la base des hypothèses suivantes :

- Les actifs et passifs portant des intérêts au 31 décembre 2020 étaient impayés à ces niveaux pour l'ensemble de la période,
- Les actifs et passifs portant des intérêts libellés en devises autres que le dollar américain ont connu des mouvements similaires du taux d'intérêt, et
- Toutes les autres variables restent constantes.

Si les taux d'intérêt avaient été supérieurs ou inférieurs de 100 points de base par rapport aux hypothèses ci-dessus, le bénéfice net du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 de 157 617 853 USD (contre 151 529 565 USD en décembre 2019) augmenterait ou diminuerait de 7 984 686 USD (contre 7 887 902 USD en décembre 2019) ainsi qu'il suit :

Effet sur le bénéfice net du Groupe

Le bénéfice pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 augmenterait à 165 602 539 USD (contre 159 417 467 USD en décembre 2019) ou baisserait à 149 633 167 USD (contre 143 641 663 USD en décembre 2019).

La variation potentielle est de 5,1 % (contre 5,2 % en décembre 2019) du bénéfice sur l'exercice.

(ii) Risque de change

Le risque de change est défini comme la perte potentielle qui pourrait résulter de variations défavorables des taux de change. Les risques de change sont minimisés et, si possible, éliminés lorsqu'il est exigé que les actifs soient financés par des passifs ayant des caractéristiques de change correspondantes.

Les positions en devises étrangères font l'objet d'un suivi trimestriel. L'exposition dans une devise, quelle que soit la position courte ou longue, ne doit pas dépasser la limite de 10 % de la valeur nette du Groupe.

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

(D) RISQUE DE MARCHÉ (SUITE)

(ii) Risque de change (suite)

Les actifs et passifs financiers du Groupe sont libellés en USD.

La position de change du Groupe au 31 décembre 2020 était la suivante :

	USD	GBP	EURO	KES	SDG	UGX	AED	MWK	TZSH	ZMW	JPY	AUTRE	TOTAL
ACTIFS FINANCIERS													
Espèces et soldes sur les comptes d'autres banques	1,463,849,508	9,587	2,028,034	77,597	29,369,779	5,387,835	18,613,822	3,198,035	5,811,688	10,732,930	6,515	838,887	1,539,924,217
Investissement dans des titres publics	-	-	-	-	-	-	-	-	-	120,928,084	-	-	120,928,084
Investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce	52,327,417	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	52,327,417
Autres créances	15,041,405	-	85,000,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	100,041,405
Prêts pour financement du commerce	1,665,344,517	-	1,419,290,298	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,084,634,815
Prêts pour financement de projets	1,919,366,648	-	305,410,074	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,224,776,722
Placements en actions à la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global	53,987,118	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	53,987,118
Investissement dans les coentreprises	317,010	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	317,010
Total des actifs financiers	5,170,233,623	9,587	1,811,728,406	77,597	29,369,779	5,387,835	18,613,822	3,198,035	5,811,688	131,661,014	6,515	838,887	7,176,936,788
PASSIFS FINANCIERS													
Emprunts à court terme	2,169,665,499	-	199,030,761	-	-	-	-	-	-	-	38,780,616	-	2,407,476,876
Emprunts à long terme	2,578,306,842	-	473,217,438	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,051,524,280
Investissement dans les dérivés financiers	(1,081,340,950)	-	1,122,670,450	-	-	-	-	-	-	-	-	-	41,329,500
Compte de recouvrement	59,430,123	-	-	-	28,827,039	-	-	3,159,925	8,379	1,280,655	-	568,985	93,275,106
Autres dettes	85,931,863	-	-	29,451	-	-	-	-	-	-	-	3,944	85,965,258
Total des passifs financiers	3,811,993,377	-	1,794,918,649	29,451	28,827,039	-	-	3,159,925	8,379	1,280,655	38,780,616	572,929	5,679,571,020
POSITION NETTE	1,358,240,246	9,587	16,809,757	48,146	542,740	5,387,835	18,613,822	38,110	5,803,309	130,380,359	(38,774,101)	265,958	1,497,365,768

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

(D) RISQUE DE MARCHÉ (SUITE)

(ii) Risque de change (suite)

La position de change du Groupe au 31 décembre 2019 était la suivante :

	USD	GBP	EURO	KES	SDG	UGX	AED	MWK	TZSH	JPY	AUTRE	TOTAL
ACTIFS FINANCIERS												
Espèces et soldes sur les comptes d'autres banques	1,122,785,220	16,750	129,319,511	1,491,533	34,098,184	5,369,665	18,449,578	59,262,988	6,282,296	33,945	5,293,894	1,382,403,564
Investissement dans des titres publics	44,897,636	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	44,897,636
Investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce	49,997,089	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	49,997,089
Autres créances	1,725,697	-	70,000,000	-	-	-	-	-	-	-	-	71,725,697
Investissement dans les dérivés financiers	1,372,422,131	-	1,332,372,790	-	-	-	-	-	-	-	-	40,049,341
Prêts pour financement du commerce	1,747,553,603	-	1,117,613,318	-	-	-	-	-	-	-	-	2,865,166,921
Prêts pour financement de projets	2,028,601,470	-	74,943,416	-	-	-	-	-	2,792,697	-	-	2,106,337,583
Placements en actions à la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global	51,135,850	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	51,135,850
Investissement dans les coentreprises	317,010	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	317,010
Total des actifs financiers	6,419,435,706	16,750	59,503,455	1,491,533	34,098,184	5,369,665	18,449,578	59,262,988	9,074,993	33,945	5,293,894	6,612,030,691
PASSIFS FINANCIERS												
Emprunts à court terme	2,169,460,294	-	259,024,687	-	-	-	-	-	-	36,763,016	-	2,465,247,997
Emprunts à long terme	2,589,564,016	-	-	-	-	-	-	-	1,964,882	-	-	2,591,528,898
Compte de recouvrement	25,384	-	-	-	33,468,065	-	-	59,172,497	588,187	-	2,568,478	95,822,611
Autres dettes	138,534,056	-	-	131,356	-	-	-	-	-	-	15,753	138,681,165
Total des passifs financiers	4,897,583,750	-	259,024,687	131,356	33,468,065	-	-	59,172,497	2,553,069	36,763,016	2,584,231	5,291,280,671
POSITION NETTE	1,521,851,956	16,750	(199,521,232)	1,360,177	630,119	5,369,665	18,449,578	90,491	6,521,924	(36,729,071)	2,709,663	1,320,750,020

43. GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)

(D) RISQUE DE MARCHÉ (SUITE)

(ii) Risque de change (suite)

Risque de change - Analyse de sensibilité

Le Groupe est principalement exposé à l’euro, à la livre sterling, au shilling kenyan, au shilling tanzanien, à la livre soudanaise et au shilling ougandais. Le Groupe est présent au Zimbabwe et y accorde des crédits à ses clients, mais toutes les transactions sont libellées en USD. L’analyse suivante détaille la sensibilité du Groupe à une hausse et à une baisse de 10 % de la valeur du dollar par rapport aux autres devises. Ce pourcentage (10 %) représente le taux de sensibilité utilisé pour déclarer le risque de change à l’interne et représente l’évaluation par la Direction de la variation raisonnablement possible des taux de change. L’analyse de sensibilité comprend les dépôts en espèces et à terme, les titres, les prêts et les emprunts libellés en devises autres que le dollar américain. Un nombre positif ci-dessous indique une chute des bénéfices et des réserves lorsque le dollar américain se renforce de 10 % par rapport aux autres devises dans lesquelles le Groupe a une position d’actif nette. Pour une dépréciation de 10 % du dollar américain par rapport aux devises concernées, on noterait une incidence contraire sur le bénéfice net.

	GBP	EURO	KES	TSH	AED	SDG	UGX	JPY
Décembre 2020	1,051	3,653,717	2,357	250	506,935	982	(6,238)	(183,869)
Décembre 2019	2,058	(19,601,775)	(270)	286	502,316	1,324	8,820	(87,560)

44. GESTION DU CAPITAL

En tant qu’institution financière supranationale, le Groupe n’est soumis à aucun contrôle réglementaire de la part d’un organisme national. Les opérations sont confiées au Conseil d’administration qui surveille étroitement, directement ou par l’intermédiaire de son Comité d’audit, la performance, le profil de risque et l’adéquation des fonds propres du Groupe.

Vu le besoin de se prémunir contre les risques accrus de crédit associés aux projets et au financement des infrastructures dans les économies africaines en développement, la politique de gestion du capital du Groupe recommande de maintenir un ratio de fonds propres d’au moins 30 %. Ce ratio est calculé conformément aux recommandations du document du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire intitulé « Convergence internationale de la mesure des fonds propres et des normes de fonds propres » de juillet 1988, avec ses modifications successives (document de Bâle I) et le document préparé par le Comité de Bâle intitulé « Convergence internationale de la mesure et des normes de fonds propres : Dispositif révisé » de juin 2004, avec ses modifications successives (document de Bâle II).

Les objectifs du Groupe en matière de gestion du capital, qui est un concept plus large que les « capitaux propres » dans l’état de la situation financière, sont les suivants :

- Disposer de capitaux suffisants pour soutenir sa mission de développement ;
- Préserver la capacité du Groupe à poursuivre ses activités afin de d’assurer des rendements aux actionnaires et des avantages aux États membres et aux autres parties prenantes ; et
- Garantir une base de capital solide pour soutenir le développement de ses activités.

L’adéquation des fonds propres est contrôlée tous les mois par la Direction du Groupe à l’aide des techniques basées sur les lignes directrices élaborées par le Comité de Bâle. À l’heure actuelle, le capital du Groupe est entièrement constitué de fonds propres de catégorie 1, à savoir : le capital-actions libéré, les bénéfices non répartis et les autres réserves.

Les actifs pondérés en fonction des risques sont évalués selon une structure de sept pondérations de risque classées pour refléter une estimation des risques de crédit, de marché et autres associés à chaque actif et contrepartie, en tenant compte des sûretés ou garanties éligibles. Un traitement similaire est adopté pour le risque de la situation financière hors bilan, avec quelques ajustements visant à refléter la nature plus contingente des potentielles pertes.

44. GESTION DU CAPITAL (SUITE)

Le tableau ci-dessous résume les calculs de suffisance du capital du Groupe.

	GROUPE		BANQUE	
	2020 USD	2019 USD	2020 USD	2019 USD
ACTIFS PONDÉRÉS EN FONCTION DES RISQUES				
État de la situation financière au bilan	4,279,000,679	3,748,096,745	4,278,161,199	3,747,696,334
État de la situation financière hors bilan	76,255,912	100,013,828	76,255,912	100,013,828
Total des actifs pondérés en fonction des risques	4,355,256,591	3,848,110,573	4,354,417,111	3,847,710,162
CAPITAL				
Capital libéré	534,933,840	499,107,472	534,933,840	499,107,472
Bénéfices non distribués et réserves	1,022,428,256	890,819,532	1,022,108,565	890,707,157
Total du capital	1,557,362,096	1,389,927,004	1,557,042,405	1,389,814,629
RATIO D'ADÉQUATION DU CAPITAL	35.8%	36.1%	35.8%	36.1%

En plus de son capital libéré, le Groupe a accès à un capital supplémentaire sous forme de capital exigible. Au cours des exercices, le Groupe s’est conformé à ses exigences en matière d’adéquation du capital. Aucun événement important n’est survenu après la date de clôture.

45. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Aucun événement important survenu après la date de clôture qui nécessiterait la publication ou l’ajustement de ces états financiers n’a été enregistré. Comme il est décrit à la Note 42, l’ampleur de l’impact de la COVID-19 sur les activités et les résultats financiers du Groupe dépendra largement de l’évolution de la situation et de nombreux facteurs, notamment la durée et la progression de la pandémie et l’impact connexe sur la confiance et les dépenses des consommateurs, qui sont tous très incertains et imprévisibles.

46. CATÉGORIES D’INSTRUMENTS FINANCIERS

Le tableau ci-dessous présente l’analyse des catégories d’instruments financiers du Groupe.

	COÛT AMORTI USD	À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU COMPTE DE RÉSULTATS* USD	À LA JUSTE VALEUR EN CONTREPARTIE DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL USD	AUTRE USD	VALEUR COMPTABLE TOTALE USD
Au 31 décembre 2020 :					
ACTIFS FINANCIERS					
Espèces et soldes détenus sur les comptes d’autres banques	1,539,924,217	-	-	-	1,539,924,217
Investissement dans des titres publics	120,928,084	-	-	-	120,928,084
Investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce	-	-	52,327,417	-	52,327,417
Autres créances	100,041,405	-	-	-	100,041,405
Prêts pour financement du commerce	3,084,634,815	-	-	-	3,084,634,815
Prêts pour financement de projets	2,224,776,722	-	-	-	2,224,776,722
Placements en actions à la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global	-	-	53,987,118	-	53,987,118
Investissement dans les coentreprises	-	-	-	317,010	317,010
Total des actifs financiers	7,070,305,243	-	106,314,535	317,010	7,176,936,788

46. CATÉGORIES D'INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Au 31 décembre 2020 :	COÛT AMORTI USD	À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU COMPTE DE RÉSULTATS* USD	À LA JUSTE VALEUR EN CONTREPARTIE DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL USD	AUTRE USD	VALEUR COMPTABLE TOTALE USD
PASSIFS FINANCIERS					
Dépôts sur compte de recouvrement	93,275,106	-	-	-	93,275,106
Instruments financiers dérivés	-	41,329,500	-	-	41,329,500
Emprunts à court terme	2,407,476,876	-	-	-	2,407,476,876
Emprunts à long terme	3,051,524,280	-	-	-	3,051,524,280
Autres dettes	85,965,258	-	-	-	85,965,258
Total des passifs financiers	5,638,241,520	41,329,500	-	-	5,679,571,020

* Les actifs financiers classés dans cette catégorie sont tous obligatoirement évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat selon IFRS 9, car ils sont soit détenus à des fins de transaction, gérés selon leur juste valeur, détenus en vue de la vente, détenus afin d'encaisser des flux de trésorerie contractuels qui ne sont pas seulement des versements de principal et d'intérêts.

Aucun actif n'est mis en gage pour garantir une dette.

Le tableau ci-dessous présente l'analyse des catégories d'instruments financiers du Groupe.

Au 31 décembre 2019 :	COÛT AMORTI USD	À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU COMPTE DE RÉSULTATS* USD	À LA JUSTE VALEUR EN CONTREPARTIE DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL USD	AUTRE USD	VALEUR COMPTABLE TOTALE USD
ACTIFS FINANCIERS					
Espèces et soldes détenus sur les comptes d'autres banques	1,382,403,564	-	-	-	1,382,403,564
Investissement dans des titres publics	44,897,636	-	-	-	44,897,636
Investissement dans les titres d'un fonds pour le commerce	-	-	49,997,089	-	49,997,089
Autres créances	71,725,697	-	-	-	71,725,697
Prêts pour financement du commerce	2,865,166,921	-	-	-	2,865,166,921
Prêts pour financement de projets	2,106,337,583	-	-	-	2,106,337,583
Placements en actions à la juste valeur à travers les autres éléments du résultat global	-	-	51,135,850	-	51,135,850
Investissement dans les coentreprises	-	-	-	317,010	317,010
Instruments financiers dérivés	-	40,049,341	-	-	40,049,341
Total des actifs financiers	6,470,531,401	40,049,341	101,132,939	317,010	6,612,030,691
PASSIFS FINANCIERS					
Dépôts sur compte de recouvrement	95,822,611	-	-	-	95,822,611
Emprunts à court terme	2,465,247,997	-	-	-	2,465,247,997
Emprunts à long terme	2,591,528,898	-	-	-	2,591,528,898
Autres dettes	138,681,165	-	-	-	138,681,165
Total des passifs financiers	5,291,280,671	-	-	-	5,291,280,671

* Les actifs financiers classés dans cette catégorie sont tous obligatoirement évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat selon IFRS 9, car ils sont soit détenus à des fins de transaction, gérés selon leur juste valeur, détenus en vue de la vente, détenus afin d'encaisser des flux de trésorerie contractuels qui ne sont pas seulement des versements de principal et d'intérêts.

Aucun actif n'est mis en gage pour garantir une dette.

47. PORTEFEUILLE DE PRÊTS FINANCIERS

	AU 31 DÉCEMBRE 2020			AU 31 DÉCEMBRE 2019		
	SOLDE ENCOURS USD	MONTANTS EXIGIBLE DANS UN DÉLAI DE SIX MOIS USD	MONTANTS APRÈS UN DÉLAI DE SIX MOIS USD	SOLDE ENCOURS USD	MONTANTS EXIGIBLE DANS UN DÉLAI DE SIX MOIS USD	MONTANTS APRÈS UN DÉLAI DE SIX MOIS USD
PAYS						
RDC	15,001,067	3,092,081	11,908,986	669,476	336,141	333,335
Djibouti	6,481,943	5,767,776	714,167	5,888,470	3,745,968	2,142,502
Égypte	79,663,684	134,562	79,529,122	29,529,122	29,529,122	-
Éthiopie	6,421,664	6,421,664	-	163,602,340	163,602,340	-
ESwatini	256,470,157	48,078,755	208,391,402	7,029,752	7,029,752	-
Kenya	19,650,693	13,276,193	6,374,500	43,994,735	36,709,434	7,285,301
Madagascar	8,838,299	8,838,299	-	-	-	-
Malawi	357,101,847	149,234,816	207,867,031	488,200,928	383,602,428	104,598,500
Maurice	21,381,344	12,551,953	8,829,391	4,995,515	4,995,515	-
Mozambique	24,507,937	18,756	24,489,181	-	-	-
Rwanda	349,668,051	2,822,207	346,845,844	2,369,700	2,369,700	-
Seychelles	-	-	-	196,697,214	165,197,214	31,500,000
Soudan	619,290,298	-	619,290,298	619,002,822	201,880,534	417,122,288
Tanzanie	138,865,413	52,698,634	86,166,779	155,836,721	151,797,109	4,039,612
Ouganda	40,582,783	27,491,762	13,091,021	48,917,843	45,372,215	3,545,628
Zambie	675,063,776	208,620,773	466,443,003	692,267,632	358,105,878	334,161,754
Zimbabwe	562,508,106	11,330,359	551,177,747	476,644,026	19,630,440	457,013,586
Prêts bruts	3,181,497,062	550,378,590	2,631,118,472	2,935,646,296	1,573,903,790	1,361,742,506
Moins : Dépréciation sur les prêts pour le financement du commerce (Note 18)	(96,862,247)	-	(96,862,247)	(70,479,375)	-	(70,479,375)
PRÊTS NETS	3,084,634,815	550,378,590	2,534,256,225	2,865,166,921	1,573,903,790	1,291,263,131

48. PORTEFEUILLE DE PRÊTS AUX PROJETS

PAYS	AU 31 DÉCEMBRE 2020					AU 31 DÉCEMBRE 2019				
	MONTANTS DÉCAISSÉS USD	INTÉRÊTS CAPITALISÉS USD	MONTANTS REMBOURSÉS USD	INTÉRÊTS À RECEVOIR USD	SOLDE ENCOURS USD	EXIGIBLE DANS UN DÉLAI DE UN AN USD	APRÈS UN DÉLAI DE UN AN USD	SOLDE ENCOURS USD	EXIGIBLE DANS UN DÉLAI DE UN AN USD	APRÈS UN DÉLAI DE UN AN USD
Burundi	26,176,875	1,192,186	(14,664,725)	897,534	13,601,870	8,442,014	5,159,856	13,633,604	6,242,983	7390,621
Comores	15,347,845	-	-	99,696	15,447,541	2,571,363	12,876,178	12,769,196	11,343,852	1,425,344
RDC	49,037,675	-	-	1,882,354	50,920,029	5,100,960	45,819,069	43,581,612	38,306,667	5,274,945
Djibouti	2,835,000	-	-	361,719	3,196,719	905,280	2,291,439	3,051,288	1,594,688	1,456,600
Érythrée	403,652	-	(403,652)	-	-	-	-	-	-	-
Éthiopie	162,536,048	18,670,182	(58,399,814)	4,708,593	127,515,009	15,562,725	111,952,284	126,568,438	103,788,562	22,779,876
Kenya	1,468,608,364	1,532,900	(830,811,138)	19,920,942	659,251,068	105,684,111	553,566,957	716,892,082	635,415,710	81,476,372
Madagascar	1,389,373	-	-	270,427	1,659,800	21,369	1,638,431	-	-	-
Malawi	60,793,337	2,920	(60,796,257)	-	-	-	-	-	-	-
Maurice	146,509,945	-	(12,766,112)	680,385	134,424,218	2,106,748	132,317,470	128,823,420	8,567,221	120,256,199
Mozambique	76,377,484	-	-	230,118	76,607,602	133,190	76,474,412	31,990,370	31,874,418	115,953
Rwanda	447,303,857	3,612,691	(166,266,082)	2,925,792	287,576,258	52,850,120	234,726,138	249,949,102	205,992,905	43,956,197
Seychelles	94,155,554	-	(42,245,021)	776,380	52,686,913	9,619,627	43,067,286	55,934,659	52,690,941	3,243,718
Soudan	45,106,624	17056,064	(25,392,904)	6,128,298	42,898,082	42,898,082	-	39,950,876	36,769,785	3,181,091
Tanzanie	717,452,885	682,910	(256,718,084)	1,094,924	462,512,635	92,318,724	370,193,911	527,346,143	464,852,730	62,493,414
Ouganda	454,977,702	6,103,522	(153,566,388)	10,097,217	317,612,053	35,749,504	281,862,549	111,419,472	86,757,998	24,661,474
Zambie	131,225,914	25,086,069	(145,253,659)	-	11,058,324	-	11,058,324	11,701,973	-	11,701,973
Zimbabwe	324,925,790	709,656	(290,546,597)	206,647	35,295,496	24,898,860	10,396,636	73,383,321	38,224,796	35,158,523
Prêts bruts	4,225,163,924	74,649,100	(2,057,830,433)	50,281,026	2,292,263,617	398,862,677	1,893,400,940	2,146,995,556	1,722,423,256	424,572,300
Moins : Dépréciation sur les prêts pour le financement du commerce (Note 18)					(67,486,895)	-	(67,486,895)	(40,657,973)	-	(40,657,973)
PRÊTS NETS					2,224,776,722	398,862,677	1,825,914,045	2,106,337,583	1,722,423,256	383,914,327

49. ÉTAT DES SOUSCRIPTIONS AU CAPITAL-ACTIONS

ACTIONS DE CATÉGORIE « A »	Au 31 décembre 2020 :						TRANCHES LIBÉRÉES AU 31.12.2020			
	ACTIONS SOUSCRITES	POURCENTAGE DU TOTAL	VALEUR USD	CAPITAL EXIGIBLE USD	CAPITAL SOCIAL USD	TRANCHES EXIGIBLES AU 31.12.2020 USD	TRANCHES LIBÉRÉES AU 31.12.2020 USD			
Bélarus	1,267	1.42	28,719,089	22,975,271	5,743,818	5,743,818	5,743,818			5,743,818
Burundi	1,756	1.97	39,803,252	31,842,602	7960,650	7960,650	7960,650			7960,650
Chine	4,891	5.48	110,864,297	88,691,438	22,172,859	22,172,859	22,172,859			22,172,859
Comores	185	0.21	4,193,395	3,354,716	838,679	838,679	838,679			838,679
Djibouti	407	0.46	9,225,469	7,380,375	1,845,094	1,845,094	1,845,094			1,845,094
RDC	5,943	6.65	134,709,981	107,767,985	26,941,996	26,941,996	26,941,996			26,941,997
Égypte	7,629	8.54	172,926,543	138,341,234	34,585,309	34,585,309	34,585,309			34,585,308
Érythrée	240	0.27	5,440,080	4,352,064	1,088,016	1,088,016	1,088,016			906,637
ESwatini	454	0.51	10,290,818	8,232,654	2,058,164	2,058,164	2,058,164			1,657,411
Éthiopie	8,734	9.78	197,973,578	158,378,862	39,594,716	36,594,511	36,594,511			36,594,511
Kenya	7,422	8.31	168,234,474	134,587,579	33,646,895	33,646,895	33,646,895			33,646,895
Madagascar	3,577	4.00	81,079,859	64,863,887	16,215,972	16,215,972	16,215,972			16,215,972
Malawi	2,314	2.59	52,451,438	41,961,150	10,490,288	10,490,288	10,490,288			10,490,288
Maurice	447	0.50	10,132,149	8,105,719	2,026,430	2,026,430	2,224,925			1,224,925
Mozambique	1,883	2.11	42,681,961	34,145,569	8,536,392	8,536,392	8,536,392			8,536,392
Rwanda	318	0.36	7,208,106	5,766,486	1,441,620	1,441,621	1,201,294			1,201,294
Seychelles	2,333	2.61	52,882,111	42,305,689	10,576,422	10,576,422	10,576,422			10,576,422
Somalie	4,338	4.86	98,329,446	78,663,557	19,665,889	13,665,481	13,665,481			13,665,481
Sud-Soudan	385	0.43	8,726,795	6,981,436	1,745,359	1,745,359	1,745,359			1,745,359
Soudan	5,277	5.91	119,613,759	95,691,007	23,922,752	23,922,752	23,922,752			23,922,752
Tanzanie	7,157	8.01	162,227,719	129,782,175	32,445,544	32,445,544	32,445,544			32,445,544
Ouganda	5,560	6.22	126,028,520	100,822,816	25,205,704	25,205,704	25,205,704			25,200,531
Zambie	6,154	6.89	139,492,718	111,594,174	27,898,544	27,898,544	27,898,544			27,898,544
Zimbabwe	6,337	7.09	143,640,779	114,912,623	28,728,156	28,728,156	28,728,156			28,728,156
Banque africaine de développement	4,321	4.84	97,944,107	78,355,286	19,588,821	19,588,821	19,588,821			19,588,821
	89,329	100	2,024,820,443	1,619,856,354	404,964,089	395,161,972	394,334,340			

49. ÉTAT DES SOUSCRIPTIONS AU CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

Au 31 décembre 2020 :

ACTIONS DE CATÉGORIE « B »	NUMBER OF SHARES	POURCENTAGE DU TOTAL	CAPITAL EXIGIBLE USD	TRANCHES EXIGIBLES À LA FIN DE L'EXERCICE USD	CAPITAL EXIGIBLE USD	PRIME D'ÉMISSION USD	TOTAL PAYÉ USD
Banque africaine de développement	5,844	18.84	26,493,309	26,493,309	26,493,309	19,822,784	46,316,093
Consortium pour la Recherche économique en Afrique	175	0.56	793,349	793,349	793,349	1,212,676	2,006,025
Société africaine de réassurance	805	2.60	3,649,403	3,649,403	3,649,403	2,014,651	5,664,054
Banque arabe pour le développement économique en Afrique	1,017	3.28	4,610,489	4,610,489	4,610,489	6,074,932	10,685,421
Barco Nacional de Investimento	917	2.96	4,157,146	4,157,146	4,157,146	1,699,496	5,856,642
Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) Djibouti	410	1.32	1,858,702	1,858,702	1,858,702	3,148,628	5,007,330
Fonds d'investissement pour les pays en développement	3,383	10.91	15,336,561	15,336,561	15,336,561	24,470,626	39,807,187
Mauritian Eagle Insurance Company limited	278	0.90	1,260,291	1,260,291	1,260,291	454,413	1,714,704
Caisse nationale de retraite - Maurice	1,941	6.26	8,799,369	8,799,369	8,799,369	4,133,719	12,933,088
Caisse nationale de sécurité sociale d'Ouganda	3,231	10.42	14,647,481	14,647,481	14,647,481	14,316,766	28,964,247
Fonds de l'OEPEP pour le développement international	2,122	6.84	9,619,918	9,619,918	9,619,918	11,184,114	20,804,032
République populaire de Chine	3,674	11.85	16,655,786	16,655,786	16,655,786	6,837,440	23,493,226
Office Rwandais de Sécurité Sociale	3,602	11.61	16,329,380	16,329,380	16,329,380	11,644,490	27,973,870
Sacos Group limited	130	0.42	589,346	589,346	589,346	519,669	1,109,015
Seychelles Pension Fund	1,062	3.42	4,814,492	4,814,492	4,814,492	2,584,331	7,398,823
Fonds de prévoyance des administrateurs et des parties intéressées de la TDB	93	0.30	421,608	421,608	421,608	(17,073)	404,535
Fonds de prévoyance du personnel de la TDB	1,496	4.82	6,781,997	6,781,997	6,781,997	(1,720,936)	5,061,061
ZEP-RE (Société de réassurance de la ZEP)	834	2.69	3,780,873	3,780,873	3,780,873	1,223,127	5,004,000
	31,014	100	140,599,500	140,599,500	140,599,500	109,603,853	250,203,353

Les actions de catégorie « B » ont été émises pour la première fois en 2013 après approbation du Conseil des gouverneurs en Décembre 2012, afin d'augmenter le capital autorisé du Groupe de 2 à 3 milliards USD. Cette augmentation a été possible grâce à la création de nouvelles actions de catégorie « B » d'une valeur nominale de 4 533,420375 USD chacune. Les actions de catégorie « B » n'ont pas de partie sujette à appel et sont payables immédiatement.

49. ÉTAT DES SOUSCRIPTIONS AU CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

Au 31 décembre 2019 :

ACTIONS DE CATÉGORIE « A »	ACTIONS SOUSCRITES	POURCENTAGE DU TOTAL	VALEUR USD	CAPITAL EXIGIBLE USD	CAPITAL SOCIAL USD	TRANCHES EXIGIBLES AU 31.12.2019 USD	TRANCHES LIBÉRÉES AU 31.12.2019 USD
Bélarus	1,232	1.44	27,925,744	22,340,595	5,585,149	5,585,149	5,585,149
Burundi	1,646	1.92	37,309,882	29,847,906	7,461,976	7,461,976	7,461,976
Chine	4,555	5.32	103,248,185	82,598,548	20,649,637	20,649,637	20,649,637
Comores	178	0.21	4,034,726	3,227,781	806,945	806,945	806,945
Djibouti	390	0.46	8,840,130	7,072,104	1,768,026	1,768,026	1,768,026
RDC	5,757	6.72	130,493,919	104,395,135	26,098,784	26,098,784	26,098,784
Égypte	7154	8.35	162,159,718	129,727,774	32,431,944	32,431,944	32,431,943
Érythrée	240	0.28	5,440,080	4,352,064	1,088,016	1,088,016	758,736
ESwatini	447	0.52	10,132,149	8,105,719	2,026,430	1,625,677	1,224,925
Éthiopie	8,257	9.64	187,161,419	149,729,135	37,432,284	33,432,012	33,432,011
Kenya	6,964	8.13	157,852,988	126,282,390	31,570,598	31,570,598	31,570,598
Madagascar	443	0.52	10,041,481	8,033,185	2,008,296	806,039	806,039
Malawi	1,768	2.06	40,075,256	32,060,205	8,015,051	8,015,051	8,015,051
Maurice	3,383	3.95	76,682,461	61,345,969	15,336,492	15,336,492	15,336,492
Mozambique	2,277	2.66	51,612,759	41,290,207	10,322,552	8,329,257	8,329,257
Rwanda	4,217	4.92	95,586,739	76,469,391	19,117,348	11,116,805	11,116,605
Seychelles	361	0.42	8,182,787	6,546,230	1,636,557	1,636,557	1,636,557
Somalie	318	0.37	7,208,106	5,766,485	1,441,621	1,441,621	1,005,326
Sud-Soudan	2,270	2.65	51,454,090	41,163,272	10,290,818	10,290,818	10,290,818
Soudan	5,277	6.16	119,613,759	95,691,007	23,922,752	23,922,752	23,922,752
Tanzanie	6,757	7.89	153,160,919	122,528,735	30,632,184	30,632,184	30,632,184
Ouganda	5,286	6.17	119,817,762	95,854,210	23,963,552	23,963,552	23,951,313
Zambie	6,154	7.18	139,492,720	111,594,175	27,898,545	27,898,545	27,898,545
Zimbabwe	6,337	7.40	143,640,779	114,912,623	28,728,156	28,728,156	28,728,156
Banque africaine de développement	4,018	4.69	91,076,006	72,860,805	18,215,201	18,215,201	18,215,201
	85,686	100	1,942,244,564	1,553,795,650	388,448,914	372,851,794	371,673,026

49. ÉTAT DES SOUSCRIPTIONS AU CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

Au 31 décembre 2019 :		NOMBRE D' ACTIONS	POURCENTAGE DU TOTAL	CAPITAL EXIGIBLE USD	TRANCHES EXIGIBLES À LA FIN DE L'EXERCICE USD	CAPITAL EXIGIBLE USD	PRIME D'ÉMISSION USD	TOTAL PAYÉ USD
ACTIONS DE CATÉGORIE « B »								
Consortium pour la Recherche économique en Afrique		175	0.62	793,349	793,349	793,349	1,212,676	2,006,025
Banque africaine de développement		5,733	20.39	25,990,099	25,990,099	25,990,099	19,013,101	45,003,200
Société africaine de réassurance		780	2.77	3,536,068	3,536,068	3,536,068	1,832,411	5,368,479
Banque arabe pour le développement économique en Afrique		960	3.42	4,352,084	4,352,084	4,352,084	5,649,196	10,001,280
Banco Nacional de Invesimento		888	3.16	4,025,677	4,025,677	4,025,677	1,488,038	5,513,715
Fonds d'investissement pour les pays en développement		1,745	6.21	7910,819	7910,819	7910,819	11,891,474	19,802,293
Mauritian Eagle Insurance Company Limited		270	0.96	1,224,024	1,224,024	1,224,024	395,976	1,620,000
Caisse nationale de retraite - Maurice		1,787	6.36	8,101,222	8,101,222	8,101,222	2,973,564	11,074,786
Caisse nationale de sécurité sociale d'Ouganda		3,047	10.84	13,813,332	13,813,332	13,813,332	12,942,723	26,756,055
Fonds de l'OPEP pour le développement international		2,054	7.31	9,311,645	9,311,645	9,311,645	10,688,153	19,999,798
République populaire de Chine		3,556	12.65	16,120,843	16,120,843	16,120,843	5,976,999	22,097,842
Office Rwandais de Sécurité Sociale		3,500	12.45	15,866,971	15,866,971	15,866,971	10,900,923	26,767,894
Sacos Group Limited		124	0.44	562,144	562,144	562,144	475,093	1,037,237
Seychelles Pension Fund		1,029	3.66	4,664,890	4,664,890	4,664,890	2,343,654	7,008,544
Fonds de prévoyance des administrateurs et des parties intéressées de la TDB		107	0.38	485,076	485,076	485,076	190,584	675,660
Fonds de prévoyance du personnel de la TDB		1,521	5.41	6,895,330	6,895,330	6,895,330	2,511,356	9,406,686
ZEP-RE (Société de réassurance de la ZEP)		834	2.97	3,780,873	3,780,873	3,780,873	1,223,127	5,004,000
		28,110	100	127,434,446	127,434,446	127,434,446	91,709,048	219,143,494